Hors-série
Le Monde diplomatique

# L'Atlas
## Histoire

# Histoire critique du XXe siècle

AFRIQUE CFA 5600 F CFA • ALLEMAGNE 8,90 € • ANTILLES-GUYANE 8,90 € • AUTRICHE 8,90 € • BELGIQUE 8,90 € • CANADA 12,00 $C • ESPAGNE 8,90 € • ÉTATS-UNIS 13,50 $US • GRANDE-BRETAGNE 7,50 £ • GRÈCE 9,50 € • ITALIE 8,90 € • LUXEMBOURG 8,90 € • MAROC 95 DH • PAYS-BAS 8,90 € • PORTUGAL CONT. 8,90 € • RÉUNION 8,90 € • SUISSE 12,50 CHS • TOM AVION 1800 XPF
8,50 euros France métropolitaine

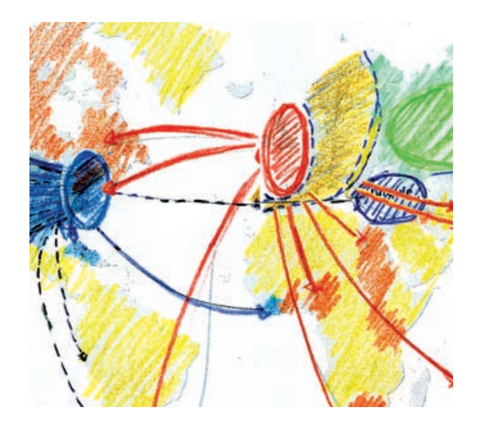


*Comme la vie est lente*
*Et comme l'Espérance est violente*

Guillaume Apollinaire
*Alcools,* 1913

# Sommaire



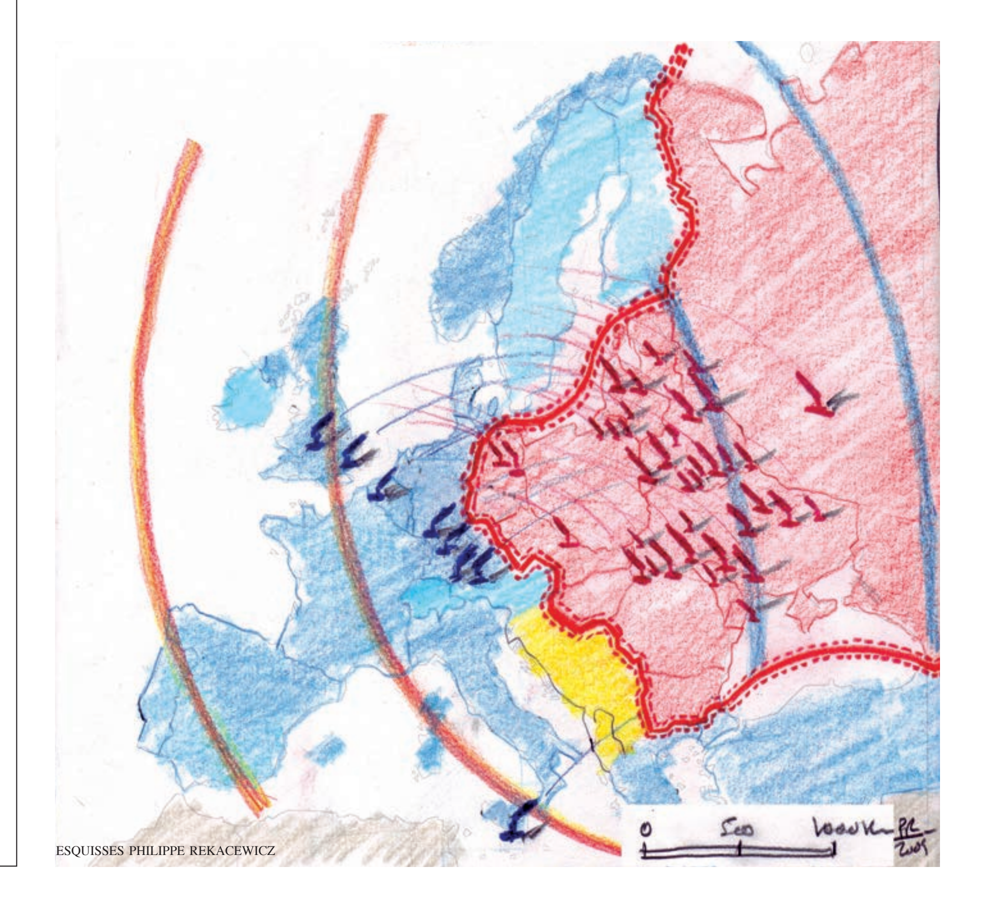


## 1 | Les années folles



## 2 | Les années noires






ESQUISSES PHILIPPE REKACEWICZ

LE MONDE *diplomatique*

*Edité par la* **SA Le Monde diplomatique,** société anonyme avec directoire et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du *Monde diplomatique*

1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

**Directoire :** Serge HALIMI, président, directeur de la publication (01-53-94-96-78), Alain GRESH, directeur adjoint (01-53-94-96-01), Bruno LOMBARD, directeur de la gestion (01-53-94-96-07)
Responsable des éditions internationales et du développement : Anne-Cécile ROBERT

Directeur de la rédaction : Serge HALIMI
Rédactrice en chef : Martine BULARD
Rédacteur en chef adjoint : Pierre RIMBERT

Rédaction :
Laurent BONELLI, Mona CHOLLET, Alain GRESH, Renaud LAMBERT, Evelyne PIEILLER, Philippe RIVIÈRE, Philippe REKACEWICZ (cartographie), Anne-Cécile ROBERT

Site Internet : Guillaume BAROU

Conception artistique :
Alice BARZILAY, Maria IERARDI

Rédacteur documentaliste : Olivier PIRONET

Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Didier ROY

Correction : Pascal BEDOS, Xavier MONTHÉARD

Diffusion numérique : Vincent CARON

Contrôle de gestion : Zaïa SAHALI

Secrétariat : Anne CALLAIT-CHAVANEL (9678), Sophie DURAND-NGÔ (9607), Joseline FLEURY (9605), Monique SALOMÉ (9601)

Courriel : prénom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY. Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET

Publicité : Laurent LEFILS (01-57-28-39-50)

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLIARD, Jérôme PONS, Pascale LATOUR, Marie-Dominique RENAUD
Relations marchands de journaux (numéros verts) :
Diffuseurs Paris : 0805 050 147
Dépositaires banlieue/province : 0805 050 146

Service relations abonnés :
• Depuis la France : 0825 800 174 (0,15 €/min)
www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3 44 62 52 74

## 3 | *Les années rouges*



## 4 | *Les années grises*



***L'Atlas du Monde diplomatique***
***Histoire critique du XXᵉ siècle***

Dirigé par Benoît Breville, Philippe Rekacewicz, Lionel Richard, Pierre Rimbert, Dominique Vidal

Cartographie : Cécile Marin, Philippe Rekacewicz

Avec le concours de Dario Ingiusto, Agnès Stienne

Couverture (hommage à Georges Méliès) et conception graphique : Boris Séméniako

Correction : Françoise Graziani, Tatiana Weimer

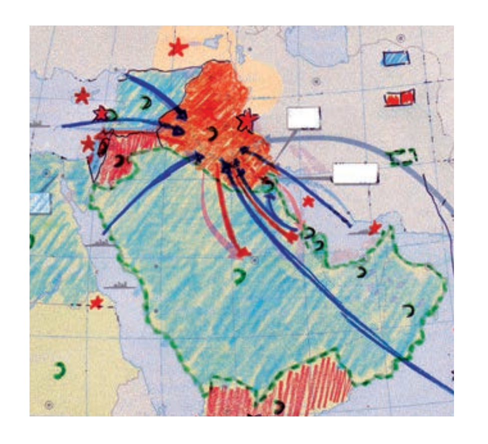
Documentation : Olivier Pironet avec Samuel Leduc-Frenette, Mathilde Zederman

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 I 86051
ISSN : 1779-0689

Cet atlas a été fabriqué par l'imprimerie Imaye sur du papier 100 % recyclé et sans chlore pour l'intérieur. La couverture a été imprimée sur un papier certifié PEFC, issu de forêts gérées durablement. L'imprimerie Imaye a le label Imprim'vert et la certification ISO 14001.









# Avoir pour soi l'histoire

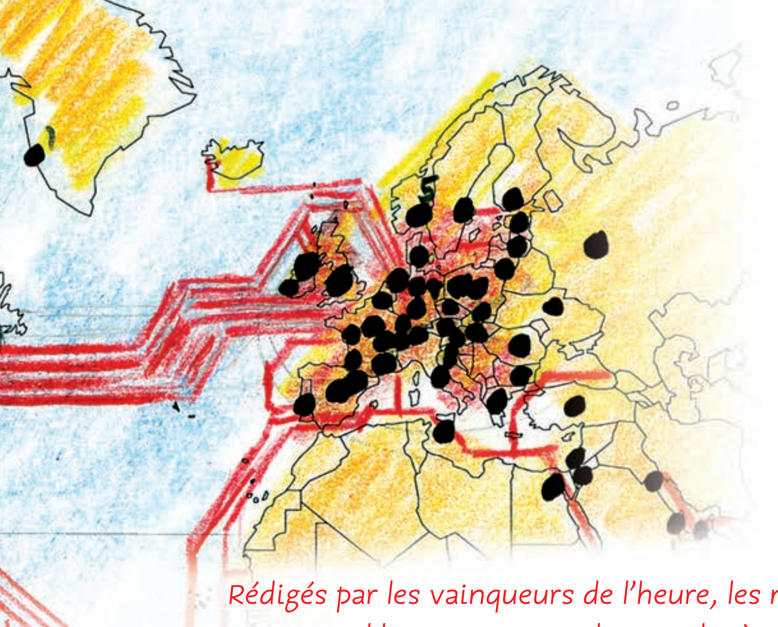
Le 6 juin 2009, le président Barack Obama prononça un discours célébrant le débarquement en Normandie, et plus largement la victoire des alliés contre les nazis. Il consacra quatorze mots aux *« Russes qui essuyèrent certaines des pertes les plus lourdes sur le front de l'Est »*. C'est là-bas en effet que se trouvaient 165 divisions allemandes, et les meilleures – contre 76 engagées sur le front de l'Ouest. Les lycéens français, britanniques, américains n'entendent pas souvent parler de la bataille de Koursk (juillet-août 1943). Elle impliqua pourtant 4 millions d'hommes, représenta le vrai tournant de la guerre et se conclut par le triomphe des armées soviétiques, qui tuèrent ou blessèrent 500 000 soldats allemands au prix de pertes encore plus lourdes. Presque au même moment, 6 000 Anglo-Américains mouraient lors de la campagne de Sicile. Et 60 000, pendant la totalité de l'année 1943[1].

« Mémoire » et histoire ne cessent de diverger. Hollywood aidant, on imaginera bientôt que Berlin fut conquis par les Américains. En août-septembre 1944, un institut de sondages – déjà ! – demandait à des Parisiens dont la ville venait d'être libérée quel pays avait le plus contribué à la victoire. Verdict : l'Union soviétique, 61 % ; les Etats-Unis, 29 %. Soixante ans plus tard, le même institut posa la même question aux Français. Cette fois, ils répondirent : les Etats-Unis, 58 % ; l'Union soviétique, 20 %. Décennie après décennie, la « cote » de l'Armée rouge n'a cessé de baisser... Le camp qui a gagné la guerre froide a également remporté la guerre des mémoires. Histoire et pouvoir ont partie liée.

Le camp qui a gagné la guerre froide a également remporté la guerre des mémoires. Histoire et pouvoir ont partie liée

Qu'avons-nous donc appris de ce XX[e] siècle qui ne cesse de se réagencer dans nos têtes ? Au départ, l'essor du syndicalisme, la puissance du rationalisme et le développement des sciences laissaient entrevoir une percée de la démocratie politique, le déclin des empires et la marche vers l'égalité. Cent ans plus tard, l'oligarchie campe solidement dans les palais gouvernementaux ; la fin des empires coloniaux a enfanté de nouveaux rapports de dépendance ; l'écart entre la fortune de Bill Gates et celle d'un de ses jardiniers a fort peu à envier à celui qui séparait le train de vie de Louis XVI de celui d'un paysan dictant son cahier de doléances.

Doit-on en conclure que rien ne fut accompli ? Ou que tout est à refaire ? Ni l'un ni l'autre : le XX[e] siècle ne se résume pas à sa conclusion apparente. Au fil des ans, une de ses pages revient en mémoire, une autre s'efface. Et des grandes tendances se dessinent, pas nécessairement politiques (urbanisation, santé, religions, course aux énergies). Au total, cet *Atlas* espère néanmoins contrarier le discours presque totalitaire qui célèbre la victoire définitive de la démocratie libérale et du capitalisme mondialisé. Décisif, l'enjeu nous invite à rétablir certains faits, ressusciter des chapitres oubliés, engager à notre tour la bataille intellectuelle. Pour avoir vécu le Front populaire au milieu d'ouvrières en lutte, la philosophe et militante Simone Weil l'avait mesuré : *« C'est quelque chose quand on est misérable et seul que d'avoir pour soi l'histoire. »* Sans le souvenir de ces moments incandescents au cours desquels des peuples pensèrent l'impensable, et parfois renversèrent l'irréversible, la *« foule esclave »* de ceux qui n'avaient que leur travail pour



*Rédigés par les vainqueurs de l'heure, les manuels d'histoire semblent encourager les peuples à « serrer les dents ». Dormez en paix, suggèrent-ils, souffrez en silence, oubliez Commune de Paris, Longue Marche, Brigades internationales, Rosa Parks, luttes anticoloniales...*

capital eût été condamnée à *« serrer les dents. Tenir. Comme un nageur sur l'eau. Seulement avec la perspective de nager toujours jusqu'à la mort*[2] *».*

Rédigés par les vainqueurs de l'heure, les manuels d'histoire semblent encourager les peuples à « serrer les dents ». Dormez en paix, suggèrent-ils, souffrez en silence, oubliez Commune de Paris, Longue Marche, Brigades internationales, Rosa Parks, luttes anticoloniales... S'adressant à *« tous ceux qui ne voient à nouveau que défauts à notre démocratie libérale »,* un éditorialiste réactionnaire les mettait en garde : *« Les deux calamités du siècle – la fasciste comme la communiste – montrent que les sorties hors système débouchent volontiers sur des marécages funèbres*[3]. *»* Autant dire que nos options se résumeraient à capitalisme ou cimetière. Cette version bourgeoise de l'avenir en rappelle paradoxalement une autre, que le régime cubain martèle depuis cinquante ans : « Le socialisme ou la mort ». Un jour qu'il s'adressait aux compagnons de route du Parti communiste français, Albert Camus les a qualifiés de *« censeurs qui n'ont jamais placé que leur fauteuil dans le sens de l'histoire ».* Le sens ayant changé, d'autres censeurs les ont remplacés. Puisque le fond de l'air n'est plus rouge.

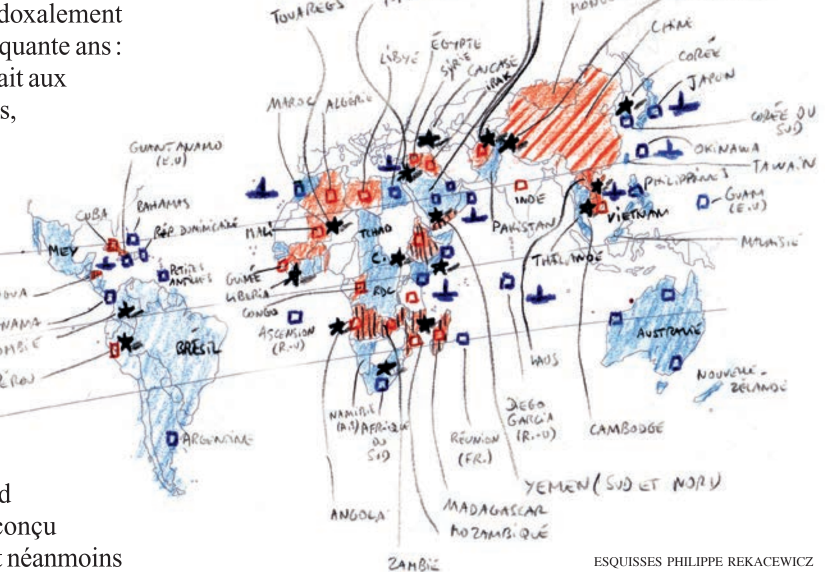
Il y a quatre ans, justement, la région de Shanghaï réécrivait ses manuels d'histoire : dynasties, invasions et révolutions cédèrent le pas à l'étude des technologies, des coutumes et de l'harmonie sociale. *« L'histoire n'appartient pas aux empereurs et aux généraux, mais au peuple »,* expliqua, référence à Fernand Braudel à l'appui, l'un des universitaires ayant conçu ces nouveaux programmes[4]. La coïncidence voulut néanmoins que le désir du « peuple » épousait exactement celui des deux dirigeants chinois, MM. Jiang Zemin et Hu Jintao, qui avaient fait de la *« société harmonieuse »* dans un régime de parti unique leur idéal politique. Mais puisqu'on les incite également à mieux connaître les cultures étrangères, les jeunes de Shanghaï n'auront qu'à lire *La Condition humaine* d'André Malraux. Ils y découvriront qu'avant de devenir harmonieuse leur ville passa à la postérité comme celle où, après un soulèvement ouvrier raté, on avait jeté des insurgés communistes dans des chaudières de locomotives.

De cela, le Texas, lui, ne saura sans doute rien. Compte tenu de l'importance démographique de cet Etat, le plus peuplé du pays après la Californie, aucun éditeur ne souhaite renoncer à un tel marché ; ses programmes scolaires orientent ainsi l'ensemble de l'éducation américaine. Au Texas, donc, les autorités éducatives (élues et conservatrices) ont décidé en mars dernier que l'étude des programmes sociaux lancés dans les années 1960 aux Etats-Unis (« Great society » de Lyndon Johnson) devrait dorénavant *« analyser tous les effets pervers »* de ces réformes progressistes. Les auteurs de livres scolaires ont également pour instruction de remplacer le mot de « capitalisme » par ceux de « libre entreprise »[5]. Les pays démocratiques aiment se gausser du révisionnisme historique – photos retouchées, textes purgés – des régimes autoritaires. Mais cette directive-là est presque passée inaperçue.

On ne doit pas s'en étonner. *« La mémoire,* nous rappelle l'historien britannique Eric Hobsbawm, *n'est pas tant un mécanisme d'enregistrement qu'un mécanisme de sélection »* permettant de *« lire les désirs du présent dans le passé*[6] *».* Autrement dit, à mesure que le présent nous accompagne, l'histoire du XX^e^ siècle continue...

**Serge Halimi**

1. Lire Max Hastings, « A very chilly victory », *The New York Review of Books,* 13 août 2009.
2. Simone Weil, *Ecrits historiques et politiques,* vol. II, Gallimard, Paris, 1991.
3. *Le Point,* 15 novembre 1997.
4. Lire Joseph Kahn, « Where's Mao ? Chinese revise history books », *The New York Times,* 1er septembre 2006.
5. Cité par Thomas Frank, « Don't mess with the Texas board of Ed », *The Wall Street Journal,* 17 mars 2010.
6. Eric Hobsbawm, *Marx & l'Histoire,* Démopolis, Paris, 2008.




ESQUISSES PHILIPPE REKACEWICZ

▲ Affiche du film *Metropolis,*
de Fritz Lang (1927)



SEPTIÈME ANNÉE. — N° 2173. LE NUMÉRO : 10 CENTIMES. — ÉTRANGER : 20 CENTIMES Vendredi 27 octobre 1916.

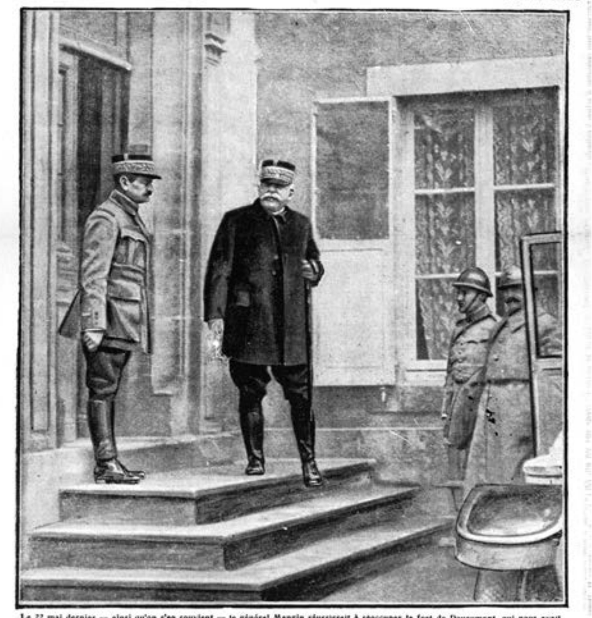
# •EXCELSIOR•

Journal Illustré Quotidien

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Élégances

Adresser toute la correspondance à l'ADMINISTRATEUR D'*Excelsior* 88, avenue des Champs-Élysées, PARIS
Téléph. : WAGRAM 57-44, 57-45
*Adresse télégraph.* : EXCEL-PARIS

## Joffre chez Mangin avant la victoire de Douaumont



Le 22 mai dernier — ainsi qu'on s'en souvient — le général Mangin réussissait à réoccuper le fort de Douaumont, qui nous avait été enlevé le 25 février. Superbe attaque dont, à ce moment, nous ne pûmes conserver le fruit. L'autre jour, notre haut commandement, ayant jugé l'heure opportune, confia au même général Mangin le soin d'exécuter la magnifique opération qui vient d'arracher des cris d'admiration à la France et au monde. Peu d'instants avant l'affaire, le vainqueur d'hier reçut la visite du général Joffre — qui se retira certain d'une victoire dont il tint à être le témoin.

▼ Image du film *L'Age d'or,*
de Luis Bunuel (1930)



COLLECTION CHRISTOPHEL

ÉDITION DE 5 HEURES DU MATIN

LE JOURNAL

DIX centimes le numéro — Samedi 28 Juin 1919.

LA VIE CHÈRE et ses remèdes

C'est à trois heures cet après-midi que sera signé le traité de Versailles

LES DÉLÉGUÉS ALLEMANDS SONT ARRIVÉS CETTE NUIT

LA COMMISSION de la paix

Toutes les punitions levées

Les retraites militaires

LA FÊTE DE LA VICTOIRE

La Chambre vote 4 millions

LES ENVOYÉS DE BERLIN





ANTON LAVINSKY

QUATRIÈME ÉDITION

Le Matin

Vendredi 26 Juin 1918

...énagement du Rhône et de ses affluents

LA FIN DU DERNIER TSAR

L'ASSASSINAT DE NICOLAS II EST CONFIRMÉ

Un télégramme de M. Tchitcherine, commissaire des affaires étrangères de Russie, l'annonce

LES GOTHAS RÉCIDIVENT

Des groupes d'avions ennemis sur la région parisienne

PLUSIEURS BOMBES ONT ÉTÉ LANCÉES

LA HAUTE-COUR

Communiqués français

UN ÉMOUVANT APPEL — LA SIBÉRIE implore les alliés

EN AUTRICHE-HONGRIE — MUTINERIES et manifestations

▲ Affiche du film *Le Cuirassé Potemkine,*
de Sergueï Eisenstein (1925)

# 1 | Les années folles

Folles, les deux premières décennies du XXe siècle le sont vraiment. L'ordre que l'Europe prétend imposer au monde vacille en son sein. Saignée par la guerre mondiale, ébranlée par la révolution soviétique, elle ne bascule cependant pas. Mais le spectre du communisme, désormais, la hante.

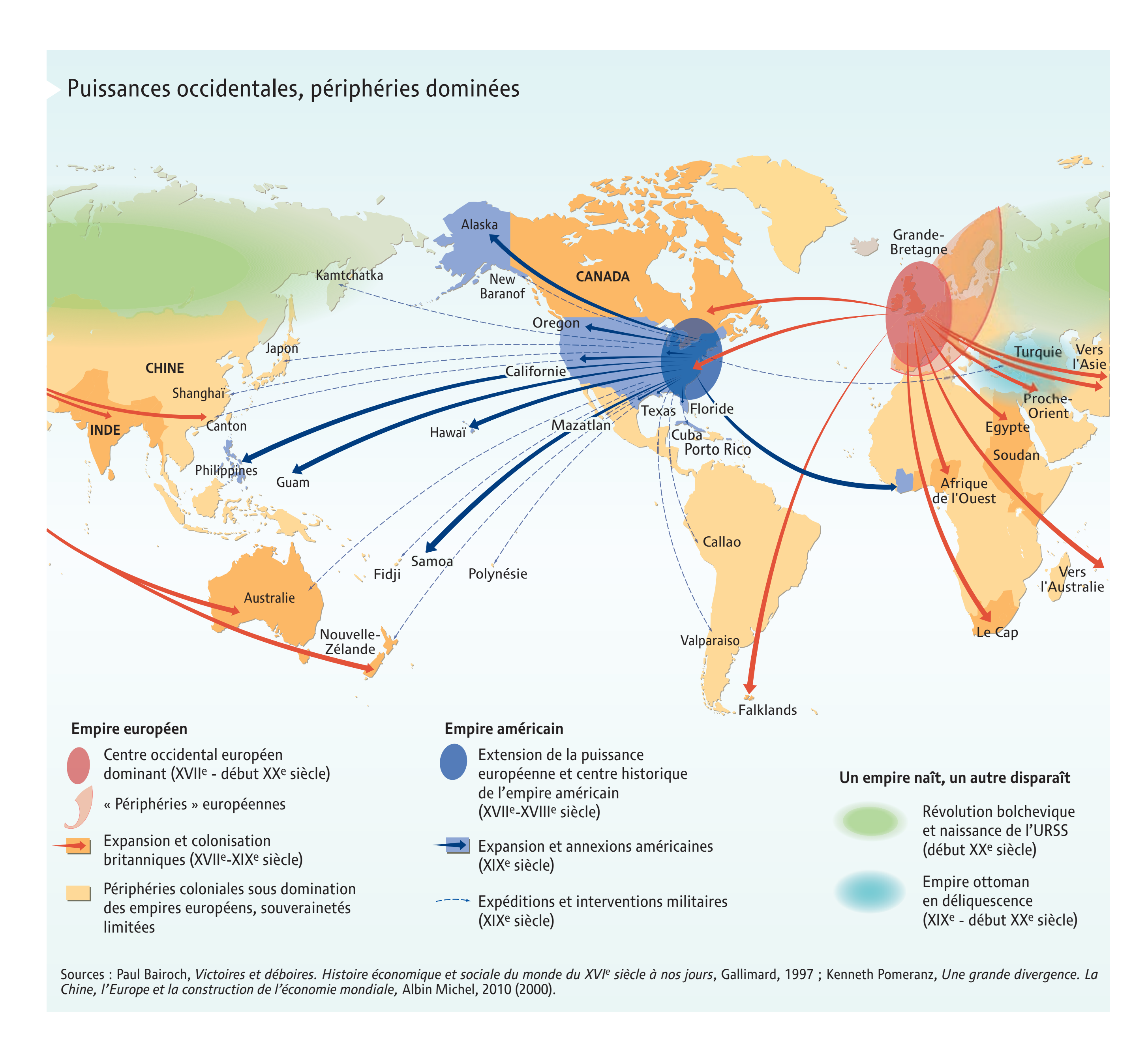
# Quand l'Europe dominait le

**Le premier acte de la mondialisation a pour théâtre l'Europe, qui impose au reste de la planète une nouvelle division internationale du travail. Mais cette « première mondialisation » s'effondre en 1914 du fait des rivalités entre puissances impériales.**

Au XIXe siècle, l'Europe occidentale devient, par un double mouvement d'expansion économique et coloniale, le centre de gravité d'un nouvel ordre mondial inégalitaire. Autrefois polycentrique et non hiérarchisé, composé d'« économies-mondes » relativement autonomes (Empire ottoman, Europe, Chine, etc.), le système mondial se métamorphose sous l'effet de la révolution industrielle ainsi que de la concentration du pouvoir et de la richesse en Occident.

L'expansion économique et territoriale de l'Europe de l'Ouest participe d'une dynamique d'ensemble. Ces deux dimensions de portée globale se conjuguent pour créer une nouvelle structure verticale des relations internationales, caractérisée par la division entre, d'un côté, les « centres » occidentaux dominants et, de l'autre, les « périphéries » coloniales dominées.

A travers une *« série presque incessante de guerres ouvertes »* (Karl Polanyi), une partie de plus en plus importante du monde est incorporée




Sources : Paul Bairoch, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*, Gallimard, 1997 ; Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Albin Michel, 2010 (2000).

# monde et ses richesses

au cours du siècle dans les réseaux de production et d'échanges internationalisés des empires coloniaux. Très faible en 1750 (27 millions), le nombre de « subalternes » placés sous domination directe de l'Europe explose : 205 millions en 1830, 312 millions en 1880 et 554 millions en 1913. Aux populations des empires formels, territorialisés, il faut ajouter celles de pays nominalement indépendants mais soumis aux systèmes coercitifs de contrôle à distance et aux disciplines impériales informelles. Ainsi, à l'aube du XXe siècle, près de la moitié de la population mondiale se trouve, de facto ou de jure, insérée de force dans une division internationale du travail répondant aux seuls besoins des nouveaux pays industrialisés.

### LONDRES CONTRÔLE LE SYSTÈME

Si Marx, en 1848, pouvait à juste titre parler d'une nouvelle *« interdépendance universelle des nations »*, celle-ci est asymétrique. Les centres occidentaux sont *« le point de départ et le point d'arrivée des longs trafics »* et des industries profitables (Fernand Braudel). Ils concentrent la richesse, les savoirs et les savoir-faire, tout en inhibant leur éclosion ailleurs : le « pacte colonial » interdit l'industrie dans les colonies. Le Royaume-Uni est la figure dominante de ce système. Pays le plus hautement « développé » sur les plans industriel et technique jusque dans les années 1890, il domine alors les mers et les flux. En 1913, son empire territorial s'étend du Pacifique à l'Atlantique, en passant par l'Asie du Sud, l'Afrique et le Proche-Orient, et englobe un quart de la population mondiale.

Au-dessus de l'empire formel se trouve un empire informel plus vaste encore. Pivot névralgique du système d'échanges internationalisé centré en Europe, Londres est au cœur de la finance mondiale, des échanges commerciaux et des investissements internationaux. Avant 1914, écrit l'économiste John Maynard Keynes, *« un habitant de Londres pouvait, en dégustant son thé du matin, commander par téléphone les produits variés de toute la Terre en telle quantité qui lui convenait (…) ; risquer son bien dans les ressources naturelles et les nouvelles entreprises de n'importe quelle partie du monde (…) ; envoyer son domestique à la banque voisine s'approvisionner d'autant de métal précieux qu'il lui conviendrait ;* [et] *partir dans les contrées étrangères, sans rien connaître de leur religion, de leur langue ou de leurs mœurs, portant sur lui de la richesse monnayée »*. Si tous les habitants de Londres ne peuvent s'offrir des domestiques, cette phrase fameuse, tirée de son ouvrage *Les Conséquences économiques de la paix*, décrit bien, du point de vue des privilégiés, ce que fut la « première mondialisation ».

Celle-ci, comme on le sait, prend brutalement fin en 1914. La conjugaison du nationalisme et du militarisme porte un coup fatal à l'ordre européen du XIXe siècle. La guerre met au jour la contradiction entre les logiques nationales de puissance et d'expansion et celle, transnationale, du capitalisme. Elle ébranle les empires européens, sans toutefois les faire tomber. Elle stimule, comme l'a reconnu le conservateur britannique lord Curzon, un *« incroyable développement »* des idées et des aspirations anticoloniales. Elle ouvre la voie à la révolution bolchevique en Russie. Enfin, en épuisant l'Europe, elle accélère brusquement le recentrage, déjà entamé au sein du monde occidental, de l'Europe vers les Etats-Unis.

## Bibliographie


- **Fernand Braudel,** *La Dynamique du capitalisme,* Arthaud, Paris, 1985
- **Karl Polanyi,** *La Grande Transformation,* Gallimard, Paris, 1983
- **Kenneth Pomeranz,** *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale,* Albin Michel, Paris, 2010 (2000)
- **Eric Hobsbawm,** *L'Ere des empires,* Hachette Littératures, Paris, 1999
- **Christopher A. Baily,** *La Naissance du monde moderne (1780-1914),* L'Atelier - Le Monde diplomatique, Ivry-sur-Seine, 2007


### A la fin du XIXe siècle, le grand découplage



### La moitié de la population mondiale colonisée



### Quand l'Asie représentera la moitié du PNB mondial



Source : Paul Bairoch, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*, Gallimard, 1997 ; Cnuced, 2008 ; Banque mondiale 2008.

1880 1890 1900 1910 1920 1930

▶ De la dynamite au missile antimissile

1860 1870

Dépôt du brevet de la dynamite par Alfred Nobel 1867

Le moteur à explosion 1870-1880

Utilisation généralisée du premier cuirassé 1880

La mitrailleuse automatique (Maxim) 1884

Création en France de la commission centrale de TSF 1905

Le char de combat moderne (tank ou char d'assaut) 1916

Le lance-flammes

Le gaz toxique (gaz moutarde) 1915

Le bombardier

La mitrailleuse légère (pistolet-mitrailleur) 1917

L'avion de chasse

Réutilisation de grenades et de mines 1914

Le radar 1935

Le premier drone (avion télépiloté) 1930

Guerre de Sécession

Guerre franco-allemande

Guerre franco-chinoise

Guerre italo-éthiopienne

Guerre sino-japonaise

Guerre des Boers

Guerre américano-philippine

Guerre russo-japonaise

Guerre hispano-américaine

Révolution mexicaine

Guerre balkanique

Première guerre mondiale **9 millions de morts**

Guerre du Rif

Guerre civile russe

Guerre civile finlandaise

**Nombre total de morts par conflit**

- Moins de 100 000
- De 100 000 à 500 000
- De 500 000 à 1 million
- De 1 à 3 millions
- Plus de 3 millions

# Plus d'intelligence pour tuer plus

**Le XXe siècle, c'est cent ans de guerres : environ 140 conflits, dont deux guerres « mondiales » et 15 autres faisant plus de 1 million de morts. On dénombre une vingtaine de conflits avant 1939, une centaine depuis 1945. Avec un « progrès » accéléré dans la mise au point d'armements nouveaux, de plus en plus coûteux, pervers, sophistiqués, empiétant toujours plus sur la décision humaine.**

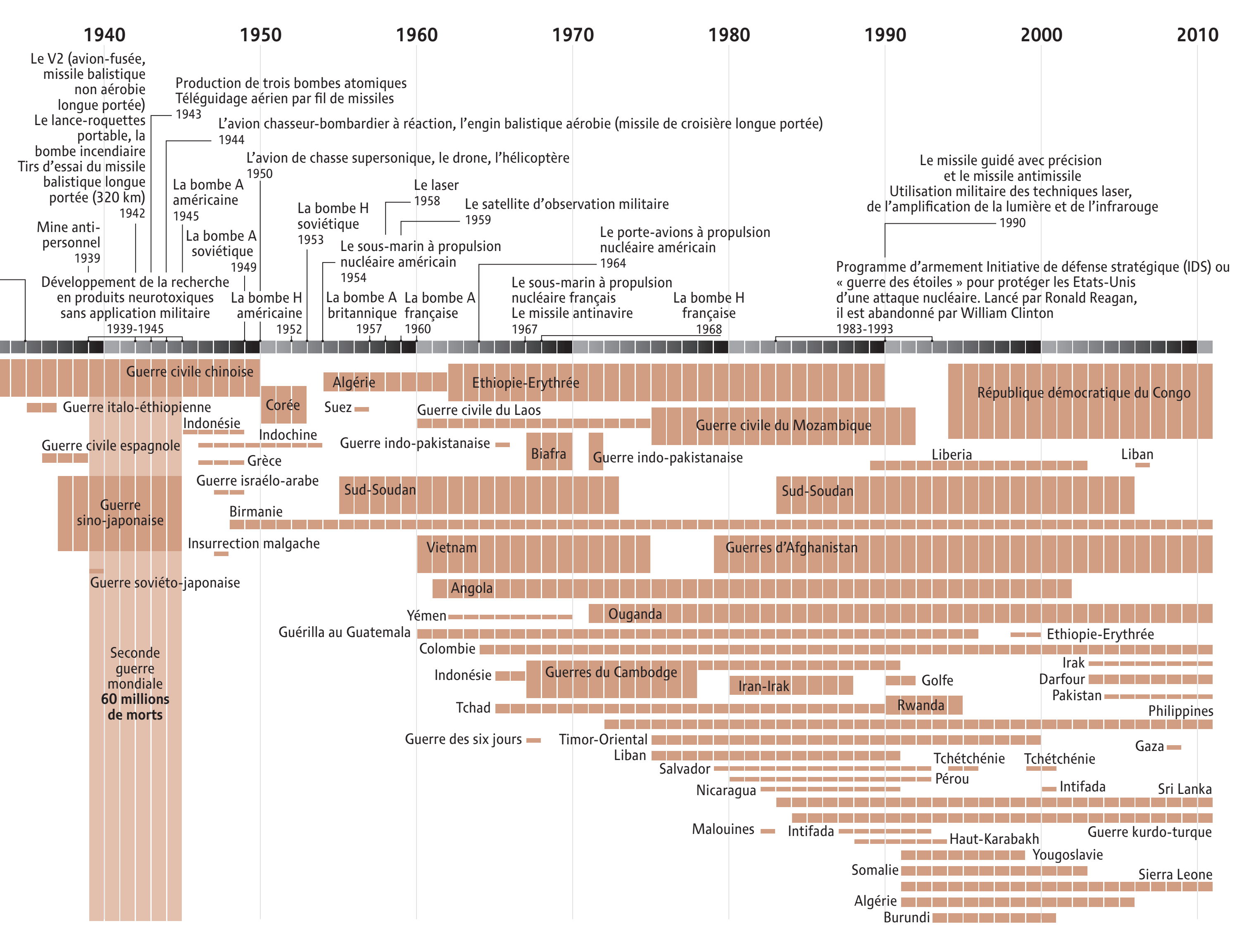
Autour de la première guerre mondiale se forgent des caractéristiques qui se déploieront dans la seconde moitié du siècle. La production d'armement acquiert son caractère industriel de masse, tant en quantité qu'en méthode. Ainsi, entre 1914 et 1918, la France fabrique 51 700 avions et affecte 1 800 000 personnes à la production de guerre.

C'est l'entrée dans la troisième dimension à la fois dans l'air et sous l'eau ; la mécanisation (les chars) transforme la cavalerie en arme blindée, et les communications, essentielles pour diriger les tirs d'artillerie, ne se font plus par estafettes et clairons, mais par téléphone (30 000 en dotation à la fin de 1918). C'est également la course au gigantisme (calibres, tonnages, cadences de tir des mitrailleuses) et aux armes « nouvelles » (chimiques). Toutes ces caractéristiques seront portées à leur paroxysme dans cette autre « guerre de masse à but absolu » qu'est la seconde guerre mondiale.

La défaite russe devant le Japon en 1905 avait déjà marqué une première mise en cause des puissances classiques. Au cours de guerres de résistance coloniale, les insurgés remportent parfois des batailles (guerre du Rif). Des guerres civiles se distinguent par leur âpreté (en Russie, Chine, Espagne). Et l'on voit les civils bombardés à Guernica, ce qui se généralisera lors du second conflit mondial. Lequel porte à son comble l'importance des armements classiques.

Les armes de la seconde guerre mondiale accélèrent la mutation : radar, avion à réaction, roquette antichar, pistolet-mitrailleur, mitrailleuse lourde, lance-






flammes, bombe incendiaire, bombe super-perforante de 10 tonnes, premiers engins filoguidés, missiles (V1 et V2), sonar, dispositif infrarouge, systèmes de détection électromagnétique, etc. La dimension industrielle change encore d'échelle : l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'URSS produisent chacun environ 100 000 avions ; les Etats-Unis, 320 000. Des chaînes de montage américaines sortent également 2 millions de camions, autant de jeeps, 220 000 blindés… Les bombardements de masse sur les villes (Londres, Dresde) prennent une ampleur inédite. Les deux engins atomiques largués sur le Japon font entrer le monde dans l'équilibre de la terreur.

Après la seconde guerre mondiale, le face-à-face de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et du pacte de Varsovie se joue donc sous menace nucléaire. Washington et Moscou accumulent 30 000 têtes stratégiques et 20 000 têtes tactiques, neutralisant les conflits dans la zone qui sépare les deux Grands mais les exportant à la périphérie. L'affrontement idéologique croise les guerres de libération. Ces conflits constituent des terrains d'essais pour les armes nouvelles et les doctrines d'emploi : en Algérie, la France théorise l'emploi tactique des hélicoptères et les principes de la guerre « contre-révolutionnaire ». Au Vietnam, l'US-Air Force utilise pour la première fois les bombes « intelligentes » (guidées avec précision) et organise l'usage à grande échelle d'armes chimiques (agent orange pour défolier). La guerre des six jours inaugure les premiers missiles antinavires.

La fin du cycle de la dissuasion ouvre une période de désordre : avec la guerre du Golfe (1991) viennent les missiles antimissiles, les missiles de croisière et la généralisation des munitions guidées avec précision. C'est le début des « frappes chirurgicales ». Au Moyen-Orient s'expérimentent les techniques de guerre urbaine : armes de terreur contre les populations non combattantes (bombes au phosphore, obus à fléchettes, explosifs DIME, etc.), utilisation de boucliers humains, bulldozers géants, passage à travers les murs des maisons, utilisation de drones de surveillance et de frappe, quadrillage social satellitaire, contrôle de l'information. Le prix des armes explose : le coût du bombardier B2 dépasse le budget militaire annuel de 122 pays du monde. La concentration des dépenses militaires s'accroît : les dix premiers budgets militaires représentent les trois quarts des dépenses militaires mondiales. La surveillance spatiale généralisée, jointe aux armes à énergie dirigée et aux matériels sans équipage (drones), ouvre de nouvelles perspectives pour tuer plus loin, plus vite et plus cher.

## Bibliographie


- **Gérard Chaliand,** *Le Nouvel Art de la guerre,* L'Archipel, Paris, 2008
- **André Collet,** *Armements et conflits contemporains,* Armand Colin, Paris, 1993
- **David Galula,** *Contre-insurrection. Théorie et pratique,* Economica, Paris, 2008
- **Alain Joxe,** *L'Empire du chaos,* La Découverte, Paris, 2002

# Génocide arménien, crime

**Souvent qualifié de « premier génocide du XXe siècle », le massacre des Arméniens par l'Empire ottoman en 1915-1918 constitue le premier exemple d'une tuerie de masse perpétrée par un Etat contre une partie de sa population. De nombreuses nations, à commencer par la Turquie, n'ont toujours pas pleinement reconnu ce génocide.**

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, deux évolutions majeures pèsent sur les relations entre le calife ottoman et la communauté arménienne. D'une part, les ambitions coloniales européennes se traduisent par une pression croissante sur les marges d'un empire en déclin. Sous prétexte de *« protéger les minorités chrétiennes »*, les tsars russes repoussent leurs frontières au détriment des Ottomans. Leurs annexions en Crimée, dans le Caucase et dans les Balkans, jettent sur les routes des milliers de musulmans qui se réfugient au cœur du territoire ottoman. Cet afflux de population exacerbe les tensions entre majorité musulmane et minorités chrétiennes.

D'autre part, la présence dans les universités européennes d'étudiants ottomans séduits par les idées d'émancipation favorise la création de partis politiques arméniens progressistes, le Henchak (social-démocrate) et la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA, nationaliste de gauche). A partir des années 1890, ces partis réclament des réformes politiques, en faveur notamment de la paysannerie arménienne, qui endure des impôts élevés et des massacres sporadiques.

Face à ces demandes, le sultan Abdülhamid II opte pour la répression. Entre 1894 et 1896, les revendications politiques des Arméniens déclenchent des persécutions qui font 200 000 morts. En 1908, le « sultan rouge » est renversé par le Comité pour l'union et le progrès (CUP), qui jouit du soutien des officiers de l'armée. Le CUP veut réformer l'empire, alors en voie de désintégration, soulevant l'enthousiasme de nombreux Ottomans, parmi lesquels des Arméniens.

La FRA collabore étroitement avec le nouveau pouvoir et joue un rôle central au Parlement. Cette alliance se désagrège toutefois en 1909, quand de nouvelles exactions provoquent une trentaine de morts parmi les Arméniens. Le CUP et la FRA rompent tout contact en 1913. Alors que le pouvoir se concentre entre les mains des « trois pachas » (Enver, Cemal et Talat), le CUP renonce à son programme de réformes. En quête d'une nouvelle légitimité, le régime développe une idéologie nationaliste fondée sur le rêve d'un grand Empire turc s'étendant au Caucase et à l'Asie centrale.

## MASSACRE PLANIFIÉ

Le 28 octobre 1914, la Turquie se rallie aux puissances centrales : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Le ministre de la guerre, Enver Pacha (1881-1922), entend profiter du conflit pour chasser les Russes du Caucase du Sud. Il prend lui-même les commandes de la IIIe armée ottomane, et la défaite que lui infligent les troupes russes à la bataille de Sarikamis n'en est que plus cuisante. Repoussés vers les montagnes, la plupart des rescapés turcs périssent dans des tempêtes de neige.

Cette débâcle précipite les événements. Enver rend la population arménienne locale responsable de la déroute de son armée. Il désarme les soldats arméniens et les affecte à des « bataillons de travail » auxquels ils ne survivront pas. Le 24 avril 1915, la police turque arrête des centaines d'intellectuels arméniens à Istanbul, capitale de l'empire, et procède à leur déportation puis à leur assassinat. En mai, ordre est donné de transférer la population arménienne de l'Empire ottoman dans le désert syrien. Plus de la moitié – soit environ 1 million de personnes, selon les estimations les plus fiables – périt dans les massacres, meurt d'épuisement sur les routes ou succombe de faim ou de maladie dans les camps de réfugiés. L'Etat saisit les biens de centaines de milliers d'Arméniens. Les déportations, exécutions et mauvais traitements font

**« Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes (...) commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. »**
Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1948.



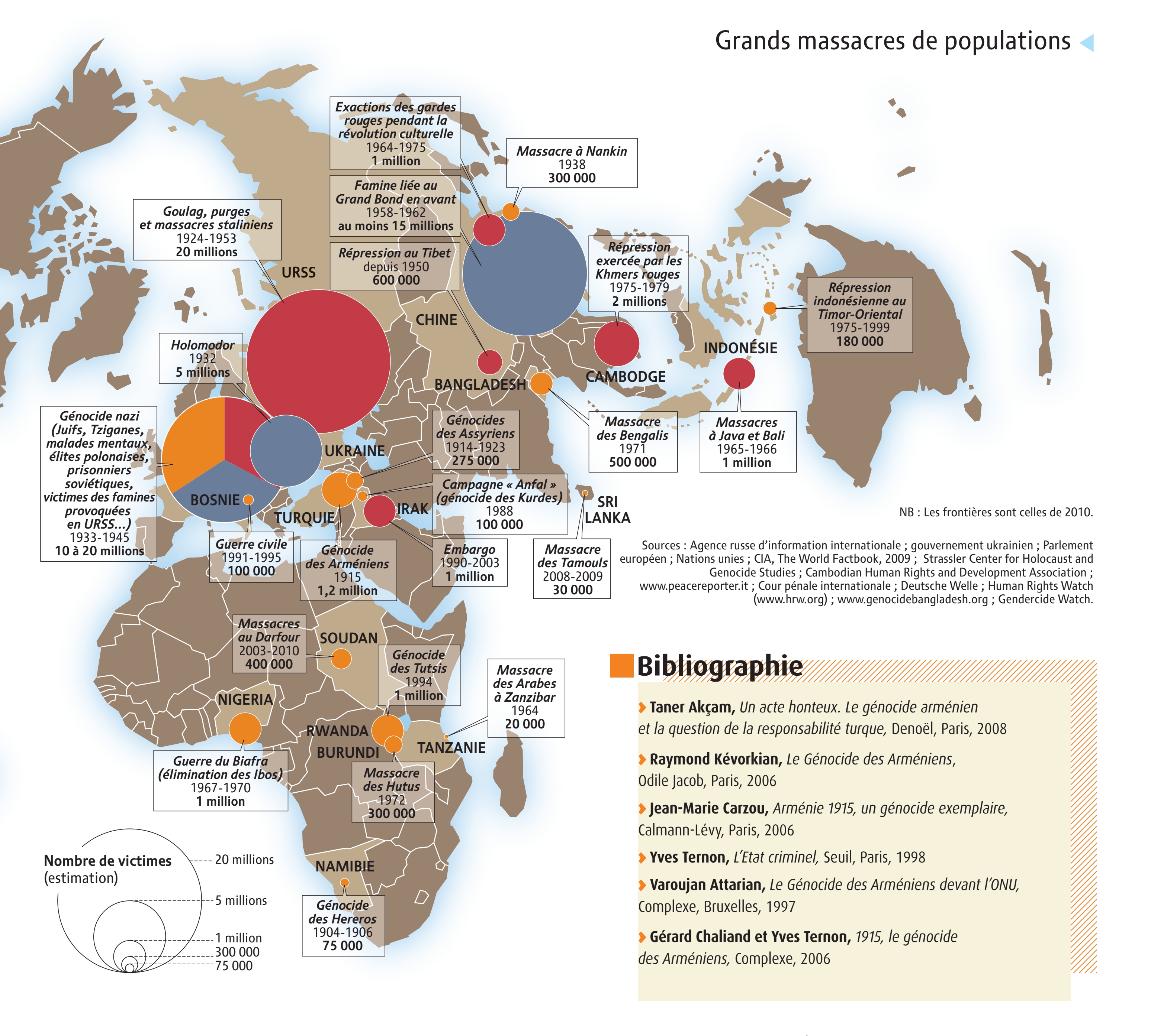
# et négation du crime

aussi des milliers de victimes parmi les chrétiens d'Orient et les Grecs pontiques, confirmant l'existence d'un plan visant à décimer la population selon des critères ethniques.

Le crime de génocide s'achève par sa négation. Depuis neuf décennies, les autorités turques persistent dans leur politique de non-reconnaissance. La position d'Ankara se résume à cette triple affirmation : *« Il n'y a pas eu de génocide ; ce n'est pas un génocide puisque les violences n'ont fait que 300 000 morts ; à supposer qu'il y ait eu génocide, la faute en incomberait aux Arméniens eux-mêmes qui ont trahi leur Etat. »*

Dans les années 1970, ce négationnisme se heurtera à l'émergence d'un mouvement politique arménien recourant à la lutte armée pour se faire entendre de la « communauté internationale ».

Depuis, l'Organisation des Nations unies et les Parlements de divers pays, tels que la France ou la Russie, ont adopté des résolutions visant à reconnaître le génocide arménien. En Turquie même, où les libertés démocratiques ont gagné du terrain dans les années 1990, la question arménienne fait l'objet de débats ouverts dans le monde intellectuel, qui a pris ses distances à l'égard des vérités officielles.




## Bibliographie


- **Taner Akçam,** *Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque,* Denoël, Paris, 2008
- **Raymond Kévorkian,** *Le Génocide des Arméniens,* Odile Jacob, Paris, 2006
- **Jean-Marie Carzou,** *Arménie 1915, un génocide exemplaire,* Calmann-Lévy, Paris, 2006
- **Yves Ternon,** *L'Etat criminel,* Seuil, Paris, 1998
- **Varoujan Attarian,** *Le Génocide des Arméniens devant l'ONU,* Complexe, Bruxelles, 1997
- **Gérard Chaliand et Yves Ternon,** *1915, le génocide des Arméniens,* Complexe, 2006

# Le général Joffre, cet âne qui

**Le général Joffre (1852-1931) est à l'origine d'un mot qui, sans que beaucoup le sachent, perpétue son souvenir : « limoger ». Il donna l'ordre, en effet, d'assigner à résidence à Limoges, à partir d'août 1914, une centaine de généraux qu'il jugeait incapables. Mais sa propre gloire est-elle bien méritée ?**

Lorsqu'en 1911 le gouvernement français propulse à la tête de l'état-major Joseph Joffre, ce simple général de division est encore inconnu. Formé à l'Ecole polytechnique, il n'est pas breveté par l'école de guerre – il appartient au génie – et ses faits d'armes se limitent à la prise de Tombouctou, le 12 février 1894, à coups de fusils et de canons contre des combattants équipés de javelots.

C'est donc sous l'autorité d'un homme peu expérimenté que l'armée française se prépare à la guerre. Avec le colonel Grandmaison, Joffre élabore une tactique d'offensive à outrance au détriment de la défense du territoire. Le plan XVII, achevé en 1913, encourage les Allemands à déployer leur propre stratégie (le plan Schlieffen), connue du ministère de la guerre français depuis 1904 et qui prévoit d'attaquer la France par la Belgique. Objectif : attirer les troupes allemandes à la frontière franco-belge pour ouvrir la voie à une victoire rapide en Lorraine.

## DÉSASTRES

Les opérations d'août 1914 furent ce qu'elles devaient être. Volontairement tenus dans l'ignorance des buts poursuivis, les généraux français appliquent les instructions docilement ; laissée libre d'envahir la Belgique, l'armée allemande avance vers les Ardennes. Les troupes françaises attaquent à Sarrebourg et Morhange, mais, loin de surprendre l'ennemi, se heurtent à une défense solide : les Allemands, eux, ont pensé à protéger leurs frontières.

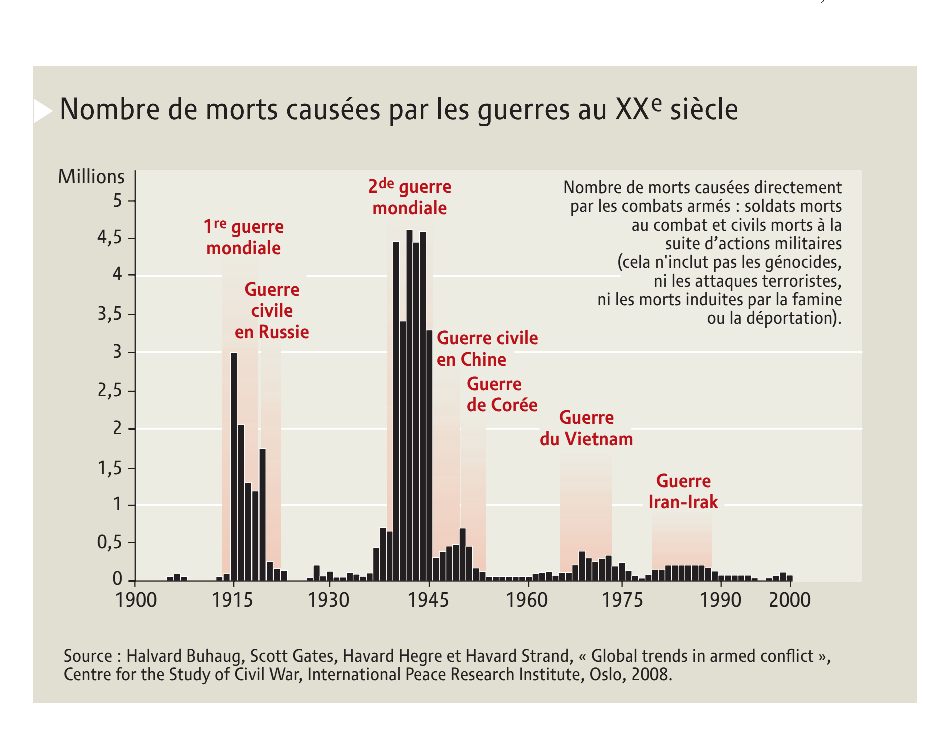
Toutes les batailles livrées entre le 8 et le 24 août 1914 – toutes, sans exception – se soldent par des désastres. Le recul est général, la Belgique submergée, et les Allemands sont installés sur le sol français pour quatre ans. Ces semaines furent les plus sanglantes du conflit : en seize jours, la France déplore autant de morts qu'à Verdun durant les quatre premiers mois de la bataille défensive, de février à juin 1916.

Pendant un an et demi, les défaites se succèdent, mais Joffre reste aux commandes. Ce n'est qu'en décembre 1916


## Bibliographie

- **Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich,** *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande,* Tallandier, Paris, 2008
- **Anne Roze,** *Les Champs de la mémoire. Paysages de la Grande Guerre,* Editions du Chêne, Paris, 1998
- **Roger Fraenkel,** *Joffre, l'âne qui commandait des lions,* Editions Italiques, Paris, 2004


Nombre de morts causées par les guerres au XXe siècle




Source : Halvard Buhaug, Scott Gates, Havard Hegre et Havard Strand, « Global trends in armed conflict », Centre for the Study of Civil War, International Peace Research Institute, Oslo, 2008.




La première guerre, vraiment mondiale?

# commandait des lions

qu'Aristide Briand obtient la démission du général qui, en compensation, est élevé à la dignité exceptionnelle de maréchal de France. Pourquoi ce retard ? Pourquoi cet honneur ? En partie parce que, seul maître à bord dans la zone des combats, le généralissime s'est rendu coupable de falsifications qui lui ont permis, grâce aux artifices d'un entourage menacé comme lui d'être congédié, de se maintenir en place.

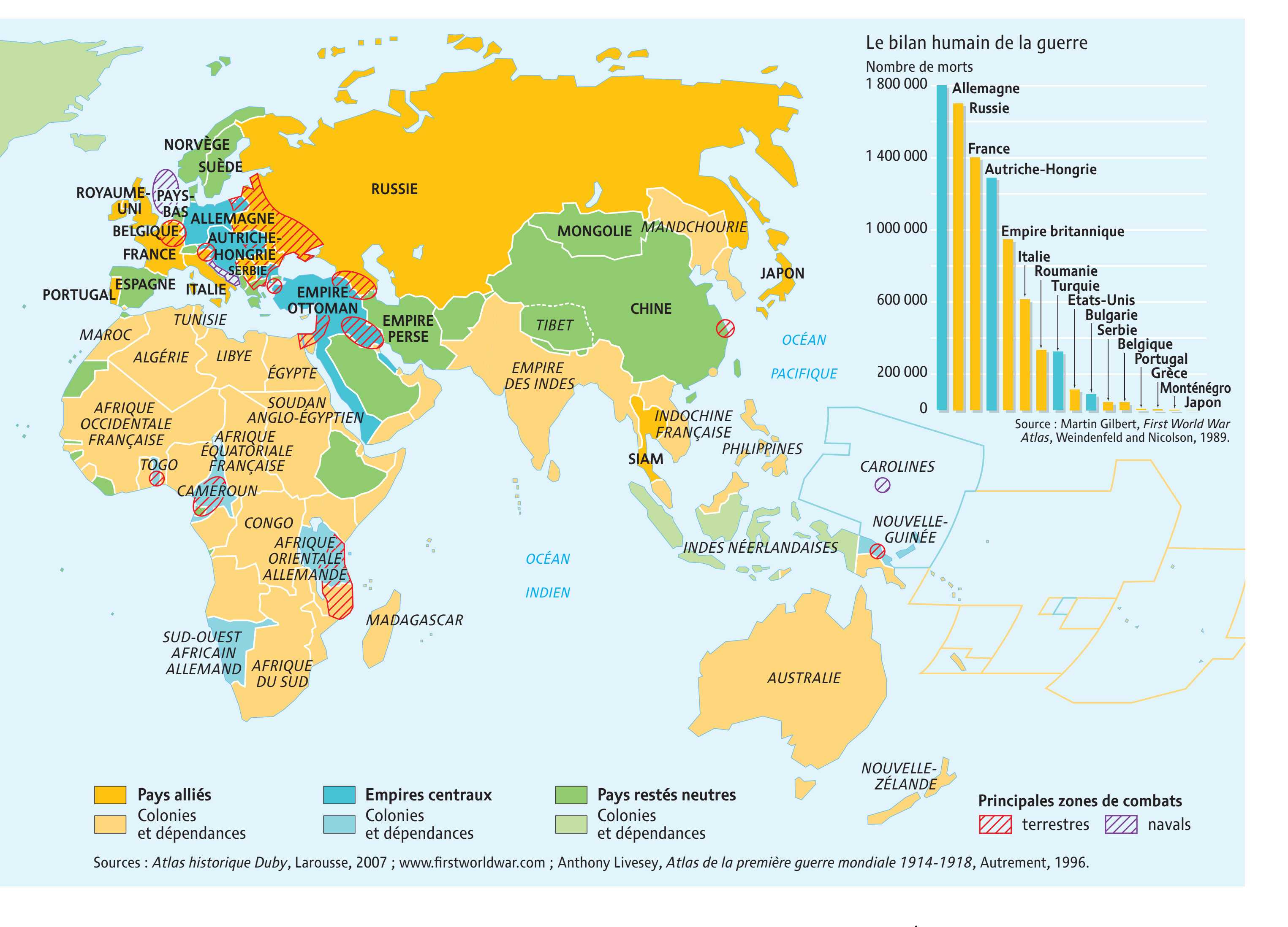
### 370 000 MORTS

Pour cette opération de sauvetage personnel, il fabrique des informations erronées, destinées à tromper le gouvernement sur la réalité de la situation. Taisant les revers subis, il explique avoir disposé ses armées en supériorité numérique dans les meilleures positions, attendant qu'elles accomplissent leur devoir : *« La parole est maintenant aux exécutants qui ont à tirer parti de cette supériorité »*, écrit-il dans un télégramme au ministre de la guerre le 23 août 1914.

Vingt-quatre heures plus tard, affectant l'air navré du chef qui vient d'être contredit dans ses espérances, il avoue des désastres vieux de plusieurs jours et accable les prétendus responsables : *« Force est de se rendre à l'évidence. Nos corps d'armée, malgré la supériorité numérique qui leur avait été assurée, n'ont pas montré en rase campagne les qualités offensives que nous avaient fait espérer les succès partiels du début. »*

Une *« évidence »*, des *« succès partiels »* ? En termes de tués, blessés, disparus et prisonniers, la saignée d'août 1914 touche, côté français, plus de 370 000 hommes. Les généraux présents sur le terrain, qui n'ont fait qu'obéir aux ordres, sont décrétés coupables et « limogés ». La supériorité numérique revendiquée n'était pourtant qu'un mensonge.

Si nul ne réfute plus ces faits, le souvenir de cette débâcle a laissé peu de traces dans la mémoire nationale, en raison de la réussite de cette manipulation : Joffre demeure le fameux « vainqueur de la Marne », celui qui réquisitionna les taxis parisiens pour acheminer des hommes au front, celui que la foule ovationna le 14 juillet 1919 sous l'Arc de triomphe, celui qui eut droit à des funérailles nationales et dont le Parlement déclara, en janvier 1931, qu'il *« a*[vait] *bien mérité de la patrie »*. Combien de rues, places et autres avenues portent encore ce nom, celui d'un chef de guerre médiocre doublé d'un imposteur ?




Sources : *Atlas historique Duby*, Larousse, 2007 ; www.firstworldwar.com ; Anthony Livesey, *Atlas de la première guerre mondiale 1914-1918*, Autrement, 1996.

# La chute des empires bouleverse le (vieux) monde

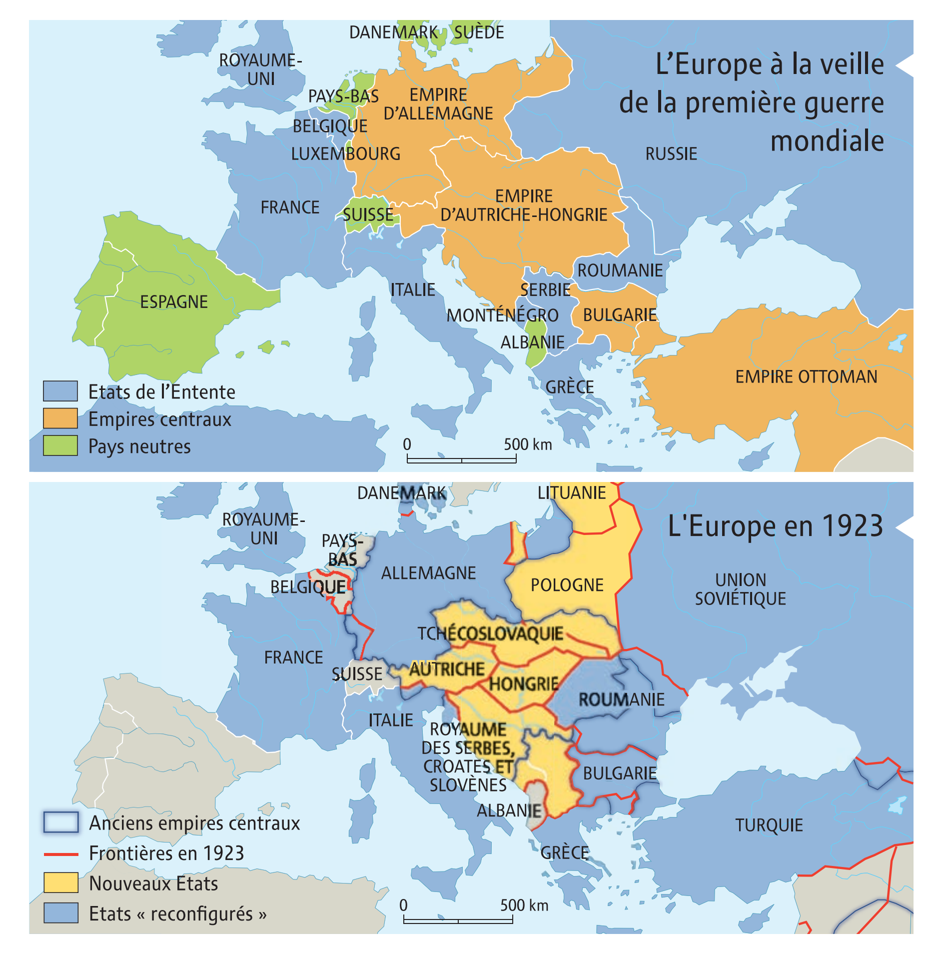
**L'onde de choc provoquée par la première guerre mondiale conduit en 1919 à la chute des deux forces qui régnaient sur la Méditerranée de l'Est depuis la fin de l'Empire byzantin : l'Empire ottoman et l'Empire des Habsbourg. Les répercussions de ce cataclysme, évacué depuis des mémoires, se feront sentir tout au long du siècle, de Sarajevo en Bosnie à Haïfa en Palestine.**

Le traité de Versailles, qui conclut la première guerre mondiale en 1919, ne fait pas disparaître que l'Empire allemand et l'Empire russe. L'Empire ottoman, qui avait dominé autrefois la plus grande partie de la Méditerranée de l'Est (jusqu'à la Croatie) et les provinces arabes d'Afrique du Nord (à l'exclusion du Maroc), est réduit au seul plateau anatolien avec ses façades maritimes. Quant à l'Empire austro-hongrois, il est disloqué par la naissance de l'Autriche, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et du royaume des Serbes, Croates et Slovènes – la future Yougoslavie.

La cause principale de l'effondrement de ces deux empires a été l'exportation du virus des nationalismes européens vers les Balkans, le plateau anatolien et l'ensemble syro-mésopotamien. Dans toutes ces régions, des populations aux affiliations religieuses, ethniques ou linguistiques différentes avaient vécu dans une très forte mixité depuis la plus haute Antiquité. L'attraction exercée par le modèle politique de l'Etat-nation en Europe ainsi que les rivalités européennes dans la course à une expansion coloniale à l'est et au sud du bassin méditerranéen – inaugurée par l'expédition de Bonaparte en 1798 en Egypte et en Palestine – ont ébranlé cette situation tout au long du XIXe siècle.

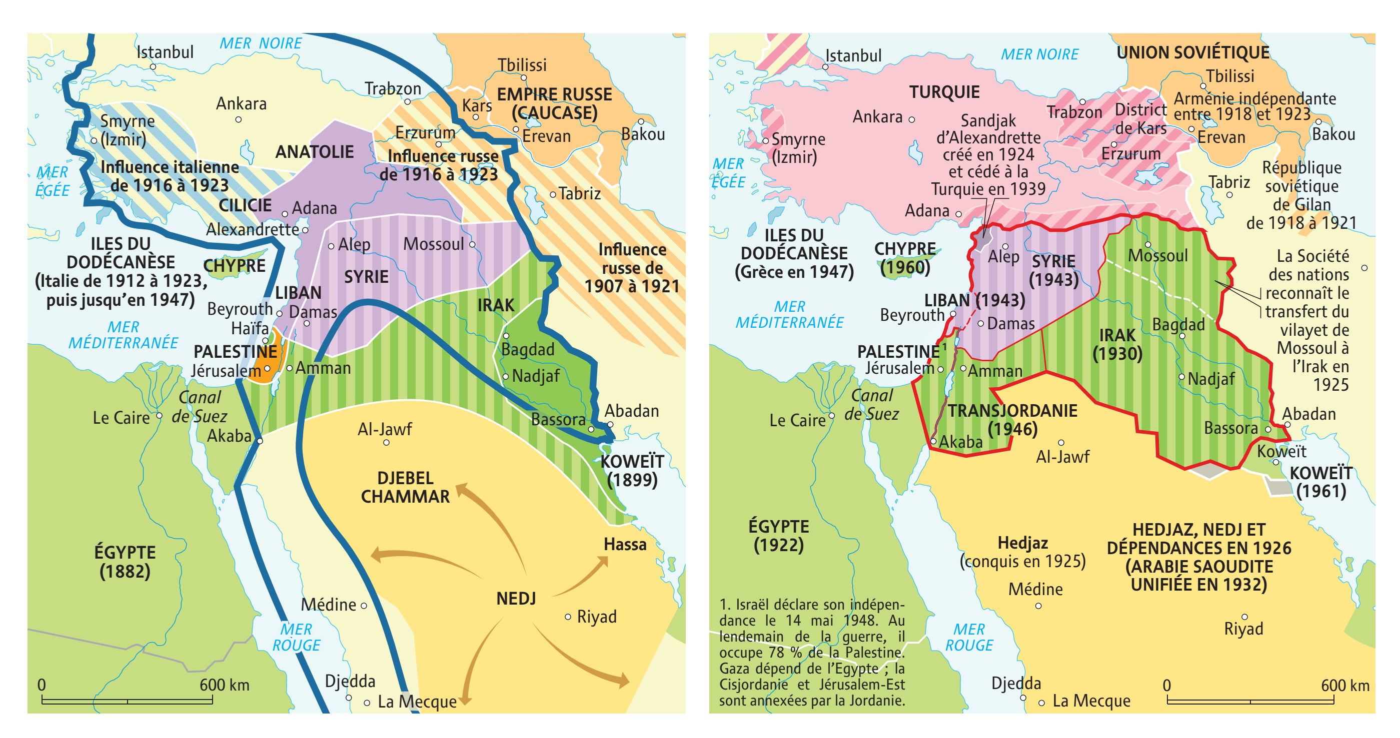
Les promesses des puissances européennes aux diverses communautés religieuses ou ethniques, devenues leurs « clientes » à travers un dense réseau de diplomates, de missionnaires et d'institutions éducatives modernes, vont faire naître des courants sécessionnistes forts, remettant en question la cohésion des empires ottoman et austro-hongrois. Ces communautés connaîtront une politisation accrue, encouragée par les pressions des grands Etats européens sur les deux empires pour démocratiser leur gestion et accorder des droits à leurs « minorités ».

Jusque-là, les querelles et violences localisées étaient le plus souvent dues à des problèmes de distribution de ressources rares, comme l'eau et la terre en zone rurale, ou à une concurrence commerciale et économique en zone urbaine. Par ailleurs, des élites de plusieurs de ces communautés contribuaient à la gestion des deux empires. Ainsi des Grecs, des Bosniaques ou des

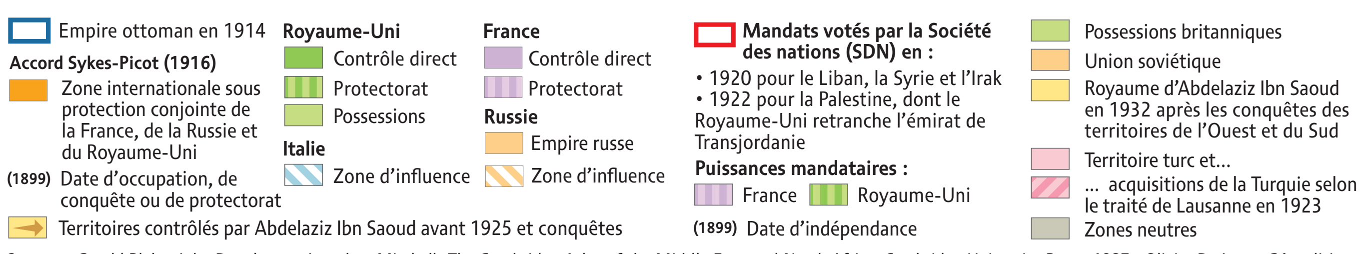



## Bibliographie


- **Georges Corm,** *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2007,* Gallimard, Paris, 2007 (1983)
- **Hamit Bozarslan,** *Une histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaida,* La Découverte, Paris, 2008
- **Jacques Thobie,** *Ali et les Quarante Voleurs. Impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours,* Messidor, Paris, 1985




## Sous les décombres de l'Empire ottoman apparaissent des Etats




Sources : Gerald Blake, John Dewdney et Jonathan Mitchell, *The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa*, Cambridge University Press, 1987 ; Olivier Da Lage, *Géopolitique de l'Arabie saoudite*, Complexe, 1996 ; cartes originales annexées aux textes de l'accord Sykes-Picot et des traités de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923).

Arméniens participaient-ils à l'administration de l'Empire ottoman ; et des Hongrois ou des Croates, à celle de l'Empire austro-hongrois.

Face à la montée des nationalismes ethniques ou religieux, la réaction turque est double. D'un côté, les sultans – notamment Abdülhamid II – jouent de la solidarité panislamique face aux entreprises coloniales européennes ; de l'autre, les officiers jeunes-turcs mobilisent l'élément turc autour du touranisme, c'est-à-dire sur la croyance dans la supériorité de la « race » turque sur toutes les autres composantes de l'empire, élément qui deviendra le centre de leur idéologie.

Aussi n'est-il pas étonnant que la fin de la première guerre mondiale entraîne dans la Méditerranée de l'Est des massacres et des déplacements forcés de populations (entre Grecs et Turcs, Arméniens et Turcs, Kurdes et Arméniens, Kurdes et Turcs, Bulgares orthodoxes et Turcs) au cours desquels des millions de personnes périssent ou voient leurs vies ruinées. Par ailleurs, après que Paris et Londres se sont partagé le Proche-Orient (accord Sykes-Picot, 1916), la Palestine passe en 1922 sous mandat du Royaume-Uni, qui a promis, par la célèbre déclaration de lord Balfour de 1917, d'y créer un « foyer national » juif, déjà annonciateur de la spoliation future de la population palestinienne. Cet engagement contredit les promesses des dirigeants britanniques faites aux Arabes de constituer, après la victoire, un royaume arabe unifié comprenant le Hedjaz, la Syrie, le Liban, la Palestine et la Mésopotamie.

Le poids des idéologies dans l'écriture de l'histoire contemporaine est tel que la chute des empires ottoman et austro-hongrois est gommée des mémoires, en dépit des convulsions qui continuent d'agiter cette partie stratégique du Moyen-Orient.

En témoignent la désintégration sanglante de la Yougoslavie, survenue soixante-dix ans seulement après la création de cet Etat, ainsi que la permanence des souffrances quotidiennes du peuple palestinien – sans oublier la division, heureusement pacifique, de la Tchécoslovaquie en 1992.




Source : Marton Matyas, département de cartographie et géoinformatique, université d'Eötvös (Hongrie).

# Dix armées étrangères contre

**Avant même octobre 1917, les Alliés interviennent en Russie pour prévenir la victoire des bolcheviks. Puis, redoutant l'extension de la révolution, Français, Anglais et Japonais donnent la main aux « blancs » contre les « rouges », les Américains étant plus réservés. Après trois années d'intervention économique et militaire, ils sont défaits.**




Sources : Yves Buffetaut, *Atlas de la première guerre mondiale : 1914-1918, la chute des empires européens*, Autrement, 2005 ; Martin Gilbert, *First World War Atlas*, Weidenfeld and Nicolson, 1989 ; Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique : De l'Empire russe à la Communauté des Etats indépendants, 1900-1991*, PUF, 1992 ; *Atlas historique Duby*, Larousse, 2007.

On nomme « intervention étrangère » la croisade menée par les démocraties occidentales pour aider les contre-révolutionnaires « blancs » à triompher de la révolution bolchevique. Lors de la chute du tsarisme, en février 1917 (mars pour le calendrier occidental), les dirigeants de ces régimes sont partagés. D'un côté, ils se félicitent que l'alliance avec la Russie ne soit plus « honteuse » : désormais existerait un front uni des démocraties face aux « empires » de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. De l'autre, ils craignent que les soubresauts qui accompagnent nécessairement une révolution n'affaiblissent l'effort de guerre de la Russie.

Cette crainte-là finit par l'emporter, à la suite des troubles qui secouent l'armée et de l'exigence du soviet de Petrograd, l'une des instances du nouveau pouvoir, d'une *« paix sans annexions ni réparations »*. Plus encore : une opposition bolchevique, animée par Lénine, réclame dès le 4 avril *« tout le pouvoir aux soviets, une paix immédiate »*.

Désireux de réchauffer l'ardeur belliqueuse des Russes, les Alliés envoient deux délégations à Petrograd – une ambassade de deux ministres socialistes, Arthur Henderson et Albert Thomas, ainsi qu'une délégation composée notamment de Marcel Cachin, Marius Moutet et William Sanders, et chargée de saluer la révolution au nom des socialistes

# la révolution russe

occidentaux. Toutefois, peu à peu emportés par le spectacle d'une révolution réussie, ils se convertissent à l'idéal des soviets. Partis en avocats honteux, inquiets des intérêts de leurs gouvernements, ils reviennent de Russie comme les chantres glorieux de la révolution… Serait-elle contagieuse ?

Envers et contre tout, le nouveau ministre de la guerre, le travailliste (*trudovik*) Alexandre Kerenski, veut continuer le combat et lance une offensive en Galicie en juin 1917. Vaine attaque qui provoque les manifestations de juillet, plus ou moins animées par les bolcheviks.

### CORDON SANITAIRE

Dès lors, l'état-major russe décide d'abattre Kerenski : c'est le putsch de Kornilov. Les missions alliées à Petrograd pressent leurs gouvernements de liquider les bolcheviks et d'instaurer un régime militaire en Russie. Le Britannique Oliver Locker-Lampson, commandant de la mission, met au service de Kornilov ses véhicules blindés et ses soldats. Mais le coup d'Etat échoue, les bolcheviks ayant décidé de soutenir Kerenski – *« comme la corde soutient le pendu »* (Lénine).

En octobre, l'hostilité des Alliés au nouveau régime russe est acquise. Ils refusent les propositions de paix de Trotski et Lénine, de sorte que c'est une « paix séparée » (avec l'Allemagne) que conclut le gouvernement révolutionnaire russe à Brest-Litovsk.

Les Alliés y voient surtout la disparition d'un second front. Ils optent alors pour une intervention dans le Grand Nord russe, à Arkhangelsk, tant pour empêcher les Allemands et les Finlandais de tirer avantage du traité de Brest-Litovsk que pour combattre les « rouges ». Constatant que les « blancs » se renforcent très vite sous l'autorité du général Denikine et qu'en Sibérie les soldats tchèques libérés se rallient à eux, ils décident de les soutenir, dans l'espoir que leurs troupes constitueront un second front après leur victoire.

Mais l'issue favorable tarde. Après leur succès sur la Marne durant l'été 1918, Clemenceau et Churchill définissent donc les nouveaux objectifs de l'intervention alliée. Ce n'est plus l'« ami des Allemands » qu'ils combattent, mais l'« ennemi social ». Le bolchevisme *« menace par son Armée rouge, qu'il rêve de porter à l'effectif de 1 million d'hommes »*. Il veut *« étendre sur toute la Russie, et le reste de l'Europe ensuite, le régime de ces soviets* […]. *Les Alliés doivent provoquer la chute des soviets* […] *par l'encerclement du bolchevisme, la constitution d'un "cordon sanitaire" qui* [isolera l'URSS] *et la condamnera à périr d'inanition »*, écrit Clemenceau le 23 octobre 1918.

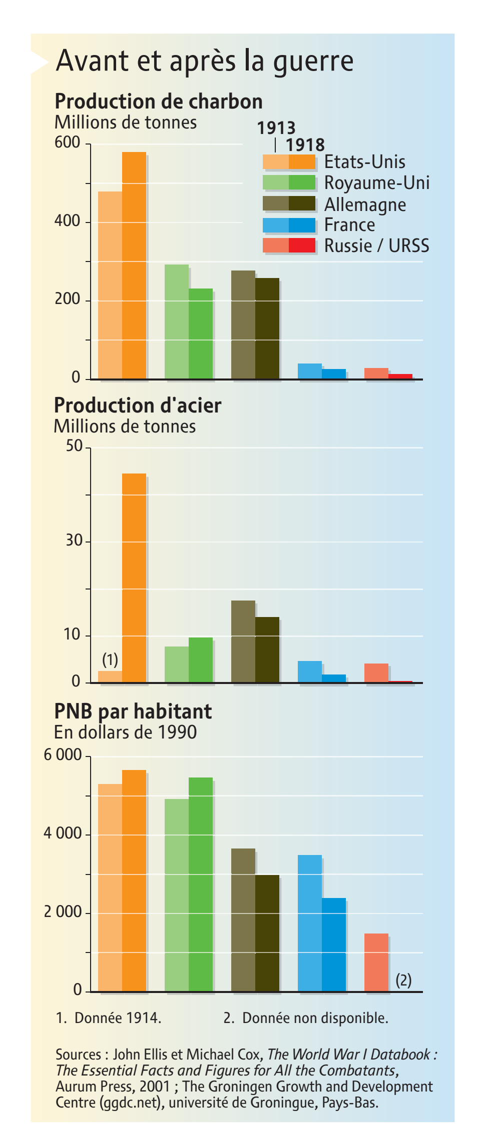
### MUTINERIE

Une dizaine de jours avant, dans le *Kreuz-Zeitung*, grand journal chrétien de Rhénanie, on pouvait lire : *« La lutte contre le bolchevisme doit servir de lien entre les trois puissances alliées et leurs ennemis. Une Allemagne forte résistera au bolchevisme. Si elle succombe, le pire adviendra à l'Europe. »* En France, le maréchal Foch se montre sensible à l'argument.

Déjà, Français et Anglais s'attribuent des « zones d'influence » : aux premiers l'Ukraine et les minerais ; aux seconds le Caucase et son pétrole. A l'autre bout de la Russie, les Japonais débarquent pour s'emparer de la province orientale. Puis c'est au tour des Américains d'intervenir en Sibérie orientale, moins pour soutenir les « blancs » que pour contrôler l'expansion des Nippons.

Cette intervention militaire se réduit à une cinquantaine de milliers d'hommes au total. Elle n'est vraiment utile aux « blancs » qu'au bord de la mer Baltique, leur permettant de menacer Petrograd. Ailleurs, c'est l'aide financière et matérielle qui compte. Efficacité toutefois contrebalancée par une rébellion de soldats français à Arkhangelsk le 15 octobre 1918 : une compagnie du 21e bataillon d'infanterie coloniale refuse de se battre contre les bolcheviks. Puis survient une mutinerie parmi les marins de la mer Noire.

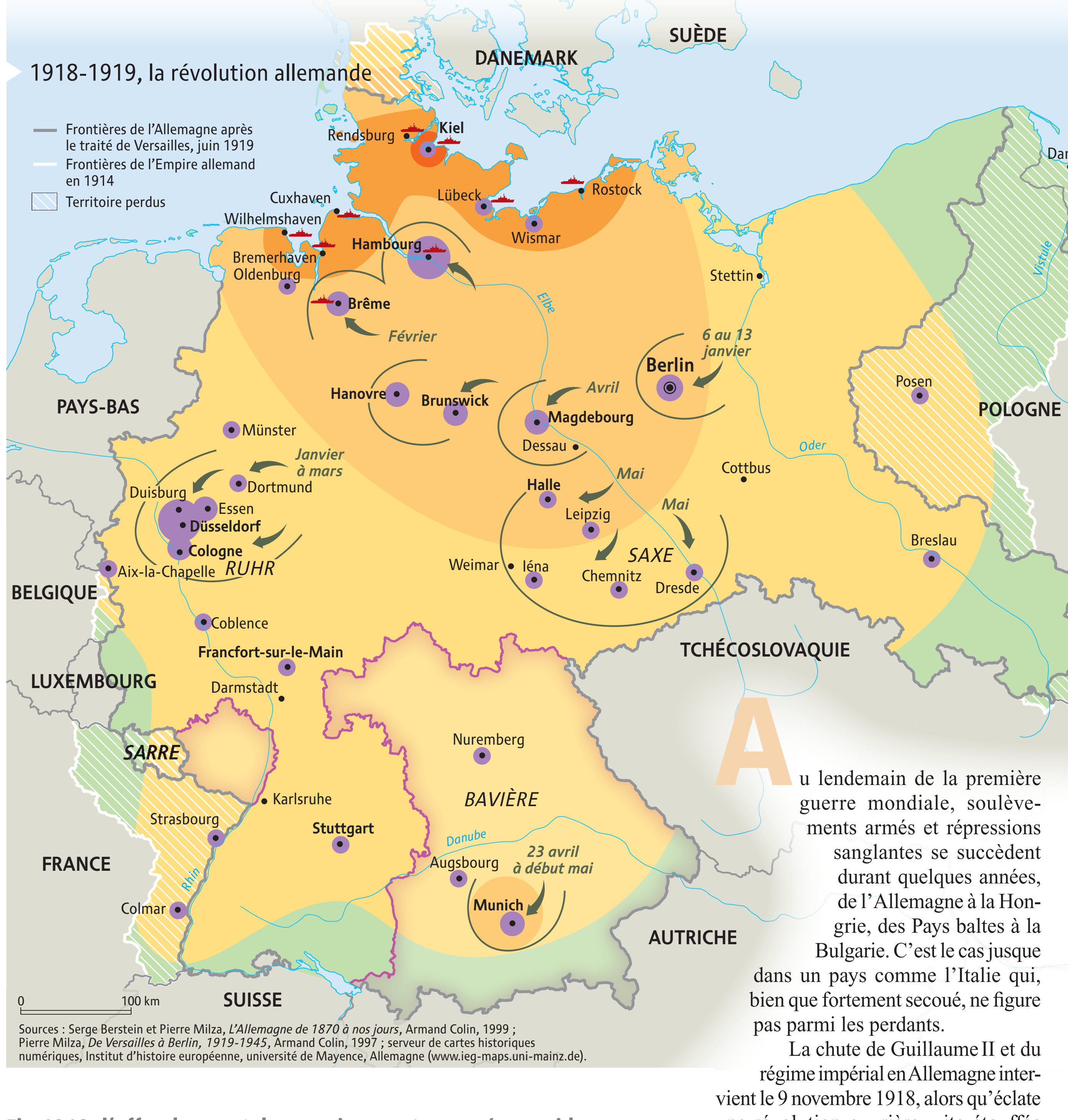
Le résultat essentiel est que, dans la mesure où les « rouges » obtiennent finalement la victoire par eux-mêmes, l'intervention étrangère fait des bolcheviks les *« défenseurs de la terre russe »*. Ils ne peuvent plus passer pour des *« ennemis du peuple »*. Voilà ce que Lénine, en 1920, retient avant tout.




## Bibliographie


- **André Gide,** *Retour de l'URSS,* suivi de *Retouches à mon* Retour de l'URSS, Gallimard, Paris, 2009
- **Edward Hallett Carr,** *La Formation de l'Union soviétique,* Editions de Minuit, Paris, 3 vol., 1969
- **Marc Ferro,** *L'Occident devant la révolution soviétique,* Complexe, Bruxelles, 1991
- **Ewan Mawdsley,** *The Russian Civil War,* Unwin Hyman, Boston, 1987
- **Nicolas Werth,** *Histoire de l'Union soviétique : De Lénine à Staline,* PUF, Paris, 2007 (1997)

# Et l’Europe ne bascula pas




Sources : Serge Berstein et Pierre Milza, *L’Allemagne de 1870 à nos jours*, Armand Colin, 1999 ; Pierre Milza, *De Versailles à Berlin, 1919-1945*, Armand Colin, 1997 ; serveur de cartes historiques numériques, Institut d’histoire européenne, université de Mayence, Allemagne (www.ieg-maps.uni-mainz.de).

**Fin 1918, l’effondrement des empires centraux crée un vide où s’engouffrent des mouvements insurrectionnels. La révolution russe séduit alors les classes laborieuses, méfiantes à l’égard des partis sociaux-démocrates qui, en 1914, se sont laissé emporter par le chauvinisme. L’écrasement de ces insurrections entre 1918 et 1920 prépare une autre mise à mort : celle des idéaux démocratiques.**

Au lendemain de la première guerre mondiale, soulèvements armés et répressions sanglantes se succèdent durant quelques années, de l’Allemagne à la Hongrie, des Pays baltes à la Bulgarie. C’est le cas jusque dans un pays comme l’Italie qui, bien que fortement secoué, ne figure pas parmi les perdants.

La chute de Guillaume II et du régime impérial en Allemagne intervient le 9 novembre 1918, alors qu’éclate une révolution ouvrière, vite étouffée par l’armée et les corps francs, sous la direction du ministre social-démocrate Gustav Noske. A Berlin, les deux leaders du mouvement, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, sont assassinés en janvier 1919. Au printemps de la même année, la contre-révolution s’étend à la Bavière. Appartenant aux socialistes indépendants, dissidence de l’aile gauche du Parti social-démocrate, Kurt Eisner avait été porté à la tête du gouvernement

Mutinerie de la marine

**Propagation de l'insurrection**
30 octobre 1918
2 novembre
6 novembre
9 novembre

Troubles révolutionnaires (prises de pouvoir par les ouvriers, grèves générales, villes saisies par les troupes mutinées...)

République socialiste de Bavière (6 novembre 1918 à mai 1919)

Interventions contre-révolutionnaires des corps francs entre janvier et juin 1919

bavarois. Il est assassiné lui aussi. Une éphémère « République des conseils » survit trois mois, et les corps francs s'emparent de Munich, provoquant un bain de sang.

A Budapest, une autre « République des conseils ouvriers » voit le jour sous la direction du communiste Béla Kun entre mars et août 1919. Cette fois encore, la contre-révolution s'impose par la force, grâce au soutien des troupes françaises et roumaines qui épaulent l'armée de l'amiral Miklos Horthy. Ce dernier exercera ensuite sa dictature jusqu'à la seconde guerre mondiale.

En Autriche, les grèves se multiplient tout au long de 1919. Mais la coalition gouvernementale des sociaux-démocrates et des sociaux-chrétiens, qui a pris le pouvoir lors de la proclamation de la République, en novembre 1918, parvient à les contrôler. Les révolutionnaires autrichiens ne pourront faire de Vienne le point de jonction entre les républiques « socialistes » de Munich et de Budapest.

### HÉGÉMONIE CULTURELLE

Plus au nord, en Finlande et dans les Pays baltes, les révolutionnaires affrontent les nationalistes soutenus par les troupes allemandes. Ces combats s'articulent sur la guerre civile en Russie, à laquelle les bolcheviks mettent fin en 1921.

Autre échec en Pologne : en repoussant une offensive de l'armée polonaise sur Kiev, en Ukraine, l'Armée rouge lance sa marche sur Varsovie. Elle est arrêtée en août 1920 sur les bords de la Vistule par le général Pilsudski. Les bolcheviks espéraient, en prenant Varsovie, susciter une insurrection dans l'ensemble du pays, et relancer le mouvement révolutionnaire en Allemagne. Mais la plupart des Polonais redoutent le rétablissement de leur oppression séculaire par les Russes, dont ils viennent à peine de se débarrasser.

L'agitation révolutionnaire gagne l'Europe méridionale. L'Italie connaît deux années de grèves de masse (*biennio rosso*) qui culminent, en septembre 1920, avec des occupations d'usines, notamment chez Fiat, à Turin. Rébellions repoussées, là aussi.

De multiples facteurs expliquent la défaite des mouvements insurrectionnels de 1919-1920. Militairement, la supériorité des forces répressives est écrasante. Socialement, la base des couches protestataires est essentiellement urbaine. Politiquement, leur influence se limite souvent aux secteurs les plus radicalisés de la classe ouvrière.

Tirant leçon de ces échecs, le dirigeant communiste italien Antonio Gramsci imaginera une stratégie révolutionnaire non plus fondée sur une perspective insurrectionnelle, mais sur la possibilité pour les communistes de conquérir progressivement, au sein des sociétés civiles, une « hégémonie culturelle ».

## Bibliographie


- **Pierre Broué,** *Révolution en Allemagne (1917-1923),* Editions de Minuit, Paris, 1971
- **Francis L. Carsten,** *Revolution in Central Europe, 1918-1919,* University of California Press, Berkeley, 1972
- **Istvan Deak,** « Budapest and the Hungarian Revolution of 1918-1919 », *The Slavonic and East European Review,* Londres, 1968, n° 106, p. 129-140
- **Paolo Spriano,** *L'Occupazione delle fabbriche. Settembre 1920,* Einaudi, Turin, 1972
- **Arno J. Mayer,** *Politics and Diplomacy of Peacemaking : Containment and Counter-Revolution at Versailles, 1918-1919,* Knopf, New York, 1967


En attendant, la situation en Occident pousse au développement de formations politiques de type fasciste. La victoire des classes possédantes favorise les regroupements où s'agglutinent les partisans du nationalisme, de l'antisémitisme, de l'antiparlementarisme et de l'anticommunisme.



# Le siècle du communisme…

**Avec le succès de la révolution d'octobre 1917 en Russie et la fondation de l'Union soviétique, la doctrine communiste trouve dans le monde son pendant logique : l'anticommunisme militant. Sous ses formes politique, culturelle, diplomatique, il façonne et reflète l'évolution de l'Europe occidentale.**

Au lendemain de la révolution russe, bien des Etats européens consacrent leur propagande à dénoncer le bolchevisme, assimilé à un désordre social et moral. Ces discours vont de pair avec l'antisémitisme en Allemagne et au Royaume-Uni, où la prise du pouvoir par les bolcheviks est portée au compte d'une « entreprise juive internationale ». En France, cette propagande prend une forme moins explicite, en raison de l'influence des idées socialistes et communistes.

De manière générale, l'anticommunisme de droite, nourri par les forces conservatrices fondamentalement hostiles à toute égalité sociale, se distingue de la critique de gauche du système soviétique, souvent impulsée par d'anciens communistes passés à l'opposition.

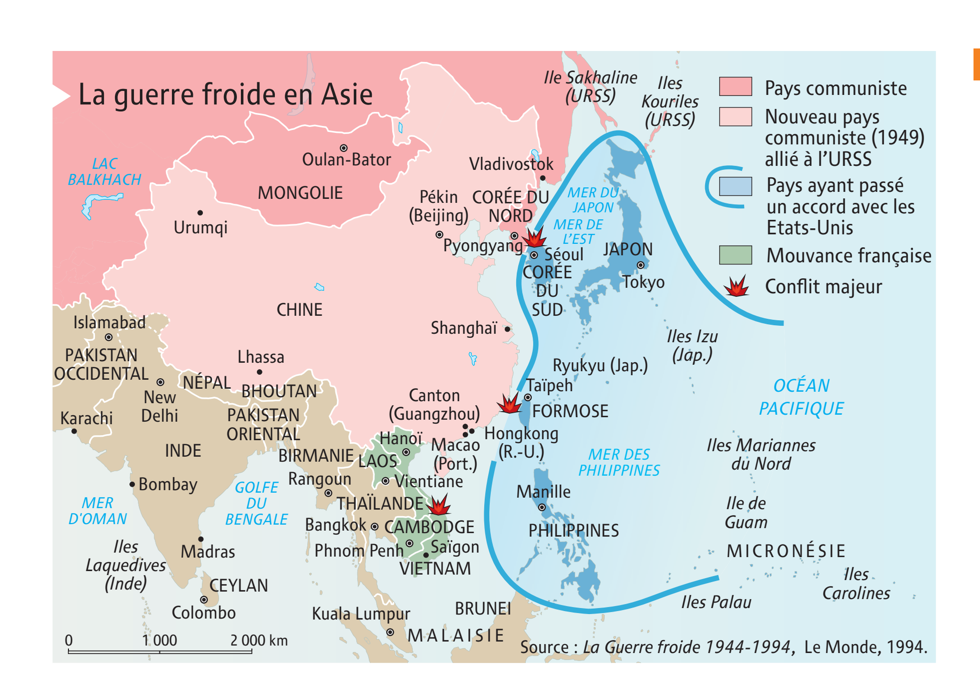
En France, la première variété domine, du moins à cette époque. A l'initiative de l'état-major et des gouvernements de droite, les communistes sont dénoncés, au nom de la défense de l'Empire colonial, comme portant atteinte à la sécurité de l'Etat. Le ministre de l'intérieur, Albert Sarraut, proclame en 1927 : *« Le communisme, voilà l'ennemi ! »* En août 1929, afin d'empêcher la réussite d'une journée révolutionnaire contre la guerre, André Tardieu, aux mêmes fonctions, fait procéder à l'arrestation préventive des dirigeants du Parti communiste français (PCF).

Paradoxalement, c'est au temps du Front populaire que la droite parvient à mobiliser plus activement les intellectuels du côté de l'anticommunisme. Certains s'indignent des procès de Moscou. D'autres, venus du pacifisme et du syndicalisme, souscrivent à l'accusation de « bellicisme » portée contre le PCF pour s'être prononcé contre la signature des accords de Munich. Au cours de l'hiver 1938-1939, plus d'une centaine de directeurs de journaux réclament l'interdiction du PCF.

## LA « PEUR DU ROUGE »

La signature du pacte germano-soviétique *(lire p. 42)* et les débuts de la seconde guerre mondiale enflamment l'anticommunisme dans toutes les démocraties d'Europe occidentale. Les partis communistes sont soumis à une répression massive, depuis l'interdiction de leurs journaux et de leurs organisations jusqu'à la destitution de leurs élus. Elle se combine parfois avec l'antisémitisme pour fonder idéologiquement la « croisade contre le bolchevisme ».

L'engagement des communistes dans la Résistance, en France ou en Italie par exemple, de même que le rôle de l'Armée rouge dans la défaite de l'armée allemande modifient les positions de



Source : *La Guerre froide 1944-1994*, Le Monde, 1994.


## Bibliographie

- **Serge Berstein et Jean-Jacques Becker,** *Histoire de l'anticommunisme en France, t. 1 (1917-1940),* Olivier Orban, Paris, 1987
- **Sophie Cœuré,** « Communisme et anticommunisme », *in* Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (sous la dir. de), *Histoire des gauches en France, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire,* La Découverte, Paris, 2004
- **Dominique Lejeune,** *La Peur du « rouge » en France – Des partageux aux gauchistes,* Belin, Paris, 2003
- **Mauro Cerutti, Jean-François Fayet et Stéphanie Roulin,** *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse,* Chronos, Zurich, 2009
- **Serge Wolikow,** « L'anticommunisme », *in Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine,* PUF, Paris, 2010

# et de l'anticommunisme

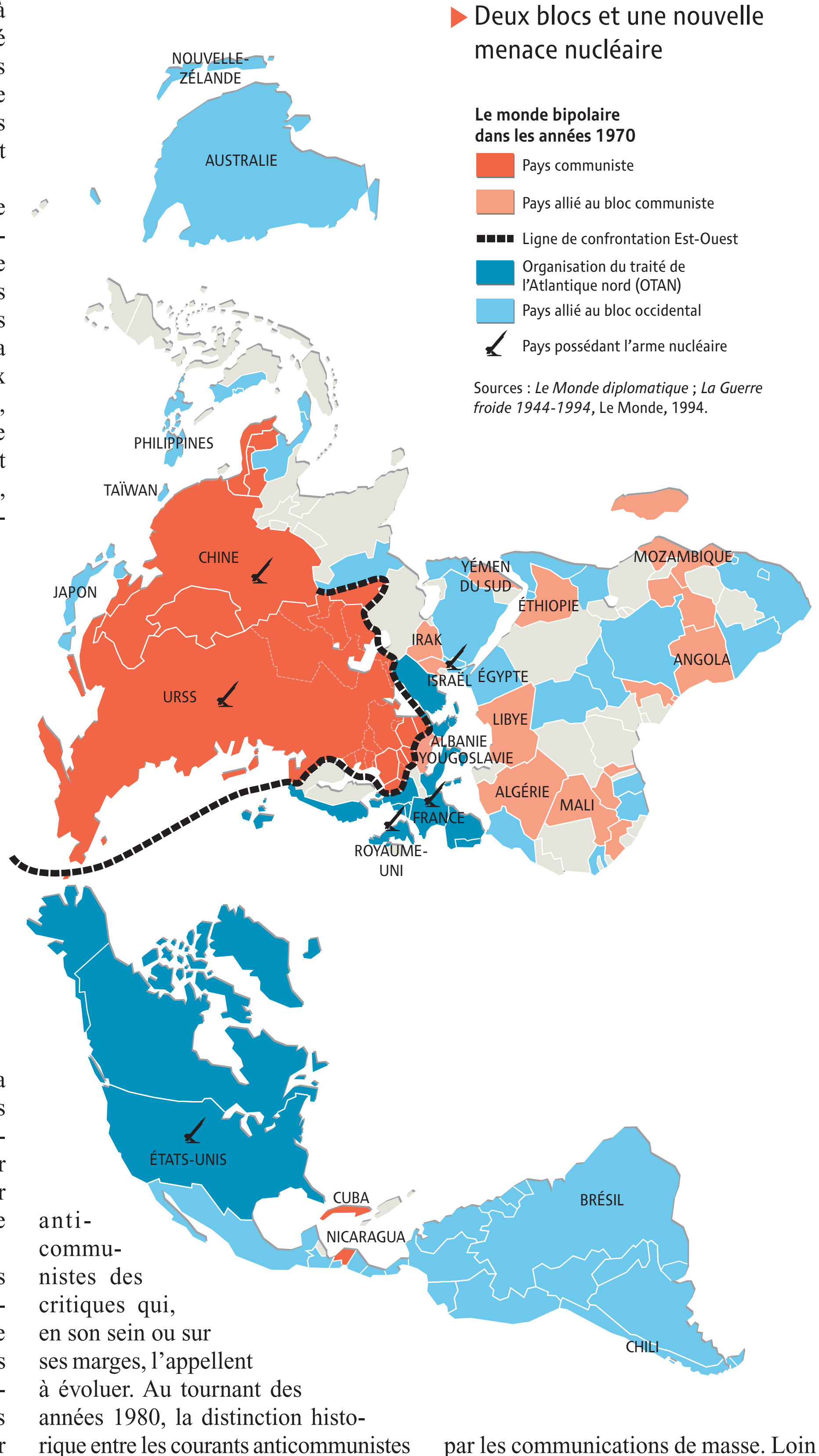
beaucoup d'intellectuels européens à l'égard du communisme. Sa popularité atteint son apogée à la Libération et dans les deux années ultérieures. Le schisme yougoslave (1948) et les procès dans les démocraties populaires ternissent cette image.

La guerre froide soulève à l'échelle internationale une nouvelle vague anticommuniste, qui structure la politique extérieure américaine et la plupart des diplomaties occidentales durant des décennies. La « peur du rouge » justifiera la restriction des libertés publiques aux Etats-Unis (maccarthysme, 1950-1954), mais aussi nombre d'interventions et de coups d'Etat pro-occidentaux, souvent accompagnés de massacres de masse, comme en Indonésie où un demi-million de communistes sont assassinés en 1965.

Au gré des moments qui jalonnent la vie politique en Europe occidentale et marquent les étapes du recul de l'influence communiste, l'anticommunisme connaît ainsi des visages successifs. Son ancrage à droite et ses formes institutionnelles sont révisés au début des années 1950, grâce à des soutiens d'outre-Atlantique. Il cimente les alliances politiques de la « troisième force ». Ses instruments : la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et le Mouvement républicain populaire (MRP) en France, la Démocratie chrétienne en Italie.

En France, cet anticommunisme nouvelle mouture se consolide avec la suppression de la IV[e] République. Les partisans du gaullisme agitent le communisme comme un épouvantail pour souder la coalition des droites et intégrer en même temps une partie de la gauche marquée par l'héritage colonial.

Mais c'est sur la gauche des partis communistes que se développe la dénonciation du système soviétique. Elle se nourrit de dissidences successives issues des rangs communistes. Des organisations d'extrême gauche exaltent des modèles révolutionnaires censés éviter les impasses du stalinisme : expériences yougoslave, cubaine, chinoise. Le PCF a d'ailleurs vite fait de fustiger comme anticommunistes des critiques qui, en son sein ou sur ses marges, l'appellent à évoluer. Au tournant des années 1980, la distinction historique entre les courants anticommunistes de gauche et de droite s'estompe dans l'ensemble de l'Occident au profit d'un anticommunisme généralisé propagé par les communications de masse. Loin d'y mettre fin, la dislocation de l'Union soviétique lui apporte une caution et une base stratégique efficaces.



# Dieu est-il mort ou ressuscité ?

**En 2000, Dieu figure dans la rubrique nécrologique du magazine libéral anglo-saxon *The Economist*. En 2009, deux journalistes de cet hebdomadaire relèvent au contraire, dans un best-seller outre-Atlantique, un regain de la foi religieuse dans le monde. Les religions sont-elles en train de mourir ou de renaître ?**

La thèse de la sécularisation ou du déclin des religions procède d'une vision européenne. Elle s'est développée au XIXe siècle, avec le fondateur de la sociologie moderne, Max Weber, pour théoricien, et les fameux « maîtres du soupçon », Karl Marx, Friedrich Nietzsche et Sigmund Freud.

Ce phénomène qu'ils interprétaient comme une avancée de la modernité a pourtant commencé bien avant le siècle des Lumières et la révolution industrielle. Il s'est poursuivi au XXe siècle et s'est même accéléré dans des pays de tradition chrétienne.

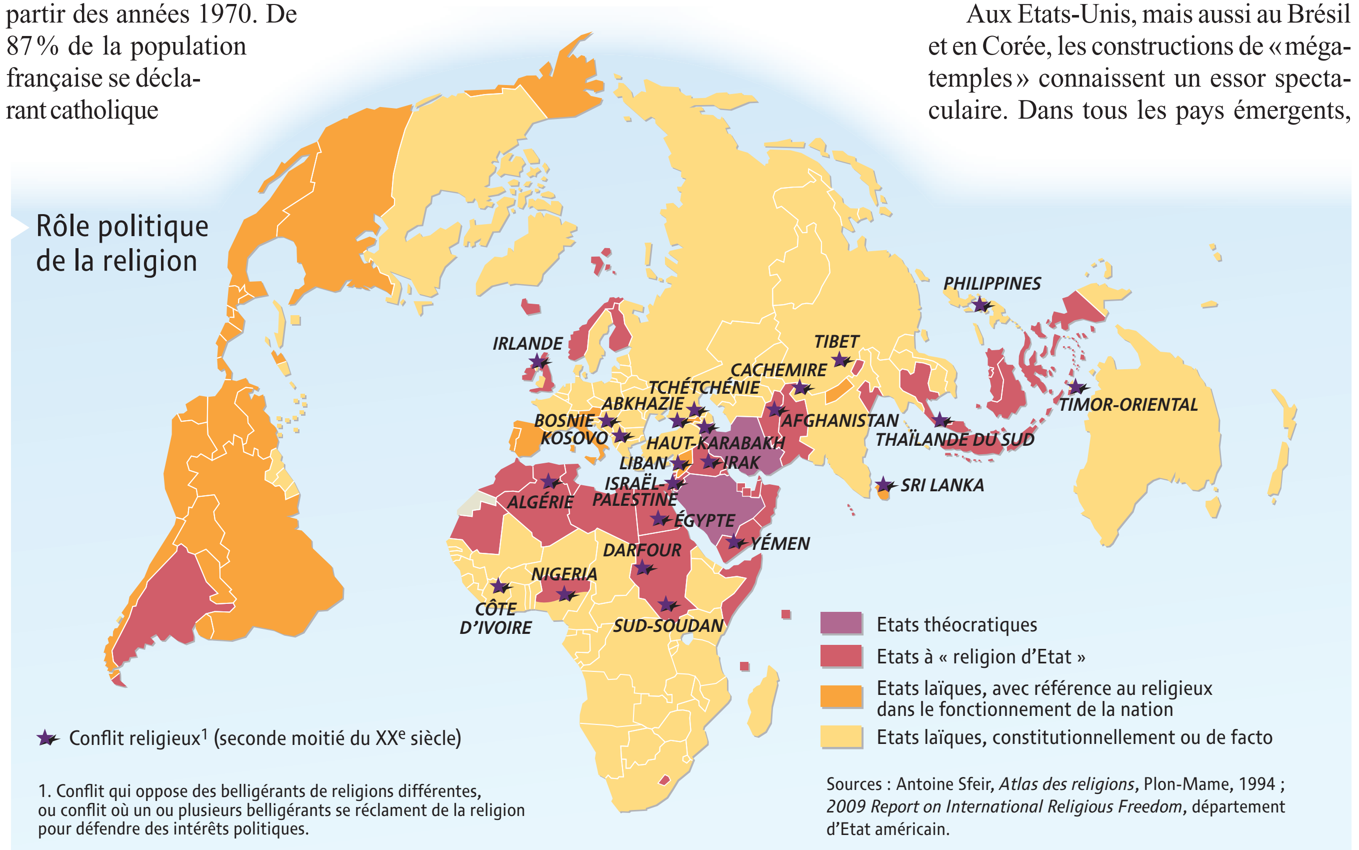
En Espagne et en Italie, les crucifix dans les écoles font débat. En Pologne, le magistère moral de l'Eglise catholique peine à contenir la libéralisation des mœurs. En France, le catholicisme jouit encore d'un grand poids dans la première partie du XXe siècle, mais sa perte d'audience s'accentue à partir des années 1970. De 87 % de la population française se déclarant catholique en 1972, on passe en une vingtaine d'années à 65 %, et le nombre des pratiquants tombe de 20 % à 4,5 %.

La séparation entre les pouvoirs civil et religieux a tendu à se renforcer durant tout le XXe siècle. Malgré la « nouvelle évangélisation » lancée par Jean-Paul II en 1978, la chute du nombre des fidèles et des séminaristes n'a pu être enrayée.

Enfin, la déconnexion entre religieux et culture s'est accrue. Ainsi, de plus en plus de parents prénomment leurs enfants sans se référer aux saints du calendrier.

La sécularisation gagne toutes les régions urbanisées de la planète. Mais, en dehors de l'Europe, la modernisation ne réduit pas la religion. Bien au contraire, elle favorise sa croissance. Cette thèse, développée dans les pays anglo-saxons, s'appuie sur un constat historique : les sociétés américaines, asiatiques, africaines sont plus religieuses que les sociétés européennes.

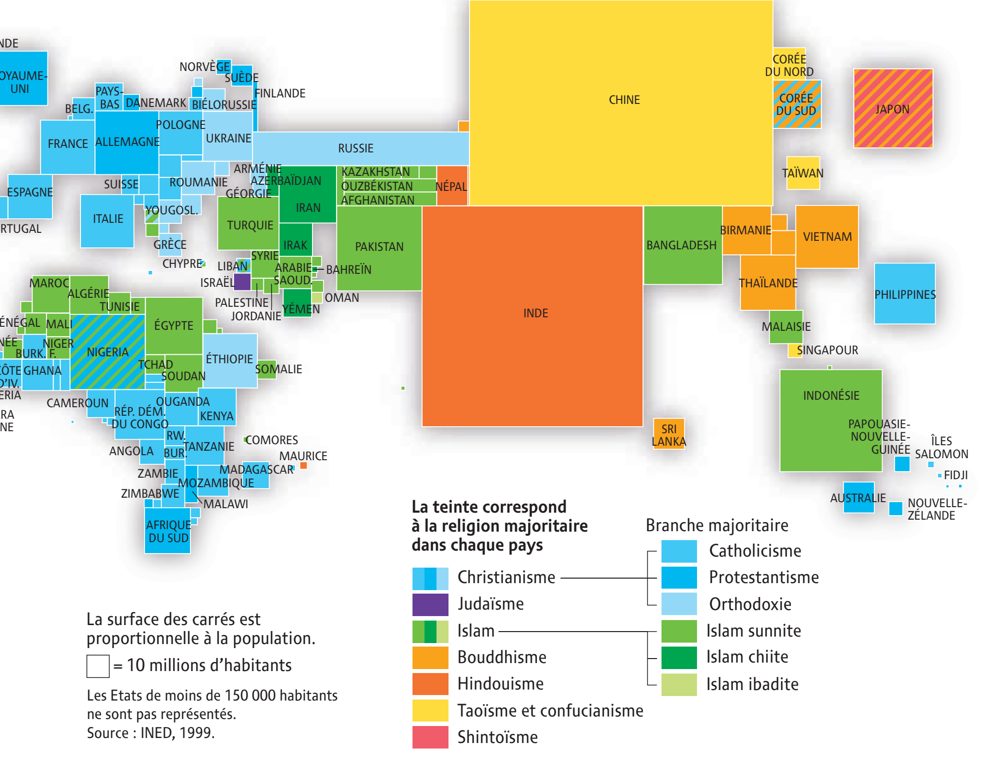
Aux Etats-Unis, mais aussi au Brésil et en Corée, les constructions de « méga-temples » connaissent un essor spectaculaire. Dans tous les pays émergents,




1. Conflit qui oppose des belligérants de religions différentes, ou conflit où un ou plusieurs belligérants se réclament de la religion pour défendre des intérêts politiques.

Sources : Antoine Sfeir, *Atlas des religions*, Plon-Mame, 1994 ; *2009 Report on International Religious Freedom*, département d'Etat américain.

## Religions majoritaires à la fin du XXe siècle




D'après une carte conçue et réalisée pour Brigitte Dumortier, *L'Atlas des religions, croyances, pratiques et territoires*, Autrement, 2002.

de Sao Paulo à Shanghaï, les Eglises évangéliques et les sectes prolifèrent.

Autre explication de ce foisonnement religieux, l'individualisation de l'acte de croire, qui caractérise le pluralisme contemporain, tire bénéfice de la révolution technologique. La mise en réseau des religions sur Internet aide celles-ci à développer leur « marché ». Par exemple, des juifs de la diaspora peuvent envoyer leurs prières par fax au Mur des lamentations, à Jérusalem. Les religions offrent des repères stables dans un contexte de mondialisation qui a fait éclater les notions de temps et d'espace.

Il faut, néanmoins, nuancer. La vision « européenne » du déclin des religions s'appuie sur l'affaiblissement numérique des pratiquants et sur la perte d'influence des institutions religieuses. Elle explique la montée des fondamentalismes par un refus de la marginalisation. Ses partisans se crispent sur le comportement identitaire d'une minorité de musulmans, alors que leur majorité est sécularisée comme les autres croyants.

Pour contrer ce « retour du religieux » sont préconisées, en France notamment, une réhabilitation des valeurs républicaines et une réaction salutaire de l'Etat laïque. Mais, particulièrement en ce qui concerne la société française, la croyance en l'idée de nation, de république, semble également s'être estompée dans les esprits dans le dernier quart du XXe siècle.

### REGAIN DE FOI

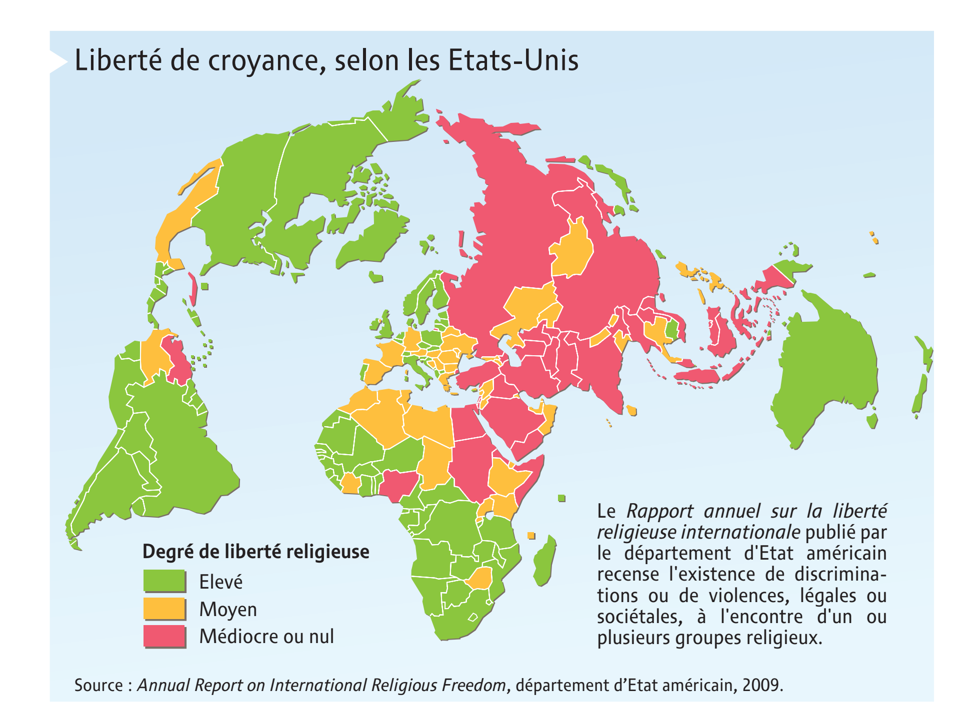
L'autre thèse, plutôt anglo-saxonne, concernant ce regain de la foi l'attribue aux besoins de sens et de relations sociales qu'éprouve l'individu moderne. En Occident, les tentatives pour promouvoir le dialogue entre les religions sont nombreuses, et le Royaume-Uni se situe au premier rang. Cependant, à l'aube du XXIe siècle, les formes de religion les plus prospères sont aussi, quelles que soient les confessions, les plus irrationnelles et les moins tolérantes. En découlent une multitude de tensions et de conflits ethno-religieux menaçant la paix dans plusieurs régions du monde.

Cette politisation de la foi indique combien sont fragiles à notre époque les instances civiles et religieuses, traditionnellement pourvoyeuses de sens et de régulation. C'est le versant le plus inquiétant de la nouvelle visibilité acquise par les religions dans l'espace public.

## Bibliographie


- **Pierre de Charentenay,** *Les Nouvelles Frontières de la laïcité,* Desclée de Brouwer, Paris, 2009
- **Georges Corm,** *La question religieuse au XXIe siècle,* La Découverte, Paris, 2006
- **Patrick Michel et Gérard Defois,** *L'Evêque et le Sociologue,* L'Atelier, Paris, 2004


## Liberté de croyance, selon les Etats-Unis




Source : *Annual Report on International Religious Freedom*, département d'Etat américain, 2009.

# Comment la planète devint

**Confinée au XIXe siècle aux pays nouvellement industrialisés, l'urbanisation de masse s'est étendue au monde entier. Cette mutation est-elle vraiment synonyme de « modernité » ? Une autre mondialisation est en cours, représentée par les mégapoles dans les pays pauvres et émergents.**

De la révolution agricole du néolithique à la révolution industrielle du XIXe siècle, la part de la population des villes dans le monde a peu varié, oscillant entre 8 % et 14 % selon les régions et les époques. C'est seulement à partir de la seconde moitié du XIXe siècle que l'explosion urbaine touche les pays nouvellement industrialisés.

D'à peine 11 % en 1800, le taux d'urbanisation moyen des futures régions développées s'élève à 30 % en 1900 et à 52,5 % en 1950 (avec des variations interrégionales importantes, le taux d'urbanisation de l'Amérique du Nord étant alors près de deux fois supérieur à celui du Japon). Désormais, l'urbanisation dans l'ensemble des pays hautement industrialisés atteint presque ses limites : son taux, de 73 % aujourd'hui, ne devrait pas dépasser 80 % en 2050.

L'urbanisation précoce des pays occidentaux s'explique aisément par la concentration des populations et la nouvelle division du travail résultant du capitalisme industriel. Celle, plus récente, des régions autrefois colonisées se comprend différemment.

Dans l'ensemble, il s'agit de régions faiblement urbanisées au début du XXe siècle et qui le sont restées jusqu'en 1950. Si l'Amérique latine fait exception, avec un taux d'urbanisation supérieur à 20 % en 1900 et à 40 % en 1950, le taux moyen des régions coloniales et postcoloniales s'établissait à ces dates à 9,1 % et 15,7 %. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale qu'une expansion urbaine de grande ampleur se produit en Afrique et en Asie, tandis que s'accentue l'urbanisation en Amérique latine. En Afrique, par exemple, le taux passe de 5,5 % en 1900 à 14,5 % en 1950 et 38,7 % en 2007.

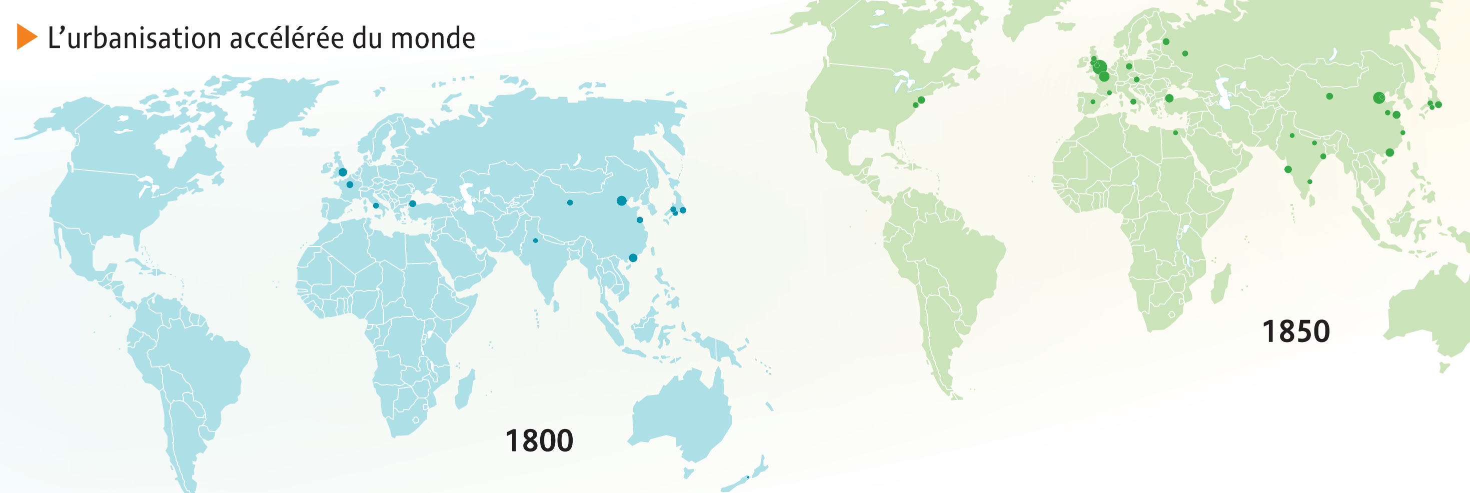
Evolution *« unique dans l'histoire de l'humanité »*, selon l'expression de Paul Bairoch, la population urbaine de ces régions a crû en moyenne de 4,2 % par an entre 1946 et 1990, intégrant 1,2 milliard de personnes de plus dans des centres urbains nouveaux ou anciens. En dépit d'exceptions significatives, en particulier en Asie du Nord-Est où urbanisation est souvent synonyme de développement, ce mouvement de masse résulte de déséquilibres internes, accentués par les pressions du marché mondial – par exemple, le détournement de l'agriculture vers des activités d'exportation. Il engendre ce que le sociologue Mike Davis a appelé une *« planète bidonvilles »*, c'est-à-dire d'immenses conurbations aux infrastructures défaillantes, fortement segmentées sur le plan social.

## Nœuds de la mondialisation

Depuis 2007, la population des agglomérations urbaines est supérieure à celle des zones rurales. Plus de 3,3 milliards de personnes vivent dans les villes, dont plus de 500 millions dans des mégapoles dépassant les 10 millions d'habitants ou des métropoles de plus de 5 millions d'habitants, et 400 millions dans des « villes millionnaires ». Selon les prévisions de l'Organisation des Nations unies, le taux d'urbanisation mondial va augmenter considérablement au cours des prochaines décennies, pour atteindre 59,7 % en 2030 et 69,6 % en 2050. Les centres urbains anciens et nouveaux devraient absorber l'essentiel de la croissance démographique à venir.

Ce mouvement d'urbanisation affecte en premier les régions émergentes ou les régions pauvres les plus peuplées qui, d'ici à 2025, compteront 21 des 27 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants. Le taux d'urbanisation de la Chine, de l'ordre de 9 % en 1900 et de seulement 13 % en 1950, s'est élevé à 35,8 % en 2000 ;

▶ L'urbanisation accélérée du monde

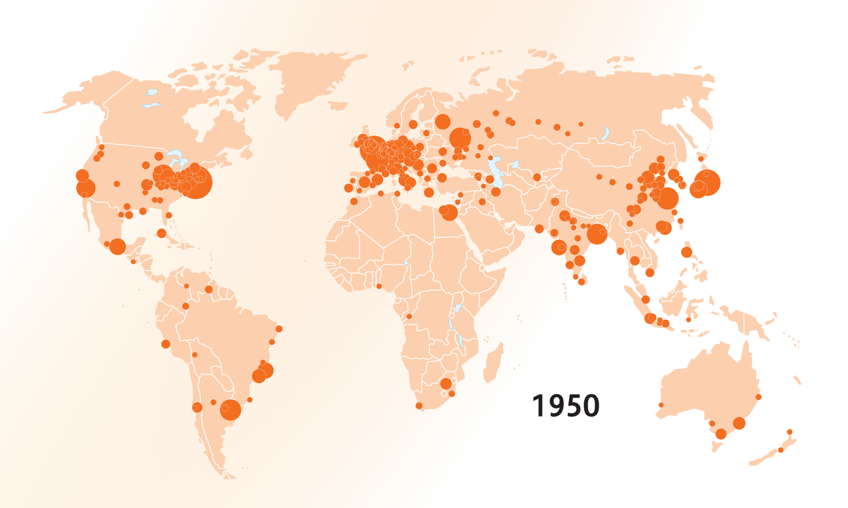


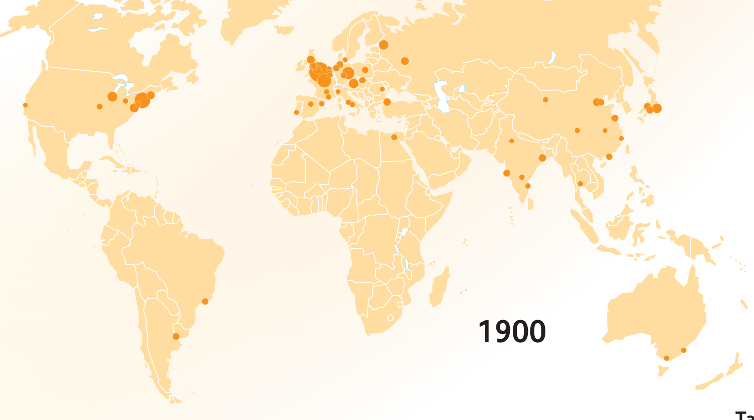
# une ville

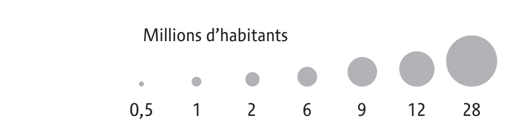
73 % sont prévus en 2050. Partant de 10 %, celui de l'Inde arrive à 17 % en 1950 et à 27,7 % en 2000 (55 % attendus en 2050). Source et conséquence des migrations de masse qu'il intensifie, ce mouvement engendre de nouvelles stratifications sociales et accentue la transformation de l'écosystème planétaire.

Ainsi, au cours du XXe siècle, le monde tout entier est devenu une ville, selon la formule prémonitoire de Lewis Mumford en 1961 – ou plutôt une constellation de pôles urbains souvent démesurés, formant les nœuds de l'espace économique mondialisé. Cette mutation interroge notre capacité collective à produire les biens publics requis pour un développement durable assurant équilibres écologiques, santé et équité.

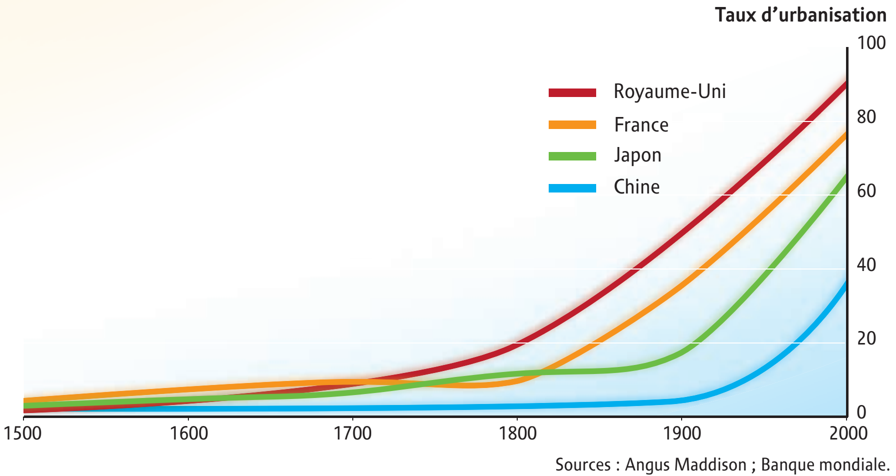



Source : Céline Rozenblat, *Six milliards d'hommes*, Musée de l'homme, 2000.




Sources : Angus Maddison ; Banque mondiale.

## Bibliographie


- **Paul Bairoch,** *De Jéricho à Mexico. Villes et économie dans l'histoire,* Gallimard, Paris, 1985
- **Manuel Castells,** *Dual City : Restructuring New York,* Russell Sage Foundation, New York, 1991
- **Mike Davis,** *Planète bidonvilles,* Ab Irato, Paris, 2005
- **Lewis Mumford,** *The City in History : Its Origins, Its Transformations and Its Prospects,* Harcourt Brace International, New York, 1986 (1961)

▼ Photographie du film *M. le maudit,*
de Fritz Lang (1931)





The New York Times.

WORST STOCK CRASH STEMMED BY BANKS; 12,894,650-SHARE DAY SWAMPS MARKET; LEADERS CONFER, FIND CONDITIONS SOUND

HUMBERT ESCAPES ANTI-FASCISTS SHOT AT BRUSSELS TOMB

FINANCIERS EASE TENSION

Five Wall Street Bankers Hold Two Meetings at Morgan Office.

LOSSES RECOVERED IN PART

Upward Trend Starts With 200,000-Share Order for Steel.

TESTIFIES HE HANDED $10,000 TO WARDER

BIG DROP IN WHEAT; PIT IN A TURMOIL

TREASURY OFFICIALS BLAME SPECULATION



DERNIÈRE ÉDITION

Le Petit Parisien

LE PLUS LU DES JOURNAUX DU MONDE ENTIER

LUNDI 20 JUILLET 1936

La guerre civile en Espagne

COMPLÈTE AU MAROC, LA RÉVOLTE SEMBLE S'ÉTENDRE DANS LA PÉNINSULE

LES RÉPERCUSSIONS DES LOIS SOCIALES

La Pologne s'inquiète du sort à Dantzig des minorités







Deux drames conjugaux

A NANTERRE UNE FEMME, A COUPS DE HACHE MASSACRE SON MARI IVROGNE ET BRUTAL

AUX LILAS UNE ÉPOUSE BATTUE BLESSE SON MARI D'UN COUP DE FEU








▲ Affiche du film *Les Raisins de la colère,*
de John Ford (1940)

◀ Affiche du film *Les Temps modernes,* de Charlie Chaplin (1936)

CHARLIE CHAPLIN

*Les temps modernes*

COLLECTION CHRISTOPHEL / HENRI CERUTTI



"L'Angleterre était un véritable laboratoire d'assassinats" DE QUI EST-CE ?

L'ŒUVRE

ÉDITION DE PARIS - 0 fr. 50

Responsabilités à prendre? Comme il y a vingt-cinq ans PETAIN répond : -- PRÉSENT !

"Une collaboration franco-allemande a été envisagée
Cette politique est la mienne. C'est moi seul que l'Histoire jugera."

a déclaré hier soir à la radio LE MARECHAL PETAIN chef de l'Etat français

« Ainsi, dans un avenir proche pourrait être allégé le poids des souffrances de notre pays, amélioré le sort de nos prisonniers, atténuée la charge des frais d'occupation, assouplie la ligne de démarcation et facilitées l'administration et le ravitaillement du territoire. »

LE TOURMENT DE LA LIBERTÉ
par MARCEL DÉAT

Les troupes italiennes poursuivent leur pénétration en territoire grec

*Les " cinq points " de Florence précisent la politique de l'Axe*

Le rôle de l'Angleterre a toujours été d'entretenir les discordes en Europe
Elle doit être éliminée du Continent

LES COMMUNIQUÉS

ALLEMAND

FRANÇAIS,

Le redressement de notre pays

Le sens de la collaboration

# 2 | Les années noires

Noires, les années 1930 et 1940 le sont vraiment, à l'image du jeudi qui voit Wall Street plonger. Après le fascisme en Italie, voici le nazisme en Allemagne. La défaite de la République espagnole, trahie par les démocraties, annonce le second conflit mondial et ses génocides.

# Le krach de 1929 engendre

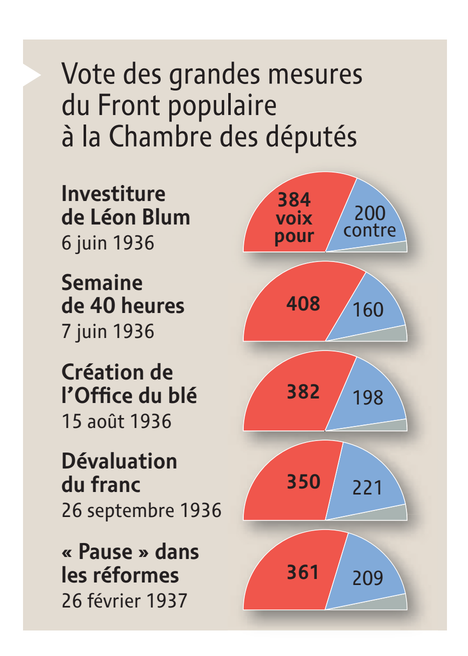
**L'économie capitaliste, locomotive du bonheur ? Tout fier du modèle américain, le président de General Motors, John J. Raskob, l'assure à un journal en 1929 : « La fortune est à la portée de tous. » Deux mois plus tard, Wall Street chancelle. La Grande Dépression met les vertus du capitalisme à rude épreuve.**

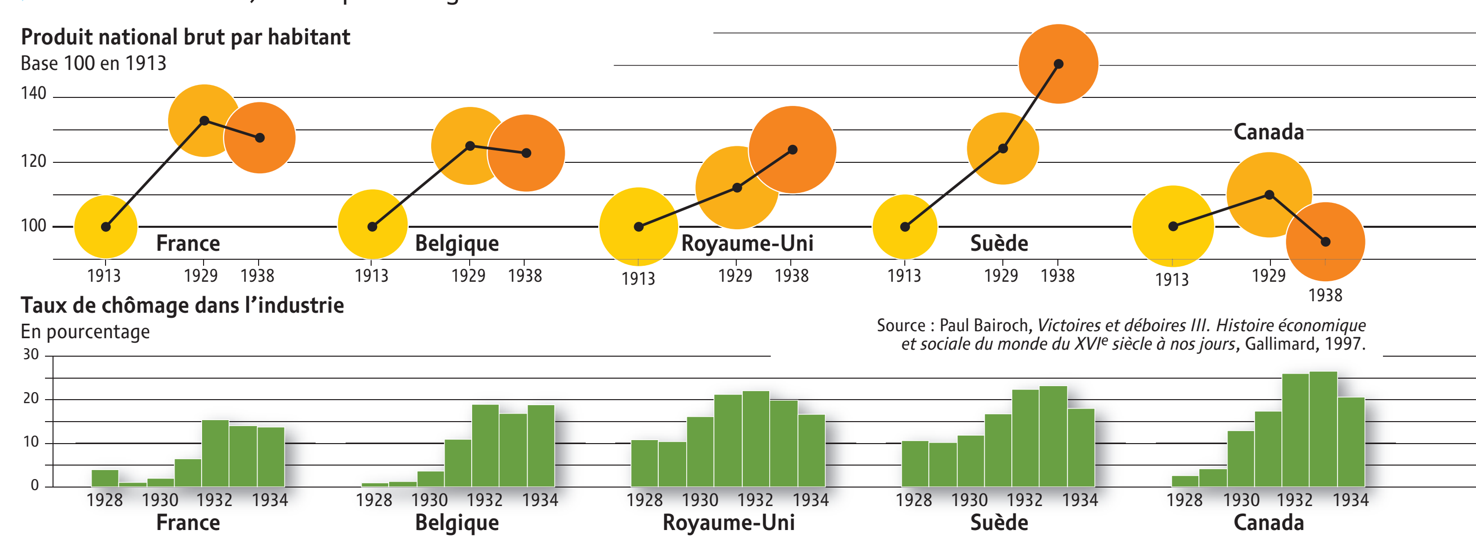
Années 1920 : la Bourse de New York est dopée par l'expansion du crédit. De 1924 à 1929, les actions cotées à Wall Street deviennent trois fois plus nombreuses. Le 3 octobre 1929, brusquement, une baisse des cours survient. En une semaine, 13 millions d'actions sont vendues alors que les échanges portaient en moyenne sur 4 millions. C'est le krach. Un redressement est opéré aussitôt par les banques. Mais l'artifice est vite réduit à néant. Le 29 octobre, en deux heures, 16 millions d'actions changent de mains. Les cours s'effondrent.

Les Etats-Unis, en trois ans, s'enfoncent dans la dépression. Les faillites sont multipliées par quatre. Dans l'industrie, la production et les bénéfices fondent de moitié. Les prix agricoles régressent de 60 %. Un quart de la population active est victime d'un chômage qui a triplé. En Europe, les répercussions se propagent dès le printemps 1930, même si elles sont atténuées dans les pays où l'Etat tient autoritairement les rênes de l'économie, comme en Italie et au Portugal. Le Royaume-Uni est conduit à abandonner l'étalon-or et à dévaluer sa monnaie en septembre 1931.

En Allemagne, on comptait 800 000 chômeurs en 1927. Ils sont 3 millions en 1930. Appelé à la chancellerie à la fin de mars 1930, Heinrich Brüning, membre du Centre catholique, est confronté au retrait des capitaux américains, ce qui voue son gouvernement à l'impuissance. Il adopte une politique de déflation : bas prix, bas salaires. Au lieu de reconquérir les marchés extérieurs comme il le pensait, il affaiblit la consommation intérieure et accroît le déficit. Au début de 1932, l'Allemagne n'est plus en mesure de payer les réparations auxquelles l'oblige le traité de Versailles.

Avec 6 200 000 chômeurs en février 1932, presque la moitié de la population allemande vit dans la misère. Bénéficiaire de ce marasme : le national-socialisme. En 1928, le parti nazi obtenait 2,6 % des voix. En 1930, il passe à 18,3 %.




Source : Paul Bairoch, *Victoires et déboires III. Histoire économique et sociale du monde du XVI*[e] *siècle à nos jours*, Gallimard, 1997.

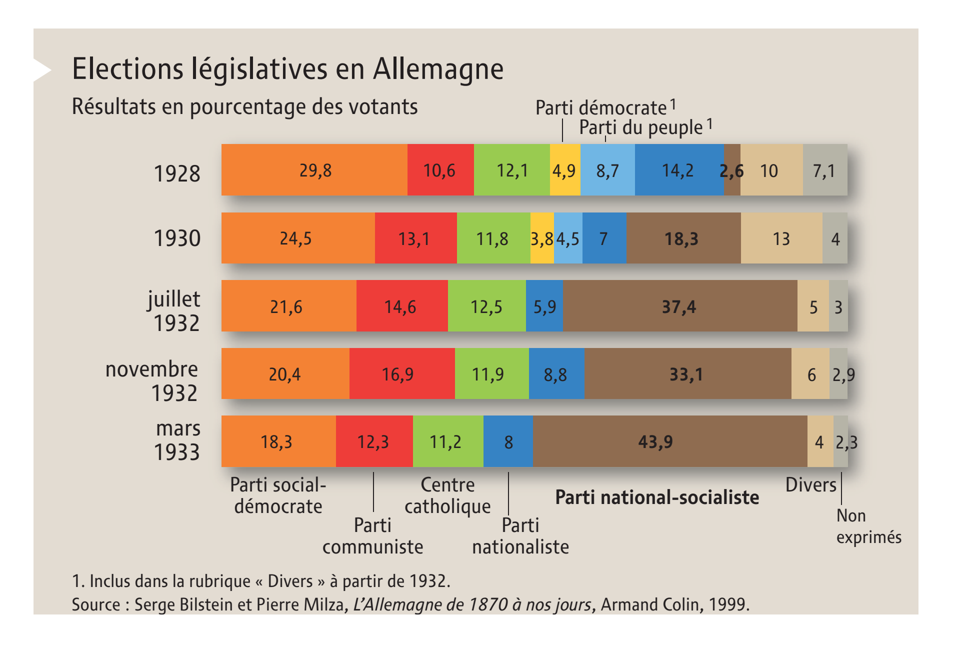
# nazisme et Front populaire

Au 31 juillet 1932, il est le premier parti du Parlement, avec 37,4 %. La porte du pouvoir lui est ouverte. Industriels et financiers ont intérêt à le soutenir en vue de stimuler la production, de diminuer le chômage, d'étouffer le danger d'une révolution « bolchevique ».

La France subit également la crise, mais différemment. La régression y prend de l'ampleur à partir de 1933. On dénombre 310 000 chômeurs assistés, ce qui équivaut à 750 000 chômeurs réels. Le 24 octobre 1934, Maurice Thorez – au nom du Parti communiste français et conformément aux nouvelles directives de l'Internationale communiste après l'échec de la stratégie « classe contre classe », qui dénonçait la social-démocratie comme « social-fascisme » – demande aux démocrates de former, *« face au front de la réaction et du fascisme, le Front populaire de la liberté, du travail et de la paix »*.

Ce Front populaire, dont le programme est publié le 10 janvier 1936, prône le combat *« contre la crise et contre les organisations fascistes qui l'exploitent pour le compte des puissances d'argent »*. Il débouche sur une victoire aux élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, avec 45,9 % des suffrages. Le dirigeant socialiste Léon Blum est appelé le 4 juin 1936 à constituer le gouvernement. Une vague de grèves déclenchées mi-mai aboutit le 7 juin aux accords de Matignon entre le patronat et les syndicats : reconnaissance de la liberté syndicale dans les entreprises, semaine de travail de quarante heures, instauration de conventions collectives et des congés payés, aide aux chômeurs.

Soutenu par les communistes mais sans leur participation, ce gouvernement perdure jusqu'au 21 juin 1937. Maintes critiques de tous bords ont mis en cause son programme économique. Toujours est-il que la France fut un des seuls Etats où la crise mondiale de 1929 a provoqué l'adoption de mesures profitant à la majorité de la population. La plupart furent longtemps considérées comme des conquêtes inaliénables.

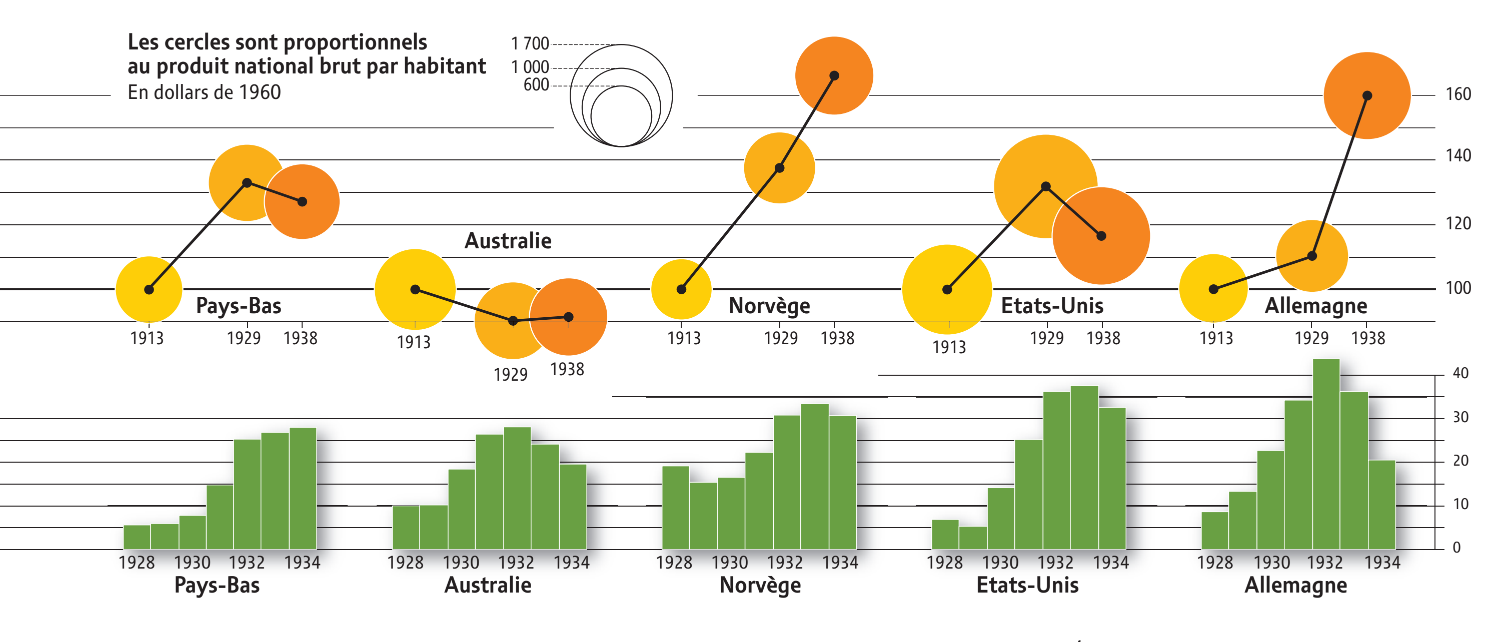


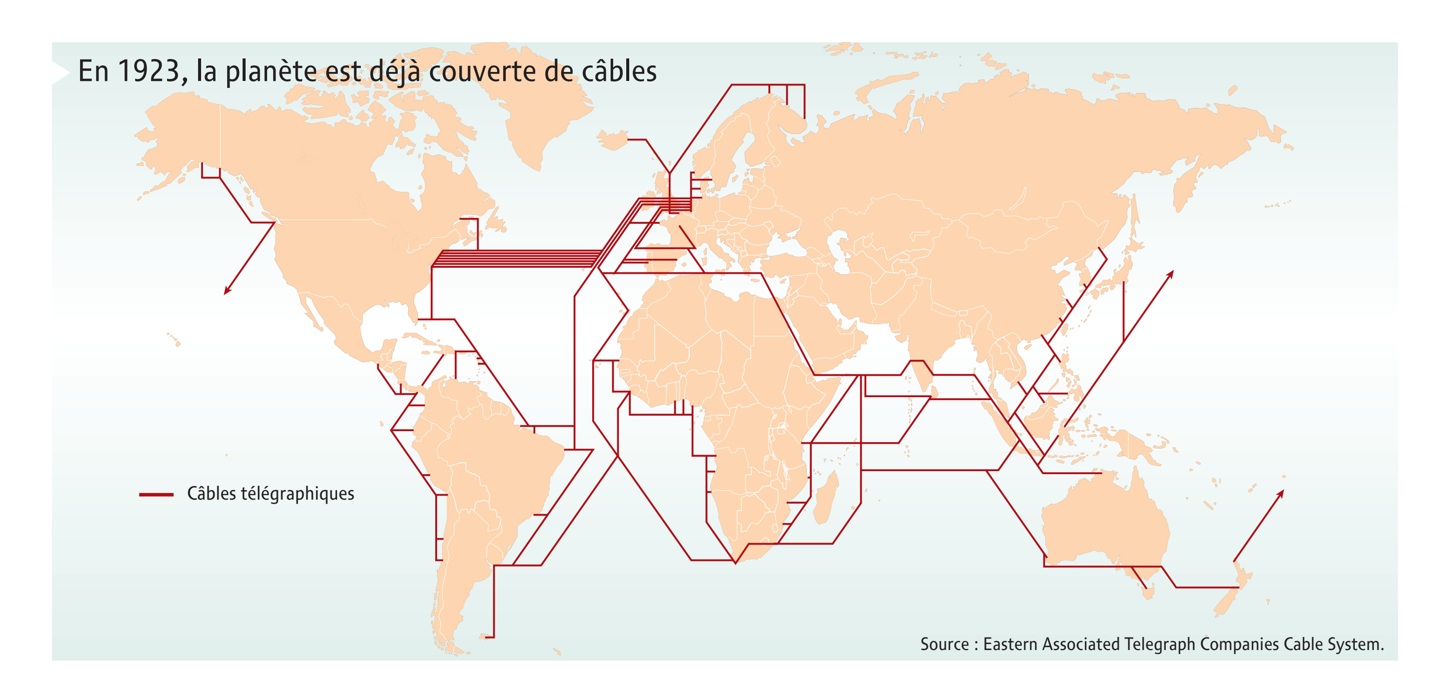

| | Parti social-démocrate | Parti communiste | Centre catholique | Parti démocrate[1] | Parti du peuple[1] | Parti nationaliste | Parti national-socialiste | Divers | Non exprimés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1928 | 29,8 | 10,6 | 12,1 | 4,9 | 8,7 | 14,2 | 2,6 | 10 | 7,1 |
| 1930 | 24,5 | 13,1 | 11,8 | 3,8 | 4,5 | 7 | 18,3 | 13 | 4 |
| juillet 1932 | 21,6 | 14,6 | 12,5 | | | 5,9 | 37,4 | 5 | 3 |
| novembre 1932 | 20,4 | 16,9 | 11,9 | | | 8,8 | 33,1 | 6 | 2,9 |
| mars 1933 | 18,3 | 12,3 | 11,2 | | | 8 | 43,9 | 4 | 2,3 |

1. Inclus dans la rubrique « Divers » à partir de 1932.
Source : Serge Bilstein et Pierre Milza, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*, Armand Colin, 1999.

## Bibliographie


- **Paul Bairoch,** *Victoires et déboires III. Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours,* Gallimard, Paris, 1997
- **Louis Bodin et Jean Touchard,** *Front Populaire 1936,* Armand Colin, Paris, 1972
- **Bernard Gazier,** *La Crise de 1929,* PUF, Paris, 2007 (1982)
- **André Gauthier,** *Le Monde d'une crise à l'autre,* Bréal, Paris, 1991 (1984)
- **Jacques Néré,** *La Crise de 1929,* Armand Colin, 1968



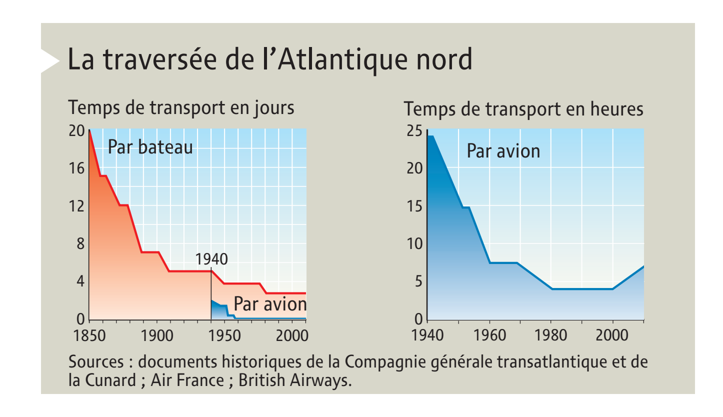

# Révolution des transports et

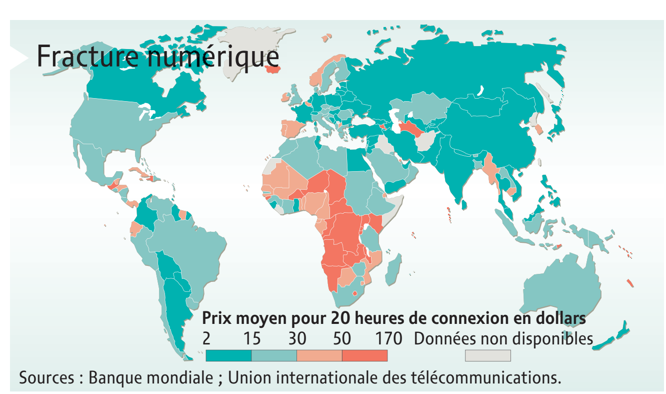
**De l'âge industriel à la « société globale de l'information », les technologies de la vitesse n'ont cessé de refaçonner l'espace-temps du mode de communication des personnes, des biens et des messages. Mais la mondialisation des réseaux ne se conjugue pas pour autant avec l'universelle exigence de la pluralité.**

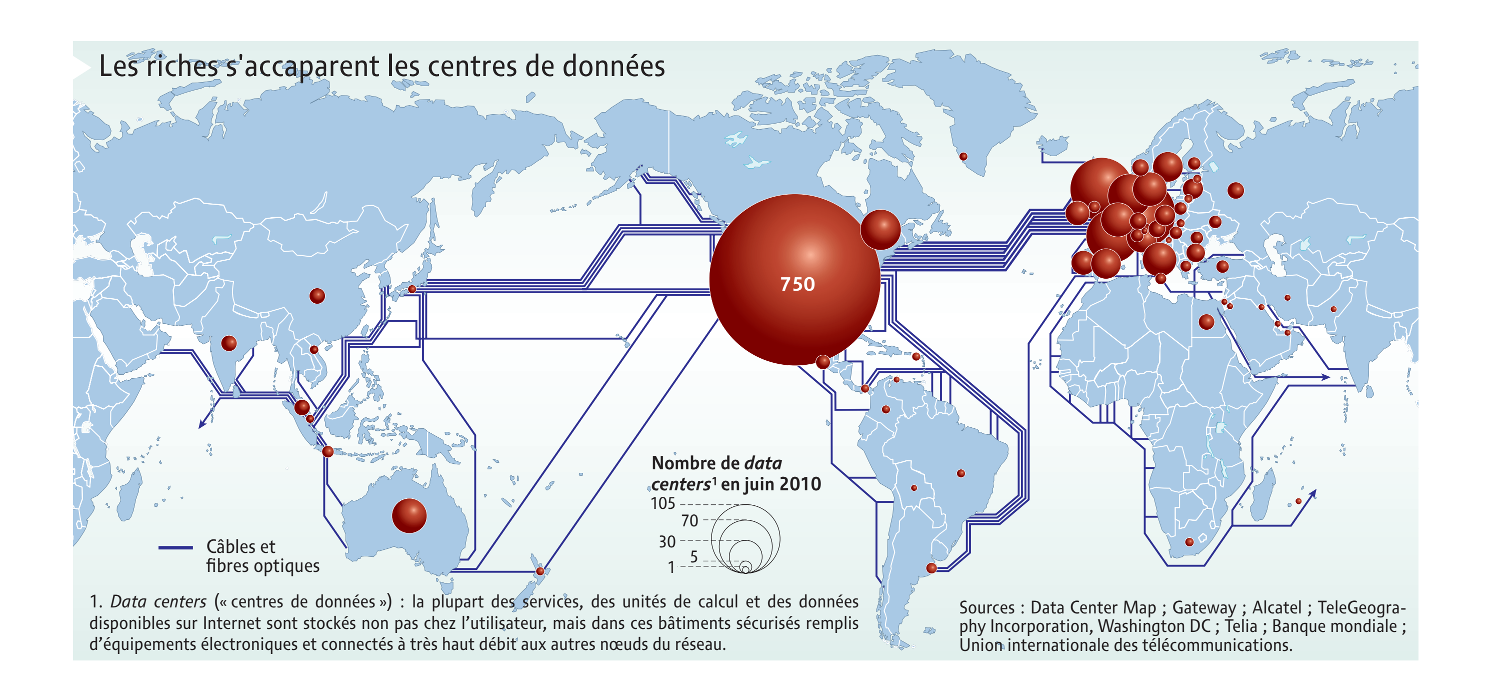
Au XIXe siècle, les saint-simoniens rêvent d'*« enlacer l'univers »*. Pour eux, le progrès des transports, en réduisant la distance d'un point à un autre, abaissera les écarts entre les classes. L'enlacement du globe par les réseaux matériels du capitalisme industriel prend un siècle et s'achève avec l'ouverture du canal de Panama (1914) et du Transsibérien (1916). L'architecture des flux est centripète, à l'image de la hiérarchisation de l'espace mondial à l'ère des empires.

Sur la carte des câbles sous-marins, la tête du réseau est située à Londres, capitale d'un empire victorien qui a inauguré le premier câble, entre Douvres et Calais, en 1851, et posé le dernier, le transpacifique, en 1902. L'Eastern Telegraph Company possède sur les communications mondiales un monopole commercial qui en fait l'intermédiaire obligé des grandes puissances pour leur envoi de communiqués. Le Foreign Office en tire un avantage stratégique et diplomatique de poids.

Le lancement, en 1965, du premier satellite géostationnaire de télécommunication trace la voie au système global réticulaire. Le discours rédempteur sur la télématique s'emballe. Dès les années 1970, les pays industrialisés misent sur l'informatisation de la société pour sortir de la crise économique et sociale. La question de l'énergie les inquiète, mais ne les incite pas à remettre en cause la raison productiviste et ses modèles






1. *Data centers* (« centres de données ») : la plupart des services, des unités de calcul et des données disponibles sur Internet sont stockés non pas chez l'utilisateur, mais dans ces bâtiments sécurisés remplis d'équipements électroniques et connectés à très haut débit aux autres nœuds du réseau.

Sources : Data Center Map ; Gateway ; Alcatel ; TeleGeography Incorporation, Washington DC ; Telia ; Banque mondiale ; Union internationale des télécommunications.

# des communications

de consommation. Pourtant, à la même époque, sous la pression du mouvement des pays non alignés, le débat sur l'accès inégalement réparti aux flux et technologies de l'information fait irruption dans les instances internationales. Environ 85 % des informations mondiales sont alors produites par quatre agences de presse (AP, UPI, Reuters, AFP). Le tiers-monde propose des politiques publiques de régulation. En vain.

Car, la décennie suivante, les déréglementations universalisent le modèle néolibéral de globalisation des échanges et de libéralisation des flux. Le vieux dogme du progrès infini cède la place à l'idéologie de la communication et sa vision à court terme du changement social. La liberté d'expression commerciale s'inscrit en tension avec la liberté d'expression comme droit humain. La course transnationale aux concentrations dessine le nouveau paysage des conglomérats médiatiques et des opérateurs de télécommunication.

A la bulle discursive sur le « village global » répond la bulle spéculative sur les valeurs boursières. La première est en porte à faux avec les réalités des « fractures numériques », reflets de fractures sociales ; la seconde, avec l'économie réelle. En 2007, les pays industrialisés comptaient 62 internautes pour 100 habitants ; les pays en développement, où l'accès est globalement plus cher, 17. Le prix moyen pour vingt heures de connexion y varie de 50 à 170 dollars, contre 2 à 15 dollars dans les pays favorisés.

La fin de la guerre froide et l'expansion du Web propulsent la figure du réseau au cœur de la pensée géostratégique des militaires et diplomates américains sur les nouveaux moyens de l'hégémonie mondiale. D'un côté, la *cyberwar* et les frappes chirurgicales. De l'autre, le *soft power,* qui repose sur la maîtrise de l'ensemble des maillons du complexe informationnel, condition essentielle pour imposer l'agenda politique aux autres nations.

## FRACTURES NUMÉRIQUES

Trois phénomènes malmènent le paradigme de la communication libre-échangiste au seuil du XXIe siècle. Sur fond de lutte contre le terrorisme, les politiques sécuritaires précipitent le resserrement de la surveillance du mode de communication des personnes, des biens et des messages, avec toute une panoplie de technologies de la traçabilité (fichage, empreintes génétiques, vidéosurveillance, puces RFID [Radio Frequency Identification], écoutes, drones, etc.). Parallèlement, l'ébranlement de la croyance en la capacité du tout-marché à créer un autre monde fait vaciller le dogme de la faculté du tout-technologique à dissoudre les fractures numériques. Enfin, le mouvement social oppose, aux logiques productivistes qui structurent le projet technocratique de « société globale de l'information », la reconnaissance de l'information, de la culture et du savoir comme biens publics communs, afin que les citoyens puissent se les approprier dans des conditions d'équité et de liberté.

Envisagée sous l'angle de la relation entre savoir et pouvoir, la « révolution des communications » n'en est en fait qu'à ses débuts.

## Bibliographie

› **Zbigniew Brzezinski,** *Between Two Ages. America's Role in the Technetronic Era,* Viking, New York, 1969

› **Armand Mattelart,** *L'Invention de la communication,* La Découverte, Paris, 1994

*Histoire de la société de l'information,* La Découverte, 2001

› **Dan Schiller,** *Digital Capitalism. Networking the Global Market System,* MIT Press, Cambridge, 2000

# Le New Deal stimule aussi

**Parmi les millions de travailleurs que le krach de 1929 jette au chômage, on compte des milliers d'artistes. Le New Deal, instauré par Franklin D. Roosevelt, ne les oublie pas et prévoit de les faire embaucher et rétribuer par des organismes gouvernementaux, ouvrant ainsi une période de création libre et féconde où l'art se met au service du peuple.**

A l'aube du XXe siècle, il avait fallu panser – et surtout penser – les grandes blessures infligées au narcissisme de l'homme moderne par la théorie de l'évolution, le marxisme et la psychanalyse. Ce fut violent et, sur fond de transformation de leur rôle et de leur statut social, les artistes choisirent entre la tour d'ivoire, la place de déchiffreur des secrets de leur « moi » ou du monde, ou au contraire la mission d'énonciateur de la réalité commune. Mais les millions de morts d'une guerre mondiale dont l'absurdité se fait jour, la naissance de l'URSS, la recomposition de l'Europe, la montée du fascisme obligent à reformuler le questionnement. L'art doit-il, peut-il être engagé ? Y a-t-il une vérité objective ? Comment traduire l'aspiration à la révolution sociale par une révolution esthétique ? En bref, et pour schématiser : figuration ou abstraction, réalisme ou formalisme ?

## LE PEUPLE AU CENTRE

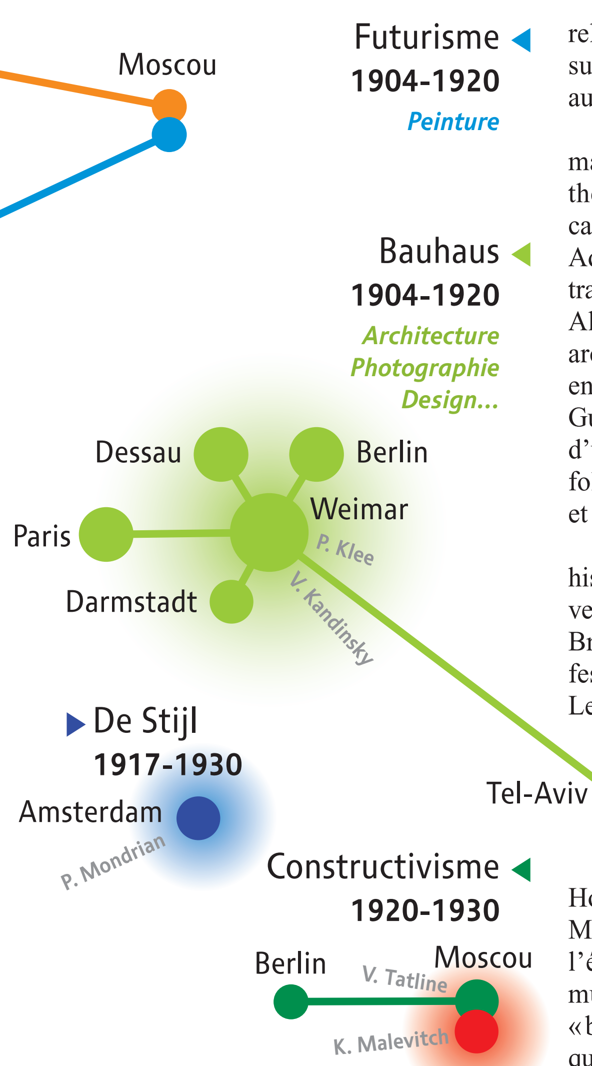
Période saisissante où, avec le surréalisme, le futurisme, l'expressionnisme, le Bauhaus, etc., les codes de représentation et d'expression, intégrant pour certains les ressources des arts « populaires », cinéma et music-hall, sont bouleversés. Quant à la définition du rôle de l'art, l'histoire va hâter les réponses. La notion d'*« art dégénéré »*, articulée par les nazis en 1933, et le concept de *« réalisme socialiste »*, imposé principalement par Andreï Jdanov en URSS, conduisent à roidir les choix : l'avant-garde ne peut être que progressiste, l'œuvre engagée ne peut être que populiste. Mais les années 1930 proposent aussi, parfois, la possibilité de dépasser ces contradictions, à la faveur de divers bouleversements qui mettent le peuple au centre de l'action et du débat.

Ni populisme ni élitisme, sous le gouvernement du Front populaire, Jean Renoir tourne *La Marseillaise*, financée par la CGT et par une souscription publique ; le groupe Octobre – animé par les frères Prévert, Raymond Bussières, Roger Blin, Jean-Louis Barrault… – joue à la sortie des usines ou dans les meetings. Avec l'appui de la République



Pour chaque grand mouvement, un artiste emblématique de sa diffusion en ce lieu est indiqué.

# les artistes




espagnole, Federico Garcia Lorca monte une troupe de théâtre ambulant, La Barraca, qui se produit dans les campagnes pour familiariser le peuple avec les classiques du Siècle d'or.

Mais c'est aux Etats-Unis qu'a lieu, à partir de la première élection, en 1932, de Franklin D. Roosevelt, l'expérience la plus étonnante. Car le nouveau président engage le New Deal, la « nouvelle donne », dans tous les domaines, y compris artistiques. En parallèle aux nombreuses mesures sociales (retraite, assurance-chômage...), le Federal Art Project et bien d'autres agences gouvernementales choisissent, pour faire vivre et les artistes et les ressources culturelles de l'Amérique des silencieux, de subventionner l'art, désormais inscrit au budget.

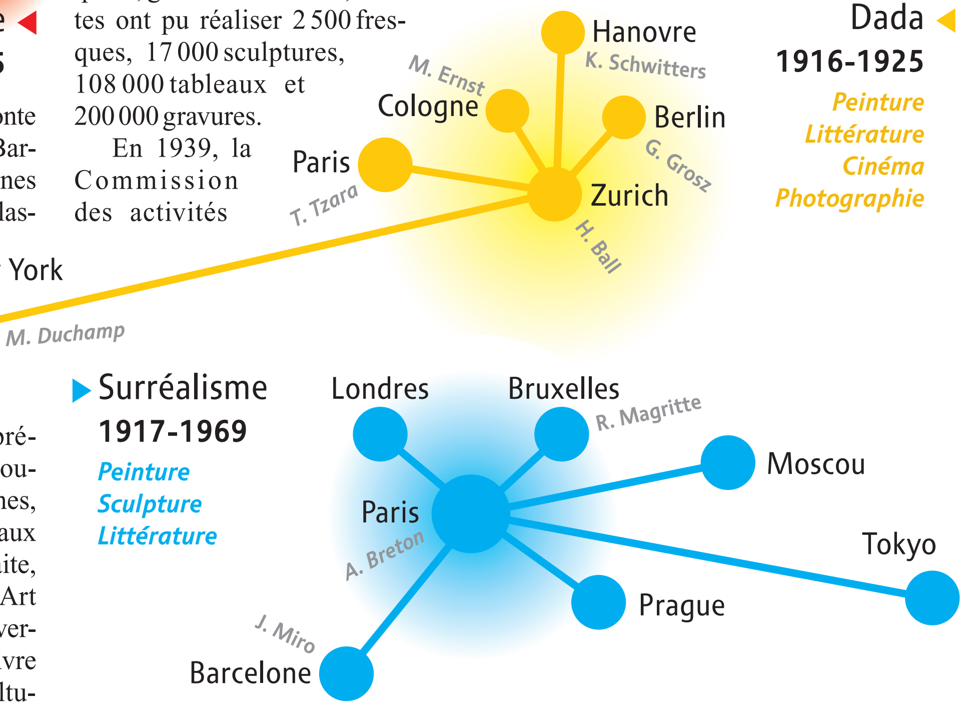
Ce qui suscite une effervescence magnifique : Walker Evans ou Dorothea Lange photographient, dans le cadre d'une mission de la Farm Security Administration, les plus dépossédés et transforment le photoreportage. John et Alan Lomax, chargés de constituer des archives de la musique traditionnelle, enregistrent Muddy Waters ou Woody Guthrie, et impulsent ainsi la découverte d'une musique « noire », d'une chanson folk, riches de conséquences artistiques et politiques.

Pour la première et seule fois de son histoire aux Etats-Unis, le théâtre, subventionné, est un service public. Contre Broadway, autour d'amateurs et de professionnels, il accueille Orson Welles, Lee Strasberg, Elia Kazan, et s'approprie l'agit-prop venue d'URSS et d'Allemagne, notamment par la voie des émigrés. Les peintres également, dont Jackson Pollock et Edward Hopper, sont mensualisés, tandis que le Mexicain Diego Rivera est invité, dans l'élan, à créer de grandes peintures murales étrangères à toute esthétique « bourgeoise ». L'art a une fonction civique et, grâce au New Deal, 5 000 artistes ont pu réaliser 2 500 fresques, 17 000 sculptures, 108 000 tableaux et 200 000 gravures.

En 1939, la Commission des activités antiaméricaines s'émeut devant tant d'inspiration rougeoyante, et l'ensemble des initiatives disparaît à la mort de Roosevelt en 1945. Puis, guerre idéologique oblige, les clichés de ces années prospèrent, du banquier ruiné sautant par la fenêtre aux joyeux « congés payés » ; mais ces très instructives concrétisations du lien entre l'art et la société, au service de l'émancipation collective, sont assez généralement minorées, sinon gommées. C'est l'imagination de l'avenir qui, tout autant que la mémoire, s'en trouve diminuée.

## Bibliographie


- **Jane Sherron De Hart,** *The Federal Theatre, 1935-1939,* Princeton University Press, Princeton, 1967.
- **Richard D. McKenzie,** *The New Deal for Artists,* Princeton University Press, 1973
- **Jerry Mangione,** *The Dream and the Deal : The Federal Writers Project, 1935-1943,* Little, Brown, Boston, 1972
- *Broadway 39e rue,* film du réalisateur Tim Robbins, 2000

# Ces « mécènes » de Mussolini et Hitler

**Dans leurs premiers discours, Mussolini et Hitler usent d'une phraséologie anticapitaliste. Mais ils assoient leur influence avec le soutien financier d'un regroupement d'agrariens, d'industriels et de banquiers. Ces bailleurs de fonds sont généreusement récompensés quand le mouvement fasciste et le Parti national-socialiste s'emparent du pouvoir.**

La fin de la première guerre mondiale laisse l'Italie, bien que dans le camp des vainqueurs, en plein délabrement économique. Contre l'Etat, le « parlementarisme » et le Parti socialiste, Benito Mussolini trouve ses premiers partisans parmi les hordes de soldats démobilisés et sans travail. A partir du printemps 1919, il les rassemble en groupes de combat, les Fasci di combattimento.

Grâce aux subsides reçus de la bourgeoisie, notamment des agrariens de l'Emilie, ces Faisceaux affirment leur puissance dès le deuxième trimestre 1920. Quand éclate un mouvement de grève, avec occupation des terres par les paysans et des usines par les ouvriers, en septembre, leurs formations paramilitaires, les *squadristi*, multiplient les agressions contre les grévistes, les syndicats et les bourses du travail.

Le mouvement fasciste qui, jusque-là, réclamait la *« suppression des banques »* et la *« confiscation des revenus improductifs »* adopte un programme clairement à droite. Les dirigeants de grosses sociétés industrielles, comme le groupe sidérurgique de Gênes ILVA, ceux de diverses firmes de Lombardie et du Piémont, des banquiers, des propriétaires fonciers amplifient leurs versements aux Faisceaux.

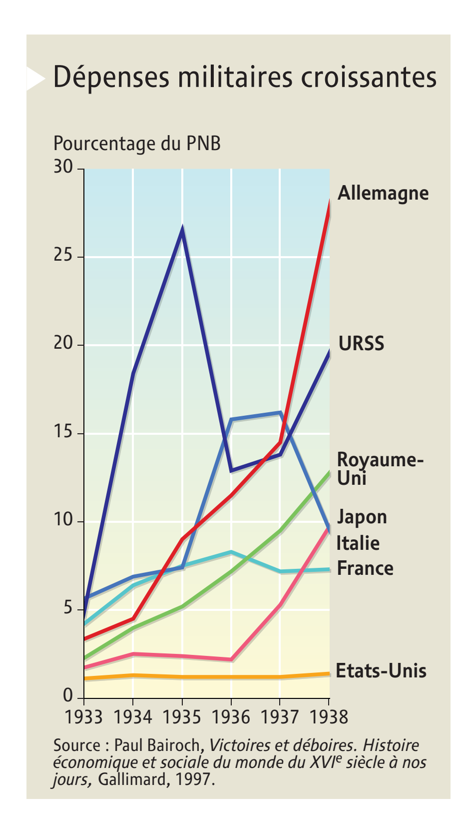
## BAILLEURS DE FONDS

Ce financement est à la base de l'alliance qui s'instaure entre les classes possédantes et les Faisceaux en 1921. Contre le Parti socialiste et contre le Parti populaire, un « bloc national » se constitue, pour les élections du 15 mai 1921, entre Mussolini et le libéral Giovanni Giolitti. Ce rapprochement permet le succès du *Duce* à Milan et, après la Marche sur Rome, le 28 octobre 1922, son accession au pouvoir. Son ministre des finances, l'économiste fasciste Alberto De Stefani, définit la position du nouveau régime devant la Chambre des députés le 25 novembre : *« Un système financier qui se fonde sur la persécution du capital est entaché de folie. »*

L'ascension d'Adolf Hitler repose sur le même genre d'alliance avec les puissances d'argent. Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), dont le programme en vingt-cinq points est présenté en février 1920, est aussitôt aidé par de riches sympathisants – la famille du fabricant de pianos Bechstein, entre autres. Les industriels Ernst von Borsig, Hugo Stinnes et Fritz Thyssen y vont également de leurs contributions dès 1923. Mais le fiasco de la tentative de putsch de Hitler à Munich le 9 novembre 1923, conduisant à l'interdiction du parti nazi, éloigne temporairement de lui ses appuis financiers. Quand le parti est à nouveau autorisé et « refondé », le 27 février 1925, il en est réduit, pour l'essentiel, aux cotisations de ses membres. Cela malgré plusieurs discours de Hitler, en 1926, devant des assemblées ou des clubs d'industriels.

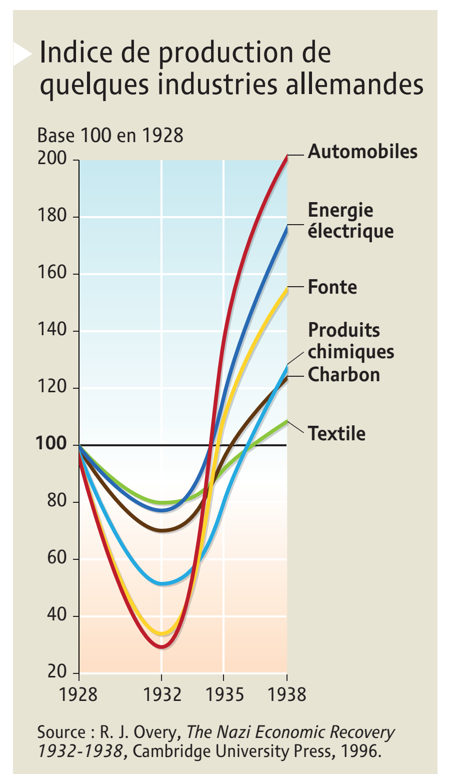
En 1927, Emil Kirdorf, l'un des magnats de la Ruhr, est convaincu par

## Dépenses militaires croissantes




Source : Paul Bairoch, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*, Gallimard, 1997.

## Indice de production de quelques industries allemandes




Source : R. J. Overy, *The Nazi Economic Recovery 1932-1938*, Cambridge University Press, 1996.




Hitler, à l'issue d'une rencontre, que son devoir est de subventionner les nazis. Mais le tournant s'effectue après le succès du parti aux élections du 14 septembre 1930. Hitler obtient les appuis financiers recherchés, avec le soutien de Kirdorf, de Thyssen (président du conseil de surveillance des Aciéries réunies) et de Hjalmar Schacht (ancien président de la Reichsbank), lequel déclare désormais impossible de voir l'Allemagne gouvernée sans lui.

Nouvel associé de poids, à travers le « front de Harzbourg », alliance conclue entre Hitler et l'« opposition nationale » le 11 octobre 1931 : Alfred Hugenberg, président du Parti national du peuple allemand (DNVP), magnat de la presse et porte-voix des hobereaux. Toutefois, le discours de Hitler à Düsseldorf, le 27 janvier 1932, devant les membres du Club des industriels ne suffit pas encore à rallier la plupart des chefs d'entreprise. Pour un changement net, il faut attendre le remplacement de Franz von Papen par le général Kurt von Schleicher à la chancellerie.

### CONVIÉS CHEZ GÖRING

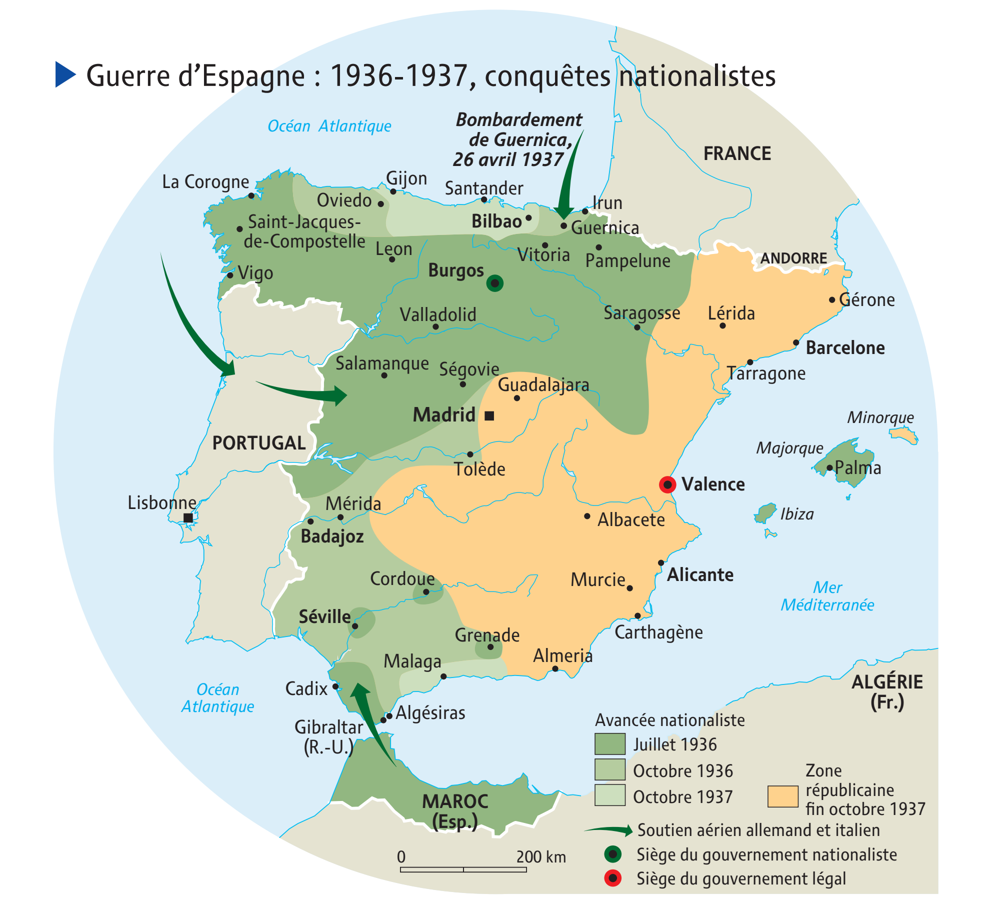
Le 19 novembre 1932, vingt signataires demandent au président de la République, Hindenburg, d'appeler Hitler au poste de chancelier. Parmi eux, quatre hobereaux – dont le président de la Ligue des agriculteurs, le comte de Kalckreuth. Les autres, comme Schacht, Thyssen, le banquier de Cologne Kurt von Schröder, appartiennent à l'industrie, à la finance et au commerce. En outre, tout en refusant que leurs noms figurent dans la liste des signataires, trois dirigeants de groupes industriels approuvent cette initiative : Albert Vögler, Paul Reusch et Fritz Springorum.

La nomination de Hitler à la chancellerie, le 30 janvier 1933, achève de persuader le grand patronat que sa coopération avec le parti nazi est indispensable. Les hommes d'affaires conviés chez Hermann Göring le 20 février 1933 pour écouter le programme économique du nouveau chancelier suivent alors les conseils de Schacht : ils s'engagent à soutenir financièrement son parti.

## Bibliographie


- **Henry Ashby Turner,** *German Big Business and the Rise of Hitler,* Oxford University Press, Londres, 1985
- **Ian Kershaw,** *Hitler, 1889-1936, t. 1 : Hubris,* Flammarion, Paris, 1999
- **Pierre Milza,** *Mussolini,* Fayard, Paris, 1999
- **Angelo Tasca,** *Naissance du fascisme : l'Italie de l'armistice à la Marche sur Rome,* Gallimard, Paris, 2004 (1938)

**Tout au long du XX^e siècle, des millions d'hommes et de femmes se sont engagés par solidarité avec des peuples en lutte. Des Brigades internationales en Espagne aux militants pour la paix en Palestine occupée, des dizaines de milliers ont été jusqu'à risquer leur vie pour participer, sur le terrain, aux combats du moment.**




# Des brigadistes d'Espagne aux

Sébastopol, 19 avril 1919 : alors que l'intervention étrangère rejoint la réaction blanche pour écraser la jeune révolution bolchevique, des marins français se révoltent. Ils se rendent vite maîtres des navires, exigeant l'adoucissement de la discipline, l'amélioration de la nourriture et l'envoi des équipages en permission, mais aussi l'arrêt de la guerre contre l'URSS et le retour immédiat de la flotte en France. A l'arrivée d'André Marty, connu pour avoir organisé la mutinerie dans le golfe de Corinthe, l'équipage du *Waldeck-Rousseau* chante *L'Internationale*. Malgré des condamnations allant jusqu'à vingt ans de bagne, les révoltés tiennent bon. L'état-major sera contraint de rapatrier la flotte…

## « C'EST LA LÉGENDE »

Madrid, 7 novembre 1936 : les Brigades internationales interviennent pour la première fois aux côtés de l'armée républicaine. A peine deux ans plus tard, le 23 septembre 1938, le dernier brigadiste quitte le front. *« Vous pouvez partir avec fierté. Vous êtes l'histoire. Vous êtes la légende. Vous êtes l'exemple héroïque de la solidarité et de l'universalité de la démocratie »*, leur déclarera la Pasionaria, Dolores Ibarruri. Et André Malraux s'écriera : *« Regardez-les ! C'est la légende ! C'est l'histoire qui passe ! »* Au total, il furent 35 000, venus de partout – 10 000 y feront le sacrifice de leur vie. Si, au début, ils répondaient à l'appel de l'Internationale communiste, le mouvement, rapidement, s'élargit : syndicalistes, socialistes, anarchistes, républicains de toutes opinions partent défendre la liberté de l'Espagne.

Paris, 1^er octobre 1960 : le tribunal militaire annonce de lourdes peines contre les « porteurs de valises », à commencer par Francis Jeanson, philosophe, ancien résistant, militant de l'indépendance algérienne, condamné par contumace à dix années de prison. Leur crime ? Organisation du « Manifeste des 121 » en faveur de l'insoumission, diffusion du bulletin *Vérité pour…*, transport de fonds et de tracts du Front de libération nationale (FLN), hébergement de militants algériens recherchés. Bref, *« atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat »*. Ces « traîtres », en réalité, représentaient l'avenir : alors que les gouvernements français défendaient l'indéfendable avec des méthodes indéfendables et que la gauche traditionnelle s'en tenait à une opposition formelle, ils ont prouvé aux combattants de l'indépendance algérienne que la France ne se résumait pas aux tenants de la guerre et de la torture. Vingt mois plus tard, l'Algérie était indépendante.

## AIDE CONCRÈTE

Paris, 4 mai 1978 : Henri Curiel est assassiné par des tueurs dont l'identité et les commanditaires restent encore inconnus. Fondateur du Parti communiste égyptien, il a succédé à Jeanson à la direction des « porteurs de valises » et passé vingt-quatre mois à Fresnes. Après l'indépendance de l'Algérie, il va développer le réseau Solidarité, qui assurera une aide concrète aux résistances espagnole, portugaise et grecque, au Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud ou encore aux résistants chiliens. Curiel frayera aussi la voie des premiers

### 1938-1939, défaite républicaine et « retirada »

Océan Atlantique
FRANCE
La Corogne
Gijon
Santander
Oviedo
Irun
Bilbao
Saint-Jacques-de-Compostelle
Vitoria
Leon
Pampelune
ANDORRE
Vigo
Burgos
Logrono
Valladolid
Saragosse
Lérida
Gérone
Barcelone
Salamanque
Ségovie
Tarragone
Guadalajara
Océan Atlantique
Madrid
Prise de Madrid, 28 mars 1939
Minorque
PORTUGAL
Tolède
Palma
Majorque
Valence
Lisbonne
Mérida
Ibiza
Badajoz
Albacete
Alicante
Cordoue
Murcie
Mer Méditerranée
Séville
Grenade
Carthagène
Malaga
Cadix
Almeria
Algésiras
Gibraltar (R.-U.)
ALGÉRIE (Fr.)

Transfert du gouvernement républicain le 28 octobre 1937
Avancée nationaliste
Octobre 1937
Novembre 1938
Février 1939
Zone républicaine fin février 1939
*Retirada* (exode massif, janvier-février 1939)
Principaux camps de réfugiés républicains espagnols

## Bibliographie

- **Rémy Skoutelsky,** *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939,* Grasset, Paris, 1998
- **Hervé Hamon et Patrick Rotman,** *Les Porteurs de valises. La résistance française à la guerre d'Algérie,* Seuil, Paris, 1982
- **René Galissot,** *Henri Curiel : le mythe mesuré à l'histoire,* Riveneuve, Paris, 2009
- **Rachel Corrie,** *Let Me Stand Alone. The Journals of Rachel Corrie,* W.W. Norton & Co., New York, 2008

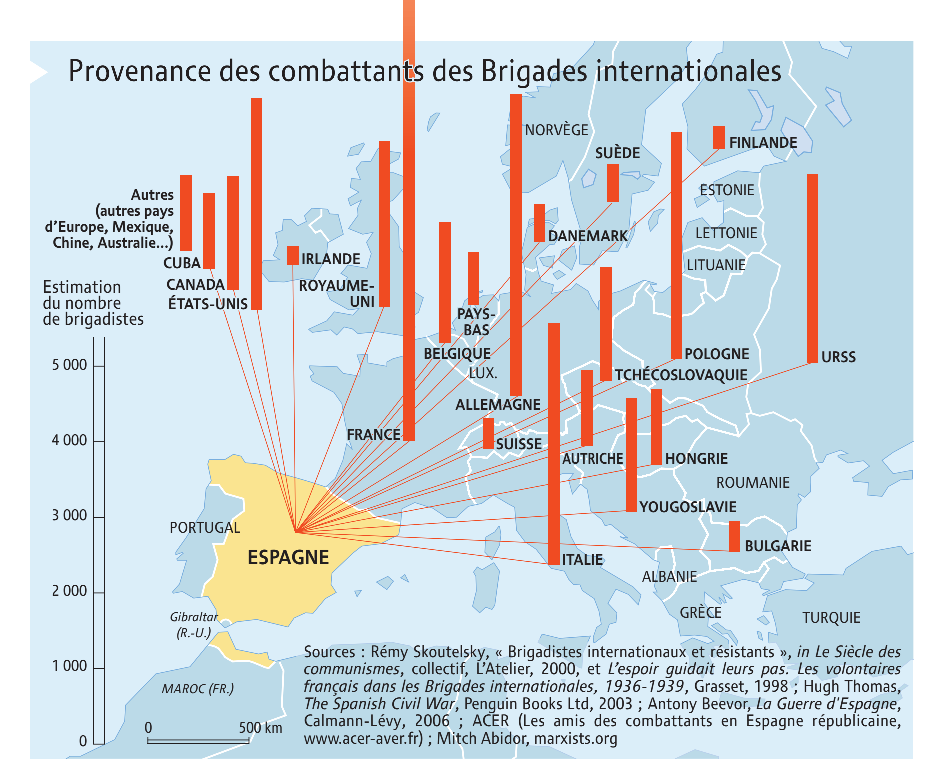
# « porteurs de valises »

contacts israélo-palestiniens. Lequel de ces engagements lui a coûté la vie ?

Rafah, 16 mars 2003 : Rachel Corrie meurt, écrasée par un bulldozer israélien en train de détruire la maison d'un médecin palestinien. Dans le film que lui a consacré Simone Bitton, les témoins assurent que le conducteur du Caterpillar D9 l'a tuée volontairement. Cette pacifiste américaine n'est pas seule à avoir voulu témoigner en Palestine occupée, depuis la seconde Intifada, des drames provoqués par la colonisation et la répression israéliennes. Ils furent et sont des dizaines de milliers à venir de tous les continents, notamment des Etats-Unis et d'Europe, effectuer une *« mission civile de protection du peuple palestinien »*, en Cisjordanie, mais aussi, en dépit de nombreux obstacles, à Gaza…

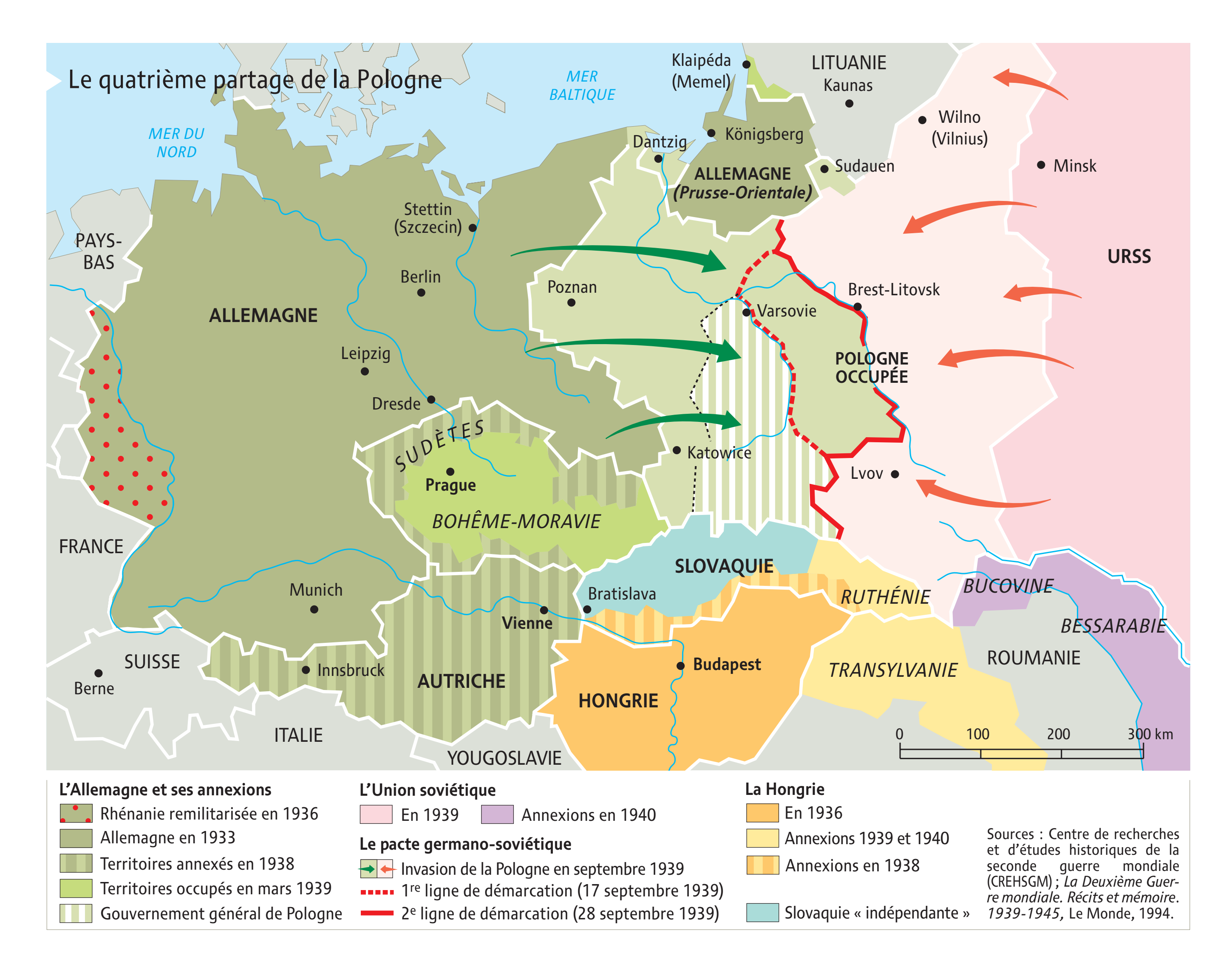
### SPECTATEURS OU ACTEURS ?

Autant d'exemples qui soulignent la permanence d'une participation active à l'histoire en train de se faire. Certes, les médias rendent compte de manière souvent superficielle et mensongère de l'actualité internationale, chaque page chassant la précédente pour les « spectateurs » que nous serions. Mais cette manipulation permanente n'empêche pas de nombreux « acteurs » de se mêler de leurs affaires – celles de l'humanité tout entière. Avec, parfois, une grande efficacité.




Sources : Rémy Skoutelsky, « Brigadistes internationaux et résistants », *in Le Siècle des communismes*, collectif, L'Atelier, 2000, et *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Grasset, 1998 ; Hugh Thomas, *The Spanish Civil War*, Penguin Books Ltd, 2003 ; Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Calmann-Lévy, 2006 ; ACER (Les amis des combattants en Espagne républicaine, www.acer-aver.fr) ; Mitch Abidor, marxists.org

# Pacte germano-soviétique et




**Jusqu'en 2009, le Japon, l'Italie et l'Allemagne étaient à l'évidence aux origines de la seconde guerre mondiale. Mais le Parlement européen en a décidé autrement : il a institué « journée commémorative » la date du 23 août, désignant comme coresponsables de la guerre « nazisme et communisme », à travers le pacte germano-soviétique du 23 août 1939.**

Le 3 février 1933, Adolf Hitler, à peine installé au pouvoir, informe l'état-major allemand de son programme. Il exige que cesse l'humiliation de l'Allemagne et envisage la « conquête d'un nouvel espace vital à l'Est ».

Ce plan, il le mène ensuite en toute visibilité. La reconstruction d'une aviation de combat est confiée à Hermann Göring le 10 mai 1933. Le service militaire obligatoire est rétabli le 18 mars 1935. Première affirmation ostentatoire de souveraineté : l'armée allemande occupe, le 7 mars 1936, la zone démilitarisée de la rive gauche du Rhin.

Les Etats libéraux en restent alors à des protestations verbales. Tout comme devant l'aide de l'Allemagne à la rébellion antirépublicaine en Espagne, puis son annexion de l'Autriche, en mars 1938. Apogée de cet esprit de conciliation, les accords de Munich sur le dépeçage de la Tchécoslovaquie, en septembre 1938.

Face à cet immobilisme, les dirigeants de l'URSS sont persuadés que leur propre territoire sera la prochaine cible. Depuis les années 1920, la « croisade contre le bolchevisme » est un leitmotiv nazi. Dès 1935, Staline dispose de preuves que cet objectif représente la « ligne tactique » de Hitler. Il cherche donc à convaincre les gouvernements britannique, français et américain de la nécessité d'un système de sécurité collective. En vain. Les pourparlers engagés à Moscou le 15 avril 1939 avec les délégués de la France et du Royaume-Uni débouchent sur une impasse. *« Il n'est pas douteux,*

# révisionnisme historique

*même rétrospectivement, que la Grande-Bretagne et la France auraient dû accepter la proposition russe et proclamer la Triple-Alliance »*, écrira Churchill dans ses *Mémoires de guerre.*

Entre-temps, le gouvernement allemand, visant à déjouer ces entretiens, a lancé ses propres diplomates à l'assaut d'accords avec l'URSS. Dans le prolongement de négociations économiques, un « compromis politique » est proposé à Staline le 30 mai 1939. Les dirigeants soviétiques répondent favorablement à un avant-projet de pacte de « non-agression » présenté le 19 août 1939 par le ministre des affaires étrangères allemand, Joachim von Ribbentrop.

Date officiellement retenue pour le pacte lui-même, celle de son annonce, le 23 août. C'est dans la nuit du 24 au 25 août 1939, toutefois, qu'il a été signé par Ribbentrop et Viatcheslav Molotov. A ce pacte, conclu pour dix ans, ont été ajoutés, selon le souhait de Staline, des protocoles voués à un « secret absolu de part et d'autre ». Signés les 23 août, 28 septembre et 4 octobre 1939, suivis par un dernier sur la Lituanie, le 10 janvier 1941, ils prévoient un partage de la Pologne et la reconnaissance de l'autorité soviétique sur les Etats baltes.

A la nouvelle de ce pacte, les gouvernements occidentaux dénoncent une alliance Hitler-Staline et déclenchent une vague d'anticommunisme. De leur côté, les représentants de l'Internationale communiste diffusent des consignes orientées d'abord sur la préservation de l'Etat soviétique. La confusion s'introduit dans les partis communistes européens.

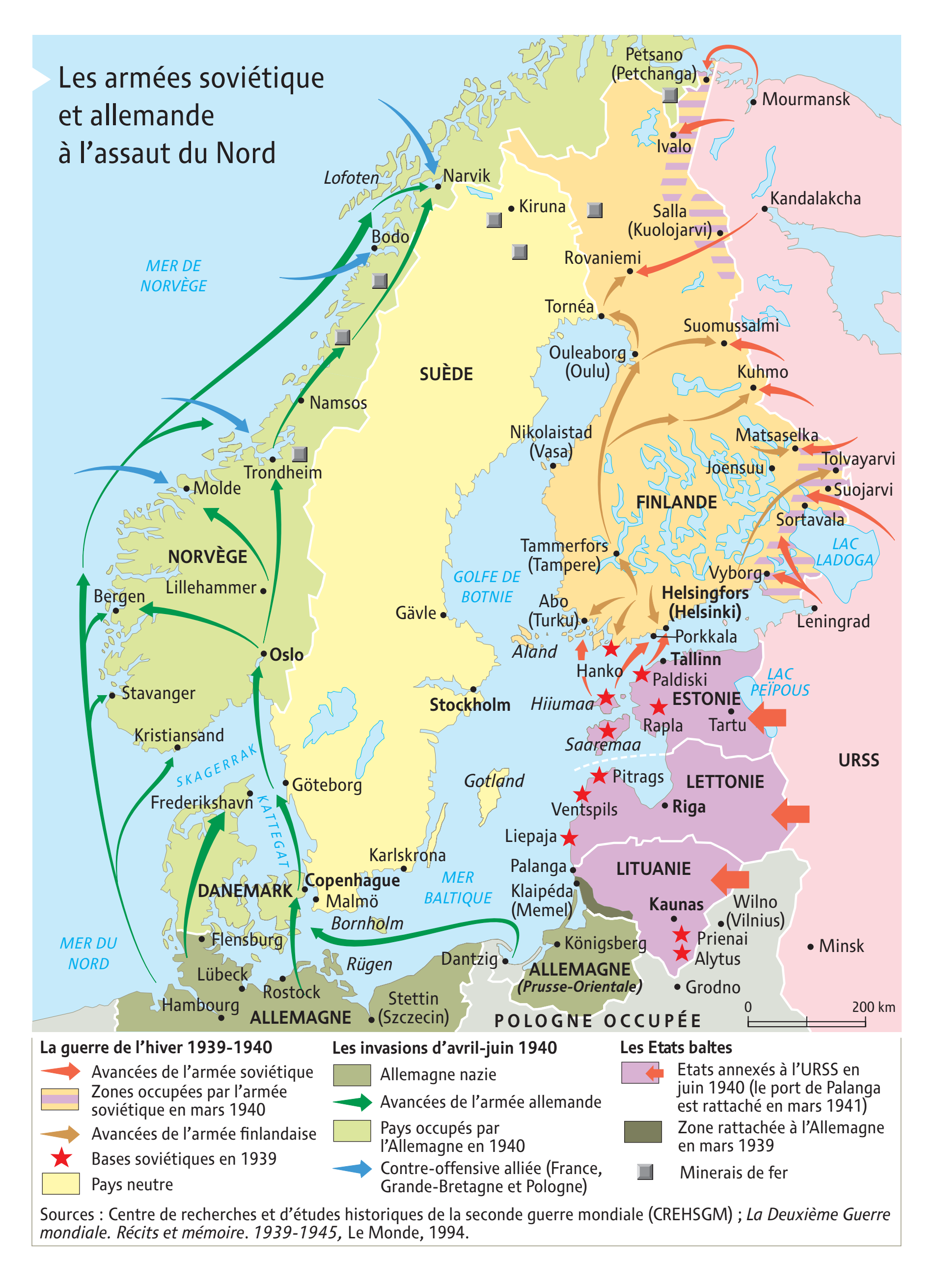
Le plan « Barbarossa », canevas des opérations contre l'URSS, est déterminé par Hitler et l'état-major allemand le 18 décembre 1940, et dix jours plus tard sa copie en parvient clandestinement à Staline. Celui-ci ne prépare néanmoins aucune attaque préventive. Pour le peuple soviétique, l'agression allemande du 22 juin 1941 est une surprise.

Après 1945 et jusqu'en 1989, les dirigeants de l'URSS nieront avec obstination les « protocoles secrets ». Les documents originaux furent enfin découverts en décembre 1991, montrant que les Etats baltes avaient bien été victimes d'une annexion arbitraire. Annexion sans valeur juridique, d'autant que le pacte était caduc depuis le 22 juin 1941.

Mais l'origine de la seconde guerre est-elle imputable à ce pacte germano-soviétique ? Le prétendre revient à falsifier la nature du national-socialisme et à minimiser la culpabilité de l'Allemagne nazie, en la détournant partiellement sur l'URSS. L'invasion de la Pologne avait été planifiée par le haut-commandement de la Wehrmacht, ainsi qu'en attestent les archives, dès la fin janvier 1939. Sept mois avant le pacte germano-soviétique…

## Bibliographie


- **Lew Besymenski,** *Stalin und Hitler,* Aufbau Taschenbuch Verlag, Berlin, 2006
- **Ludolf Herbst,** *Das nationalsozialistische Deutschland 1933-1945, Die Entfesselung der Gewalt : Rassismus und Krieg,* Suhrkamp, Francfort, 1996
- **Bianka Pietrow-Ennker (Hg.),** *Präventivkrieg ? Der deutsche Angriff auf die Sowjetunion,* Fischer Taschenbuch Verlag, Francfort, 2000
- **Geoffrey Roberts,** *The Soviet Union and the Origins of the Second World War,* St. Martin's Press, New York, 1995


Sources : Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale (CREHSGM) ; *La Deuxième Guerre mondiale. Récits et mémoire. 1939-1945,* Le Monde, 1994.

# Il y a plusieurs « seconde guerre mondiale »

**Manuels et médias évoquent la seconde guerre mondiale comme s'il s'agissait d'un ensemble homogène. Il n'en est rien. Il y a une guerre en Europe et une autre en Asie – voire une autre encore en Méditerranée. En Europe, la guerre menée par Hitler à l'Est n'est pas de même nature que le conflit à l'Ouest.**

Même les dates ne coïncident pas : la guerre, en Asie, commence avec l'invasion de la Chine par l'armée japonaise, en juillet 1937, soit vingt-six mois avant l'invasion de la Pologne par l'armée allemande, et se termine avec la capitulation de Tokyo, en août 1945, soit trois mois après la victoire sur le nazisme. De même, en Europe, l'offensive nazie à l'Ouest (10 mai 1940) précède de plus d'un an l'invasion de l'Union soviétique (22 juin 1941).

A l'Ouest, l'armée allemande mène une guerre « traditionnelle » de conquête, accompagnée d'une répression implacable de toutes les formes de résistance afin de permettre l'occupation et l'exploitation les plus efficaces possible. La plus barbare des actions nazies est l'offensive aérienne contre la Grande-Bretagne : du 7 septembre 1940 au 21 mai 1941, les bombardements indiscriminés feront 14 600 morts et 20 300 blessés.

### STRATÉGIE D'EXTERMINATION

A l'Est, c'est bien pis, car le III[e] Reich entend non seulement occuper et exploiter, mais aussi germaniser l'« espace vital » qu'il conquiert en Europe centrale et orientale. Conformément aux théories racistes et démographiques qui ont inspiré le nazisme, cette guerre coloniale à retardement – l'Allemagne a été largement oubliée dans le partage du tiers-monde – prend un caractère génocidaire : l'aryanisation et l'autosuffisance de ces territoires impliquent d'en chasser ou d'en exterminer les « sous-hommes » (Juifs, Tsiganes, Polonais, Slaves, handicapés…) pour faire place aux Allemands « de souche ». Cette stratégie converge avec la destruction programmée des Juifs d'Europe.

Cette particularité de la « guerre à l'Est », déjà manifeste lors de l'invasion de la Pologne, va devenir évidente avec celle de l'URSS. La croisade contre le « judéo-bolchevisme » marque le début de la « Shoah par balles », qui verra les groupes de tuerie mobile (*Einsatzgruppen*) éliminer sur place, avec la complicité active de milices locales, plus de 1 million de Juifs.

Mais elle vise aussi les populations soviétiques. En un an, plus de 3 millions de soldats prisonniers de l'armée allemande mourront de sévices, de faim ou de froid. Affamer les Soviétiques, tel est aussi le but de Hermann Göring qui, recevant le ministre des affaires étrangères italien, le comte Galeano Ciano, lui annonce en novembre 1941 : *« Cette année, entre 20 et 30 millions d'hommes mourront de faim en Russie. »*

Autant de cadavres qui, visiblement, n'embarrassent pas la conscience des




Sources : Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale (CREHSGM) ; *La Deuxième Guerre mondiale. Récits et mémoire. 1939-1945,* Le Monde, 1994.

## Guerre aérienne contre la Grande-Bretagne

Pertes civiles et militaires en Europe, en pourcentage de la population

Pologne, Allemagne, Yougoslavie, URSS, France, Italie, Royaume-Uni, Etats-Unis

Pays occupés par l'Allemagne

**FORCES BRITANNIQUES**
- Aérodromes, pistes et bases aériennes
- Défenses antiaériennes
- Stations radar
- Centres de commandement
- Zones de détection des radars à courte portée
- Zone de détection des radars à longue portée
- Sites bombardés par les Britanniques en 1940 et 1941

**FORCES ALLEMANDES**
- Aérodromes, pistes et bases aériennes
- Centres de commandement
- Offensives aériennes allemandes
- Zones de bombardement de l'aviation allemande en 1940
- Autres sites bombardés par les Allemands jusqu'en 1941

Sources : Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale (CREHSGM) ; *La Deuxième Guerre mondiale. Récits et mémoire. 1939-1945*, Le Monde, 1994.

technocrates du Plan quadriennal, qui écrivent en octobre 1942 : *« Comme la population des territoires* [soviétiques] *occupés a diminué* […] *en moyenne d'un tiers* […], *on peut compter, avec la prochaine réalisation de la récolte en temps de paix, sur un excédent supérieur d'un quart aux prévisions, si bien que non seulement le déficit allemand en farine mais aussi le déficit européen pourront être couverts par le seul sud de la Russie. »*

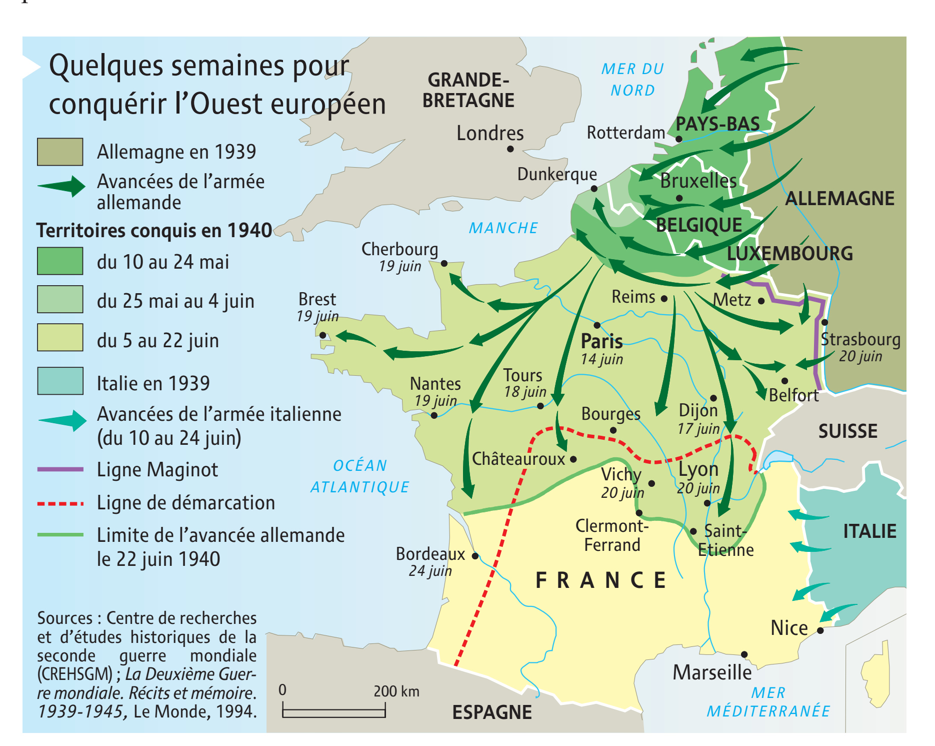
### UNE NOUVELLE EUROPE

Comme l'expliquent les historiens allemands Götz Aly et Susanne Heim, *« le génocide* [était] *faisable, et, dans la population allemande, la disposition à accepter un tel crime* [était] *élevée. La décision d'assassiner les Juifs européens a aussi été précédée par celle de tuer par la faim des millions de prisonniers de guerre et de civils en URSS. Entre, d'un côté, ces expériences et ces options de principe en matière d'alimentation et de colonisation, et, de l'autre, la destruction des Juifs existe un rapport conceptuel : les plans politico-démographiques pour une nouvelle Europe.* [Le judéocide fut] *dans les conditions de la guerre la partie la plus avancée et la plus largement réalisée de plans d'extermination beaucoup plus vastes ».*

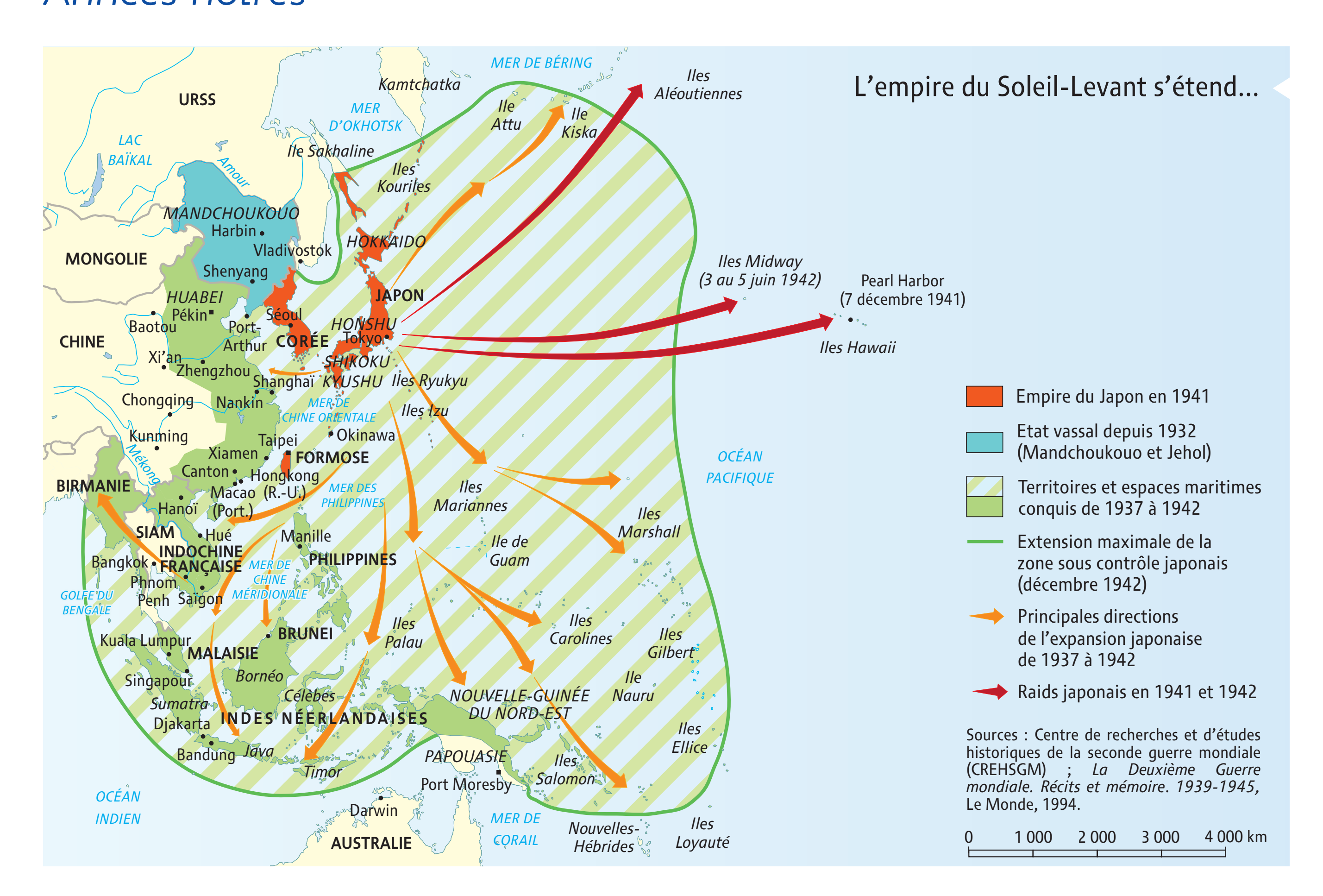
Cette différence entre les deux guerres européennes de Hitler explique aussi la disproportion entre les chiffres des victimes. C'est à l'Est que la proportion de soldats morts est la plus élevée : 1 Soviétique sur 22, contre 1 Français sur 200 et 1 Américain sur 500. De même, le pourcentage de morts dans la population (Juifs compris) dépasse systématiquement les 10 % à l'Est : 14 % en Pologne, 12 % en URSS et 10 % en Yougoslavie, contre 1,5 % en France, 1 % en Grande-Bretagne comme en Italie – l'Allemagne, pour sa part, a enregistré 7 % de pertes.

## Bibliographie


- **Ian Kershaw,** *Choix fatidiques. Dix décisions qui ont changé le monde, 1940-1941*, Seuil, Paris, 2009
- **Götz Aly et Susanne Heim,** *Les Architectes de l'extermination. Auschwitz et la logique de l'anéantissement*, Calmann-Lévy, Paris, 2006
- **Jacques Sémelin,** *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Seuil, 2005


Sources : Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale (CREHSGM) ; *La Deuxième Guerre mondiale. Récits et mémoire. 1939-1945*, Le Monde, 1994.



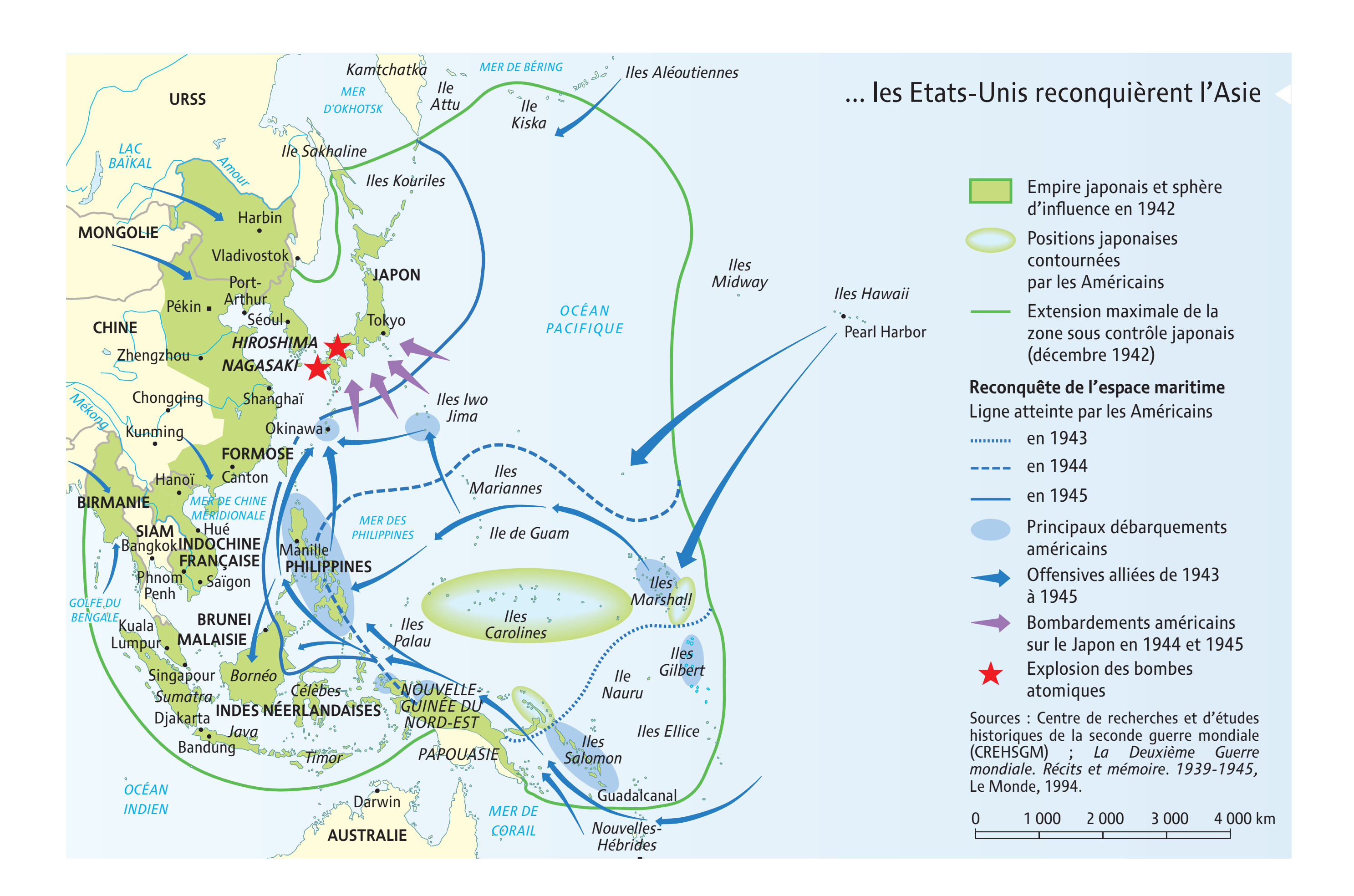

# Triomphe et effondrement

**Les conflits engendrés par le Japon à partir de 1931 auraient-ils pu déboucher sur une émancipation de l'Asie par rapport aux Etats-Unis ? D'aucuns le prétendent. Mais l'agression japonaise contre la Chine n'a d'autre sens que celui d'une guerre impérialiste. Vérité dont une partie importante de la population japonaise n'a commencé à prendre conscience qu'à partir des années 1980.**

L'ouverture de la guerre en Asie remonte à 1931, avec l'invasion de la Mandchourie, dans le nord-est de la Chine, où les troupes japonaises dynamitent les voies de chemin de fer. Le gouvernement nippon impute à la Chine le déclenchement des hostilités. Derrière ce mauvais prétexte, que cherche le Japon ? A créer un environnement optimal pour affronter avec succès les forces américaines et soviétiques. Aussi instaure-t-il en Mandchourie un régime à sa solde, le Mandchoukouo. Mais, ce territoire ne lui procurant pas des ressources naturelles en quantité suffisante, il s'empare aussi de la région du Huabei, dans le nord de la Chine.

Six ans plus tard, le 7 juillet 1937, un accrochage non prémédité se produit entre les troupes chinoises et japonaises sur le pont Marco-Polo, à l'ouest de Pékin. De nouveau, les Japonais accusent les Chinois. Le 28 juillet, le conflit s'étend ; Pékin tombe aux mains des Japonais le 7 août. La stratégie de l'empereur du Japon, Hirohito, consiste à concentrer ses forces militaires pour vaincre rapidement. Dans l'espoir d'obtenir la capitulation de la Chine, l'armée japonaise se lance le 13 décembre sur Nankin, la capitale du Sud, où elle massacre entre 100 000 et 300 000 Chinois. L'opération ne conduit pas au résultat escompté, et la guerre s'installe. Le Japon établit alors un budget militaire provisoire dont plus de la moitié sera secrètement utilisée pour préparer les batailles terrestres contre l'Union soviétique et navales contre les Alliés.

En septembre 1940, le Japon rejoint l'axe Rome-Berlin. Après l'attaque de l'URSS par l'Allemagne, il envisage, en juillet 1941, de rompre le pacte de non-agression qui le lie à Moscou depuis avril pour effectuer une double offensive : l'armée nippone projette d'envahir à son tour l'URSS en mobilisant ses 850 000 hommes stationnés en Mandchourie, mais donne la priorité à l'occupation de l'Asie du Sud-Est




# du Japon en Asie-Pacifique

et du sud de l'Indochine française. La résistance qu'opposent les Soviétiques aux forces allemandes (Brest-Litovsk, Smolensk, Moscou) confirme Tokyo dans son choix. Le Japon se tourne donc vers le sud.

### JUSQU'AU-BOUTISME

Les Etats-Unis réagissent aussitôt en imposant un blocus pétrolier. Du coup, le Japon retire de la Chine continentale une partie de ses troupes, mais refuse d'évacuer la Mandchourie, considérant que l'opinion publique japonaise ne le tolérerait pas. En réponse aux sanctions économiques américaines, il lance une attaque surprise sur Pearl Harbor, dans l'archipel d'Hawaii, le 7 décembre 1941. Ainsi espère-t-il établir son pouvoir sur toute l'Asie orientale. La guerre du Pacifique prolonge la guerre sino-japonaise.

Après la déroute de ses armées à Midway, en juin 1942, Hirohito donne pour priorité de s'en prendre à toutes les positions américaines. Dans la couche dirigeante nippone, un groupe cherche alors, autour de l'ancien premier ministre Konoe Fumimaro, à mettre un terme aux combats, mais l'empereur persiste à soutenir son premier ministre en titre, Tojo Hideki, belliciste à tous crins. Même après la démission de ce dernier, en juillet 1944, Hirohito compte encore sur le succès d'une contre-attaque.

C'est seulement à la fin de juin 1945 qu'il envisage de renoncer à combattre les Etats-Unis. Toutefois, il faut les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, ainsi que l'avancée des troupes chinoises et la déclaration de guerre de l'URSS, le 8 août, suivie de son invasion de la Mandchourie et de la Mongolie intérieure, pour que l'empereur accepte la défaite. Ayant pris connaissance de la garantie américaine selon laquelle le système impérial serait préservé au Japon, il donne son accord aux clauses définies du 17 juillet au 2 août 1945 à Potsdam par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS sur le sort des puissances ennemies.

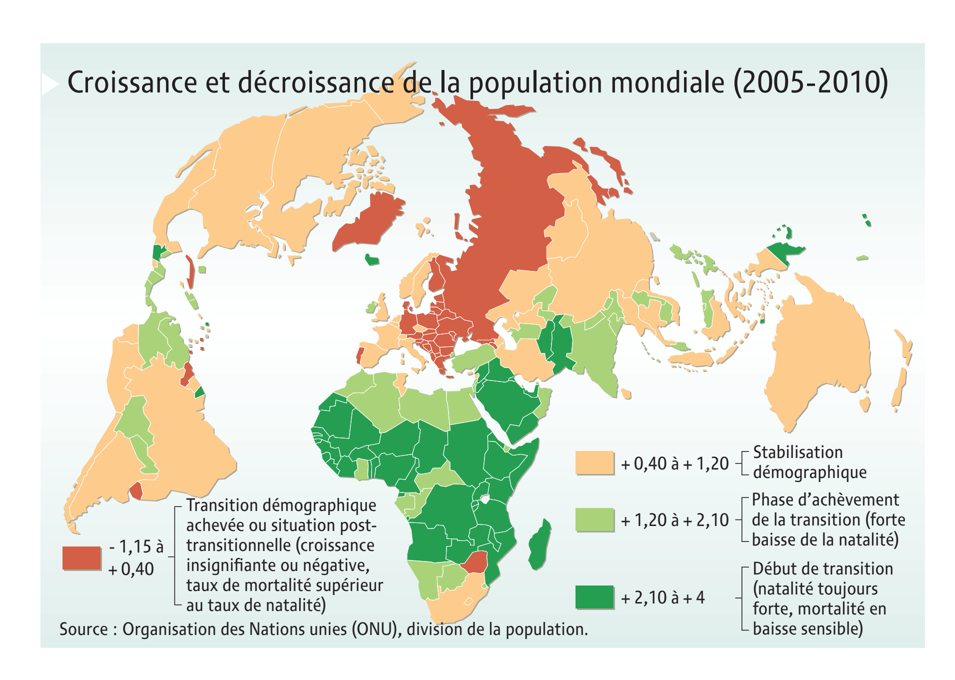
La plus grande partie des pertes japonaises – plus de 3 millions de morts, soldats et civils – se concentre sur la période qui suit la seconde moitié de 1944, en raison de l'obstination d'Hirohito. Les hostilités cessent le 15 août 1945 et l'acte de capitulation du Japon est signé le 2 septembre.

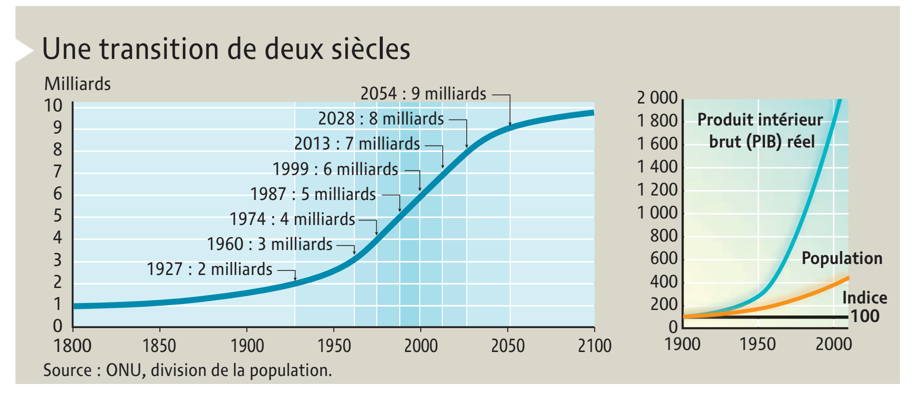
Après la défaite, la société japonaise estime avoir été vaincue par la supériorité logistique et scientifique des Etats-Unis. Mais a-t-elle perdu face à la Chine ? Une pareille idée ne saurait l'effleurer.

## Bibliographie


- **Herbert P. Bix,** *Hirohito and the Making of Modern Japan,* Harper Collins Publishers, New York, 2000
- **Saburo Ienaga,** *The Pacific War, 1931-1945,* Pantheon Books, New York, 1978
- **Hedley P. Willmott,** *Atlas de la guerre du Pacifique, 1941-1945,* Autrement, Paris, 2001

# La « bombe démographique »




**Après quelques millénaires d'une lente évolution, la population mondiale est passée de 1 milliard à 6 milliards entre 1800 et 2000. Cet « emballement » démographique a fait craindre une apocalypse, si la planète ne pouvait nourrir les 15 ou 20 milliards envisagés par les pires scénarios élaborés à l'époque, et désormais obsolètes.**

Toujours spectaculaire, la croissance de la population mondiale n'est plus exponentielle. Les tendances récentes indiquent même un net ralentissement. Selon les prévisions de l'ONU, le « pic » démographique sera atteint vers 2050 avec un peu plus de 9 milliards d'habitants, et devrait se stabiliser autour de 10 milliards vers 2100 (8 milliards si l'on retient l'hypothèse basse).

Le « sursaut » démographique se manifeste au tout début du XIXe siècle. Il accompagne l'industrialisation de l'Europe et du Nouveau Monde. L'accélération se poursuit tout au long du XXe avec l'intensification de l'urbanisation et les progrès de la médecine. Mais l'essentiel de cette croissance pèse sur les pays les moins développés : au début du XIXe, la population des pays riches équivalait à celle des pays pauvres. De 1 pour 5 dans les années 2000, le rapport sera d'environ 1 pour 8 vers 2050. Le sociologue Jack A. Goldstone qualifie cette dissymétrie de *« bombe démographique »* : ce n'est pas la surpopulation qui menace l'humanité mais les risques liés à l'accroissement des déséquilibres dans les niveaux de développement, avec le gonflement de la population des pays pauvres et le vieillissement de celle des pays industrialisés.

L'observation de ces évolutions a permis de définir le modèle de la « transition démographique » : le passage d'une mortalité et d'une natalité élevées à une mortalité et une natalité basses. Cette transition commence toujours par une baisse sensible de la mortalité alors que la natalité se maintient – d'où une forte augmentation de la population. Les pays en situation « posttransitionnelle » sont de plus en plus nombreux. La mortalité y dépasse la natalité et, faute d'une immigration suffisante, la population diminue et vieillit.

### Baisse historique de la fécondité

La plupart des pays en voie de développement connaissent un cycle de transition beaucoup plus rapide (quelques dizaines d'années au plus) que celui des pays industrialisés (deux siècles). Quel que soit l'environnement socioculturel ou religieux, le degré de richesse ou de pauvreté, l'instauration ou non d'une politique de contrôle des naissances, la fécondité baisse inexorablement partout dans le monde, de manière plus ou moins marquée selon les pays, mais apparemment irréversible.

Le taux de fécondité mondial a été divisé par deux, passant de 5 à 2,5 entre 1960 et 2010 : de 7 à 4,5 en Afrique qui, en dépit des guerres et des épidémies, a franchi le cap de 1 milliard d'habitant en 2009 et de 3 à 1,5 pour l'Europe, désormais largement en dessous du seuil de renouvellement. En 2010, la moitié au moins des pays du monde avait un taux de fécondité inférieur ou égal au seuil de remplacement à long terme (environ 2,1 enfants par femme). C'est le cas – outre la « vieille Europe » – du Brésil, de la Chine ou de

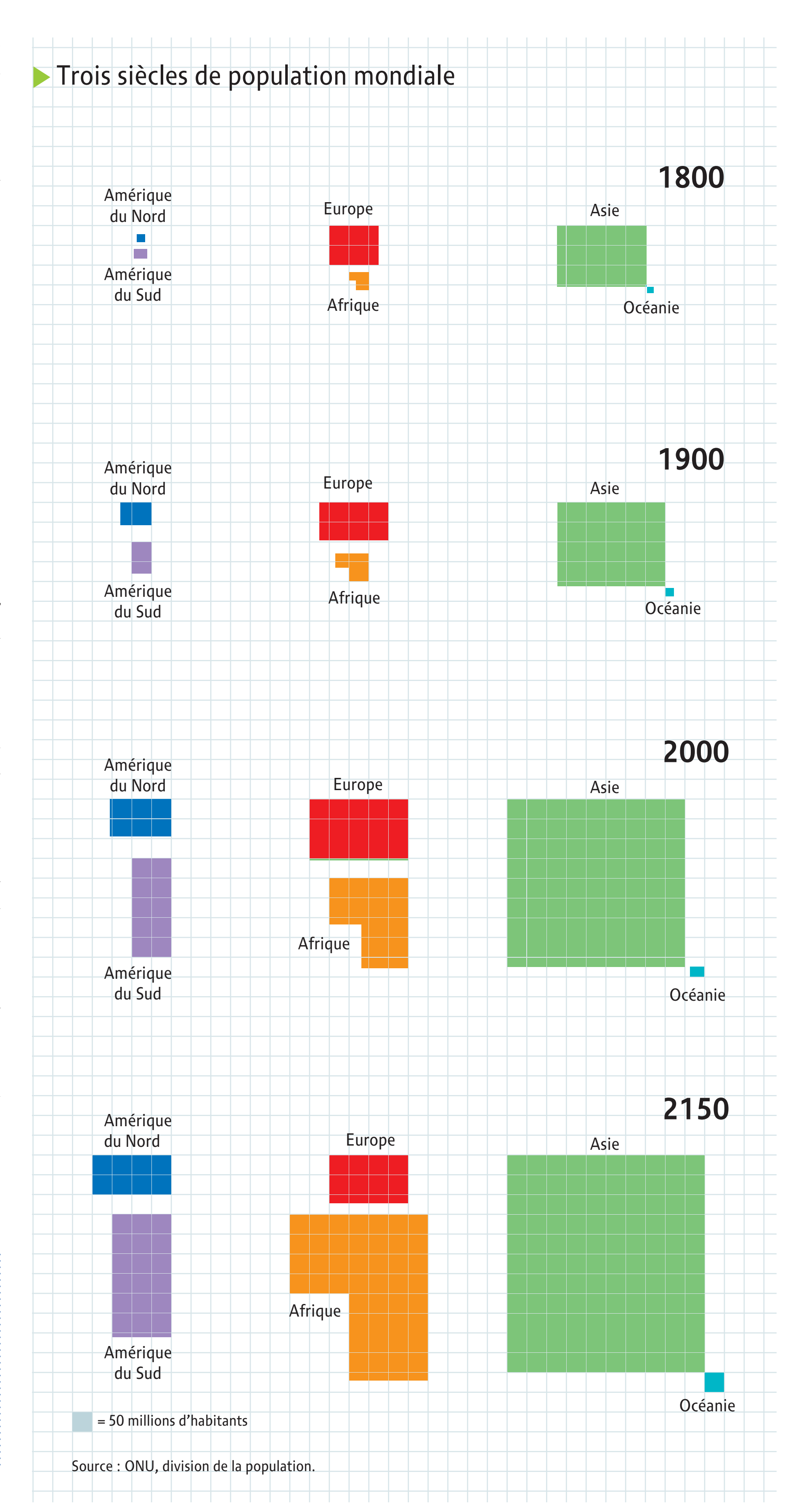
# n'explosera pas

la Thaïlande (1,8 enfant par femme), du Vietnam (2,1), de l'Inde (2,6), ou enfin du Maroc qui passe de 7,5 à 2,4 enfants par femme entre 1960 et 2010 ! Principaux facteurs de cette baisse sensible : l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi, le recul de l'âge du mariage, la diffusion de la contraception et les progrès dans le domaine de la santé.

### « HIVER DÉMOGRAPHIQUE »

La baisse de la fécondité et le vieillissement consécutif de la population mondiale annoncent un « hiver démographique », pour reprendre l'expression du démographe Gérard-François Dumont. Selon les prévisions, les plus de 60 ans seront 20 % en 2050 contre 11 % en 2010 (ils étaient 8 % en 1954…). Confrontées à *« un vieillissement sans équivalent dans l'histoire de l'humanité »,* les futures populations actives *« devront entretenir un nombre croissant de retraités »,* écrit l'ONU dans un rapport de janvier 2010. Avec à la clé un impact sur la croissance, les investissements et la consommation. Les plus de 60 ans représentent déjà, en 2010, environ 20 % de la population au Japon, en Italie et en Allemagne…

Nul ne sait exactement quand, mais la population mondiale s'oriente vers la stabilisation. La prédiction est un enjeu crucial, car une toute petite variation du taux de fécondité au-dessus ou en dessous du seuil de renouvellement signifie plusieurs centaines de millions de personnes en plus ou en moins à nourrir et loger, au sein d'une population qui aura à faire face aux changements climatiques et qui continuera de migrer et d'exploiter les ressources naturelles. Et encore faut-il compter tout le monde : des dizaines de millions de personnes échappent aux statistiques.




## Bibliographie


- **Catherine Rollet,** *La Population du monde – 6,5 milliards, et demain ?,* Larousse, Paris, 2004
- **Gérard-François Dumont,** *Les Populations du monde,* Armand Colin, Paris, 2004 (2001)
- **Jacques Vallin,** *La Démographie,* La Découverte, Paris, 2002

Affiche du film *Le Dieu noir et le Diable blond* ▶ *(Deus e o Diabo na Terra do Sol),* de Glauber Rocha (1964)




COLLECTION CHRISTOPHEL



APRÈS STALINE... par Boris SOUVARINE

LE FIGARO

DIRECTEUR : Pierre BRISSON

VENDREDI 6 MARS 1953

**STALINE EST MORT HIER SOIR A 19 H. 50**

*La nouvelle n'a été diffusée qu'à 2 h. 7 ce matin*

**Le dernier bulletin de santé publié en fin de journée laissait prévoir l'événement**

L'AFFAIRE FINALY

TROIS PRÊTRES BASQUES et un autre inculpé sont mis en liberté provisoire

LE GÉNÉRAL CLARK commandant en chef en Corée VA SE RENDRE EN INDOCHINE

*Il déterminera quel matériel il convient d'envoyer en priorité aux forces vietnamiennes*

L'Assemblée a majoré les rentes viagères d'Etat

Une déclaration du président Eisenhower

Plus de 5.000 réfugiés d'Allemagne orientale se sont présentés, en une journée, à Berlin-Ouest

EN PAGE 10 : LES RÉPONSES de la série n° 11 DU GRAND CONCOURS D'ERREURS : Louis CHAUVET

TROUBLES EN ALBANIE ?




COLLECTION CHRISTOPHEL

LE SOIR

MERCREDI 15 FÉVR. 1961

PLACE DE LOUVAIN, 21 — BRUXELLES

LA SAINT-VALENTIN A PARIS

LES SANGLANTES PÉRIPÉTIES DU DRAME CONGOLAIS

**Inquiétudes dans le monde après la mort de Lumumba**

*Cependant, Washington multiplie ses efforts à l'O.N.U. pour faire admettre comme solution de conciliation la formation, à Léopoldville, d'un gouvernement acceptable par tous*

LA SITUATION POLITIQUE

...urnement « sine die » ...a réforme électorale

M. Adlai Stevenson ne désespère pas

▲ Affiche du film *L'une chante l'autre pas,* d'Agnès Varda (1977)

En représailles du mouvement de grève d'hier la direction des cars Citroën lock-oute son personnel les 14, 15 et 16 août (Page 4.)

HUIT CEZANNE (un milliard) VOLES à Aix-en-Provence

PENDANT LE DÉMÉNAGEMENT NOCTURNE DES TABLEAUX DEUX POLICIERS PATROUILLAIENT DANS LE MUSÉE, AU PAVILLON VENDOME

# l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Face aux menées agressives des forces réactionnaires de Bonn et de l'O.T.A.N., la Chambre du Peuple de la R.D.A. – en accord avec les États membres du Pacte de Varsovie – décide :

## CONTROLE renforcé à Berlin

### POUR FERMER LA ROUTE AUX ACTIVITÉS SUBVERSIVES

- Seuls les politiciens revanchards et les agents du militarisme ouest-allemand sont indésirables dans la capitale de la R.D.A.
- *Le trafic routier, ferroviaire et aérien n'est pas modifié par les décisions prises*

**Les mesures de sécurité resteront en vigueur jusqu'à la conclusion d'un traité de paix**





AVANT LES TROIS COUPS...

▼ Affiche latino-américaine du film *La Bataille d'Alger*, de Gillo Pontecorvo (1966)




ANTONIO MARTORELL

# 3 | Les années rouges

Rouges, les deux décennies qui suivent la Libération le sont vraiment. Car la guerre froide n'endigue pas la vague émancipatrice qui déferle dans le tiers-monde : révolution socialiste en Chine, guerres d'Indochine et d'Algérie, indépendances africaines, défaite américaine au Vietnam.

# Dans l'engrenage de la guerre

**En invoquant uniquement la nature du régime soviétique, détient-on vraiment la clé de ce qui se passe après 1945 ? Si, dans l'ensemble, Staline se montre prudent, sa position de faiblesse le rend intransigeant. Les Etats-Unis s'appuieront sur ses choix pour justifier, militariser et étendre la guerre froide.**

Rétrospectivement, la logique de la guerre froide paraît simple. Après une alliance conjoncturelle avec l'Union soviétique durant la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis se trouvent face à un système communiste mondial en expansion qui, à leurs yeux, risque d'asservir l'humanité. Ils se placent donc généreusement à la tête du « monde libre ».

Les dirigeants américains, surtout après la mort de Roosevelt, en avril 1945, sont choqués par le comportement des Soviétiques dans les pays que ces derniers prétendent avoir « libérés » dans l'est de l'Europe. Ils jugent Staline peu coopératif et voient d'un mauvais œil les prétentions territoriales de l'URSS. Ils craignent que partout, de la France à la Corée, les communistes ne tirent profit des désordres issus de la guerre et des aspirations des populations à de profondes transformations. L'allié britannique, qui, depuis plus d'un siècle, considère la puissance russe comme la menace principale pour son empire, en particulier au Proche-Orient, s'inquiète précocement des ambitions de l'URSS et encourage Washington à la fermeté.

Dans les faits, les dirigeants soviétiques sont plutôt sur la défensive. Et les Américains ne croient pas, en ces lendemains de guerre, à une menace militaire de l'URSS. En 1945, Staline n'envisage pas une soviétisation complète de l'Europe de l'Est et de l'Allemagne orientale ; il privilégie les fronts nationaux, à savoir l'insertion des partis communistes dans des alliances avec des non-communistes. En Chine, il est prêt à traiter avec les nationalistes si les intérêts de l'URSS sont préservés.

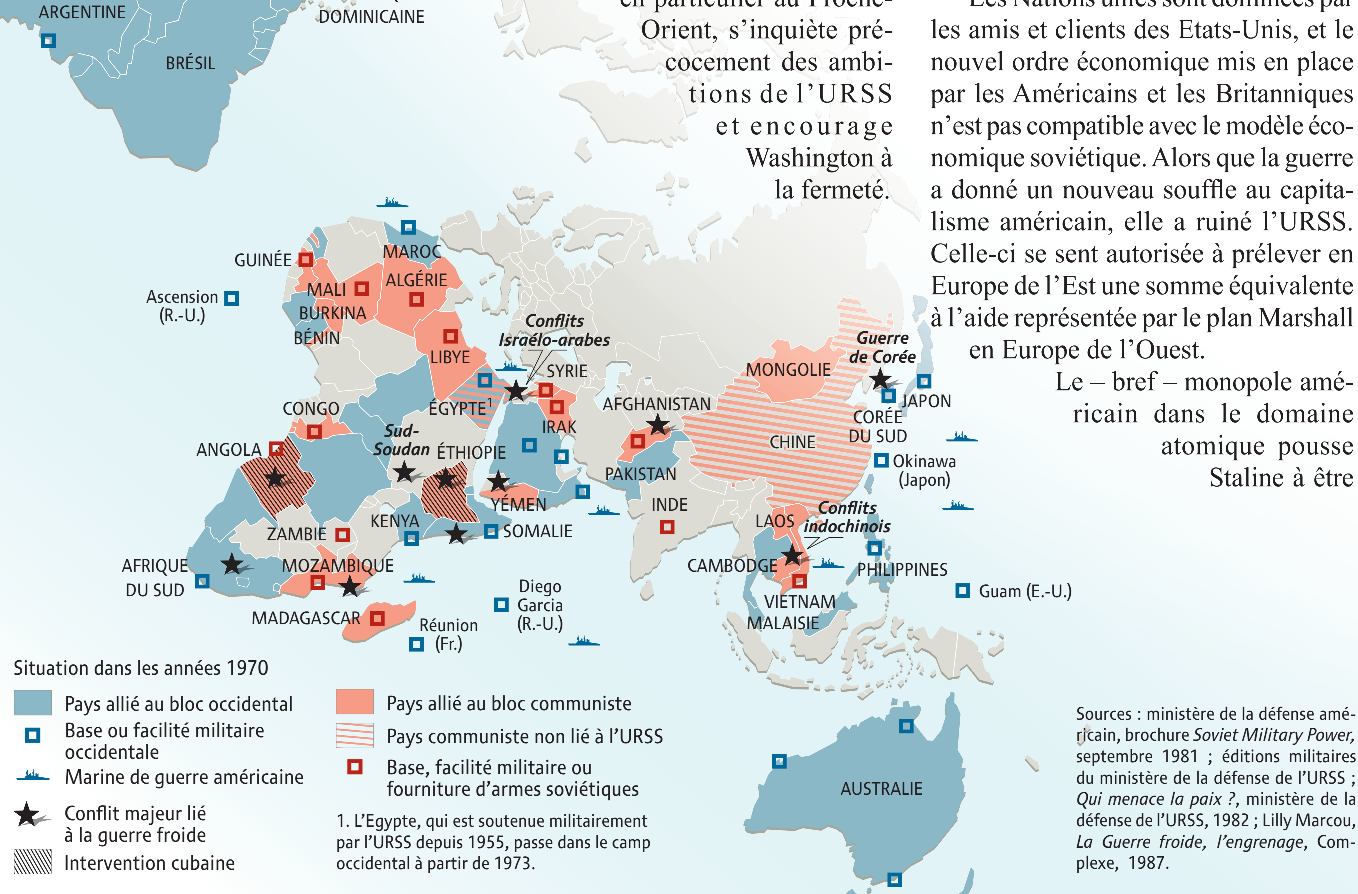
## ENDIGUEMENT

Les Soviétiques craignent de perdre la paix après avoir gagné la guerre, comme c'est arrivé à la Russie par le passé (guerre russo-turque de 1877-1878). Leurs alliés ne reconnaissent guère les impératifs de sécurité qu'ils revendiquent, par exemple en contestant aux Turcs le contrôle des détroits (Bosphore, Dardanelles). Quant au Japon, les Etats-Unis l'occupent seuls, alors que l'intervention de l'URSS en août 1945 l'a, autant que les bombes atomiques américaines, contraint à capituler.

Les Nations unies sont dominées par les amis et clients des Etats-Unis, et le nouvel ordre économique mis en place par les Américains et les Britanniques n'est pas compatible avec le modèle économique soviétique. Alors que la guerre a donné un nouveau souffle au capitalisme américain, elle a ruiné l'URSS. Celle-ci se sent autorisée à prélever en Europe de l'Est une somme équivalente à l'aide représentée par le plan Marshall en Europe de l'Ouest.

Le – bref – monopole américain dans le domaine atomique pousse Staline à être

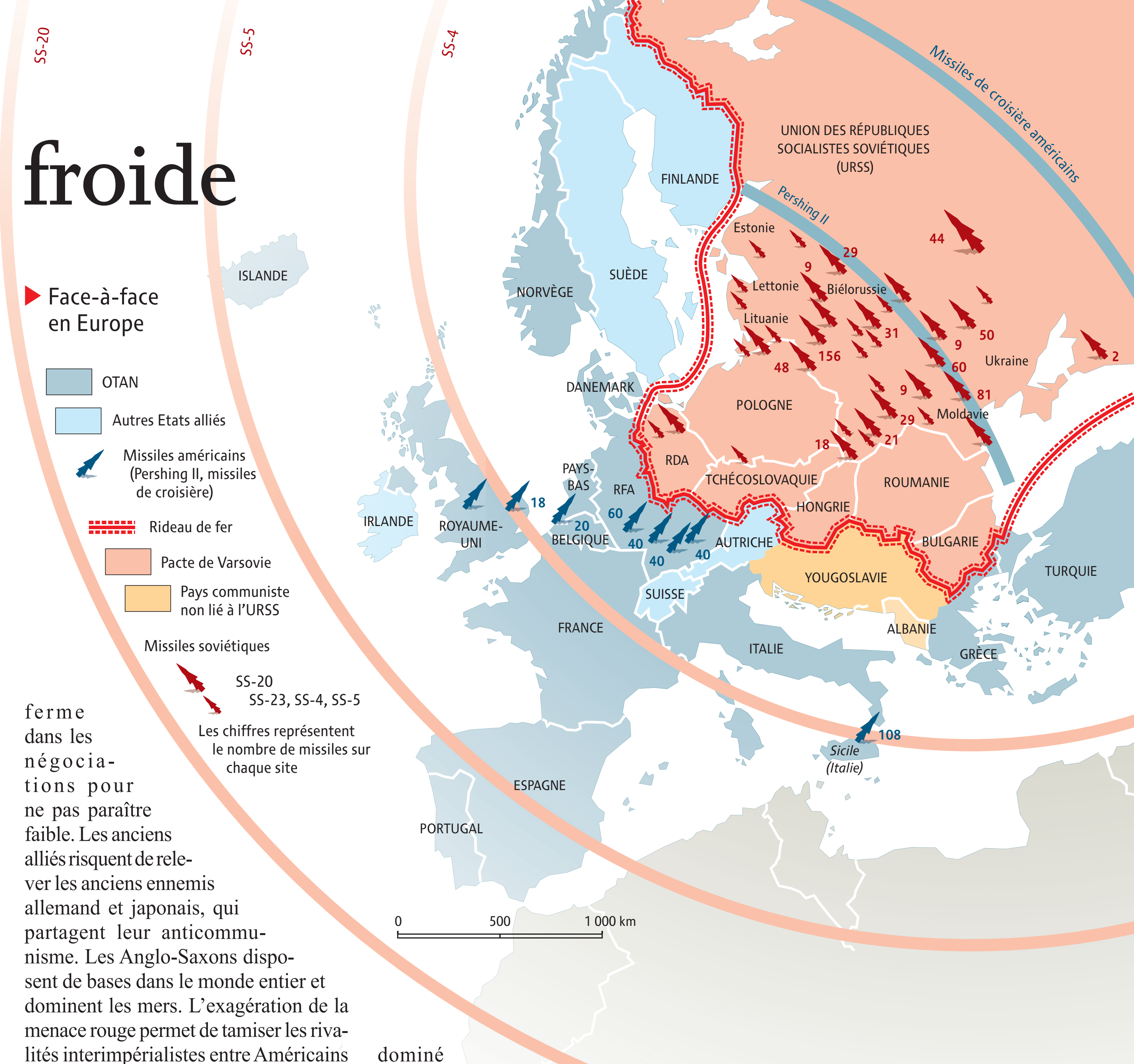
▶ Quand l'Est et l'Ouest s'affrontaient au Sud




1. L'Egypte, qui est soutenue militairement par l'URSS depuis 1955, passe dans le camp occidental à partir de 1973.

Sources : ministère de la défense américain, brochure *Soviet Military Power*, septembre 1981 ; éditions militaires du ministère de la défense de l'URSS ; *Qui menace la paix ?*, ministère de la défense de l'URSS, 1982 ; Lilly Marcou, *La Guerre froide, l'engrenage*, Complexe, 1987.

# froide




ferme dans les négociations pour ne pas paraître faible. Les anciens alliés risquent de relever les anciens ennemis allemand et japonais, qui partagent leur anticommunisme. Les Anglo-Saxons disposent de bases dans le monde entier et dominent les mers. L'exagération de la menace rouge permet de tamiser les rivalités interimpérialistes entre Américains et puissances coloniales européennes.

A cause de ces visions divergentes, les négociations entre alliés achoppent. En particulier sur l'Allemagne, la Corée et le contrôle du nucléaire. Les puissances occidentales n'acceptent ni que l'Europe de l'Est se transforme en zone d'influence exclusive de l'URSS, ni que celle-ci pèse sur la Turquie et l'Iran.

Les Etats-Unis entrevoient une possibilité : l'« endiguement », qui consiste à relever et s'allier l'Europe de l'Ouest et le Japon pour conserver leur prépondérance, puis à attendre que l'URSS tombe, victime de ses contradictions. Mais, en 1947, Truman annonce publiquement un conflit total entre les deux systèmes. Dès lors, les Etats-Unis sont poussés à intervenir partout et à soutenir tout régime se présentant comme anticommuniste. Des opérations secrètes sont menées jusqu'à la périphérie du camp communiste. Et celui-ci devient un bloc hermétique, dominé par les Soviétiques. Le refroidissement d'après-guerre se mue ainsi en guerre froide, et en guerre chaude en Asie. En 1948, le blocus de Berlin décidé par Staline, loin de freiner la construction d'un Etat ouest-allemand, l'accélère. La politique soviétique de glaciation interne et de raidissement international est instrumentalisée à l'Ouest : virage politique à droite, déploiement de la propagande anticommuniste, signature de l'Alliance atlantique (avril 1949). L'explosion de la bombe atomique soviétique (août 1949), la victoire des communistes en Chine (octobre 1949) et l'offensive de l'armée nord-coréenne en Corée du Sud (juin 1950) justifient, pour les dirigeants des Etats-Unis, le réarmement de l'Allemagne, la militarisation de la guerre froide et l'extension, en Asie, du système d'alliances américain.

## Bibliographie


- **Pierre Grosser,** *Les Temps de la guerre froide,* Complexe, Bruxelles, 1995
- **Justine Faure,** « De la Grande Alliance à l'affrontement armé Est-Ouest (1944-1950) », *Histoire & Politique* n° 3, novembre 2007
- **Odd Arne Westad,** *La Guerre froide globale,* Payot, Paris, 2007
- **The Cambridge History of the Cold War,** Cambridge University Press, 3 vol., Cambridge, 2010
- **André Fontaine,** *La Guerre froide 1917-1991,* Seuil, Paris, 2006
- **Sophie Cœuré et Sabine Dullin** (sous la dir. de), *Frontières du communisme,* La Découverte, Paris, 2007

# Conquêtes

## Ces pays qui signent mais refusent de s'engager sur le fond

**Réserves émises sur des articles fondamentaux à la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**

- 1 réserve
- 2 ou 3 réserves
- 4 et plus
- Convention subordonnée à la loi religieuse
- Etat ayant émis une réserve sur l'article 2
- Etat ayant ratifié la convention sans réserve
- Etat n'ayant pas ratifié la convention

Sources : www.un.org/womenwatch/daw/cedaw et www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/index.htm

**Principaux articles faisant l'objet de réserves**

**Article 2** : Les Etats parties condamnent la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes (...) et s'engagent à inscrire dans leur Constitution nationale ou toute autre disposition législative appropriée le principe de l'égalité des hommes et des femmes (...).

**Article 9** : Les Etats parties accordent aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne (...) la nationalité [et celle] de leurs enfants.

**Article 15** : Les Etats parties reconnaissent à la femme l'égalité avec l'homme devant la loi (...).

**Article 16** : Les Etats parties [s'engagent] à éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans toutes les questions découlant du mariage et dans les rapports familiaux (...).

**Article 29** : Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant [la] Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage [et peut être soumis] à la Cour internationale de justice (...).

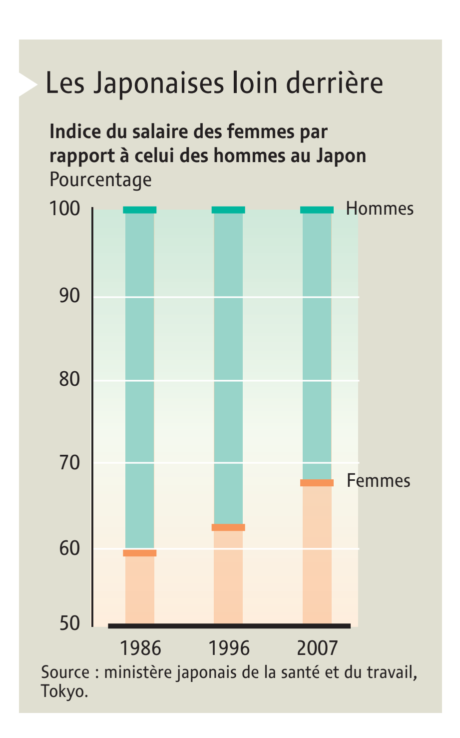
**Longtemps cantonnées à la reproduction et à l'entretien de la force de travail dans un cadre domestique, les femmes accèdent progressivement mais de manière inégale à l'éducation, à l'autonomie, au contrôle de leur corps et au salariat. Une marche vers l'émancipation marquée par des stagnations et, parfois, des régressions.**

La seconde moitié du XX[e] siècle a été porteuse de transformations majeures pour les femmes. La liberté de l'avortement et de la contraception, le droit de vote, la parité, la percée des scolarités féminines, la croissance de l'activité professionnelle constituent de véritables brèches. Mais ces conquêtes demeurent inachevées, fragiles, inégalement réparties.

Le droit à la contraception et à l'avortement est absent dans de nombreux pays, et souvent difficile à faire appliquer là où il existe. La place des femmes dans la vie politique reste, en dépit des injonctions en faveur de la parité, réduite à la portion congrue. Il y a neuf présidentes et cinq « cheffes » de gouvernement dans le monde, réparties aux quatre coins de la planète. De l'Argentine à la Suisse, en passant par les Philippines et le Liberia, l'accès timide des femmes au pouvoir n'est l'apanage d'aucune aire géographique particulière ou sensibilité politique repérable.

Qu'il s'agisse d'éducation ou de travail, d'importants clivages subsistent. Le taux d'activité des femmes croît en fonction de leur instruction. Or, en beaucoup d'endroits, l'analphabétisme constitue toujours un problème massif et massivement féminin. En Asie du Sud, en Afrique subsaharienne ainsi qu'au

## Les Japonaises loin derrière




Source : ministère japonais de la santé et du travail, Tokyo.

# inachevées des femmes

Moyen-Orient, le taux d'analphabétisme des femmes varie de 30 % à 50 %, contre 15 % à 30 % pour les hommes. Selon l'institut statistique de l'Unesco, 64 % des 774 millions d'adultes analphabètes dans le monde seraient des femmes.

En Europe, en revanche, la percée des scolarités féminines signe l'une des victoires du XXe siècle. L'inscription des filles aux différents échelons du système scolaire et universitaire s'effectue tout au long du siècle. Et, à partir des années 1970, un fait nouveau apparaît : la réussite des femmes. Depuis cette date, en effet, elles rattrapent fréquemment puis dépassent les garçons en termes de réussite scolaire et universitaire.

Dans les pays développés, l'essor des scolarités féminines coïncide avec la féminisation massive du salariat. En Europe comme aux Etats-Unis, celle-ci démarre dans les années 1950-1960, au temps des « trente glorieuses », et se poursuit en pleine crise économique. En l'espace d'un demi-siècle, la « moitié du ciel » conquiert près de la moitié du monde du travail. Dans l'Europe des Quinze, les femmes représentaient 30 % de la population active en 1960, et 45 % en 2008. Aux Etats-Unis et en France, la participation féminine à l'activité s'élève aujourd'hui à 47 %.

Mais même lorsque les femmes ont franchi la porte des ateliers et des bureaux, l'égalité entre les sexes n'est pas au rendez-vous. Car nous vivons une époque de contradictions : plus de femmes instruites, actives, salariées, mais aussi plus de chômeuses, de salariées précaires, de travailleuses pauvres. Les lois sur l'égalité professionnelle se multiplient, mais la résorption des disparités de carrière et des écarts de salaire stagne.

### QUESTIONS EN SUSPENS

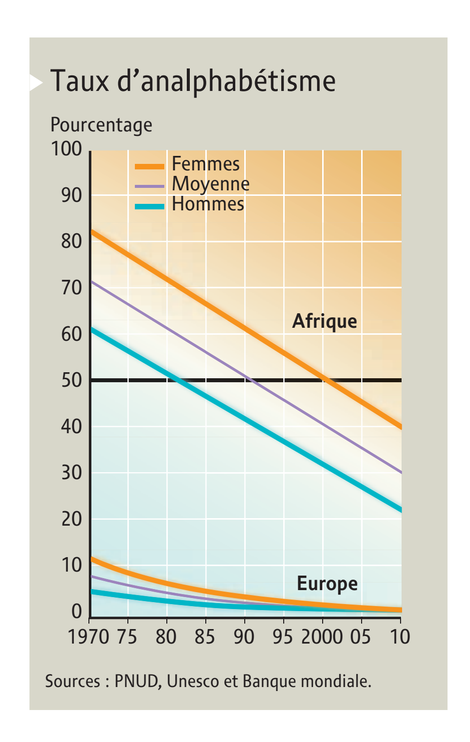
De surcroît, les écarts entre femmes se sont creusés. Au sein des pays développés et des pays émergents, entre celles, minoritaires, qui récupèrent sur le marché du travail l'investissement réussi dans le système de formation et la majorité qui se trouve massée dans le salariat d'exécution. Entre femmes du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest. Entre celles qui accèdent à l'éducation, à l'emploi salarié, et celles qui vivent dans l'ombre du travail au noir, ou dans le sillage des migrations imposées par la mondialisation.

Hors du domaine du travail, bien des questions restent en suspens. A côté des formes familiales diversifiées, des relations de couple transformées, le monopole féminin sur les tâches domestiques demeure, stable et imperturbable. Et que penser de la persistance, longtemps ignorée ou niée, des violences faites aux femmes ? Que dire des ravages, toujours à l'œuvre, de la prostitution ? Que faire du harcèlement sexuel et moral qui sévit sur les lieux de travail, dans les espaces publics et dans la sphère privée ? Comment combattre les intégrismes religieux qui oppriment les femmes ? Il n'est pas de pays où ces problèmes soient réglés.

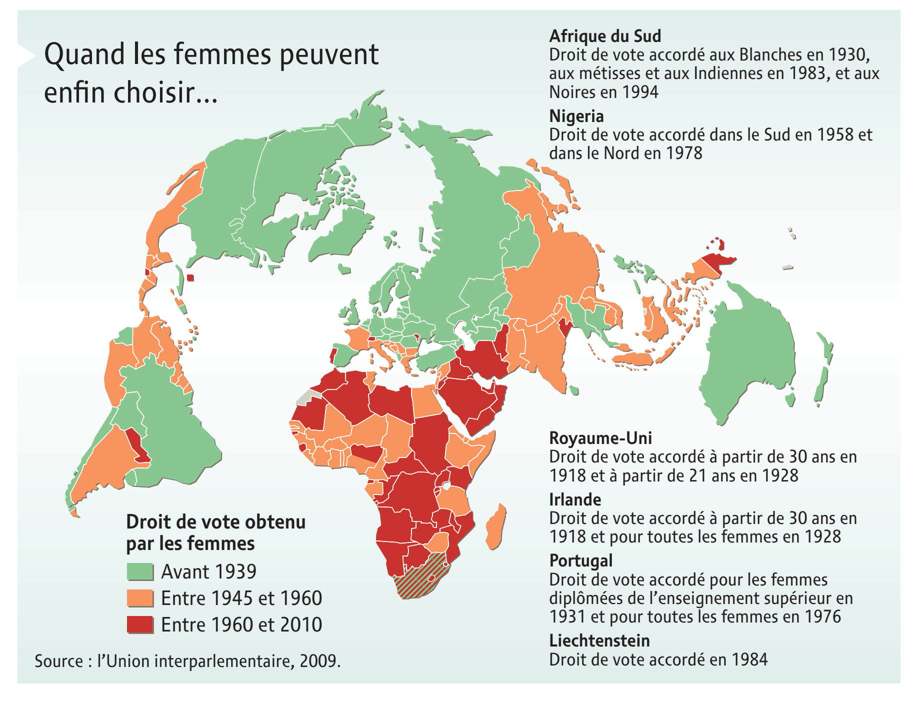
Méconnaître les conquêtes du XXe siècle serait une erreur ; s'en contenter, un renoncement.

## Bibliographie


- **Maurice Godelier,** *Métamorphoses de la parenté,* Fayard, Paris, 2004
- **Georges Duby et Michelle Perrot** (sous la dir. de), *Histoire des femmes en Occident,* 5 volumes de l'Antiquité à nos jours, Plon, Paris, 1991-1992
- **Margaret Maruani** (sous la dir. de), *Femmes, genre et sociétés,* La Découverte, Paris, 2005
- **Ephesia** (collectif), *La Place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales,* La Découverte, 1995

Sources : PNUD, Unesco et Banque mondiale.



Source : l'Union interparlementaire, 2009.

# Le « monde libre » et ses dictatures

**« Somoza est peut-être un fils de p…, mais c’est notre fils de p… » C’est ainsi que le président Franklin D. Roosevelt aurait défendu, en 1939, le dictateur nicaraguayen. Cette phrase résume la politique américaine pendant la guerre froide. Le « monde libre » dont l’Amérique se voulait l’ultime rempart contre la tyrannie comprenait bien des dictatures. Leur anticommunisme suffisait pour que Washington les traite avec complaisance, voire intervienne pour les sauver.**




Sources : Marc Nouschi, *Petit atlas historique du XXe siècle*, Armand Colin, 2007 ; Zohl Dé Ishtar, *Daughters of the Pacific*, Spinifex Press, 1994 ; www.us-foreign-policy-perspective.org ; *Le Monde diplomatique*, articles de 1974 à 2009.

Le 5 mars 1946, Winston Churchill, dans un discours prononcé à Fulton (Missouri), rend l’Union soviétique responsable du *« rideau de fer »* qui divise désormais l’Europe, et condamne la *« tyrannie »* au nom des *« grands principes de la liberté et des droits de l’homme, qui sont l’héritage commun du monde anglophone »*. En mars 1947, tandis que le communisme ne cesse de gagner du terrain en Europe, le président Harry Truman, membre du Parti démocrate et accusé de passivité par les républicains, énonce sa doctrine de politique étrangère devant le Congrès : les Etats-Unis s’emploieront à défendre la démocratie et la liberté à travers le monde.

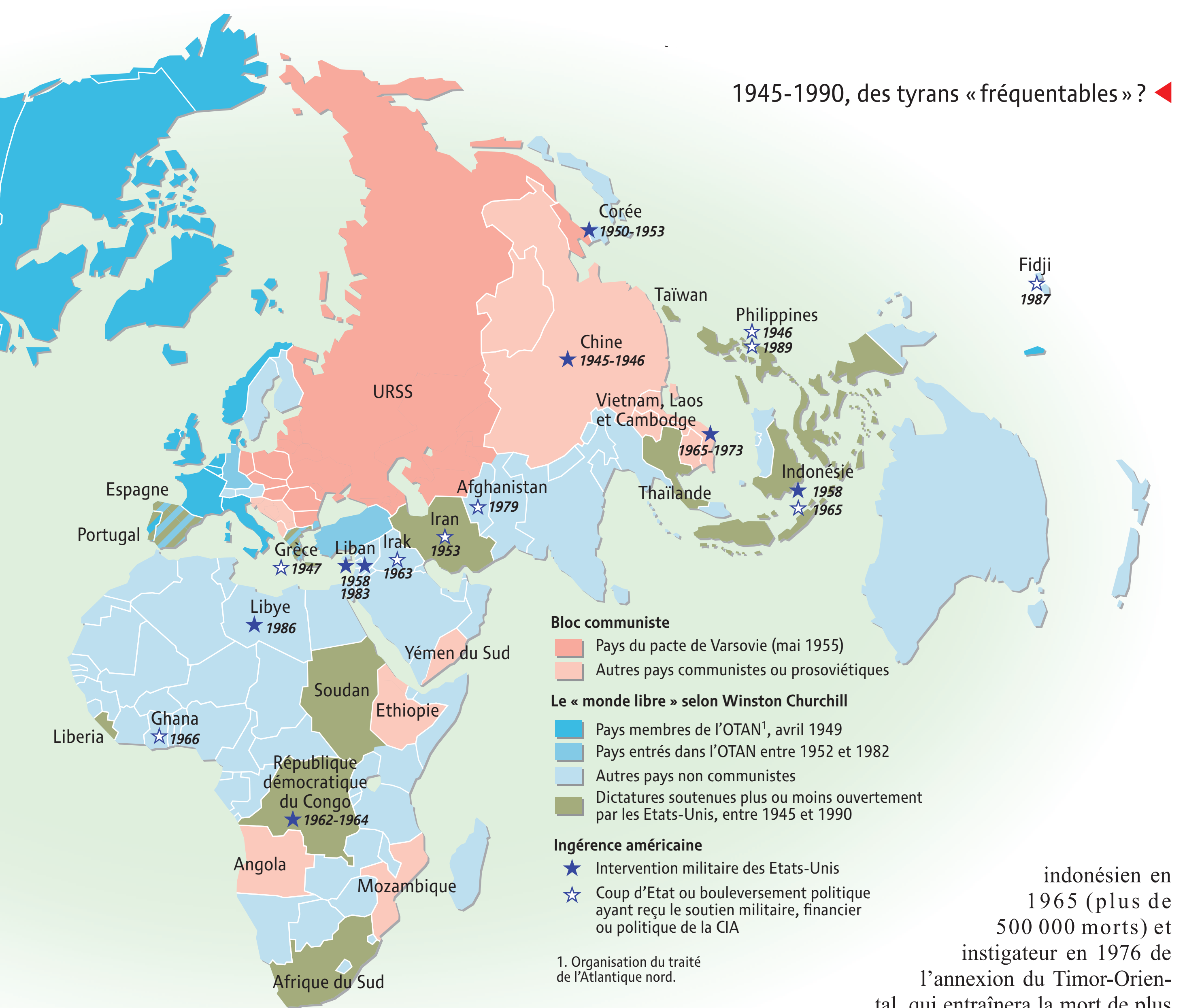
Pourtant, dès le départ, le « monde libre » qui se constitue sous l’égide de Washington s’accommode fort bien de régimes autoritaires et répressifs. Le Portugal, alors dirigé par le dictateur Antonio de Oliveira Salazar (maître du pays de 1932 à 1968), fait ainsi partie des 12 pays fondateurs de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord le 4 avril 1949. Resté prudemment neutre durant la seconde guerre mondiale après avoir soutenu le franquisme, le régime corporatiste portugais est immédiatement admis dans le camp démocratique.

## IMPOSSIBLE MORALISATION

Ce n’est pas le cas de l’Espagne de Francisco Franco (1939-1975), qui, trop compromise par son attitude passée, est exclue à la fois du plan Marshall en 1947 et de l’Alliance atlantique. Mais la punition est de courte durée. Les Etats-Unis lui accordent un prêt dès 1950, avant de signer avec elle des accords d’assistance mutuelle en 1953 : en échange d’une aide économique, l’Espagne met notamment à disposition de Washington des bases militaires. Consécration finale, le régime du Caudillo Franco est admis dans l’Organisation des Nations unies (ONU) en 1955.

A la même époque, en Amérique latine, les Etats-Unis soutiennent un certain nombre de dictatures qui sont intégrées, aux côtés de Washington, au pacte de Rio en 1947, puis à l’Organisation des Etats américains (OEA) en 1948. C’est le cas des régimes de Rafael Trujillo en République dominicaine (1930-1961), d’Anastasio Somoza au Nicaragua (1936-1951), puis de Fulgencio Batista à Cuba (1952-1959) et de Marcos Pérez Jiménez au Venezuela (1952-1958), un peu plus tard. Renversé par un mouvement populaire, ce dernier trouvera asile aux Etats-Unis.

Les contradictions entre la doctrine Truman et la politique étrangère américaine créent de telles tensions en Amérique latine que Richard Nixon, alors vice-président, recommande en 1958 de privilégier les forces démocratiques plutôt que les régimes dictatoriaux. Mais, bien que les Etats-Unis s’engagent à plusieurs reprises, à partir des années 1960, à « moraliser » leur politique extérieure, la lutte anticommuniste demeure




la priorité absolue, reléguant la défense de la liberté à l'arrière-plan.

### D'UN ENNEMI À L'AUTRE

Malgré l'Alliance pour le progrès lancée par John Fitzgerald Kennedy en 1961, les coups d'Etat militaires perpétrés au Guatemala, en Equateur, au Honduras et en République dominicaine en 1962-1963 reçoivent tous l'assentiment de Washington, qui soutiendra les régimes militaires au Chili, au Brésil, en Argentine et en Uruguay dans les années 1970. En Grèce, la CIA contribue à l'instauration de la dictature des colonels (1967-1974), régime qui se caractérise par sa volonté farouche d'éliminer toute forme d'opposition.

A partir de 1977, si Jimmy Carter fait pression formellement sur l'Afrique du Sud en réclamant l'abolition de l'apartheid au nom des droits de l'homme, il continue à soutenir en Iran le régime de Mohammad Reza Pahlavi et sa police secrète. Le Chah, arrivé au pouvoir à la suite du coup d'Etat organisé avec le concours de la CIA en 1953 contre le premier ministre Mossadegh, est un allié des Etats-Unis depuis la signature du pacte de Bagdad (24 février 1955) jusqu'en 1979.

En Asie, enfin, où les Etats-Unis s'appuient sur le régime militaire thaïlandais dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (Otase, 1954-1977), le dictateur philippin Ferdinand Marcos (1965-1986) est considéré comme un ami par Washington. De même que, en Indonésie, le général Suharto (1967-1998), organisateur de l'éradication du Parti communiste indonésien en 1965 (plus de 500 000 morts) et instigateur en 1976 de l'annexion du Timor-Oriental, qui entraînera la mort de plus de 200 000 personnes.

Après la dissolution de l'URSS, en 1991, George H. Bush se fait toujours le champion du « monde libre ». Le communisme reste un ennemi, mais désormais mineur. L'Amérique en trouvera un autre : l'islamisme radical.

## Bibliographie


- **Leslie Bethell** (sous la dir. de), *The Cambridge History of Latin America*, vol. VI, *1930 to Present*, Cambridge University Press, New York, 1994
- **Noam Chomsky,** *World Orders, Old and New*, Columbia University Press, New York, 1994
- **Jean-Baptiste Duroselle,** *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1993 (1974)
- **Howard Zinn,** *Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours*, Agone, Marseille, 2002

# La longue marche de Mao




Sources : Albert Herrmann, *An Historical Atlas of China*, Djambatan Nv Publishers and Cartographers, 1966 ; *Atlas de la République populaire de Chine*, édition 2004 ; Jean Chesneaux, *Le Mouvement paysan chinois : 1840-1949*, Seuil, 1976 ; Dick Wilson, *The Long March 1935 : The Epic of Chinese Communism's Survival*, Penguin Press, 1971.

# Zedong vers le pouvoir

La conquête du pouvoir par Mao se déroule en trois étapes. La première correspond à la Longue Marche (15 octobre 1934 - octobre 1935) et au déclenchement de la guerre de résistance contre le Japon. Depuis août 1927 et la révolte de Nanchang, les communistes s'insurgent contre les nationalistes et bâtissent diverses bases révolutionnaires. La plus importante se trouve dans les montagnes du sud du Jiangxi, où un gouvernement soviétique chinois présidé par Mao Zedong est formé en 1931.

Après avoir repoussé quatre campagnes d'extermination lancées par Tchang Kaï-chek et le Guomindang, les communistes du Jiangxi évitent de justesse d'être écrasés par une cinquième attaque en octobre 1934 en réussissant à forcer le blocus nationaliste. Un an plus tard, au terme d'une marche longue de 12 000 km, seuls 7 000 survivants (sur les 100 000 hommes que comptait initialement l'Armée rouge) parviennent à trouver refuge dans un petit soviet du Nord : Shaanxi.

En janvier 1935, les chefs militaires communistes désignent provisoirement Mao comme numéro un de cet étrange parti nomade. Ecarté de la direction du PCC depuis août 1932 par les « internationalistes », il ne peut se voir imputer la responsabilité de la déroute de la République soviétique du Jiangxi et apparaît comme un chef crédible.

### HARCÈLEMENT DE GUÉRILLA

En décembre 1936, des généraux Guomindang séquestrent Tchang Kaï-chek, accusé de privilégier l'extirpation des communistes plutôt que les exigences de la guerre de résistance aux Japonais. Sur demande de Staline, Mao intervient pour le faire libérer, et les anciens ennemis acceptent de former un front uni contre les Japonais.

Le 6 novembre 1938, la promotion de Mao comme chef du PCC est définitivement acceptée par le 6e Plénum du Comité central. Un message d'approbation de Staline est lu : il préfère un dirigeant qu'il n'aime pas, mais qui dispose de forces importantes, à Wang Ming, de retour de Moscou où il s'était réfugié.

**En 1945, Mao Zedong s'impose comme l'indiscutable dirigeant du Parti communiste chinois (PCC). Il devient le rival de Tchang Kaï-chek, chef du Guomindang, le parti nationaliste au pouvoir. Pour faire la révolution, Mao – c'est là son originalité – s'appuie sur les 400 millions de paysans que compte alors le pays, plutôt que sur les 3 millions d'ouvriers.**

Deuxième étape de cette ascension, la guerre sino-japonaise (7 juillet 1937-15 août 1945). Le gros des offensives est supporté par les armées nationalistes, auxquelles les forces communistes sont intégrées de façon formelle. Mao veille à ce que ses troupes s'en tiennent à un harcèlement de guérilla. Une stratégie confortée par celle des Japonais, qui finissent par ne contrôler que les villes et abandonnent les villages, d'où l'encadrement nationaliste a fui, aux communistes. Ces derniers élaborent alors une alliance inégale avec la paysannerie de Chine du Nord, en y entreprenant une réforme agraire modérée. En 1945, alors que le PCC tient son 7e congrès, le pouvoir rouge s'étend sur 950 000 km² peuplés de 96 millions d'hommes.

Entre 1942 et 1945, Mao a lancé un « mouvement de rectification du style de travail du Parti » (*zheng-feng*), qui vise à unifier le PCC autour de sa « pensée », présentée comme une adaptation des « valeurs universelles » du marxisme-léninisme aux réalités chinoises. De cette campagne souvent très dure, Mao sort tout-puissant en 1945 : il obtient un droit de veto sur toutes les décisions du PCC. Sa « pensée » est désormais reconnue, au même titre que celle de Marx, Engels, Lénine et Staline, comme un des fondements de la ligne du Parti. Mao commence à être l'objet d'un culte parmi les paysans.

Enfin, troisième et dernière étape, la guerre civile qui oppose communistes et nationalistes chinois entre mai 1945 et octobre 1949. Le rapport de forces est initialement favorable au Guomindang, qui prend le dessus dans les combats jusqu'à l'automne 1947. Mais, à l'hiver 1948, la défaite du parti nationaliste est complète et sans appel. Le choix de la Mandchourie comme champ de bataille par Tchang Kaï-chek est une lourde erreur : les troupes communistes, dirigées par Lin Biao, y reçoivent un appui discret mais décisif de la part de l'Armée rouge soviétique. Au contraire, le soutien des Américains aux nationalistes favorise une propagande communiste les désignant comme « valets de l'impérialisme » au sein d'une population qui souffre d'humiliation depuis les « guerres de l'opium ».

### GRÂCE À LA PIÉTAILLE

Le rétablissement dans les campagnes de l'ancien ordre « féodal » par les armées nationalistes un temps victorieuses contraste avec la réforme agraire menée par les communistes et contribue davantage encore à l'isolement du Guomindang, déjà confronté dans les villes à une opposition violente des victimes de l'inflation galopante – ouvriers, employés et étudiants. Les intellectuels, sans illusions sur les communistes, y voient bientôt un moindre mal.

On a pu dire que ce sont les armées, et non les classes, qui ont fait la révolution chinoise. Mais, sans la piétaille fournie par les paysans, Mao n'aurait pas gagné la guerre.

## Bibliographie


› **Lucien Bianco,** *Les Origines de la révolution chinoise (1915-1949),* Gallimard, Paris, 2007 (1967)

*Jacqueries et révolution dans la Chine du XXe siècle,* La Martinière, Paris, 2005

› **Alain Roux,** *Le Singe et le Tigre. Mao, un destin chinois,* Larousse, Paris, 2009

*La Chine au XXe siècle,* Armand Colin, Paris, 2010 (2006)










# Cameroun, une guerre inconnue (1955-1971)

**Contrairement à l'Indochine et à l'Algérie, les colonies françaises d'Afrique subsaharienne auraient accédé à l'indépendance dans le calme, et en bonne entente avec l'ancienne métropole. Le cas du Cameroun remet en question cette version officielle. Pour y maintenir son emprise, la France s'est engagée dans un conflit meurtrier. A l'ombre de l'Algérie, cette guerre est passée presque inaperçue.**

Territoire administré en partage par la France et le Royaume-Uni, sous la tutelle de l'ONU, le Cameroun est, au sortir de la seconde guerre mondiale, le maillon faible de la domination française en Afrique centrale. Dans un contexte international marqué par les tensions Est-Ouest et l'émancipation des colonisés, ce statut particulier ouvre une brèche dans laquelle s'engouffre l'Union des populations du Cameroun (UPC), créée en 1948. Celle-ci, constatant que les accords de tutelle évoquent l'« indépendance » future du pays, la revendique avec énergie. Mais les autorités françaises jouent la montre. Hantée par le « communisme », la IVe République cherche à arrimer « son » Cameroun à l'Union française.

La détermination et la popularité de l'UPC incitent le gouvernement français à passer à l'offensive. Quelques mois après Diên Biên Phu, tombé en mai 1954, et alors que l'insurrection algérienne éclate, en novembre, Roland Pré est nommé haut-commissaire à Yaoundé, avec pour mission de tuer dans l'œuf un parti qui pourrait faire des émules en Afrique. Le haut-commissaire harcèle les « UPCistes », réprime férocement les mouvements sociaux, et tire prétexte de ces troubles pour faire interdire l'UPC en juillet 1955. Pierre Messmer, qui lui succède en 1956, poursuit la même politique. Sans lever l'interdit qui frappe l'UPC, il organise des élections destinées à mettre en selle des dirigeants dociles, auxquels sont confiées quelques bribes d'« autonomie ».

Spoliés, marginalisés, réprimés, contraints à l'exil ou à la clandestinité, les leaders de l'UPC recourent à l'action violente. Des structures armées fleurissent en Sanaga-Maritime, en région bamiléké, dans le Mungo… Mais la métropole, assourdie par la guerre

## Bibliographie


- **Mongo Beti,** *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation,* La Découverte, Paris, 2010 (1972)
- **Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa,** *Kamerun ! La guerre cachée aux origines de la Françafrique (1955-1971),* La Découverte, 2010
- **Richard Joseph,** *Le Mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC,* Karthala, Paris, 1986

d'Algérie, n'entend rien de ce conflit. Messmer supervise la « pacification » à l'abri des regards. En Sanaga-Maritime, le lieutenant-colonel Jean Lamberton traque les insurgés dans les « zones interdites ».

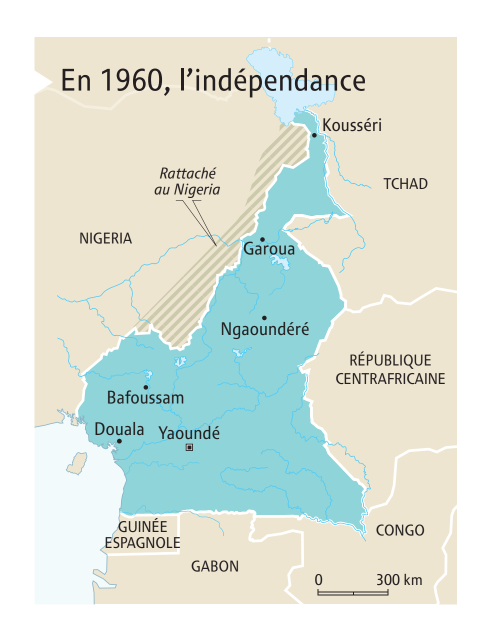
Le 13 septembre 1958, l'emblématique secrétaire général de l'UPC, Ruben Um Nyobè, est assassiné dans une forêt de la région. En pays bamiléké, l'administrateur Maurice Delauney emploie lui aussi la manière forte : incarcération préventive de centaines de « suspects », interrogatoires « musclés », disparitions forcées…

## « DE LA PURE INVENTION »

Alors que l'Organisation des Nations unies (ONU) avalise, début 1959, le plan français d'une « indépendance » sous contrôle, l'UPC relance la résistance. L'Armée de libération nationale du Kamerun (ALNK), pilotée par le président de l'UPC en exil, Félix Moumié, multiplie les actions coups de poing. Quand Ahmadou Ahidjo, l'homme de paille de la France, proclame l'indépendance le 1er janvier 1960, la région bamiléké est en pleine dissidence. Sous la houlette du général Max Briand, les forces armées françaises, secondées par des autochtones, décident d'en finir. Les bombardements aériens complètent la politique de terreur inaugurée par Delauney. Moumié, qui parcourt le monde en quête de soutiens internationaux, est empoisonné à Genève par les services secrets français en octobre 1960.

Dix jours après la mort de Moumié, Paris fait signer à Ahidjo une série d'accords qui limitent la souveraineté camerounaise. Son régime, encadré par une cohorte de conseillers français, se mue en dictature. Les révolutionnaires camerounais refusent pourtant de se soumettre. Ernest Ouandié, vice-président de l'UPC, retourne au pays en 1961 pour organiser la résistance ; d'autres s'établissent au Congo-Brazzaville voisin. Mais le second front de l'ALNK, constitué à Brazzaville, est écrasé en 1966-1967 à la frontière camerounaise. Et Ouandié doit finalement abandonner le combat en 1970. Il est exécuté en public le 15 janvier 1971. Passés inaperçus à l'époque, les « événements » du Cameroun sont discrètement remontés à la surface ces dernières années. Le silence aidant, certains y ont vu des morts par « millions ». Des sources plus crédibles évoquent entre 70 000 et 120 000 victimes.

Interrogé lors d'une visite à Yaoundé, en mai 2009, le premier ministre François Fillon a affirmé : *« Je dénie absolument que des forces françaises aient participé, en quoi que ce soit, à des assassinats au Cameroun. Tout cela, c'est de la pure invention ! »*




### Le Cameroun en 2010

Capitale
De 1 à 1,5 million d'habitants
De 100 000 à 200 000 habitants
De 20 000 à 100 000 habitants
Voie ferrée

**Ressources agricoles**
Culture de savane sèche (sorgho, mil, maïs, igname)
Zone d'exploitation sylvicole

**Principales cultures commerciales**
Culture de coton
Culture de palmier à huile

**Ressources énergétiques**
Oléoduc · Pétrole · Gaz

**Ressources minières**
Fer · Etain · Or · Bauxite

Lac Tchad · Kousséri · Chari · TCHAD · NIGERIA · EXTRÊME-NORD · Maroua · Garoua · Zone de production pétrolière · Lac de Lagdo · Doba · NORD · Ngaoundéré · La péninsule de Bakassi revient sous la souveraineté camerounaise en 2008 · ADAMAOUA · Banyo · Lac de Mbakaou · NORD-OUEST · Bamenda · OUEST · SUD-OUEST · Mbouda · Bafoussam · Nkongsamba · CENTRE · RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE · Ouli · Kumba · Bertoua · Batouri · Buea · Douala · LITTORAL · Limbe · EST · Edéa · Yaoundé · Bioco · Yokadouma · Teminal pétrolier · Kribi · Ebolowa · SUD · Nyabessan · OCÉAN ATLANTIQUE · GUINÉE-ÉQUATORIALE · GABON · CONGO · 0 · 150 · 300 km

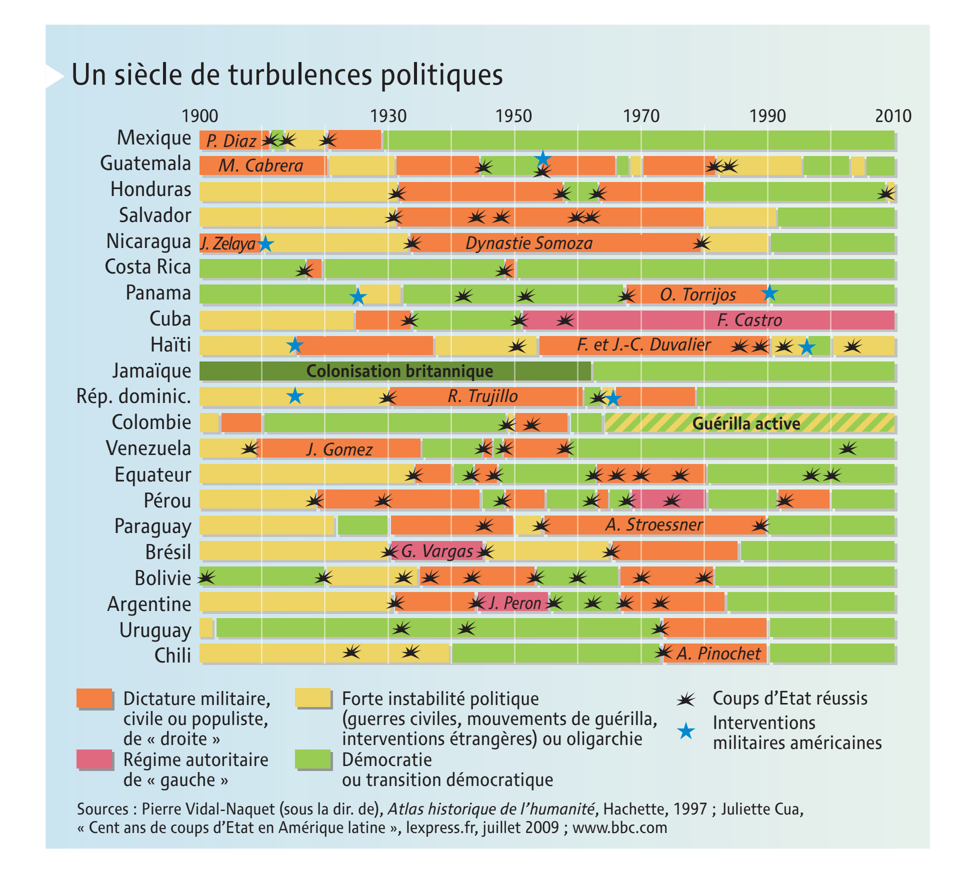
Sources : Jules Sansterre Nkarey, *L'Histoire entre le Cameroun anglophone et le Cameroun francophone : de 1472 à 2003*, Publibook, Paris, 2006 ; *Sandafayre Stamp Atlas* ; ministère des mines, de l'eau et de l'énergie et ministère de l'agriculture et du développement rural du Cameroun.

# Les heures noires de l'Amérique latine

**Bien que la présence de l'armée dans la vie politique soit une constante dans l'histoire de l'Amérique latine, c'est dans les décennies 1960 et 1970 que les coups d'Etat militaires y sont devenus courants et concomitants. Grâce au soutien d'un puissant partenaire : les Etats-Unis.**

Baisse des cours des matières premières, réduction des possibilités d'exportation, brutal désinvestissement des Etats-Unis… En frappant durement l'Amérique centrale, la crise de 1929 y amène le long règne des « dictateurs de la dépression » : Maximiliano Hernandez (Salvador), Tiburcio Carias Andino (Honduras), dynastie des Somoza (Nicaragua), Jorge Ubico (Guatemala), etc. Alors que, depuis les luttes d'indépendance, au début du XIXe siècle, les forces armées latino-américaines se sont toujours senties investies d'une mission majeure dans la gestion des affaires de leurs nations respectives, le dictateur assume le rôle de leader de l'oligarchie ou de la bourgeoisie conservatrice, milieux liés aux intérêts de la grande puissance du Nord, les Etats-Unis.

La révolution cubaine, en 1959, et la radicalisation à gauche de pans entiers des sociétés – les étudiants, en particulier – provoquent un saut qualitatif dans ce phénomène déjà bien rodé. Dans le contexte de la guerre froide, la doctrine de « sécurité nationale », élaborée dans les écoles militaires du National War College et de l'Industrial College of the Armed Forces, à Washington, va présider aux destinées politiques du sous-continent. S'appuyant sur une idéologie de guerre sainte, elle satanise une supposée subversion généralisée s'attaquant à la paix sociale et aux valeurs nationales.




Sources : Pierre Vidal-Naquet (sous la dir. de), *Atlas historique de l'humanité*, Hachette, 1997 ; Juliette Cua, « Cent ans de coups d'Etat en Amérique latine », lexpress.fr, juillet 2009 ; www.bbc.com

### GUERRE ANTISUBVERSIVE

Instance supérieure de cette lutte, la Conférence des armées américaines (CEA) rassemble périodiquement, à partir de 1960, les militaires de l'ensemble du continent – sauf Cuba. S'y ajoutent, en 1968, la Conférence du renseignement des armées américaines (CIEA) et, en 1975, la Coordination continentale des services de renseignement militaire. L'Ecole des Amériques, implantée depuis 1946 à Fort Gulick, au Panama, se charge de la formation des officiers latino-américains. Lesquels ont également accès aux sources françaises de la « guerre antisubversive » menée en Indochine et en Algérie.

Le renversement du président brésilien Joao Goulart, en 1964, a marqué le coup d'envoi de la période mortifère qui va affecter la Bolivie (1971), le Chili, l'Uruguay et le Pérou (1973), l'Argentine (1976) – le Paraguay vivait sous la botte du général Alfredo Stroessner depuis 1954. A partir de décembre 1975, ces dictatures posent les bases d'une coopération militaire et policière – l'opération « Condor » – qui leur permet d'organiser méthodiquement l'élimination de leurs opposants respectifs exilés à l'extérieur de leurs frontières nationales.

Dans ce cadre commun, chaque pays agit selon ses propres critères. La dictature chilienne s'appelle Augusto Pinochet (1973-1989), la brésilienne évite la personnalisation du pouvoir en organisant la rotation de la fonction




présidentielle ; la soldatesque uruguayenne tue peu et torture beaucoup, l'Argentine pratique l'extermination (30 000 morts) à travers les « disparitions forcées ». Tous pays confondus, la terreur d'Etat est, en Amérique du Sud, responsable d'au moins 50 000 assassinats, de plus de 35 000 disparus et de 400 000 emprisonnements arbitraires – sans parler des dizaines de milliers d'exilés (ni du cas de la Colombie, où le massacre des opposants se déroule dans le cadre d'une démocratie formelle).

Lorsqu'ils rendent le pouvoir, à partir de 1982, les généraux laissent derrière eux une extrême pauvreté, des industries nationales délabrées, des économies au bord de la faillite (à l'exception du Chili, pour les deux derniers points). Et, après les années de répression sanglante, il ne reste plus grand-chose des partis politiques de gauche, des syndicats, des organisations populaires, étudiantes, paysannes, dont les dirigeants et les militants ont été éliminés. Mais, déchargeant de toute responsabilité la majeure partie de la société supposée démocratique, la « théorie des deux démons » a tenté d'attribuer l'origine de la violence à une poignée d'extrémistes de droite et… de gauche.

Cela en exonérant les classes moyennes, hétérogènes et ambiguës, les élites locales qui ont choisi de s'allier aux militaires pour se préserver de tout bouleversement social, les intérêts économiques des grandes entreprises américaines et, *in fine*, les visées géostratégiques de Washington.

## Bibliographie

- **Hernando Calvo Ospina,** *L'Equipe de choc de la CIA,* Le Temps des cerises, Pantin, 2009
- **John Dinges,** *Les Années Condor,* La Découverte, Paris, 2008
- **Marie-Monique Robin,** *Escadrons de la mort, l'école française,* La Découverte, 2008
- **Alain Rouquié,** *A l'ombre des dictatures,* Albin Michel, Paris, 2010
- « L'Amérique latine des militaires », *Vingtième siècle,* n° 105, Paris, janvier-mars 2010




# Indochine, 1946-1975 : la plus longue guerre du siècle

**Le Vietnam, pays en guerre… Malgré plus de trois décennies de paix, l'image d'un « petit peuple » courageux est toujours vivante. De fait, ce pays ainsi que, par ricochet, le Laos et le Cambodge ont connu la plus longue guerre du siècle. S'y mêlèrent successivement appétits coloniaux, guerre froide et rivalités régionales.**

Le drame se noue à la fin de la seconde guerre mondiale. Face à un condominium franco-japonais de fait, la Ligue Vietminh, fondée par le communiste Hô Chi Minh en mai 1941, attend le moment pour agir et libérer le pays. Avec la capitulation du Japon surgit l'occasion favorable. Hô Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam le 2 septembre 1945.

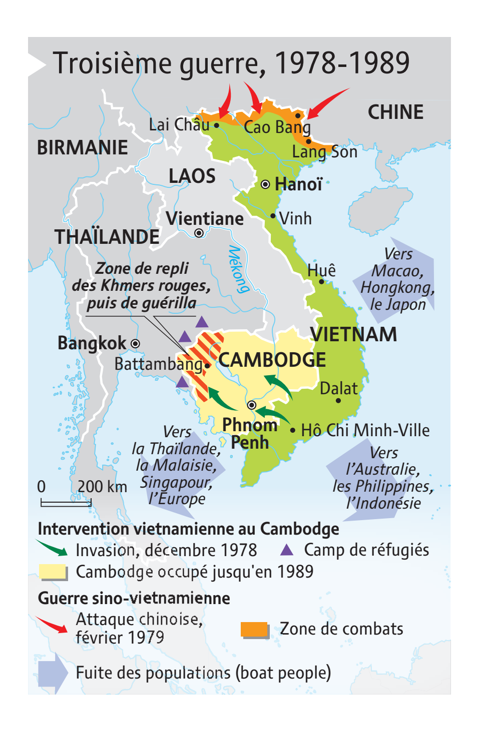
La politique française se trouve à la croisée des chemins. Reconquête ou conciliation ? Après le départ de De Gaulle du gouvernement, le 20 janvier 1946, une tentative de solution pacifique est signée le 6 mars à Hanoï. Elle avorte à l'été 1946. Mais, le 14 septembre, à la conférence de Fontainebleau, Hô Chi Minh accepte un accord de *modus vivendi*. Une clause annexe prévoit, dans un délai de cinq ans, l'abandon du Vietnam par les troupes françaises.

L'amiral Thierry d'Argenlieu, haut-commissaire de France en Indochine, et son entourage militaire ne l'acceptent pas. En violation de l'accord, ils font bombarder Haiphong, le 23 novembre : des milliers de victimes. La guerre d'Indochine commence sur cette provocation française.

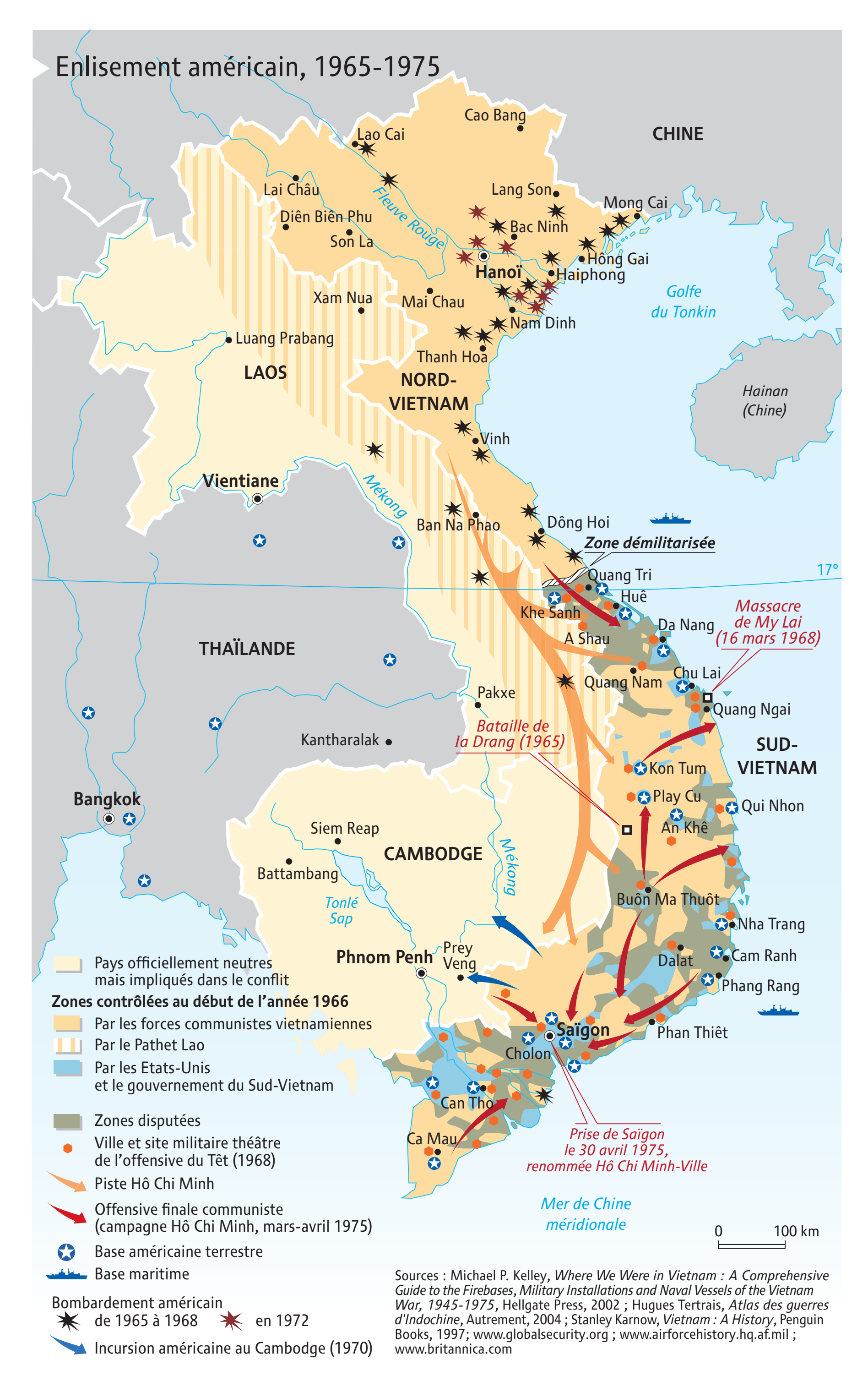
## D'ABORD LES FRANÇAIS

Dans un premier temps, les maquis sont militairement et politiquement isolés. Courant 1949, la situation bascule : en Chine, les communistes de Mao prennent le pouvoir ; en Occident, les Etats-Unis soutiennent désormais Paris. Cet intérêt est évidemment ravivé par la guerre qui éclate en 1950 entre une Corée du Nord soutenue par la Chine et l'URSS et une Corée du Sud appuyée par les Etats-Unis. La guerre froide a dès lors deux fronts chauds en Asie. Sur le terrain, l'armée française connaît ses premiers grands revers. A la fin de 1953, Navarre, le nouveau commandant en chef, clame sa volonté de *« casser du Viet »* dans le nord-ouest du pays, à Diên Biên Phu. Mais ce calcul se révèle catastrophique. Le 7 mai 1954, les derniers soldats français tombent ou sont faits prisonniers. La guerre est perdue.

Une conférence internationale est alors convoquée à Genève. La délégation française y est conduite par Pierre Mendès-France. Les travaux aboutissent, le 20 juillet, à la signature d'un accord instaurant une coupure provisoire et technique du Vietnam, de part et d'autre du 17e parallèle. Au nord, un



pays communiste, dirigé par Hô Chi Minh. Au sud, un régime nationaliste et d'économie de marché. Mais aucune des grandes puissances n'est décidée à respecter les clauses de Genève.




Sources : Michael P. Kelley, *Where We Were in Vietnam : A Comprehensive Guide to the Firebases, Military Installations and Naval Vessels of the Vietnam War, 1945-1975*, Hellgate Press, 2002 ; Hugues Tertrais, *Atlas des guerres d'Indochine*, Autrement, 2004 ; Stanley Karnow, *Vietnam : A History*, Penguin Books, 1997; www.globalsecurity.org ; www.airforcehistory.hq.af.mil ; www.britannica.com

### RELAIS AMÉRICAIN

A Washington, un nouveau président, John Fitzgerald Kennedy, voit dans le Vietnam l'un des enjeux majeurs de la guerre froide. Sous sa présidence, le flux d'hommes et de matériel s'accentue. Son successeur, Lyndon Johnson, aggrave cette politique et décide de bombarder le Nord en février 1965. C'est l'escalade.

De 1965 à 1975, tout le « complexe militaro-industriel » est mobilisé. Trois millions de soldats fouleront le théâtre des opérations. Y sont larguées deux fois plus de bombes que durant la seconde guerre mondiale. Napalm, défoliants et autres produits chimiques sont utilisés. Le conflit s'étend au Laos, puis au Cambodge. Là, le roi déchu, Norodom Sihanouk, s'allie avec les maquisards khmers rouges, jusqu'alors peu influents.

Pourtant, la carte de guerre américaine se dégrade avec, en 1968, l'offensive du Têt, menée par le Front national pour la libération du Vietnam du Sud et l'Armée populaire vietnamienne du Nord. La première cause de l'affaiblissement américain réside dans la capacité de résistance des populations locales. A quoi s'ajoute l'aide du monde communiste, importante malgré le différend sino-soviétique. Aux Etats-Unis mêmes, l'opposition commence à croître. Enfin, au-delà des pays concernés, les populations, informées par des télévisions qui couvrent leur première grande guerre, se mobilisent avec ampleur.

Une conférence internationale, réunie à Paris en janvier 1973, aboutit à une solution provisoire. Les Etats-Unis se désengagent formellement, mais continuent de porter à bout de bras les régimes amis (« vietnamisation »). De leur côté, les communistes préparent une offensive qu'ils veulent finale. Elle débute en 1975. A la surprise même des dirigeants de Hanoï, l'armée du Sud n'offre pas – ou plus – une grande résistance. En quelques semaines, le régime s'effondre. Le 30 avril 1975, les révolutionnaires sont maîtres de l'ensemble du pays.

Les Khmers rouges passent aussi à l'offensive au Cambodge. Hélas, les pratiques de ces nouveaux maîtres aboutiront à l'un des plus grands drames du siècle. La Chine ne voit cependant pas d'un bon œil l'émergence de ce Vietnam unifié et soutient l'agressivité du régime khmer rouge. Une guerre entre les trois puissances communistes éclate en 1979. La modernisation du Vietnam attendra encore une décennie…

Les guerres française et américaine en Indochine laissent des plaies béantes, des pays ravagés, des populations traumatisées. Les peuples indochinois auront payé cher leur volonté farouche d'indépendance.

## Bibliographie


› **Alain Ruscio** (sous la dir. de), *La Guerre « française » d'Indochine, 1945-1954,* Les Indes savantes, Paris, 2002

› **Stanley Karnow,** *Vietnam. Le premier récit complet des guerres du Vietnam,* Presses de la Cité, Paris, 1984

› **Gabriel Kolko,** *Vietnam. Anatomy of a War, 1940-1975,* Unwin Paperbacks, Londres/Sydney, 1985

# Quand l'Occident soutenait

L'admiration manifestée dans le monde pour Nelson Mandela occulte, le plus souvent, la responsabilité des puissances occidentales dans la longévité du régime ségrégationniste de l'Afrique du Sud. Or, dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, des centaines d'entreprises américaines s'y lancent dans des secteurs de technologie avancée. Elles viennent concurrencer le Royaume-Uni, premier partenaire du pays après l'avoir compté parmi ses colonies et y avoir posé, dès 1879, les jalons de la politique de ségrégation.

En dépit des condamnations que peut susciter ce système, le flux de capitaux occidentaux, notamment américains, britanniques et ouest-allemands, ne cesse de progresser. Le massacre de Sharpeville, en 1960, qui marque un tournant dans la lutte jusqu'alors pacifique du mouvement antiapartheid, n'infléchit guère cette volonté de coopération.

### UNE LISTE IMPRESSIONNANTE

La majorité des Etats membres de l'Assemblée générale des Nations unies s'insurge régulièrement contre le refus du Conseil de sécurité de décréter des sanctions globales, et surtout un embargo effectif sur les armes et le pétrole. Ce n'est qu'après la révolte étudiante de Soweto, en 1976, étouffée dans le sang, et l'assassinat du dirigeant noir Steve Biko que le Conseil rend obligatoire l'embargo sur les armes, décrété en 1963

**Les gouvernements des puissances occidentales ont coopéré dans tous les domaines avec l'Afrique du Sud jusqu'en 1994, sans se préoccuper du système raciste qui y régnait alors. Un autre allié, Israël, est allé encore plus loin : il a aidé cette même Afrique du Sud à tenter de se doter de la bombe atomique.**

sur des bases volontaires. Mais trop tard : la majeure partie des armements soumis à embargo sont déjà fabriqués sous licence en Afrique du Sud même.

Encouragée par Washington, l'armée de Pretoria envahit l'Angola à la veille de son indépendance, en 1975, afin d'empêcher les mouvements antiapartheid et de libération de la Namibie d'y trouver un soutien. De ce fait, l'alliance des Etats-Unis avec Pretoria prend une tournure stratégique. En 1980, Washington propose l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à l'Atlantique sud afin d'assurer la protection du « bastion anticommuniste » qu'est l'Afrique du Sud.

La France n'a pas été en reste dans la collaboration avec le pouvoir raciste. Deux semaines avant la révolte de Soweto, le consortium dirigé par Framatome, l'actuelle Areva, se voit attribuer le contrat le plus convoité : la construction de la centrale nucléaire de Koeberg. Violemment critiqué en raison des risques de détournement de la technologie nucléaire à des fins militaires, le gouvernement français garantit néanmoins ses engagements jusqu'au bout. Non sans ironie, le couplage du deuxième réacteur nucléaire de Koeberg, en 1985, coïncide avec la relance du débat international pour de nouvelles sanctions.

La liste des entreprises françaises ayant profité du commerce avec l'Afrique du Sud est interminable. L'ensemble des secteurs de l'économie sont représentés : le textile (Dewavrin, Vandeputte, Texunion…), la chimie (Total, Bic, Guerlain, L'Oréal, Michelin…), les travaux publics et la construction (Creusot-Loire, Grands travaux de Marseille, Sambron…), la construction électrique (CGE-Alsthom, Alcatel, Thomson-CSF…), la construction mécanique (Peugeot-Citroën, Dassault, Chaumeca…), les banques et assurances (Société générale, Crédit lyonnais, Crédit commercial de France, Banque Rothschild…), le transport et le tourisme (Air France fret, Club Méditerranée, Compagnie des messageries maritimes…).

Plus surprenante, compte tenu des complaisances pour le nazisme du Parti national en Afrique du Sud : l'alliance qui se noue alors entre Israël et Pretoria. Les services de renseignement coopèrent pour contrer les mouvements « terroristes » censés menacer les deux pays. Autrement dit, le Congrès national africain (ANC) et l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), principalement.

Pis encore : quand le gouvernement songe à faire de l'Afrique du Sud une puissance militaire nucléaire, les autorités israéliennes proposent leur technologie de pointe. Discrètement, par des voies indirectes, l'administration Reagan fournit l'uranium enrichi. Six bombes sont en préparation quand Nelson Mandela accède au pouvoir, en 1994. Il fait cesser définitivement toute expérimentation dans le domaine nucléaire militaire.

Investissements étrangers

Millions de dollars
8 000
6 000
4 000
2 000
0
- 2 000
1970 1975 1980 1985 1990 1995 2000 2005
Flux nets d'IDE vers l'Afrique du Sud
Premières élections multiraciales, Nelson Mandela devient président
Fin de l'apartheid
Emeutes de Soweto
Source : base de données en ligne de la Cnuced, juin 2010.

## Bibliographie


- **Daniel Bach** (sous la dir. de), *La France et l'Afrique du Sud*, Karthala, Paris, 1990
- **Gerald Bender, James Coleman et Richard Sklar** (sous la dir. de), *African Crisis Areas and US Foreign Policy*, University of California Press, Berkeley, 1985
- **Al J. Venter,** *How South Africa Built Six Atom Bombs*, Ashanti Publications, Le Cap, 2008
- **William Minter,** *King Solomon's Mines Revisited : Western Interests and the Burdened History of Southern Africa*, Basic Book, New York, 1986

# l'apartheid

## Lutte contre l'apartheid, 1961-1990 : mouvement social et anticolonial

Luanda
ANGOLA
(Indépendant en 1975)
CONGO
(devient le Zaïre en 1971)
Dodoma
Dar es Salam
TANZANIE
NYASSALAND
(Malawi, indépendant en 1964)
Lilongwe
MOZAMBIQUE
(indépendant en 1975)
RHODÉSIE DU NORD
(Zambie, indépendante en 1964)
Lusaka
Harare
RHODÉSIE DU SUD
(Zimbabwe, indépendant en 1980)
SUD-OUEST AFRICAIN
(Namibie, indépendante en 1990)
Windhoek
PROTECTORAT DU BECHUANALAND
(Botswana, indépendant en 1966)
Gaborone
OCÉAN ATLANTIQUE
Canal du Mozambique
TRANSVAAL
Mbabane
Pretoria
Johannesburg
Soweto
Maputo
SWAZILAND
(indépendant en 1968)
Newcastle
ORANGE
NATAL
Kimberley
Maseru
BASUTOLAND
(Lesotho, indépendant en 1966)
Durban
CAP
AFRIQUE DU SUD
East London
Port Elizabeth
Le Cap
0 250 500 km

**Etats indépendants en 1961**

**Colonies**
- Britanniques
- Portugaises
- Sud-africaines

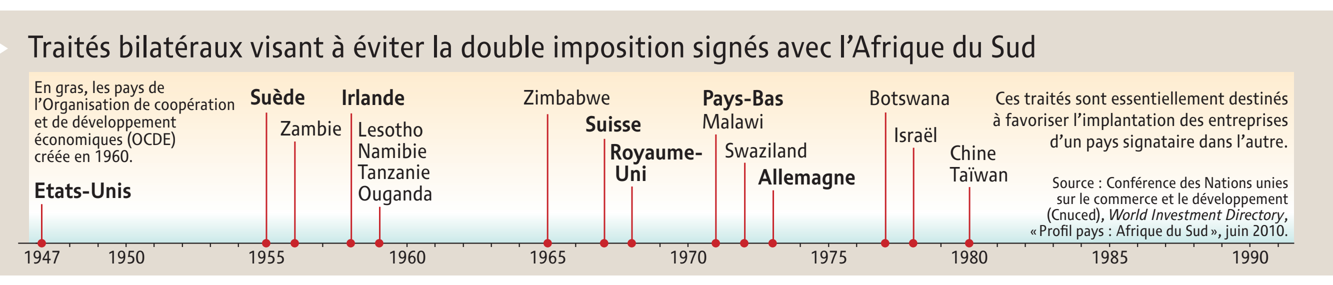
**Ségrégation raciale**
- Bantoustans
- Bantoustans officiellement indépendants

**Résistance interne**
- Manifestations de masse, grèves et actions de désobéissance civile
- Sabotage des infrastructures militaires et civiles
- Guérilla urbaine
- Manifestations violemment réprimées par la police sud-africaine

**Le Congrès national africain (ANC) en exil**
- Sièges de l'ANC
- Camp d'entraînement du MK (aile militaire de l'ANC)
- Principales voies de transit clandestin d'armes et de militants de l'ANC
- Principaux raids de l'armée sud-africaine contre les sièges de l'ANC

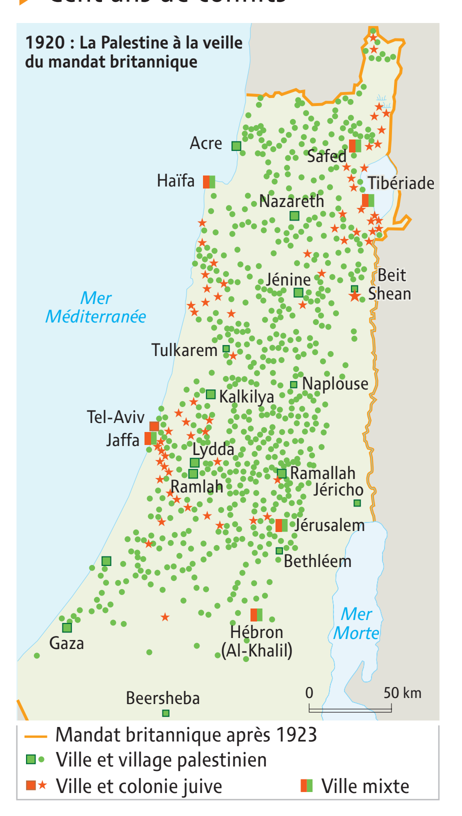
- Zones contrôlées par des groupes rebelles anticommunistes soutenus par le gouvernement sud-africain
- Pays soutenant l'ANC après leur indépendance
- Principales actions militaires du MK
- Soutien aux groupes indépendantistes étrangers
- Participation à la bataille de Cuito Cuanavale entre l'Angola et l'Afrique du Sud (1988)

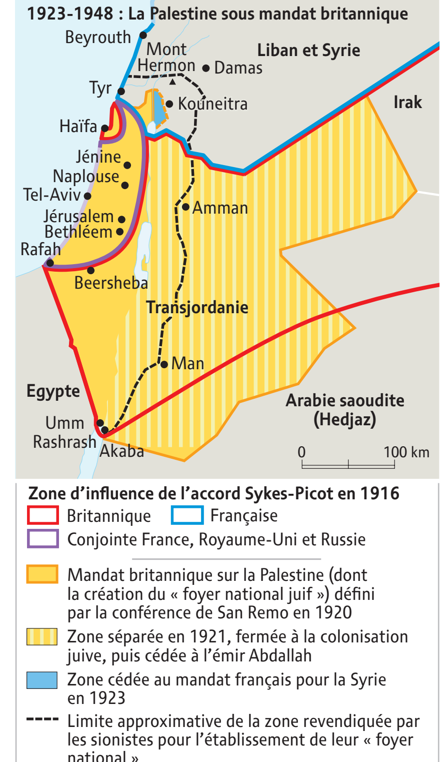
Sources : CIA, *Racial Concentrations and Homelands*, 1979 ; CIA, *South Africa : Black Homelands*, 1986 ; A. J. Christopher, *The Atlas of Changing South Africa*, 1994 ; *South African History Online* (www.sahistory.org.za) ; Congrès national africain, *History of Umkhonto We Sizwe* (www.anc.org.za).
D'après une carte de Nieves Lopez Izquierdo, pour *Il Manifesto*.

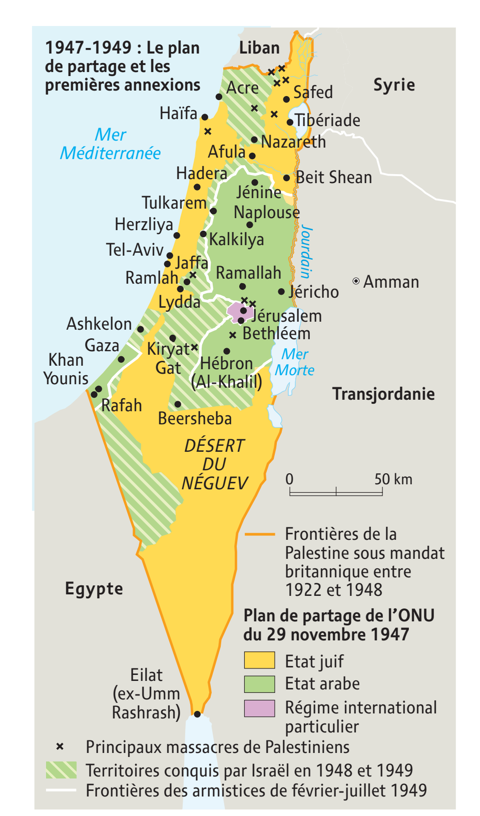


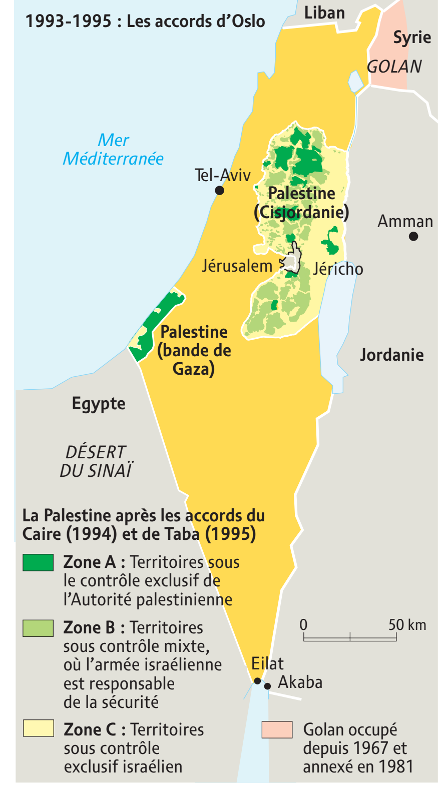
# De la centralité du conflit proche-oriental

**Cent ans de conflits**



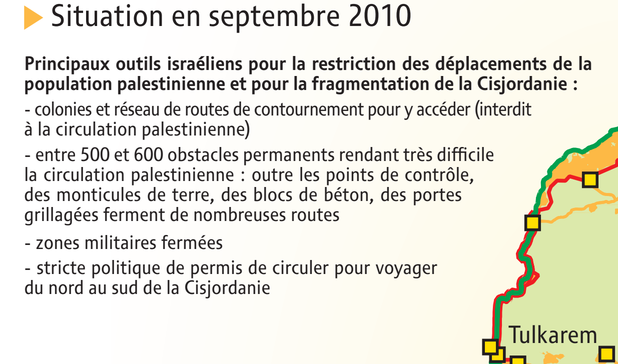



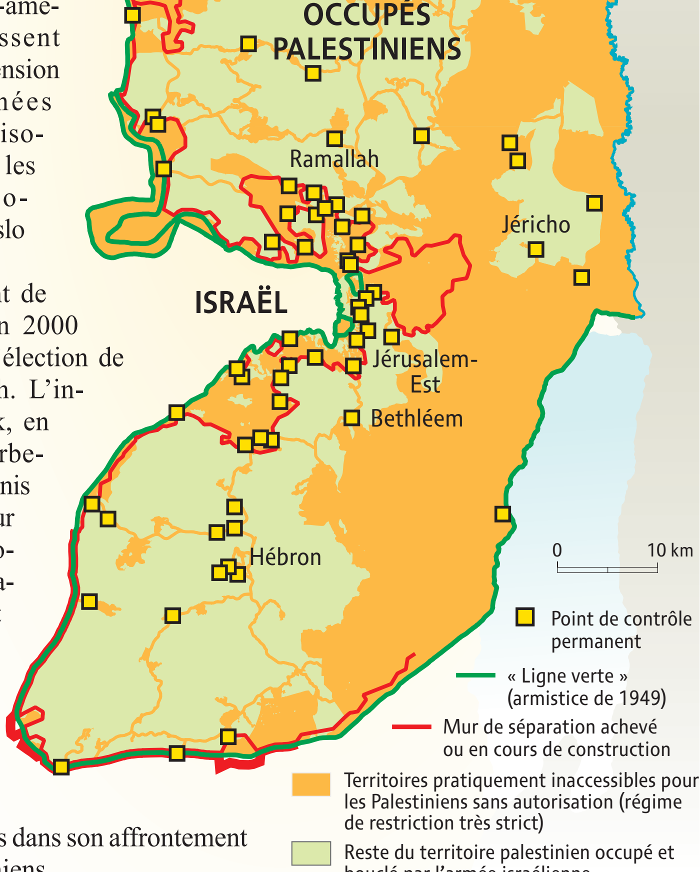

**Parce qu'il forme l'arène d'un affrontement entre grandes puissances, le Proche-Orient représente un enjeu stratégique majeur depuis la première guerre mondiale. Le conflit israélo-arabe s'insère dans ce contexte, et dans la longue histoire de la colonisation.**

Après la première guerre mondiale, un facteur s'avère déterminant dans la bataille pour le partage des dépouilles de l'Empire ottoman : l'enjeu pétrolier. S'assurant la part du lion, l'Empire britannique prend le contrôle de l'Irak, zone pétrolifère, et de la Palestine, débouché méditerranéen.

La promesse faite par lord Balfour au mouvement sioniste en 1917 de faciliter l'établissement en Palestine d'un *« foyer national pour le peuple juif »* s'inscrit dans l'optique coloniale de l'époque : le Royaume-Uni souhaitait ainsi favoriser l'établissement d'une colonie de peuplement européen qui, dépendant étroitement de la protection britannique, constituerait un bastion impérial au Proche-Orient. C'était ne pas tenir compte de la réaction arabe que cette entreprise susciterait. Des tensions apparaissent en Palestine dès les années 1920, avec le progrès de la colonisation sioniste. A la fin de la seconde guerre mondiale, le Royaume-Uni se désengage du conflit en confiant le dossier aux Nations unies. Le partage de la Palestine, avec la création d'un *« Etat juif »* sur 56 % du territoire de la Palestine mandataire, est voté en novembre 1947.

Les affrontements entre Arabes et Juifs se transforment alors en conflit




régional, avec l'entrée en guerre des Etats environnants, au lendemain de la proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948. A l'issue de la première guerre israélo-arabe, en 1949, Israël contrôle 78 % du territoire de la Palestine – vidé de la grande majorité de ses habitants arabes, expulsés ou réfugiés en dehors de la zone des combats sans plus jamais être autorisés à retourner chez eux. C'est dans un premier temps avec la France surtout, ainsi qu'avec le Royaume-Uni, que le nouvel Etat tisse des liens privilégiés. Avec ces deux puissances, il attaque l'Egypte, à la suite de la nationalisation de la compagnie du canal de Suez en 1956. Cette « agression tripartite » est bloquée par l'action convergente de Washington et de Moscou.

## DÉBOIRES AMÉRICAINS

Vers le milieu des années 1960, devant la vague montante du nationalisme arabe allié à Moscou, Washington fait d'Israël un allié stratégique, accroissant son soutien financier et militaire. En juin 1967, lors de la guerre des six jours, Tel-Aviv assène un coup fatal aux deux régimes arabes les plus radicalement opposés aux Etats-Unis : l'Egypte et la Syrie. En même temps, le jeune Etat achève de s'emparer du territoire de l'ex-Palestine du mandat, faisant naître le problème des « territoires occupés », qui s'ajoute à celui des « réfugiés » de 1948.

La quatrième guerre israélo-arabe, dite « du Kippour » ou « du Ramadan », en octobre 1973, débouche sur une modification majeure des données stratégiques au Proche-Orient : le président égyptien Anouar El-Sadate, après avoir rompu avec Moscou, ancre son pays dans le giron américain et conclut une paix séparée avec Israël. Mais les Etats-Unis ne réussissent à établir massivement leur présence militaire au cœur de la zone pétrolifère du Proche-Orient qu'en 1990, à l'occasion de la crise du Golfe. Après l'écrasement de l'Irak en 1991, George H. Bush s'attaque au règlement de la question palestinienne, comme il s'y était engagé auprès de partenaires arabes de la coalition ; la pression de Washington en faveur d'un « processus de paix » cabre Tel-Aviv, et les rapports israélo-américains connaissent leur plus forte tension depuis les années 1950. De cet épisode découleront les accords israélo-palestiniens d'Oslo de 1993.

L'avortement de ce processus en 2000 coïncide avec l'élection de George W. Bush. L'invasion de l'Irak, en 2003, l'embourbement des Etats-Unis dans le Golfe, leur intervention prolongée en Afghanistan rehaussent l'importance de l'allié israélien. Depuis 2001 et jusqu'à 2010, celui-ci a les coudées franches dans son affrontement avec les Palestiniens.

Les déboires militaires des Etats-Unis ont donné naissance à une thèse attribuant leur invasion de l'Irak, estimée contraire à leur « intérêt national », à l'influence du lobby pro-israélien. A cette idée furent opposés, d'une part, le fait que le gouvernement d'Ariel Sharon avait tenté de convaincre l'administration Bush d'attaquer plutôt l'Iran ; et, d'autre part, le fait que les ténors de cette administration, attachés à la perpétuation de l'empire américain en ce siècle du tarissement des réserves pétrolières mondiales, œuvraient depuis longtemps pour l'invasion de l'Irak.

## Bibliographie

**Gilbert Achcar,** *L'Orient incandescent : Le Moyen-Orient au miroir marxiste*, Page deux, Lausanne, 2004

**Henry Laurens,** *Paix et guerre au Moyen-Orient : L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2005

**John Mearsheimer et Stephen Walt,** *Le Lobby pro-israélien et la Politique étrangère américaine,* La Découverte, Paris, 2009

# En Afghanistan, Washington

**La violence terroriste qui frappe les tours jumelles du World Trade Center et le Pentagone, le 11 septembre 2001, prend racine dans la politique du gouvernement américain après le coup d'Etat communiste de 1978 en Afghanistan. Notamment son aide aveugle aux mouvements islamistes les plus radicaux soutenus par le Pakistan et l'Arabie saoudite.**

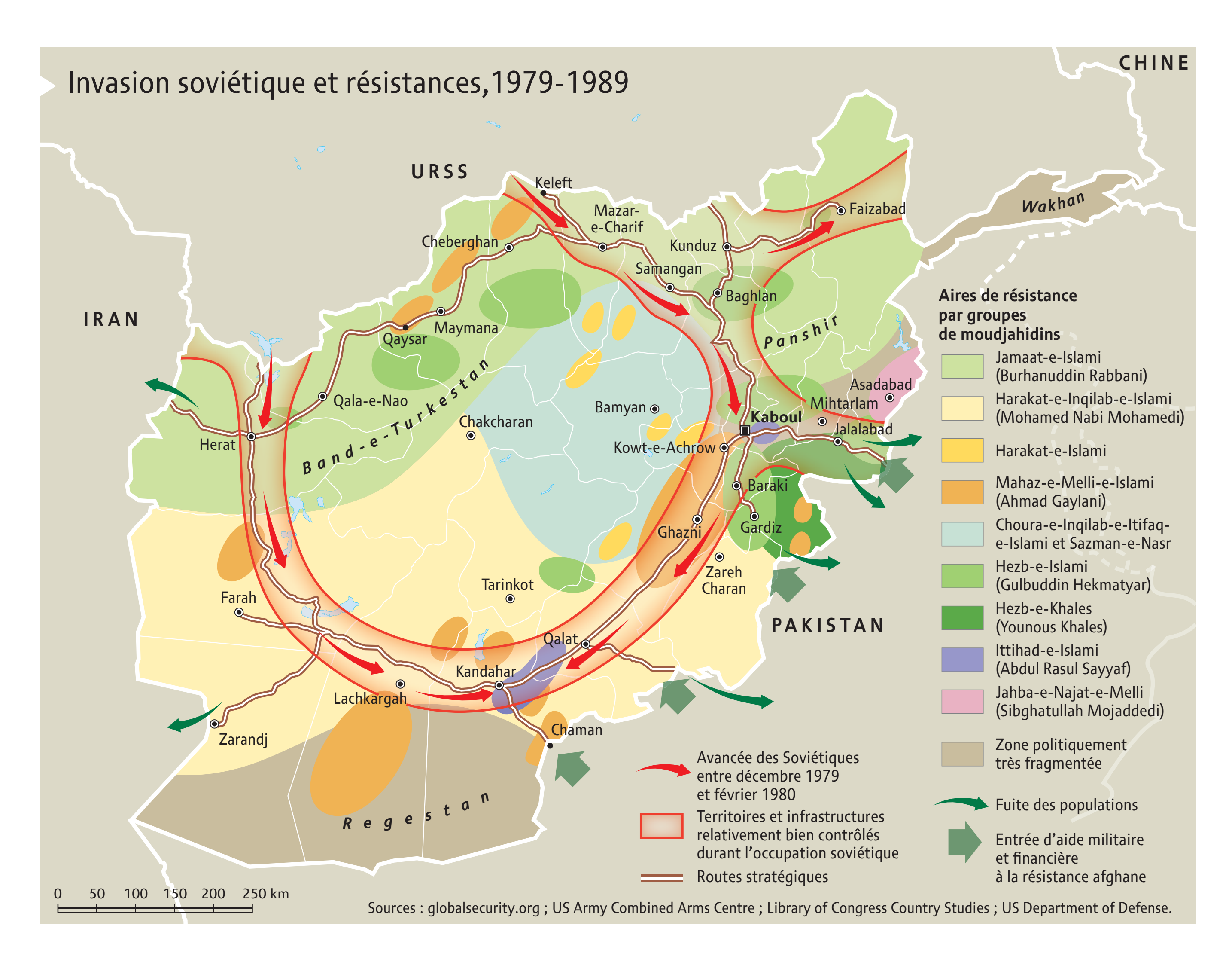
Quand, en décembre 1979, les troupes soviétiques interviennent en Afghanistan, sur la prétendue demande des dirigeants communistes de ce pays, les groupes d'opposition y sont profondément divisés. Très implantées en zone rurale, notamment dans le Sud et l'Est, les forces modérées, à base tribale, demeurent liées à la monarchie qui a dirigé le pays de 1747 à 1978.

Pendant une décennie, les Américains verseront 2,44 milliards d'euros aux moudjahidins. Cet argent va renforcer des groupuscules soutenus par le Pakistan et l'Arabie saoudite.

Le gouvernement pakistanais, qui se défie de la hiérarchie tribale pachtoune (la principale ethnie afghane), accorde sa confiance à des factions extrémistes comme le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, ou à des organisations fondamentalistes chiites tadjikes comme le Jamaat-e-Islami. En outre, les associations missionnaires liées à Riyad et les organisations activistes des Frères musulmans voient dans la lutte antisoviétique une aubaine. Elle leur permet d'établir leur influence en Afghanistan, où elles n'ont jamais pu s'implanter jusque-là en raison de la tradition soufie de ce pays.

### « FAIRE SAIGNER » LES RUSSES

Déterminé à bloquer les groupes modérés, l'Inter-Services Intelligence (ISI) – les services de renseignement de l'armée pakistanaise – exige le monopole sur l'acheminement de l'aide américaine. Et, dans son empressement à « faire saigner » les Russes (qui, au total, perdront plus de 14 000 soldats),



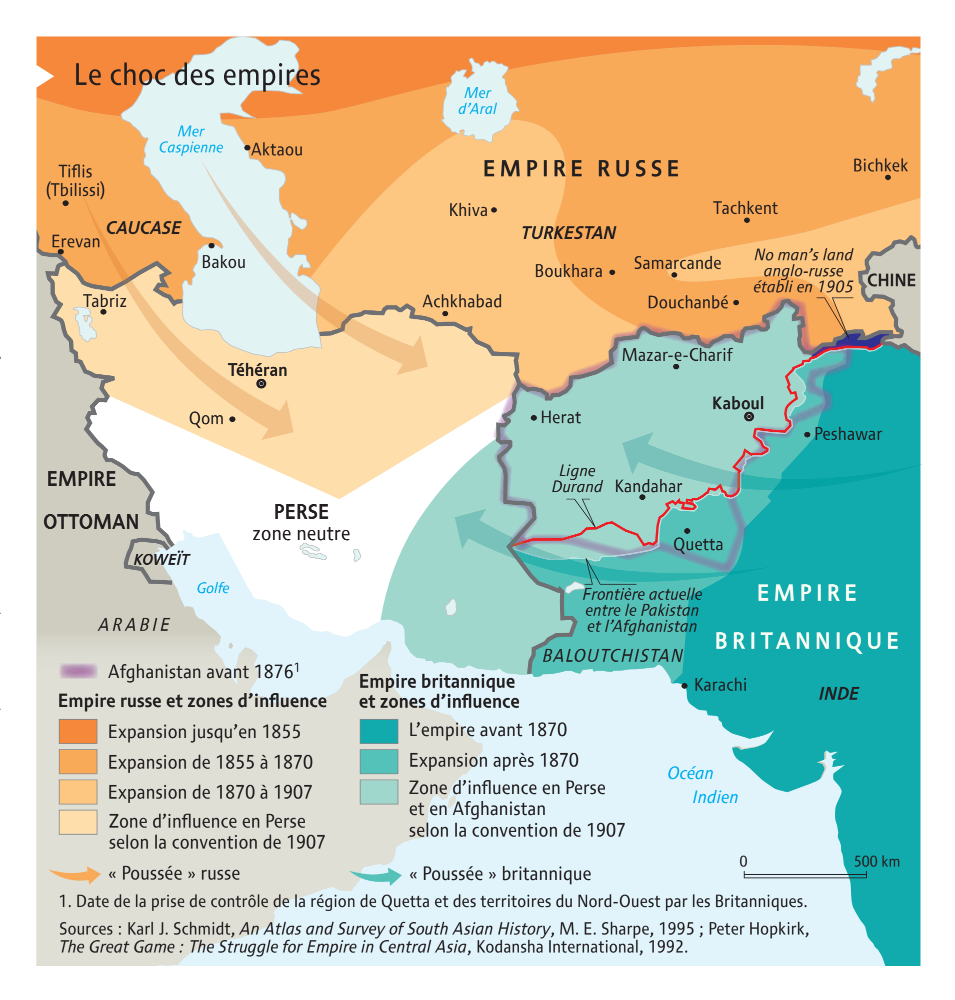
# s'allie avec l'islam radical

le gouvernement des Etats-Unis se plie à cette exigence.

A plusieurs reprises, entre 1979 et 1981, l'ambassadeur américain au Pakistan, Ronald Spiers, est mis en garde contre cette aide aux factions intégristes. Interrogé par l'auteur de ces lignes, il répond en haussant les épaules : *« Je sais tout cela, et les responsables à Washington aussi, mais ils estiment que c'est le prix à payer pour notre collaboration avec le Pakistan. Nous n'avons pas le choix. »*

Après le retrait des troupes soviétiques en février 1989, Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain du temps de Reagan, nous confiait le 24 septembre 1991 : *« Nous voulions obtenir l'implication de tous les groupes concernés, et nous n'aimions pas l'approche sectaire des Pakistanais. Le directeur de la CIA, William Casey, voulait ce qu'on pourrait appeler une "résistance œcuménique". Les Pakistanais soutenaient leurs pions. Il y a eu quelques tensions, mais ce n'était pas un problème pour nous. »*

Quel objectif poursuit alors le Pakistan ? Pourquoi son président, le général Mohammed Zia Ul-Haq, sympathise-t-il avec les fondamentalistes ? La réponse est stratégique : il craint que l'armement des Pachtounes contribue à relancer l'idée d'un Pachtounistan indépendant. Longtemps, en effet, les Pachtounes ont vécu sous une seule et même autorité politique. Mais, en 1847, ils sont défaits par les Britanniques, qui imposent la ligne Durand entre l'Afghanistan et l'Empire des Indes. Malgré les protestations, ces zones conquises sont données, lors du partage de l'Inde, en 1947, au nouveau gouvernement pakistanais dominé par l'ethnie pendjabie.




1. Date de la prise de contrôle de la région de Quetta et des territoires du Nord-Ouest par les Britanniques.

Sources : Karl J. Schmidt, *An Atlas and Survey of South Asian History*, M. E. Sharpe, 1995 ; Peter Hopkirk, *The Great Game : The Struggle for Empire in Central Asia*, Kodansha International, 1992.

## LES ACTEURS LOCAUX MÈNENT LE JEU

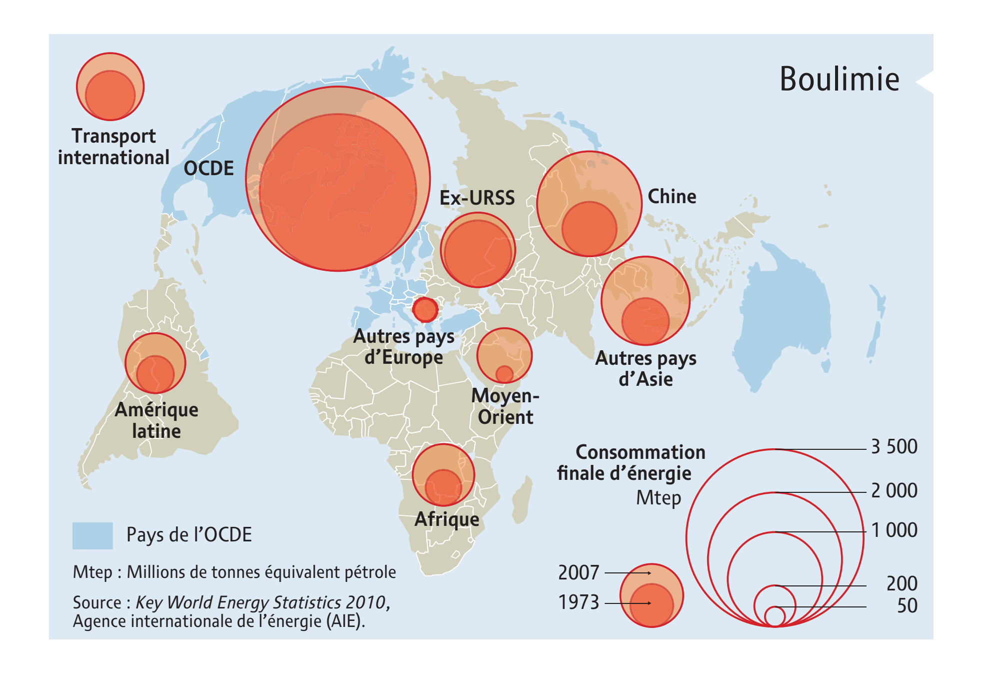
Depuis, l'Afghanistan n'a cessé de contester le droit du Pakistan sur ses propres zones pachtounes, poussant alternativement à la création d'un Etat autonome au sein du Pakistan, d'un Pachtounistan indépendant ou d'un « Grand Afghanistan ». C'est cette crainte des revendications pachtounes qui conduit le Pakistan à appuyer des groupes-liges au sein de l'opposition armée afghane dans les années 1980 et, plus tard, à faciliter l'essor des talibans.

L'administration du président Ronald Reagan se désintéresse de la destination de l'aide américaine. Aveuglée par son ignorance et par sa volonté de terrasser l'« empire du mal », elle accepte de se soumettre à la stratégie des services de renseignement de l'armée pakistanaise : paradoxalement, ce sont les acteurs locaux qui manipulent les Etats-Unis. Dans l'esprit des responsables américains, les Russes ne quitteraient jamais ce pays, leur invasion n'étant qu'une étape dans leur inexorable avancée vers le Golfe et les « mers chaudes ».

Quand s'achève une guerre soviétique qui a causé plus de 1 million de morts et 6 millions de réfugiés, les factions fondamentalistes ont gagné en richesse et puissance, attirant comme un aimant Oussama Ben Laden et les djihadistes du monde entier. La CIA ne remarque même pas que certains de ses anciens clients se sont transformés en ennemis dangereux. Après le départ des Soviétiques d'Afghanistan, elle abandonne le champ de bataille. Jusqu'à ce que les événements du 11-Septembre l'y ramènent, ouvrant un nouveau chapitre dans une tragédie qui semble sans fin.

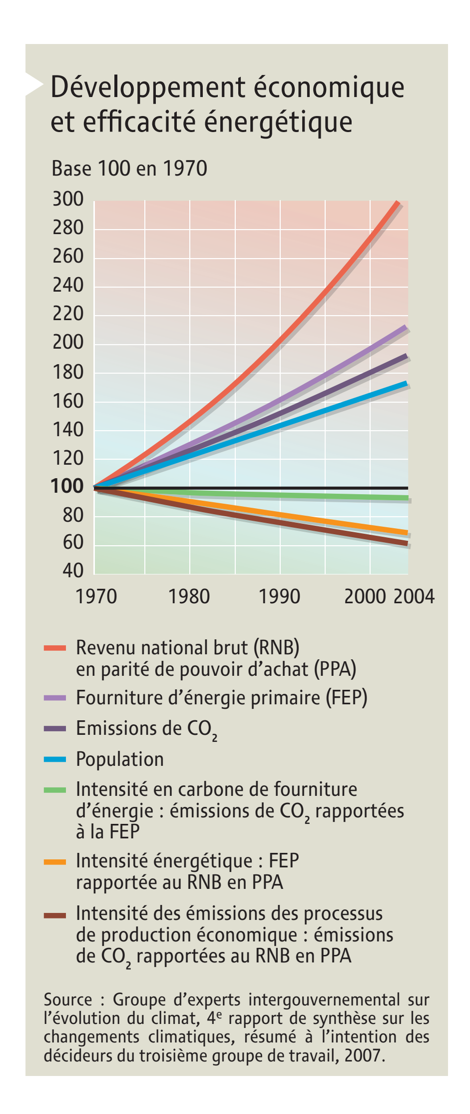
## Bibliographie


- **Raja Anwar,** *The Tragedy of Afghanistan : A First Hand Account,* Verso, Londres, 1988
- **Diego Cordovez et Selig S. Harrison,** *Out of Afghanistan. The Inside Story of the Soviet Withdrawal,* Oxford University Press, New York, 1995
- **Olivier Roy,** *Afghanistan. Islam et modernité,* Seuil, Paris, 1985
- **The Russian General Staff,** *The Soviet-Afghan War. How a Superpower Fought and Lost* (traduit du russe), University Press of Kansas, Lawrence, 2002




**Sans énergie, rien n'est possible. Cette détermination pèse sur les échanges et la production, oriente les grands choix technologiques, infléchit la décision politique et les équilibres diplomatiques. D'autant que certaines ressources fossiles s'épuisent…**

# La course aux énergies




Paradoxalement, l'exubérance énergétique de nos sociétés a pour contrepartie la pauvreté des représentations de sa genèse et de son devenir. Des civilisations néolithiques aux grands empires de l'Antiquité, les évolutions des premiers systèmes énergétiques humains sont inséparables de la complexification des sociétés. Source de chaleur et de lumière, auxiliaire pour la cuisson des aliments, le feu est un élément constitutif de la croissance même de l'humanité, dans sa vie quotidienne, matérielle et symbolique. L'ère énergétique inaugurée par ses usages est celle du bois, matériau qui, pendant des dizaines de millénaires, est resté, sous forme de chaleur, une source d'énergie thermique irremplaçable pour l'homme.

L'industrialisme représente une rupture radicale avec tous les systèmes énergétiques que l'humanité a pu connaître jusqu'alors. Avec lui cesse le primat des énergies renouvelables et s'instaure celui des énergies fossiles. L'énergie devient l'affaire des investisseurs, des savants, des ingénieurs. La force hydraulique est requise pour actionner souffleries, rouleaux de laminage et marteaux-pilons, mais le manque de puissance motrice et de régularité se fait sentir. La première machine à vapeur est commandée pour les forges de Wilkinson, en 1775, afin d'actionner un marteau de 60 kilogrammes à 150 coups par minute. La production de fer britannique passe de 125 000 tonnes en 1796 à plus de 2,5 millions de tonnes en 1850.

## UNE CRISE DURABLE

Le capitalisme du XIXe siècle lie son sort au charbon anglais jusqu'au début du XXe siècle. Les grands réseaux énergétiques façonnés par la navigation et les chemins de fer structurent un nouveau marché mondial de l'énergie. La découverte, en 1859 à Titusville, dans l'Etat

## Consommation d'énergie

Millions de tonnes équivalent pétrole

Sources : BP, *Statistical Review of World Energy*, 2010 ; Agence internationale de l'énergie ; Jean-Marc Jancovici (www.manicore.com).

XIe siècle : **premières extractions de charbon** en Europe et premières utilisations significatives

800 900 1000

de Pennsylvanie, d'un gisement peu profond marque les débuts du pétrole. C'est à cette époque qu'entre en scène John D. Rockefeller. Dès 1870, il crée la Standard Oil, qui entreprend d'organiser ce qu'on peut considérer comme le premier réseau pétrolier mondial. En 1900, cette société contrôle à elle seule plus de la moitié des ventes de pétrole dans le monde. Un siècle après se pose la question du tarissement du pétrole et des autres énergies non renouvelables.

L'invention de la lampe à filament incandescent, du type de celle que Thomas Edison mit au point en 1878, a fait passer l'électricité de l'état de curiosité de laboratoire à une forme d'énergie économiquement utilisable. La dynamique des grands réseaux électriques est mise en œuvre à la fois par les Européens et par les Américains, fondée sur une augmentation considérable de la consommation, qui devait permettre, en abaissant les coûts unitaires, de maximiser les profits de la rente énergétique.

L'atome des physiciens a d'abord donné lieu, en 1942, à la fabrication de la bombe atomique, avant d'être « civilisé » sous la forme de réacteurs dans les années 1950. Phénomène sans précédent, le processus de production de l'énergie nucléaire s'accomplit par une action directe sur les structures constitutives de la matière. Pour la première fois, la science devient opératrice de la production énergétique, entre les mains d'experts.

Contrairement à la houille et au pétrole, dont les usages sont multiples, le nucléaire de puissance n'est adapté qu'à la production massive d'électricité. En conséquence, ce n'est plus la production d'énergie qui répond à la consommation globale de la société : c'est cette dernière qui doit obéir au mouvement de production.

Au XXe siècle, tous les systèmes énergétiques sont entrés dans une crise durable. Les filières énergétiques des pays industrialisés fonctionnent sous le double signe de la domination et de la dépendance, sur fond de raréfaction. Domination financière, commerciale, technologique des grands réseaux électriques et surtout pétroliers, qui leur permet de plier la consommation à leurs propres intérêts. Dépendance à l'égard des ressources pétrolières et minières, prélevées dans d'autres régions du monde. La pléthore énergétique sur laquelle se bâtit la puissance des pays industrialisés a pour conséquences la rareté et la pénurie dans la plupart des pays du Sud.

Energies renouvelables
1985 : la production d'**énergie éolienne** en Californie, aux Etats-Unis, dessert 250 000 maisons
500 0 1970 2010

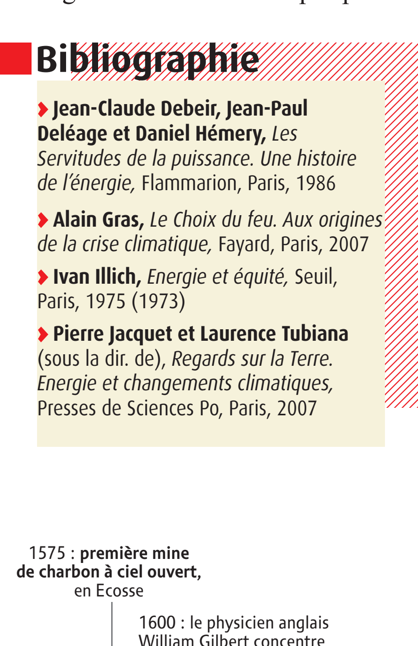
Nucléaire
1986 : accident de **Tchernobyl**, en URSS
1956 : mise en fonction de la **première centrale nucléaire civile,** à Sellafield, au Royaume-Uni
1 000 500 0 1950 2010

Hydroélectricité
2006 : ouverture du barrage des Trois-Gorges, en Chine, **le plus grand générateur d'électricité du monde**
1882 : **première centrale hydroélectrique,** au Wisconsin, aux Etats-Unis
1 000 500 0 1900 1950 2010

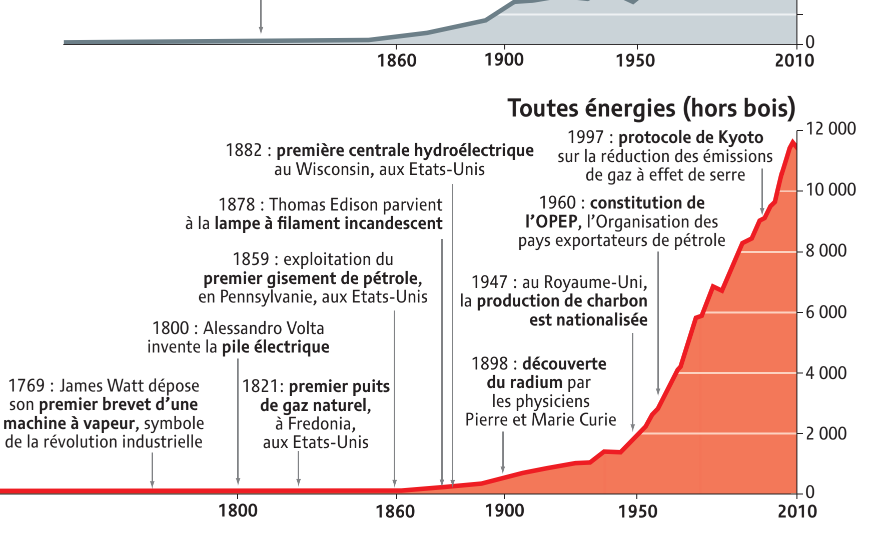
Gaz naturel
1925 : construction du **premier gazoduc** entièrement soudé, entre la Louisiane et le Texas, aux Etats-Unis
3 000 2 000 1 000 0 1900 1950 2010

Pétrole
1980 : début du **conflit Iran-Irak**
1973 : **première crise pétrolière**
4 000 3 000 2 000 1 000 0 1900 1950 2010

Charbon
1984-1985 : **grève des mineurs britanniques**
1942 : décès de 1 549 mineurs dans la **plus grande catastrophe minière,** à Benxi, en Chine
1816 : le quartier de Pall Mall, à Londres, est éclairé grâce au **gaz produit à partir du charbon**
3 000 2 000 1 000 0 1860 1900 1950 2010


## Bibliographie


- **Jean-Claude Debeir, Jean-Paul Deléage et Daniel Hémery,** *Les Servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie,* Flammarion, Paris, 1986
- **Alain Gras,** *Le Choix du feu. Aux origines de la crise climatique,* Fayard, Paris, 2007
- **Ivan Illich,** *Energie et équité,* Seuil, Paris, 1975 (1973)
- **Pierre Jacquet et Laurence Tubiana** (sous la dir. de), *Regards sur la Terre. Energie et changements climatiques,* Presses de Sciences Po, Paris, 2007

▼ Affiche du film *Rambo II,*
de George P. Cosmatos (1985)




COLLECTION CHRISTOPHEL


THE Sun

MINE FUHRER

Sam's assets insured for £½m

£40,000 BINGO! Today's lucky numbers on Page 16

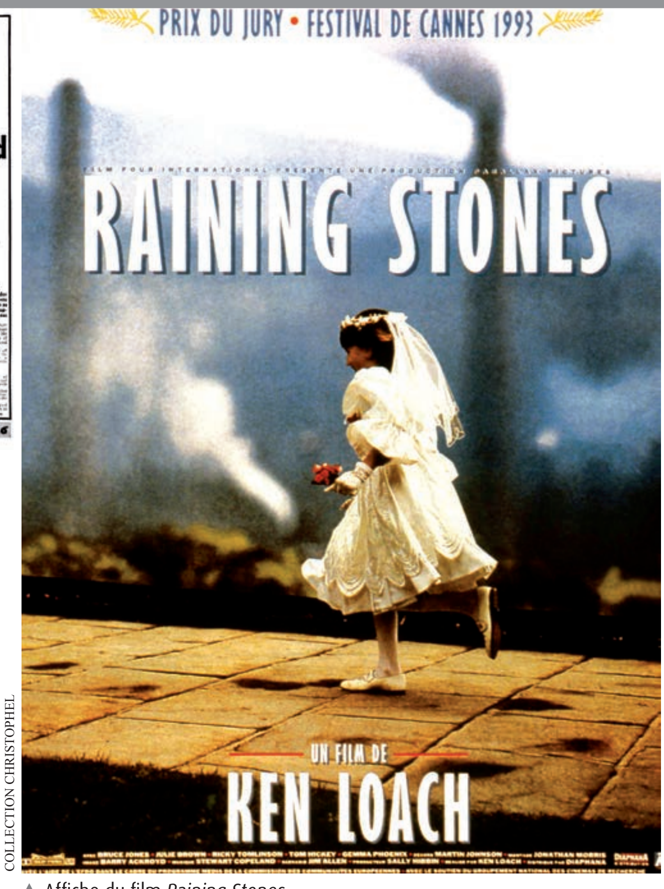

THE Sun

Sam's assets insured for £½m

Members of all The Sun production chapels refused to handle the Arthur Scargill picture and major headline on our lead story. The Sun has decided, reluctantly, to print the paper without either.

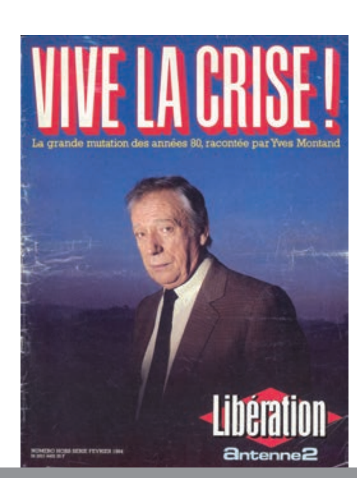
£40,000 BINGO! Today's lucky numbers on Page 16

▲ En mai 1984, le tabloïd britannique *The Sun* voulut présenter le leader syndical des mineurs, Arthur Scargill, comme un «führer de la mine». Les ouvriers de l'imprimerie refusèrent le tirage de cette une.




COLLECTION CHRISTOPHEL

▲ Affiche du film *Raining Stones,*
de Ken Loach (1993)






"All the News That's Fit to Print"

# The New York Times

Late Edition

NEW YORK, SATURDAY, NOVEMBER 11, 1989

## JOYOUS EAST GERMANS POUR THROUGH WALL; PARTY PLEDGES FREEDOMS, AND CITY EXULTS

### D'AMATO BACKED SUPPORTERS' BID FOR H.U.D. MONEY

Senator's '84 Letter Appears to Contradict Assertions He Never Urged Grants

### BERLIN A FESTIVAL

Communist Leadership Announces a Program of Radical Change

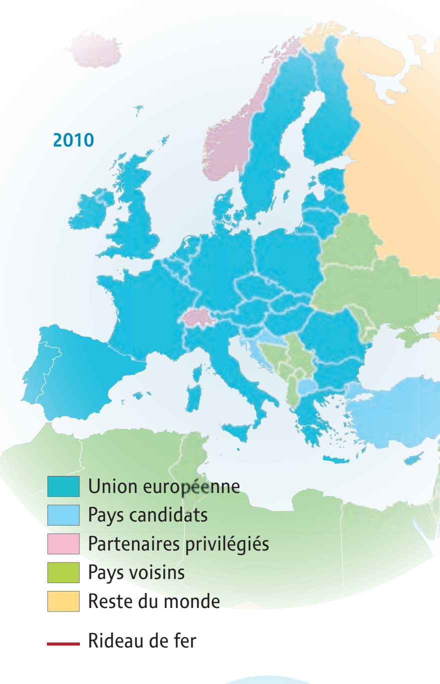
COLLECTION CHRISTOPHEL



▲ Photographie du film *Les Ailes du désir,*
de Wim Wenders (1987)

# 4 | Les années grises

Grises, les années 1980 et 1990 le sont vraiment. Si la chute du mur de Berlin entraîne la disparition de l'Union soviétique, le néolibéralisme rogne des décennies de conquêtes sociales. La guerre du Golfe semble annoncer l'hégémonie totale de l'Amérique. Erreur : la fin de l'histoire n'est pas pour demain.

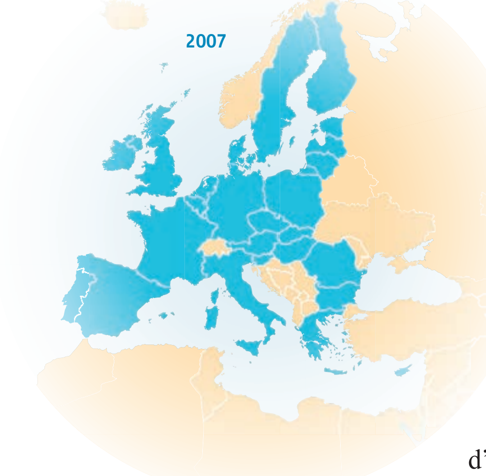



# L'Europe sociale dissoute dans le grand marché

**Depuis 2005, le spectre du plombier polonais hante l'Europe. Pourtant, les ex-pays de l'Est ne sont pas responsables des errements libéraux de l'Union européenne. Celle-ci n'a en réalité jamais dévié de la voie tracée par les « Pères fondateurs ».**

2009
Entrée en vigueur du traité de Lisbonne ; institution d'un président permanent du Conseil européen et d'un représentant de la politique étrangère européenne

L'Union européenne (UE) a gagné 12 nouveaux membres en douze ans (1995-2007). Mais ces élargissements ne menacent pas un « modèle social européen » dont on serait bien en peine de prouver l'existence. En revanche, l'extension de l'Europe à l'est, en mettant en concurrence des Etats, entreprises et salariés inégalement armés pour la bataille économique, rend plus qu'improbable l'émergence d'une Europe sociale et ramène le processus d'intégration à sa fonction essentielle : libéraliser les économies nationales et le commerce mondial.




Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la construction européenne fut d'abord un instrument puissant de rétablissement du libre-échange, inventé au moment même où les pays d'Europe occidentale formaient avec les Etats-Unis une alliance militaire et diplomatique, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Pensée comme un marché à bâtir dans la durée, l'Europe s'est dotée d'institutions que le traité de Rome de 1957 a conformées aux préceptes néolibéraux. Non seulement la Commission veille au maintien d'une concurrence libre et non faussée, mais le traité enjoint aux Six (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) de participer activement au développement du commerce mondial, dans le respect de l'accord général sur les tarifs douaniers (GATT).

Marquée par l'« économie sociale de marché » allemande (nom du néolibéralisme outre-Rhin), la Communauté économique européenne (CEE) a été érigée sur un socle libre-échangiste. Et l'admission du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni en 1973 ne risquait pas d'en faire une Europe socialisante.

Même scénario dans les années 1980-1990, lorsque la Grèce (1981), puis l'Espagne et le Portugal (1986), enfin l'Autriche, la Finlande et la Suède (1995) intègrent l'Union : le rapport de forces entre l'économique et le social ne s'en trouve pas radicalement bouleversé. Sauf qu'entre-temps l'Europe a mis les bouchées doubles en matière de libéralisation. De 1979 à 1993, la CEE s'échine en effet à devenir un marché réellement unifié. Tandis que, sous la pression de la contre-révolution thatchérienne, déréglementations et privatisations ébranlent l'Etat social, l'Acte unique (1986) puis le traité de Maastricht (1993)

2004

2004
Projet de Constitution européenne

privent les politiques économiques nationales de leurs leviers budgétaire et monétaire.

La chute du mur de Berlin a encore accentué cette dynamique libérale. L'éclatement du bloc de l'Est rapproche les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) de l'UE et, dès juin 1993, les conditions de leur adhésion future sont clairement fixées lors du sommet de Copenhague. Parmi celles-ci, *« l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union »*.

## COOPÉRATION OU CONCURRENCE ?

Comme leurs homologues de l'Ouest, les anciens pays de l'Est devront restreindre le périmètre d'action de leurs Etats et pratiquer l'austérité monétaire et budgétaire. Dans l'après-communisme, ce discours rejoint les préoccupations réformatrices de leurs nouvelles élites dirigeantes, davantage soucieuses d'enrichissement individuel que de progrès social. Les trois Etats baltes, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie (auxquels se joignent Malte et Chypre) se montrent suffisamment bons élèves pour entrer dans l'Union en 2004. Après une courte période probatoire, la Bulgarie et la Roumanie leur emboîtent le pas en 2007.

Sans cesse élargie géographiquement, l'UE se révèle une formidable machine à réduire les capacités de contrôle démocratique sur les sociétés. Dénuée d'outils d'intervention efficaces et dotée de moyens budgétaires limités, elle se contente d'une politique économique alliant gestion de la concurrence et promotion du libre-échange. Parallèlement, la diversité des niveaux de développement et de salaires rend difficilement imaginable une harmonisation des droits sociaux par le haut. Tout au plus les syndicats européens peuvent-ils esquisser des principes communs de fixation d'un salaire minimum qui, à l'heure actuelle, n'existe pas dans l'ensemble des pays membres.

Quant à la possibilité d'impulser des politiques qui contrebalanceraient globalement les effets du marché, elle se voit bridée par les traités eux-mêmes. La plupart des grands sujets sociaux exigent un vote à l'unanimité au Conseil. Autant dire qu'avec une majorité de gouvernements acquis aux vertus du marché et avec un cadre institutionnel qui sacralise la propriété privée l'Europe sociale n'est pas pour demain.

## Soixante années de construction

1950 Déclaration de Robert Schuman

1951

1954 Rejet de la Communauté européenne de défense

1957

1963 Traité de l'Elysée (franco-allemand)

1968 Entrée en vigueur de l'Union douanière

1972 Premières tentatives de coordination des monnaies

1973

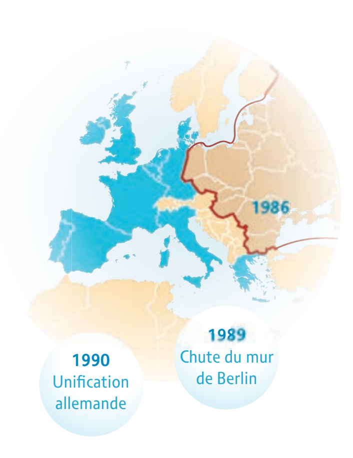
1974 Premier refus norvégien d'entrer dans la CEE

1978 Limitation des fluctuations entre les monnaies européennes

1979 Premières élections européennes du Parlement au suffrage universel direct




1986 Signature de l'Acte unique prévoyant la complète liberté de circulation des marchandises, services, personnes et capitaux pour 1993, ainsi que l'achèvement du marché intérieur décidé par le traité de Rome




1989 Chute du mur de Berlin

1990 Unification allemande

1992 Traité de Maastricht, (traité sur l'Union européenne) la CEE devient la CE : union politique, économique et monétaire, institution de la citoyenneté européenne et du calendrier aboutissant à la monnaie unique

1993 Deuxième refus norvégien d'entrer dans la CE




1995 Application de la convention de l'espace Schengen

1997 Traité d'Amsterdam, premières politiques européennes sur l'immigration, l'asile et les visas

1999 Création de l'euro

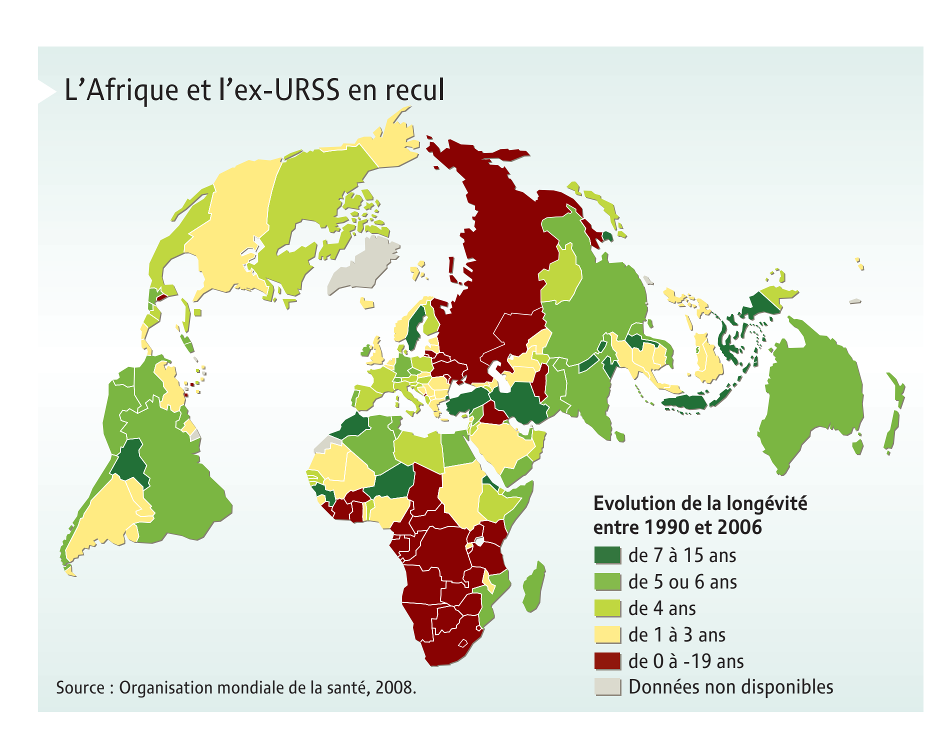
2001 Traité de Nice, débat sur la future Union européenne (UE), qui prépare, mais très imparfaitement, l'adhésion des nouveaux membres

2002 Entrée en vigueur de l'euro

## Bibliographie


- **Perry Anderson,** *The New Old World,* Verso, Londres, 2009
- **John Gillingham,** *European Integration 1950-2003. Superstate or New Market Economy ?,* Cambridge University Press, Cambridge, 2003
- **Fritz Scharpf,** *Gouverner l'Europe,* Presses de Sciences Po, Paris, 2000
- **François Denord et Antoine Schwartz,** *L'Europe sociale n'aura pas lieu,* Raisons d'agir, Paris, 2009

# Le progrès de la santé, fruit




**Le bond en avant de l'hygiène et de la médecine moderne a transformé l'approche de la santé humaine. Dans la plupart des pays, celle-ci a été reconnue comme un droit. L'intérêt qu'elle suscite a fait gagner en un siècle, au Nord comme au Sud, plus de trente années de vie. Mais les revers existent, et les succès profitent plus aux uns qu'aux autres.**

En France, une femme née en 1910 pouvait espérer vivre cinquante-trois ans. Quatre de plus qu'un homme – et, surtout, vingt de plus qu'une femme née la même année au Chili. La raison de ce phénomène n'est pas à chercher dans les avancées thérapeutiques. C'est le fruit du progrès social, économique et politique amorcé au XIXe siècle : recul de la malnutrition ; développement de l'instruction ; diminution du travail des enfants ; mise en place de programmes de santé publique, nationalement et internationalement.

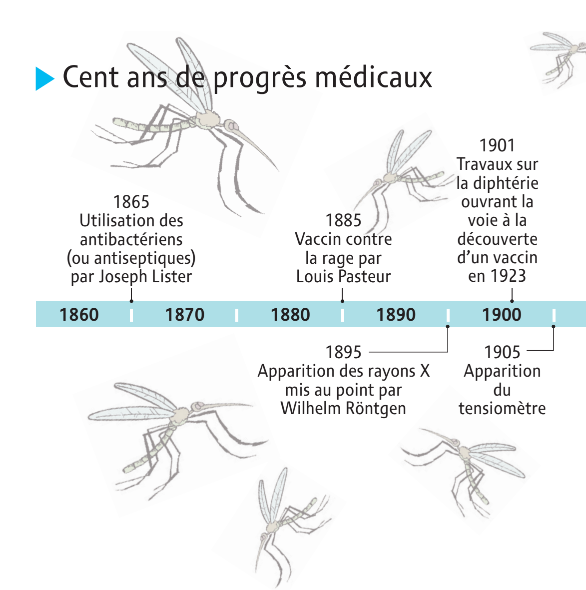
Voilà qui n'a pas empêché les 50 millions de victimes de la grippe espagnole en 1918, un bilan plus lourd que celui de la première guerre mondiale. Mais des maladies infectieuses comme le choléra ou la fièvre typhoïde ont battu en retraite. Et, dans la France des années 1930, pour la première fois, on meurt davantage du cancer que de la tuberculose.

La généralisation de la vaccination par le BCG (bacille de Calmette et Guérin, nom donné au vaccin contre la tuberculose) et la découverte de la streptomycine accentuent la tendance. La révolution sanitaire prend de l'élan grâce à l'essor fulgurant de la médecine et de la pharmacologie. Ces changements bénéficient aux pays du Sud, notamment dans la lutte contre le paludisme et son vecteur, le moustique anophèle. En 1939, en effet, les propriétés neurotoxiques du DDT sur les insectes sont vérifiées. Dès 1943, les Américains répandent ce DDT à Naples pour enrayer une épidémie de typhus. Deux ans plus tard, un programme d'éradication du paludisme à base de DDT et de chloroquine est lancé dans 48 pays. Les résultats sont spectaculaires. En 1948, la maladie ne cause pratiquement plus de morts à Ceylan, l'actuel Sri Lanka.

## NAISSANCE D'UN DROIT

Dans l'immédiat après-guerre, l'Organisation des Nations unies commence à proposer de grands programmes sanitaires mondiaux, via une institution formellement créée en 1948, l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une autre idée de la santé s'impose alors : celle d'un droit, comme le stipule la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée la même année. La couverture sociale du risque de maladie se développe au Nord. Dans le Sud, le recul des maladies infectieuses et respiratoires doit beaucoup aux stratégies de vaccination de l'OMS.

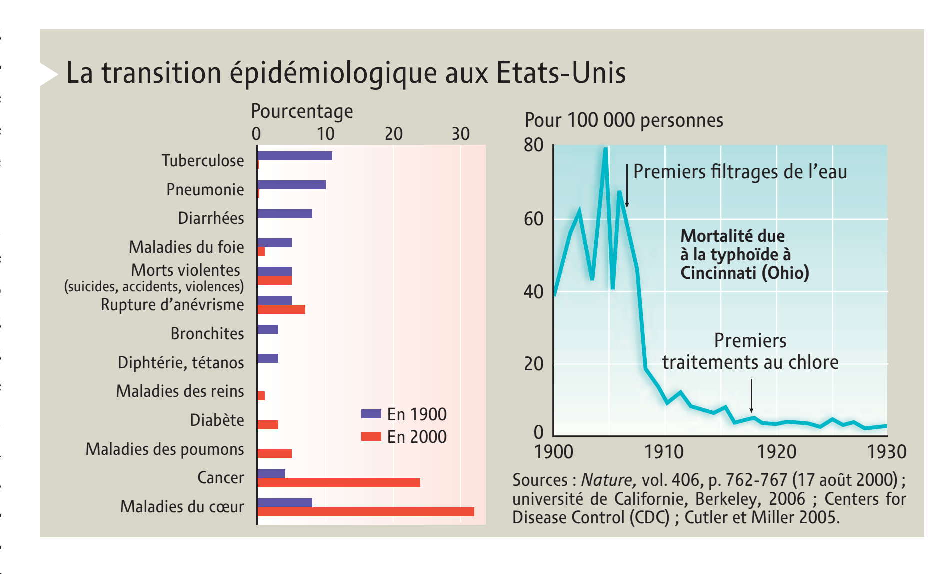
Ces évolutions politiques favorisent la diffusion et le partage des progrès sanitaires. Exemple édifiant : à partir du moment où l'OMS décide, en 1978, de promouvoir le recours aux sels de réhy-



# des conquêtes sociales

dratation orale en cas de diarrhée, des millions de vies sont sauvées. L'efficacité de la réhydratation orale, considérée comme la découverte la plus importante du XXe siècle, était pourtant prouvée depuis plus de trente ans.

Au fil du temps, on se met à payer, dans le Nord, le tribut du tabagisme, de la sédentarité, d'une alimentation trop riche. Les maladies cardio-vasculaires et les cancers deviennent les principales sources de mortalité. Mais il s'agit de fossoyeurs tardifs. En 1950, les femmes, en France, vivent en moyenne jusqu'à 69 ans, les hommes jusqu'à 63 ans. Les derniers produits de la révolution thérapeutique, les anticoagulants, antihypertenseurs et anticancéreux, accroîtront encore l'espérance de vie.



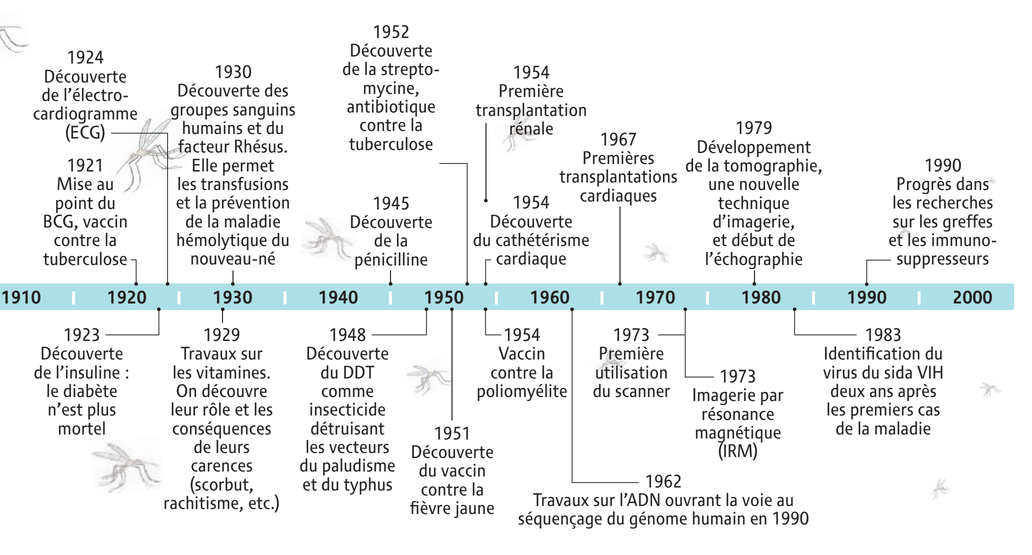

Sources : *Nature*, vol. 406, p. 762-767 (17 août 2000) ; université de Californie, Berkeley, 2006 ; Centers for Disease Control (CDC) ; Cutler et Miller 2005.

## FRAGILES AVANCÉES

En parallèle, le corps humain se laisse dévoiler par l'imagerie, suppléer par la dialyse, opérer à cœur ouvert. Depuis 1958, la découverte du système HLA (antigènes des leucocytes humains) et des compatibilités immunitaires rend possible l'essor des greffes. Les progrès sont tels que l'espérance de vie apparaît comme un indicateur de santé insatisfaisant. Doivent être requis, pour affiner les conjonctures, les concepts d'espérance de vie en bonne santé ou d'années de vie ajustées sur l'incapacité.

La fin du XXe siècle s'avère moins triomphale que son début. Certes, l'éradication de la variole, proclamée en 1979, marque une victoire pour l'OMS. Mais, vu l'émergence de nouvelles maladies, notamment le sida (syndrome d'immunodéficience acquise, provoqué par le virus d'immunodéficience humaine), l'optimisme a été de courte durée. Par ailleurs, l'OMS ayant prohibé le DDT en 1972 en raison de ses conséquences écologiques désastreuses et les signes de résistance à la chloroquine s'intensifiant, les décès par paludisme, au Sud, sont repartis à la hausse dès les années 1990. Au Nord, en France particulièrement, ce qui s'accroît, c'est une autre résistance : celle aux antibiotiques. Quant à la thérapie génique, issue des progrès de la biologie moléculaire, présentée par les médias comme une panacée et objet d'importants investissements privés, ses résultats tangibles tardent à se manifester.

Le XXe siècle se clôt sur une espérance de vie qui a augmenté presque partout : 83 ans pour les Françaises, 78 ans pour les Chiliennes. Mais, dans un contexte d'individualisation de la santé, désormais proposée comme un produit, et de remise en question des systèmes collectifs de protection sociale, les acquis se révèlent fragiles. Après la dissolution de l'URSS, les privatisations de masse et la désorganisation sociale se sont traduites par une hausse brutale de la mortalité ainsi que par une chute de l'espérance de vie.




* Greffe entre deux personnes non identiques sur le plan génétique

## Bibliographie


- **Antoine Flahault et Patrick Zylberman,** *Des épidémies et des hommes,* La Martinière, Paris, 2008
- **Gérard Salem et Zoé Vaillant,** *Atlas mondial de la santé,* Autrement, Paris, 2008
- **David Stuckler, Laurence King et Martin McKee,** « Mass privatisation and the post-communist mortality crisis : a cross-national analysis », *The Lancet,* Londres, 15 janvier 2009
- **Paul Farmer,** *Fléaux contemporains : Des infections et des inégalités,* Anthropos, Paris, 2006
- **Richard Wilkinson,** *L'égalité c'est la santé,* Demopolis, Paris, 2010

# La République démocratique allemande a-t-elle existé ?

**Qu'y avait-il derrière le mur de Berlin ? Un régime autoritaire et policier, c'est entendu. Mais aussi un pays, un peuple, une construction singulière. La volonté d'effacer cette histoire est-elle bien compatible avec le « devoir de mémoire » réclamé par ailleurs ?**

« La RDA ? Mais où était-ce ? Je n'arrive pas à trouver ce pays », pourrait-on dire en paraphrasant Goethe et Schiller. Fondée en octobre 1949 dans la zone d'occupation soviétique, sur les ruines matérielles et morales de l'Allemagne défaite, la République démocratique allemande (RDA) est née handicapée. Un handicap d'autant plus lourd qu'il n'a jamais été traité. Contrairement à ce que chante *L'Internationale,* il n'est pas facile de faire *« du passé table rase ».*

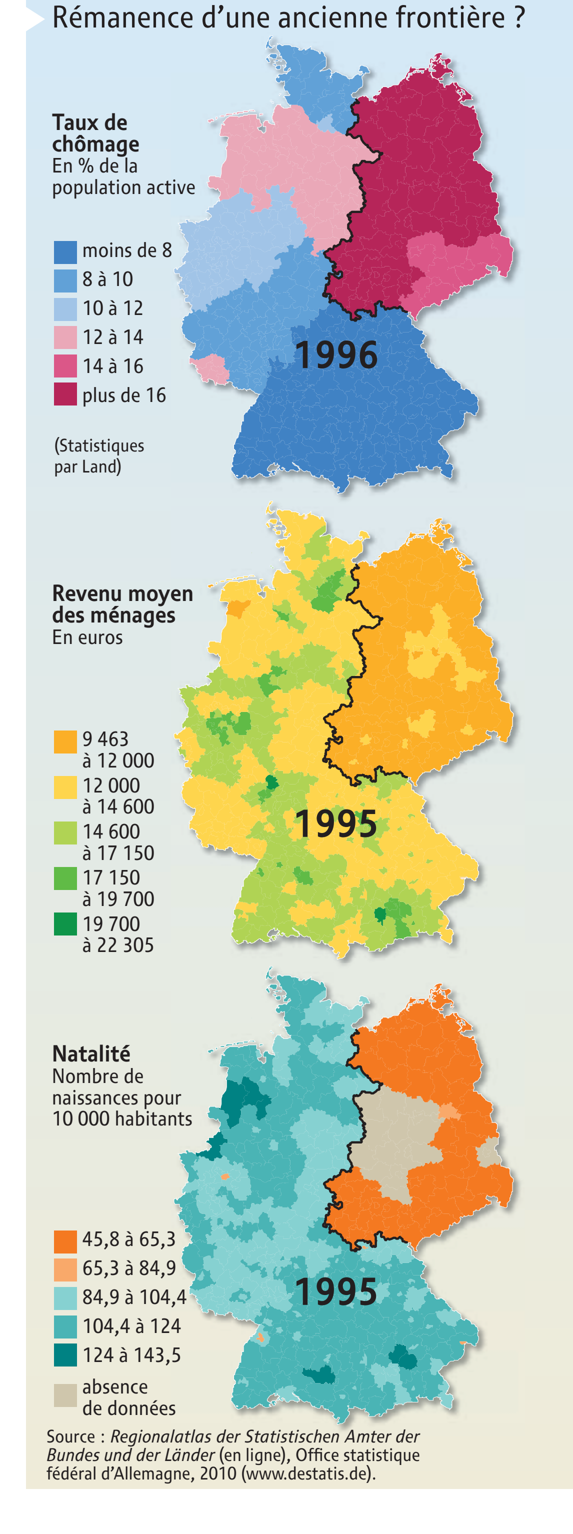
A propos des ruines morales du nazisme, l'écrivain suédois Stig Dagerman notait en 1946, dans un reportage, que les antinazis sincères sont *« plus vaincus que les sympathisants nazis ne l'ont jamais été »*. Pourtant, ce sont ces antinazis qui tentent de construire une autre Allemagne.

## « LA BROSSE DE STALINE »

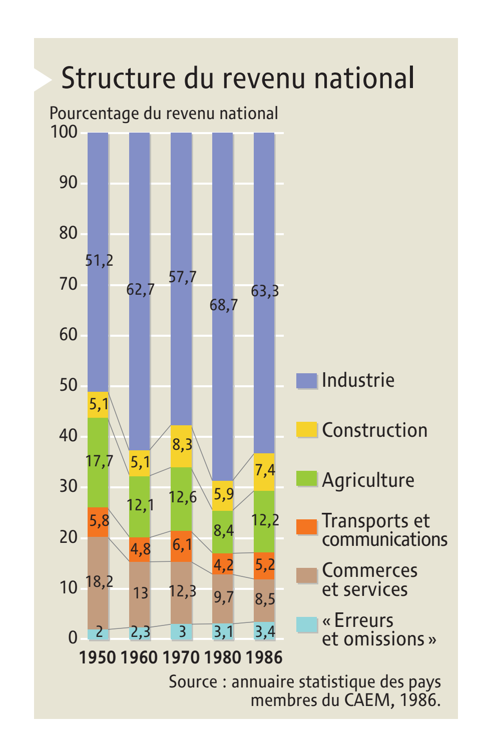
Sur des pancartes et des cahiers d'écoliers apparaît, au lendemain de la guerre, cette phrase de Staline : *« Les Hitler vont et viennent, le peuple et l'Etat allemands demeurent. »* De tels mots dégagent le « peuple » de toute responsabilité. Pour citer l'auteur-compositeur Wolf Biermann, *« on a tellement frotté le cul brun des Allemands de l'Est avec la brosse de Staline qu'il en est devenu rouge ».*

Un *« stalinisme antifasciste »* ou un *« antifascisme stalinien »*, selon l'inversion proposée par la critique littéraire Simone Barck, sert de ciment à la fondation de la RDA, cette Allemagne *« ressuscitée des ruines »*, ainsi que l'affirmait l'hymne national est-allemand. Lequel hymne est reconnu caduc à partir de 1972 en raison de sa référence à la *« patrie* [allemande] *unie ».*

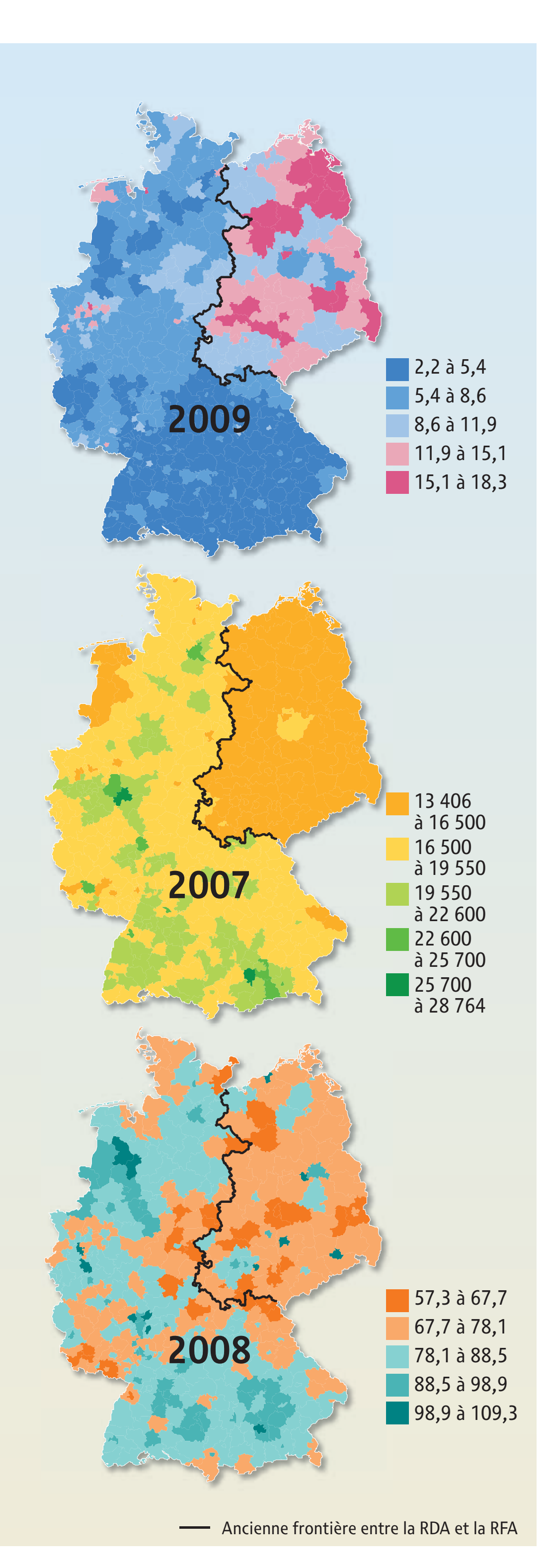
La RDA ne peut se comprendre sans cette triple relation : avec le passé nazi d'une part ; avec l'Union soviétique d'autre part, dont elle sera, pour cette raison, peu ou prou une satrapie ; et enfin avec sa sœur ennemie la République fédérale d'Allemagne, la RFA. Cela dans le contexte de la guerre froide, et avec un étrange communisme consistant à poser les jalons d'une alternative tout en empêchant qu'elle se développe.



Source : *Regionalatlas der Statistischen Amter der Bundes und der Länder* (en ligne), Office statistique fédéral d'Allemagne, 2010 (www.destatis.de).

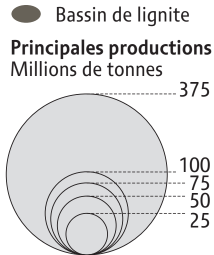


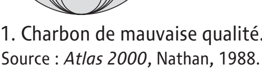
Source : annuaire statistique des pays membres du CAEM, 1986.



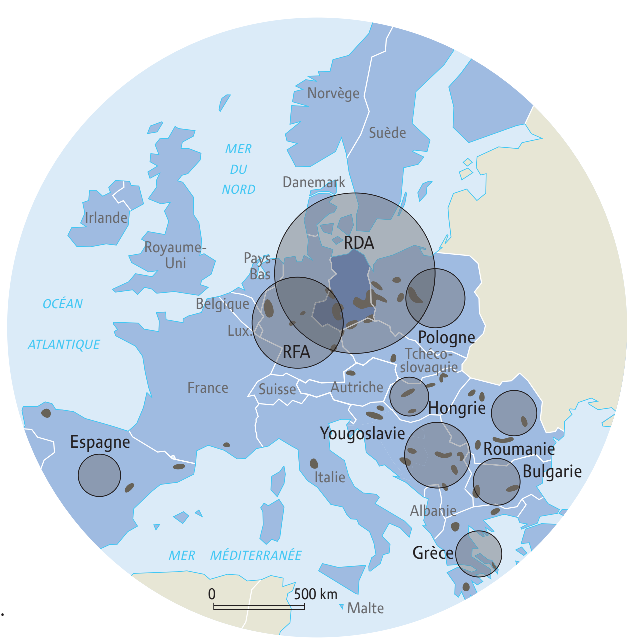



## Production de lignite[1] en 1984



1. Charbon de mauvaise qualité.
Source : *Atlas 2000*, Nathan, 1988.




La devise des dirigeants est-allemands pourrait se résumer en ces termes : *« Tout pour le peuple, rien par le peuple »*. Bertolt Brecht leur conseillera ironiquement de dissoudre ce « peuple » pour en élire un autre, après les grèves et émeutes ouvrières du 17 juin 1953 à Berlin-Est.

Le Mur est construit en 1961 pour empêcher une hémorragie financière de la RDA et sa débâcle économique du fait de la paralysie de la production, provoquée par l'évasion des forces vives du pays. Avec pour conséquence la fossilisation des relations sociales, par ailleurs gangrenées par une paranoïa sécuritaire. Les Allemands de l'Est se réfugient dans leur cocon ; le chômage n'a pas de réalité pour eux : tous ont un emploi, à défaut d'un travail vraiment indispensable à l'économie.

### SOCIALISME CONSUMÉRISTE

*« L'économie de la RDA était tout sauf économique »*, au sens de la rationalité économique, affirme le sociologue Wolfgang Engler dans son livre *Les Allemands de l'Est comme avant-garde*. Selon lui, elle a créé des ouvriers et des ingénieurs d'un type nouveau, experts en système D, capables à tout moment de suppléer à des manques ou à des défectuosités. Le vrai héros du travail socialiste ne serait pas le stakhanoviste mais Anton le magicien, personnage d'un film de Günter Reich en 1978 : celui qui dispose, à tout moment, de suffisamment de pièces de rechange pour se construire une deuxième voiture.

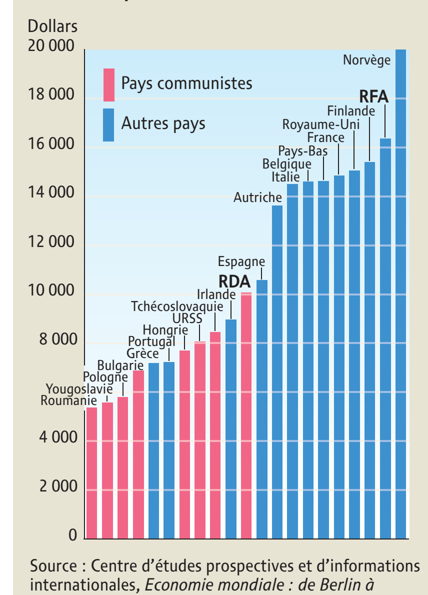
A partir du début des années 1970 s'installe en RDA une sorte de socialisme consumériste. Celui-ci permet notamment de contenir, dans les couches intellectuelles, les protestations contre la déchéance de citoyenneté qui tombe sur le poète Biermann, en 1976, pour avoir présenté à Cologne (RFA) le concert impertinent qu'il lui était interdit de donner dans son propre pays. Ce consumérisme conduit, dans les années 1980, à une accumulation de frustrations « prérévolutionnaires ». Mais l'impensé de beaucoup d'études sur la RDA est le rôle qu'y jouait la télévision : la grande majorité de la population avait les yeux rivés sur les écrans ouest-allemands.

Que restera-t-il de cette RDA dans la mémoire collective ? Peut-être, malgré tout, l'histoire d'un bout de chemin. Au dire de l'auteur dramatique est-allemand Heiner Müller, *« la route n'est pas achevée quand le but explose »*.

## Bibliographie

- **Wolf Biermann,** *Seul celui qui chante reste fidèle à lui-même,* Syllepse, Paris, 2003
- **Catherine Fabre-Renault, Elisa Goudin et Carola Hähnel-Mesnard** (dir.), *La RDA au passé présent,* Presse Sorbonne Nouvelle, Paris, 2006
- **Heiner Müller,** *Guerre sans bataille. Vie sous deux dictatures,* L'Arche, Paris, 1996

## Le PIB par habitant en 1989




Source : Centre d'études prospectives et d'informations internationales, *Economie mondiale : de Berlin à Bagdad*, Economica, 1991.

# Des pays de l'Est réhabilitent

**Les anniversaires, en 2009, du début de la seconde guerre mondiale et de la chute du mur de Berlin ont attisé la « bataille des mémoires ». Le communisme, le rôle de l'Union soviétique, le génocide nazi et ses complicités constituent le cœur des dernières « révisions ».**

Certaines institutions européennes, tels le Conseil de l'Europe et le Parlement européen, assimilent désormais nazisme, stalinisme et communisme. Les médias jugent Hitler et Staline coresponsables de la guerre en raison de leur pacte de non-agression signé en 1939 et de ses clauses secrètes. La Pologne insiste particulièrement sur le massacre de ses officiers opéré par les Soviétiques à Katyn en 1940.

En réaction, la Russie renvoie l'Occident et la Pologne à leurs propres compromissions. Elle s'indigne qu'agresseurs et agressés soient placés sur le même pied. Les ex-Soviétiques se sentent injuriés : ils ont payé de 26 millions de vies humaines et des combats les plus durs la « victoire sur le fascisme ».

A grands coups d'instituts et de musées vitupérant les « occupations soviétiques » et les horreurs bolcheviques, les nouveaux Etats baltes et l'Ukraine sous la présidence de Viktor Iouchtchenko ont mis en chantier des « mémoires nationales » qui valorisent les « résistances patriotiques » des années 1941-1945. Ainsi honorent-ils l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), qui lutta contre l'Armée rouge et dont les principaux chefs s'engagèrent dans la collaboration avec l'Allemagne nazie.

Célébrations, défilés, hommages et constructions de monuments se succèdent. En Lettonie et en Estonie, ils sont voués aux anciens SS ; en Ukraine, aux vétérans de la division (Waffen SS) Galichina (Galizien) et de l'Armée des insurgés (OUN-UPA), pourtant accusée, entre autres crimes, du génocide des Polonais de Volhynie. En Roumanie, c'est la mémoire du dictateur fasciste Ion Antonescu qu'on « restaure » ; en Pologne, les anciens des Brigades internationales en Espagne se voient traités de « criminels ».

Ce « révisionnisme » s'imposerait aisément s'il n'y avait eu le génocide des Juifs. Or les nazis et leurs alliés combattaient le « judéobolchevisme » : l'antibolchevisme a bonne presse, mais pas le judéocide. Certains persistent néanmoins à dénoncer les *« crimes juifs »* du régime soviétique. En 2009, par exemple, les services de sécurité ukrainiens (SBU) publient une liste de « responsables de la famine de 1932-1933 » (Holodomor) dont les noms sont principalement juifs. Kiev comme Riga prennent toutefois

## Bibliographie


- **Yves Durand,** *Le Nouvel Ordre européen nazi, 1938-1945,* Complexe, Bruxelles, 1990
- **Sandrine Kott et Martine Mespoulet** (sous la dir. de), *Le Postcommunisme dans l'histoire,* Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2006
- **Annie Lacroix-Riz,** *Le Vatican, l'Europe et le Reich. De la Première Guerre mondiale à la guerre froide,* Armand Colin, Paris, 2007 (1996)
- **Lionel Richard,** *Suites et séquelles de l'Allemagne nazie,* Syllepse, Paris, 2005
- **Dominique Vidal,** *Les historiens allemands relisent la Shoah,* Complexe, 2002


## Quand l'Europe collaborait

**L'Europe face à l'Allemagne nazie (janvier 1943)**

- L'Allemagne et ses annexions
  - dont protectorats du Reich
- Limites du Reich allemand
- Etats alliés de l'Allemagne
- Etats vassaux et territoires occupés par l'armée allemande
  - dont Etats à régime collaborateur
- Territoires russes conquis par les Allemands
- Pays en guerre contre l'Allemagne
- Etats et territoires neutres

**Divisions SS non allemandes (formées entre novembre 1940 et mars 1945)**

- Division blindée
- Division de grenadiers
- Division de montagne
- Autres types de division

IRLANDE, Belfast, Dublin, ROYAUME-UNI, Londres, OCÉAN ATLANTIQUE, FRANCE, Paris, *Charlemagne*, Vichy, PORTUGAL, Lisbonne, ESPAGNE, Madrid, *Azul*, *Baléares (Esp.)*, *Gibraltar (R.-U.)*, Tanger, *MAROC (Esp.)*, *MAROC (France)*, Alger, *ALGÉRIE (France)*, 0 – 500 km

Sources : Serge Berstein et Pierre Milza, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*, Armand Colin, 1999 ; Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale (CREHSGM) ; *La Deuxième Guerre mondiale, récits et mémoire (1939-1945)*, Le Monde, 1994 ; Gordon Williamson, *The Waffen-SS* (4 vol.), Osprey Publishing, 2003-2004.

# les collaborateurs des nazis

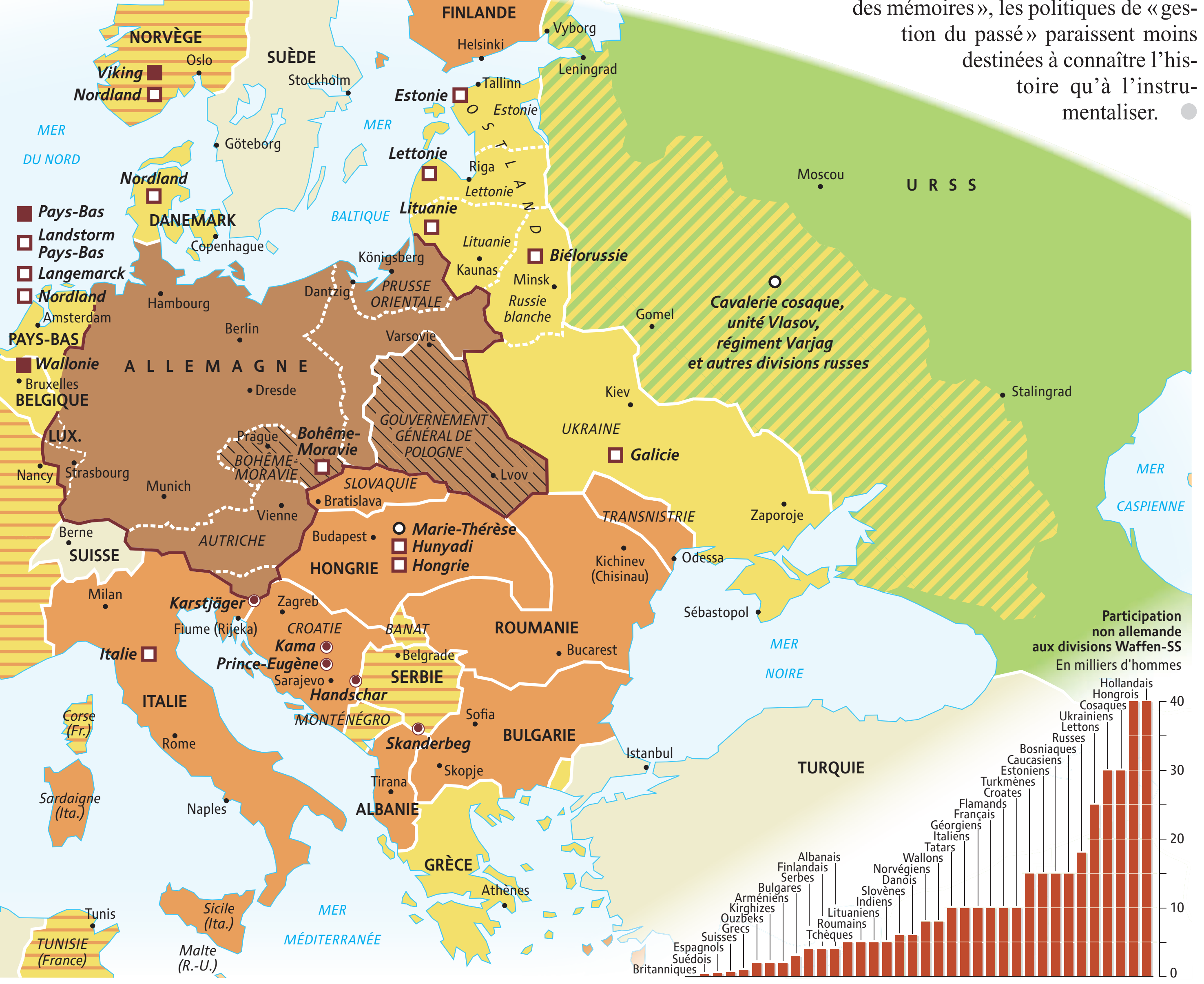
garde que leurs politiques mémorielles ne versent pas dans le négationnisme. Mieux : en coopération avec Israël, les autorités commémorent l'Holocauste. Mais comment dissimuler que, parmi les « patriotes » réhabilités, figurent des acteurs du génocide ?

L'Allemagne n'est pas en reste : négation de la résistance antinazie communiste, effacement des traces de l'ex-République démocratique allemande (RDA), consensus compassionnel autour de *« toutes les victimes de la guerre »*. En contrepoint, ce sont aussi des historiens allemands qui produisent les recherches récentes les plus pointues sur l'extermination perpétrée par les nazis à l'Est.

Y aurait-il « choc des mémoires » entre l'Est et un Ouest que certains prétendent frappé *« d'hypermnésie des crimes nazis et d'amnésie des crimes communistes »* ? Les Occidentaux ont été, de 1917 à nos jours, dûment formés à la détestation du communisme. Curieusement, les peuples de l'Est, censés l'avoir vécu, s'en font des représentations moins univoques qu'à l'Ouest, ainsi qu'en témoignent les études d'opinion dans les sociétés « postcommunistes ». Certains tabous demeurent. Ainsi, la participation au génocide nazi d'Etats, d'armées, de populations des « pays de l'Est » demeure une page d'histoire méconnue, volontiers occultée, à l'heure où l'Europe s'unifie.

La soif de savoir ne semble pas le moteur des « nouvelles identités » nationales et européennes. Des objectifs géopolitiques transparaissent : les « nouveaux grands récits » tendent à redéfinir les frontières, les appartenances « civilisationnelles ». Les actes « mémoriels » s'accompagnent de demandes de réparations à la Russie actuelle : la Lettonie exige 666 millions de dollars au titre de l'« occupation soviétique ».

Dans un tel climat de « guerre froide des mémoires », les politiques de « gestion du passé » paraissent moins destinées à connaître l'histoire qu'à l'instrumentaliser.



# La guerre du Golfe tourne la

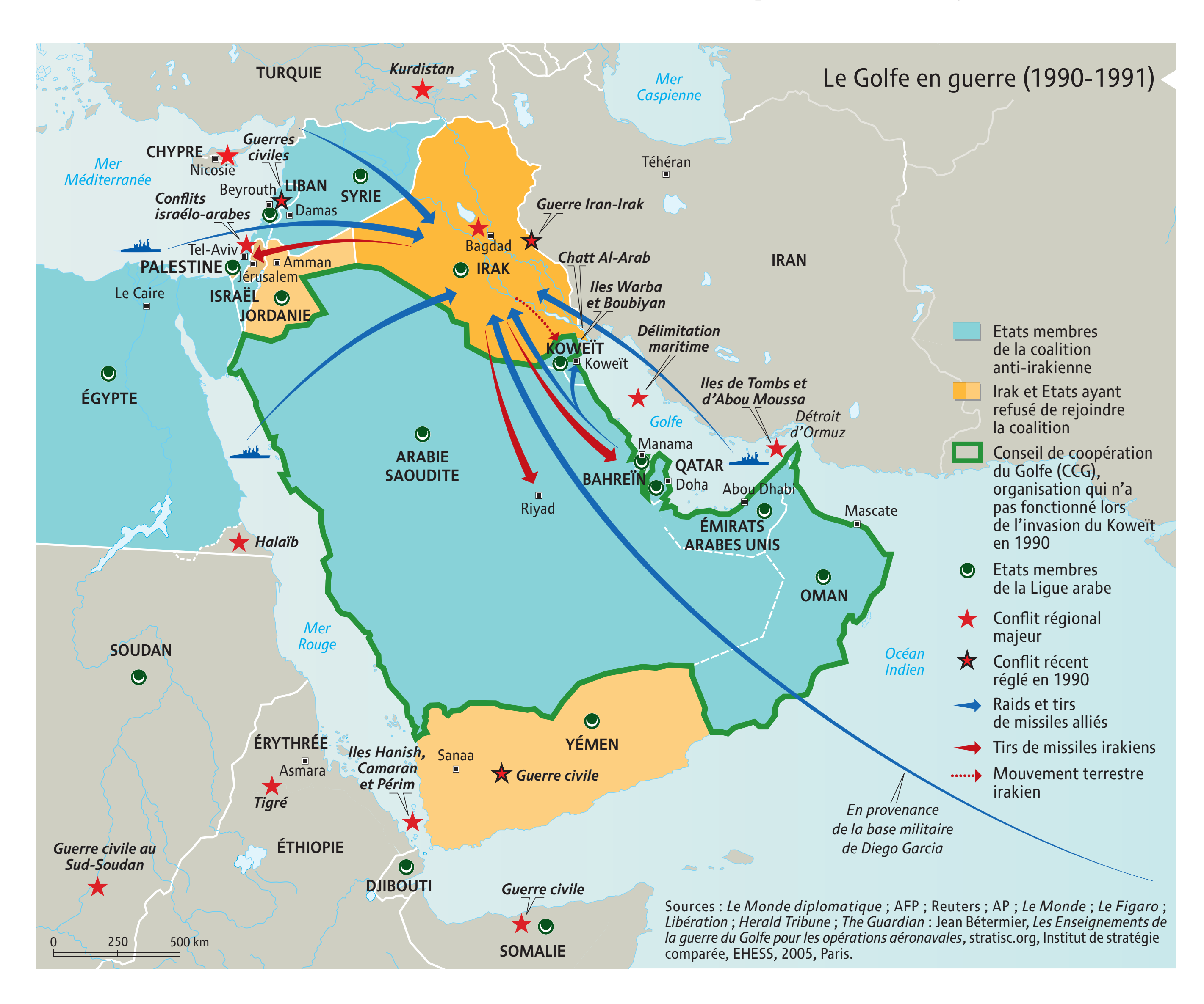
**Deux ans après la fin de son conflit avec l'Iran (1980-1988), l'Irak attaque le Koweït en août 1990. Cette invasion condamnée par les Nations unies provoque la mise sur pied d'une vaste coalition internationale menée par les Etats-Unis et débouche sur la guerre du Golfe (janvier-février 1991). Ce conflit accentue la division du monde arabe et provoque la mise au ban de l'Irak.**

Lorsqu'il ordonne l'invasion du Koweït, le 2 août 1990, le président irakien Saddam Hussein ne se doute pas qu'il vient de sonner le glas du panarabisme. Depuis la mort de Gamal Abdel Nasser, en 1970, il se proclame pourtant le champion de ce mouvement politique qui vise à réunir et unifier les peuples arabes ; son propre parti, le Baas, s'en inspire.

Dans de nombreux pays, notamment au Maghreb et dans les territoires occupés palestiniens, l'entrée des chars de l'armée irakienne dans Koweït provoque l'enthousiasme, pour ne pas dire l'euphorie. Les populations croient alors au réveil tant espéré de la nation arabe : l'attaque d'un pays considéré comme vassal des Etats-Unis, et par conséquent d'Israël, en constituerait le premier acte. Dans l'inconscient collectif, cette invasion est le prélude à la revanche contre les défaites militaires face à Israël en 1967 et 1973. Tel est d'ailleurs l'argument que la propagande irakienne reprend rapidement à son compte pour gagner le soutien des peuples arabes.

## UNE MENACE IMMÉDIATE

A l'inverse, dans les monarchies du Golfe, c'est la consternation. D'une part, Saddam Hussein y apparaît désormais comme une menace immédiate. On craint qu'une fois le Koweït annexé il ne s'en prenne à ses voisins fortunés, dont l'Arabie saoudite. D'autre part, le manque flagrant de solidarité des

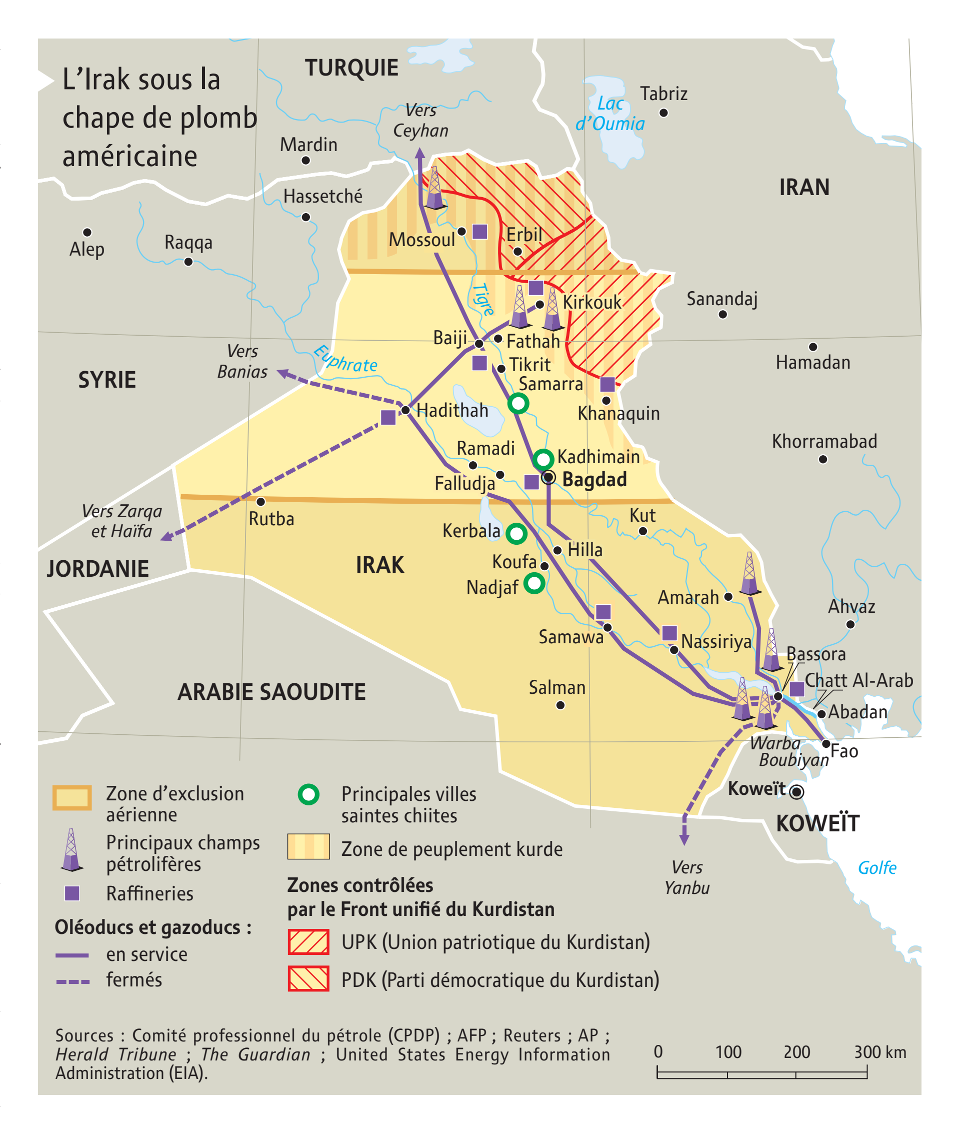


# page du panarabisme

« frères » arabes du Machrek et du Maghreb, voire leur hostilité affichée, accroît le désarroi et le sentiment de vulnérabilité de ces pays. Un sentiment dont les Etats-Unis tirent profit pour renforcer leur présence militaire dans la région.

A l'époque de la révolution islamique iranienne, en 1979, ces monarchies du Golfe avaient déjà déploré l'inertie des autres pays arabes face à la menace potentielle que représentait le régime de Khomeyni. Les réactions à l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes durcissent encore la méfiance de leurs dirigeants. Ainsi s'expliquent, notamment, les politiques restrictives en matière d'immigration arabe au sein du Conseil de coopération du Golfe.

A la fin de l'année 1990, alors que les rangs de la coalition occidentale ne cessent de gonfler, les gouvernements arabes se révèlent incapables d'adopter une position commune. La crise diplomatique qui les divise est l'une des plus graves depuis le voyage du président égyptien Anouar El-Sadate en Israël en 1977.




## ÉPHÉMÈRE EUPHORIE

Certains régimes apportent un soutien immédiat au Koweït et envisagent d'envoyer des troupes pour libérer l'émirat : c'est le cas du Maroc, de l'Egypte ou de la Syrie. Ailleurs, on tergiverse. On condamne assurément le coup de force de l'Irak. Mais, sous la pression de la rue et des islamistes, on écarte l'idée de participer à la coalition militaire mise sur pied par les Etats-Unis et leurs alliés. Les multiples réunions de crise de la Ligue arabe demeurent vaines. Certains pays sont, à l'instar de la Jordanie, obligés de faire le grand écart entre leur appartenance au camp pro-occidental et la nécessité de ménager le régime irakien.

La débâcle des forces irakiennes au début de 1991 n'arrange rien. Alors que les Etats-Unis s'installent durablement dans le Golfe, le monde arabe subit une nouvelle atomisation. Au Maghreb, la guerre civile algérienne débute et devient la principale préoccupation. Les pays du Golfe, quant à eux, optent pour une ouverture économique plus poussée, tandis que le Machrek, dans l'euphorie éphémère qui naîtra des accords d'Oslo en 1993, se figera sur un schéma défini par l'impopularité des régimes en place, la montée en puissance des oppositions islamistes et la radicalisation d'Israël.

La guerre du Golfe provoquera toutefois des retombées aussi inattendues que bénéfiques pour la cause arabe. Dans les années qui suivent, des chaînes satellitaires, comme MBC ou Al-Jazira, voient le jour pour contrer la domination de CNN et, plus largement, la désinformation occidentale particulièrement criante pendant le conflit de 1991. Elles contribuent aujourd'hui à perpétuer l'utopie d'un monde arabe uni et homogène.

## Bibliographie


- **Brigitte Stern, Olivier Delorme et Habib Gherari,** *Guerre du Golfe, le dossier d'une crise internationale 1990-1992,* La Documentation française, Paris, 1993
- **Henry Laurens,** *L'Orient arabe à l'heure américaine. De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak,* Armand Colin, Paris, 2005
- **Edmund Ghareeb et Majid Khadduri,** *War in the Gulf, 1990-91: The Iraq-Kuwait Conflict and Its Implications,* Oxford University Press, New York, 2001
- **Revue d'études palestiniennes** n° 39, « Guerre du Golfe : les aléas de l'ordre nouveau », Paris, printemps 1991
- **Christine Abdelkrim-Delanne,** *Guerre du Golfe. La sale guerre propre,* Le Cherche Midi, Paris, 2001

# Alena : comment la Maison




Sources : mercosur.org ; comunidadandina.org ; alianzabolivariana.org ; nafta-sec-alena.org ; caricom.org ; www.sice.oas.org

**Constamment encensé par les journalistes et les économistes américains, le libre-échange s'impose-t-il naturellement par la force de ses vertus ? La manière dont le traité de l'Alena fut voté aux Etats-Unis en 1993 permet d'en douter. C'est en « achetant » les suffrages des parlementaires récalcitrants que les lobbyistes remportèrent cette bataille.**

Pour convaincre les Américains des bienfaits du libéralisme, les projets comme l'Accord de libre-échange nord-américain, ou Alena, doivent dissimuler, sous des arguments voulus incontournables, les pressions exercées par le président, les parlementaires qui le soutiennent et les groupes de pression des multinationales.

Aux Etats-Unis, la notion de « libre-échange » réfère, certes, à une théorie économique. Mais aussi à la libre circulation d'argent et de services, notamment politiques, entre la Maison Blanche, point d'appui des lobbies d'affaires, et les élus de la Chambre des représentants et du Sénat qui doivent ratifier tout accord traitant du commerce avec l'étranger.

Cet « échange » a pris une tournure spectaculaire en 1993, lors du débat sur les barrières douanières entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. La proposition de lever ces barrières, auparavant lancée par le président républicain George Bush père et son homologue mexicain Carlos Salinas, est reprise par le président William Clinton. Elle déclenche un tir de barrage. Hétéroclite, l'opposition agrège les principaux syndicats et une fraction de la droite nationaliste, regroupée autour du milliardaire Ross Perot, lequel avait obtenu 19 % des voix comme candidat indépendant à la présidence en 1992.

Le Parti démocrate est lui-même divisé. Une aile anti-Alena y est conduite par deux membres puissants de la Chambre des représentants, Richard Gephardt et David Bonior. Elle s'oppose au président Clinton et à ses lieutenants, qui promettent un nouvel eldorado économique aux ouvriers de l'Ohio, du Michigan, de l'Illinois, de l'Indiana, de Pennsylvanie et de New York. Des travailleurs déjà durement touchés par les délocalisations vers le sud des Etats-Unis, faiblement syndicalisé, et vers les régions du monde à bas coût de main-d'œuvre, le Mexique et les pays asiatiques en particulier.

### ACHAT DE VOIX

Les opposants à l'Alena mettent en relief les enjeux de cet accord, qui constitue en premier lieu un contrat d'investissement conçu pour encourager les implantations industrielles au Mexique. Il s'agirait avant tout de protéger les multinationales américano-canadiennes contre l'éventuel retour au pouvoir d'un gou-

# Blanche acheta le Congrès

vernement mexicain protectionniste et interventionniste, comme celui qui, en 1938, avait exproprié les compagnies pétrolières étrangères.

En octobre 1993, confrontés à des adversaires déterminés, les partisans de l'accord sont loin d'avoir gagné la partie, bien que les organisations patronales ne ménagent ni leur argent ni leur peine. Comment convaincre les démocrates, largement majoritaires à la Chambre des représentants, de voter une initiative républicaine adulée par Wall Street, repoussée par les syndicats, et qui de surcroît pourrait entraîner une importante désyndicalisation alors que les ouvriers syndiqués constituent encore l'un des piliers électoraux de leur parti et contribuent à sa cagnotte ?

Le président Clinton étant assuré du soutien des républicains dans leur majorité, et le Sénat formant un club de millionnaires moins sensibles (du fait de leur mandat de six ans) aux aspirations populaires que la Chambre des représentants, réélue tous les deux ans, c'est dans cette « Maison du peuple » elle-même que l'issue de la bataille va se jouer.

Clinton et ses amis utilisent alors une pratique du « libre-échange » qui a fait ses preuves tout au long de l'histoire américaine. Elle consiste à échanger les voix manquantes contre des faveurs politiques et de l'argent prélevé sur les deniers du contribuable.

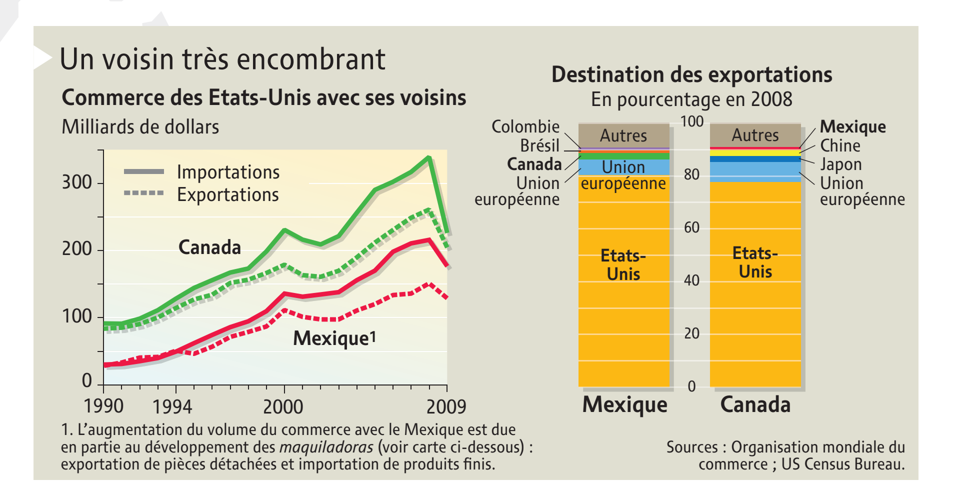
### QUI MANIPULER ?

Les exigences des parlementaires sont variées. Bill Brewster, élu démocrate de l'Etat fort conservateur de l'Oklahoma, souhaite que le président l'accompagne à la chasse aux canards, histoire de s'attirer les faveurs de la National Rifle Association, le principal lobby des armes à feu. Esteban Torres, représentant de Californie et ancien membre du syndicat de l'automobile, réclame le financement par les fonds publics d'une banque de développement qui appuierait des travaux d'infrastructures tout le long de la frontière avec le Mexique. Faute de quoi, il ne trahirait pas ses camarades syndicalistes. En Floride, premier Etat producteur de tomates des Etats-Unis, comme les démocrates craignent une hausse des importations de légumes mexicains en cas d'abolition des droits de douane, l'administration Clinton offre de doubler la quantité des tomates fraîches habituellement payées par le « Programme fédéral » pour les déjeuners gratuits offerts aux écoliers. Et ainsi de suite...

Le 17 novembre 1993, la Chambre des représentants adopte l'Alena grâce au vote favorable de 132 républicains et 102 démocrates. Selon Tom Nides, membre de l'équipe Clinton, *« l'opinion publique n'appuyait pas le projet de l'Alena... Aussi a-t-il fallu conquérir les représentants l'un après l'autre en essayant de comprendre ce qui était possible dans chaque circonscription, et en déterminant qui pouvait être manipulé et comment ».*

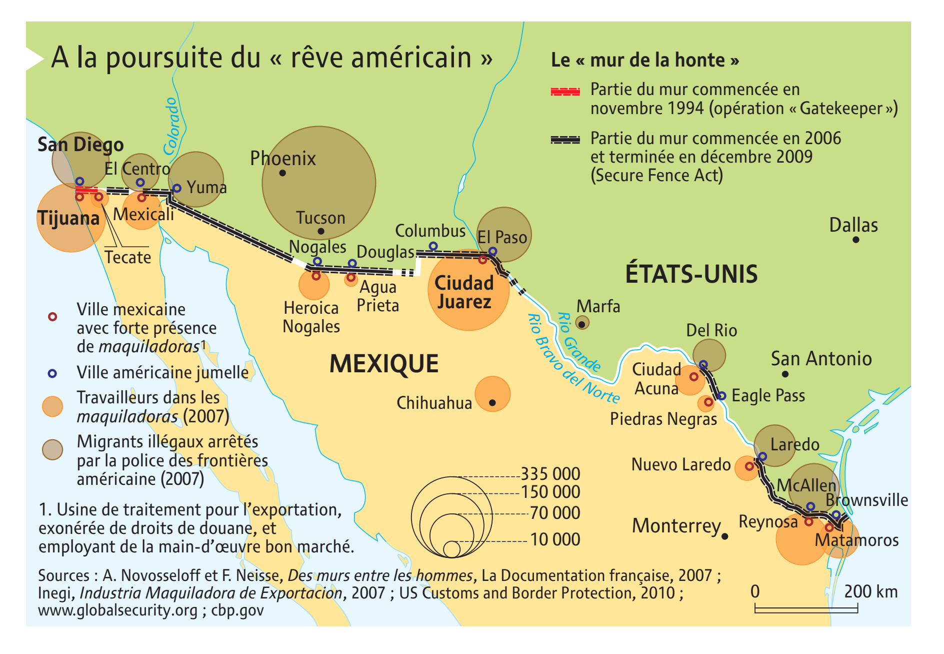
## Bibliographie


- **David Bacon,** *The Children of NAFTA : Labor Wars on the US/Mexico Border,* University of California Press, Berkeley, 2004
- **John R. MacArthur,** *The Selling of « Free Trade » : NAFTA, Washington and the Subversion of American Democracy,* Hill and Wang, New York, 2000
- **Alan Tonelson,** *The Race to the Bottom : Why a Worldwide Worker Surplus and Uncontrolled Free Trade Are Sinking American Living Standards,* Westview Press, Boulder, 2000
- **Edward Luttwak,** *Turbo-Capitalism : Winners and Losers in the Global Economy,* HarperCollins, New York, 1999
- **Hermann von Bertrab,** *Negotiating NAFTA : A Mexican Envoy's Account,* Praeger Publishers, Westport, 1997


1. L'augmentation du volume du commerce avec le Mexique est due en partie au développement des *maquiladoras* (voir carte ci-dessous) : exportation de pièces détachées et importation de produits finis.

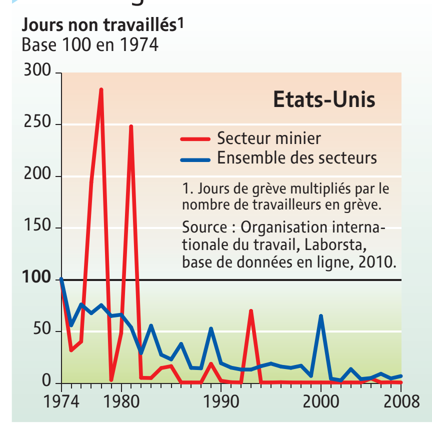
Sources : Organisation mondiale du commerce ; US Census Bureau.

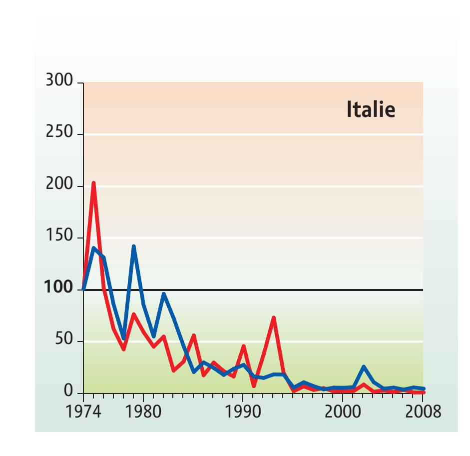


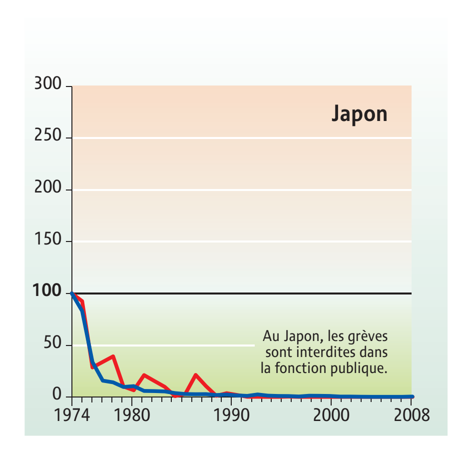

1. Usine de traitement pour l'exportation, exonérée de droits de douane, et employant de la main-d'œuvre bon marché.

Sources : A. Novosseloff et F. Neisse, *Des murs entre les hommes*, La Documentation française, 2007 ; Inegi, *Industria Maquiladora de Exportacion*, 2007 ; US Customs and Border Protection, 2010 ; www.globalsecurity.org ; cbp.gov

### Fin des grèves de travailleurs ?



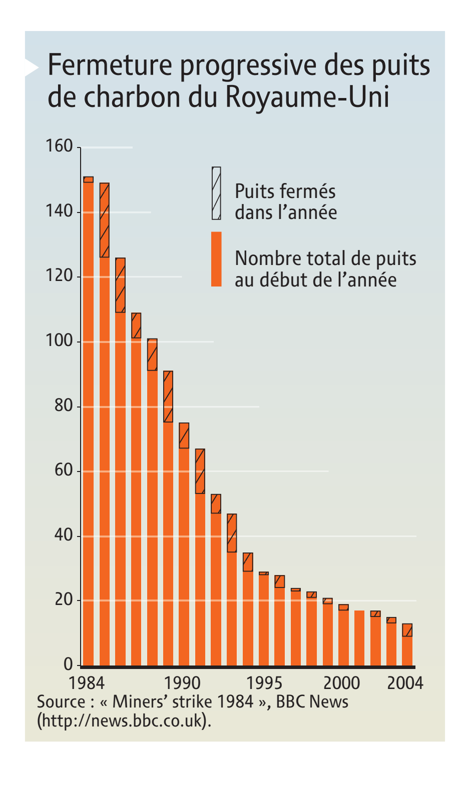

# Et Margaret Thatcher brisa

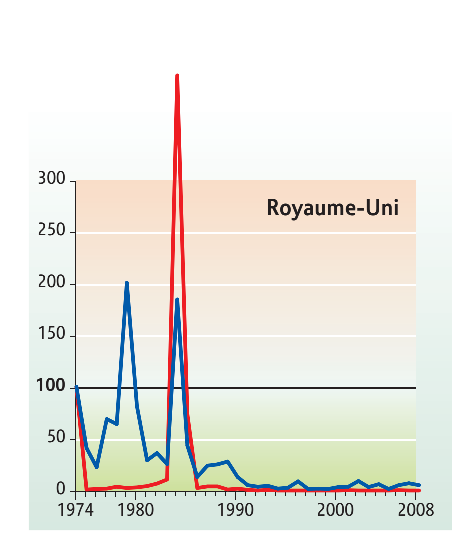
**En Europe comme aux Etats-Unis, les années 1980 marquent le recul des conquêtes sociales arrachées au cours des décennies précédentes par le mouvement ouvrier. Dans le transport aérien, la sidérurgie, l'automobile, les chantiers navals éclatent des conflits durs dont l'issue symbolise l'évolution du rapport de forces entre travail et capital.**

La grève des mineurs de 1984-1985 constitue le conflit social le plus important de l'histoire du Royaume-Uni depuis la seconde guerre mondiale. Sur le moment, elle fut perçue davantage comme une guerre civile que comme un affrontement entre employés et employeur. Par son envergure, sa durée et son impact, cet épisode demeure à ce jour sans équivalent dans le monde.

Bien qu'elle présente des points communs avec le mouvement des contrôleurs aériens aux Etats-Unis, durement réprimé en 1981 par Ronald Reagan dans le cadre de son offensive antisyndicale, c'est la grève des mineurs qui symbolise aujourd'hui encore la défaite du monde du travail face à l'émergence du système néolibéral. Durant une année entière, la fermeture des mines de charbon oppose l'organisation ouvrière la plus puissante du pays à un gouvernement conservateur décidé à casser les syndicats pour imposer un nouvel ordre social et économique.

Le conflit dégénère rapidement. Alors que la production d'électricité repose toujours à 80 % sur l'exploitation du charbon, le premier ministre, Margaret Thatcher, désigne les mineurs en grève comme les *« ennemis de l'intérieur »* et mobilise contre eux toute la panoplie répressive de l'Etat. Une police équipée de moyens militaires prend d'assaut les piquets de grève et métamorphose les houillères en territoires occupés. On recensera 20 000 blessés et 11 000 personnes arrêtées, dont plus de 200 incarcérées. Sur les piquets de grève, 6 mineurs mourront, et, au cours d'extractions de charbon opérées clandestinement durant l'hiver, 3 adolescents seront tués.






## Grande grève des mineurs



# les syndicats

Parallèlement, la justice déclare la grève hors la loi et prononce la dissolution de l'Union nationale des ouvriers de la mine (NUM), placée sous la tutelle d'un administrateur judiciaire. Les services de police harcèlent les syndicalistes et s'emploient à discréditer leur dirigeant, Arthur Scargill. Les grands médias s'accordent en général à présenter la grève comme une insurrection antidémocratique menée par un démagogue.

Les grévistes reçoivent le soutien de millions de sympathisants. Non seulement leur lutte modifiera la vision du monde de plusieurs centaines de milliers de personnes, mais elle déclenchera de nombreuses actions de solidarité à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

L'intensité de la confrontation témoigne de la situation de crise que traverse alors le Royaume-Uni, marqué par un relatif déclin économique et un fort mécontentement social. La direction du parti tory réclamait vengeance pour les grèves des mineurs de 1972 et de 1974, lesquelles avaient entraîné la chute du gouvernement conservateur d'Edward Heath. Selon l'expression du chancelier de l'Echiquier de Margaret Thatcher, Nigel Lawson, éradiquer le NUM était une priorité aussi impérieuse que *« se réarmer contre la menace de Hitler dans les années 1930 »*.

Contrairement à ce que prétendaient les commentateurs autorisés, le jusqu'au-boutisme des pouvoirs publics ne laissait pas d'autre choix aux mineurs que la radicalisation. Aucune issue acceptable ne s'offrait à eux, ainsi que le démontre le sort infligé aux sites ayant cessé la grève. Et l'idée selon laquelle les grévistes n'avaient pas la moindre chance de l'emporter ne résiste pas davantage à l'épreuve des faits : comme Margaret Thatcher l'a admis plus tard, il s'en est fallu de peu que le gouvernement *« perde sur toute la ligne »*. En réalité, si la Dame de fer a fini par l'emporter, c'est parce que certains protagonistes du camp adverse – une minorité de mineurs, d'autres syndicats et, surtout, la direction du Parti travailliste – ont abandonné le NUM en rase campagne. Ils auraient pourtant eu tout intérêt à mesurer l'enjeu de la lutte et à comprendre que les règles du jeu économique étaient en train de changer.

Les grévistes ont repris le travail sans avoir rien obtenu, mais c'est la privatisation du secteur énergétique qui a sonné le glas de leur mouvement. Le coût exorbitant du conflit – plus de 30 milliards de livres au cours actuel – restera sans commune mesure avec ce qu'aurait coûté une politique énergétique plus rationnelle, par exemple le développement de la technologie du charbon propre.

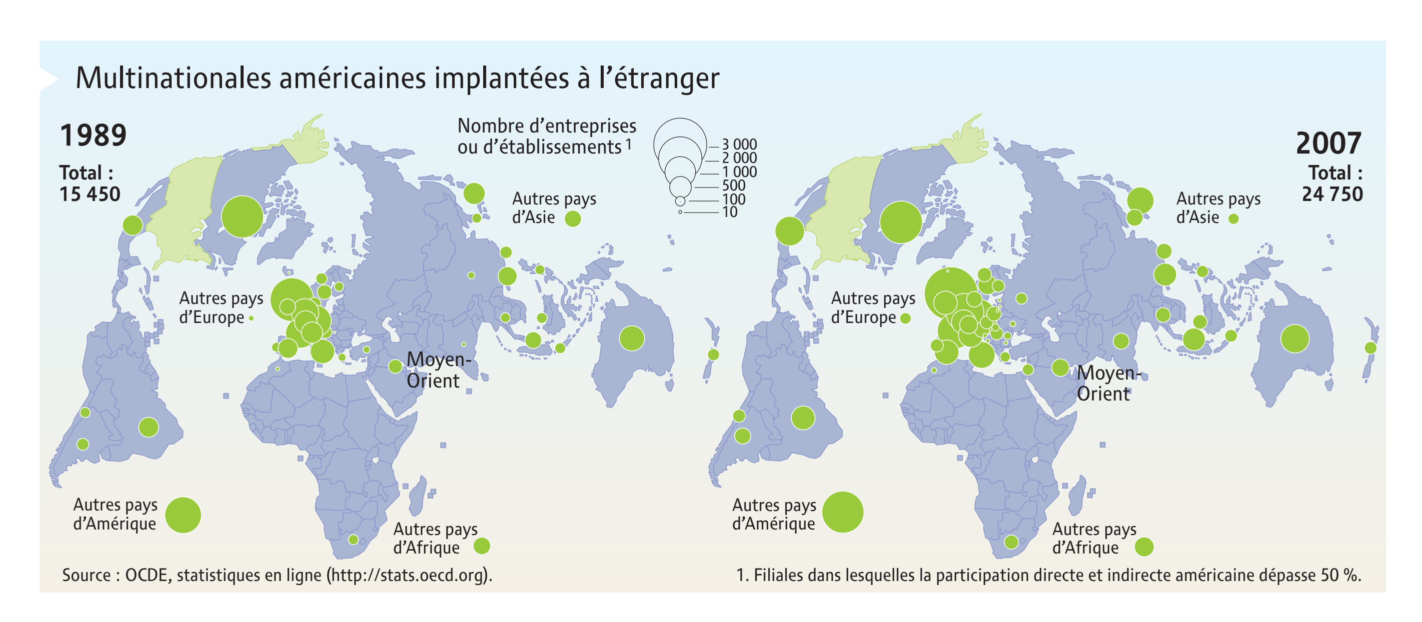
L'issue de la grève n'a pas seulement dévasté la profession des mineurs et les conditions de vie de leurs familles, elle a aussi accéléré l'affaiblissement du monde syndical dans son ensemble, aggravant l'atomisation sociale et les inégalités – et précipitant la naissance d'un « New Labour » plus attentif que les « vieux » travaillistes aux intérêts des multinationales.

## Bibliographie


- **Seumas Milne,** *The Enemy Within : The Secret War Against the Miners,* Verso, Londres, 2004
- **Andrew J. Richard,** *Miners on Strike : Class Solidarity and Division in Britain,* Berg Publishers, Oxford, 1997.
- **Andrew Adonis et Stephen Pollard,** *A Class Act. The Myth of Britain's Classless Society,* Penguin Books, Londres, 1997.

# General Electric, ou la mue

## Multinationales américaines implantées à l'étranger




Source : OCDE, statistiques en ligne (http://stats.oecd.org).

1. Filiales dans lesquelles la participation directe et indirecte américaine dépasse 50 %.

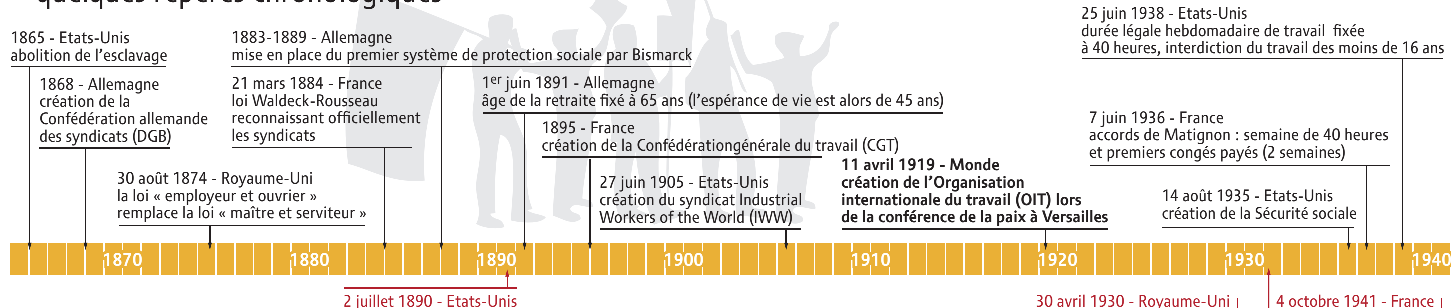
**Diversification, internationalisation, financiarisation : de nombreuses multinationales se sont ainsi métamorphosées depuis trente ans. Mais une seule peut se vanter d'avoir recruté un futur président des Etats-Unis, assuré sa célébrité et contribué à son lancement politique.**

Longtemps, General Electric (GE), née en 1892 d'une société fondée par l'inventeur Thomas Edison, seule survivante des douze compagnies qui créèrent l'indice Dow Jones, ne s'est guère souciée de spéculations financières. Le cœur de métier de l'entreprise, c'est alors les ampoules électriques, les grille-pain, les réfrigérateurs, les machines à laver. Les postes de télévision aussi. Et, dans les postes, des spots de publicité aux belles promesses : *« GE brings good things to life »*. Puis, très vite, une émission où le porte-parole de la compagnie fait office de présentateur…

Entre 1954 et 1962, Ronald Reagan fut cet homme-là chaque dimanche soir. Il célèbre la consommation et la magie du capitalisme grâce auquel on peut parler et consommer librement. En revanche, dans le système social « totalitaire » que défendent les « rouges », les médias sont tenus en laisse. Pour les « libérer » un peu plus, GE rachète une des grandes chaînes, NBC.

Des décennies durant, innovant, attirant les ingénieurs, moissonnant leurs brevets et leurs prix Nobel de physique ou de chimie, GE contribue à l'essor du capitalisme américain. A son dynamisme industriel aussi. L'entreprise incarne presque autant que le géant de l'automobile le modèle fordiste : salariés nombreux et correctement payés, paternalisme social, développement des marchés de l'entreprise grâce au pouvoir d'achat des personnels qu'elle emploie.

## Droit du travail, quelques repères chronologiques




Sources : Organisation internationale du travail, base Natlex ; *Manière de voir* n° 103, « Les révoltés du travail », février-mars 2009.

# d'une multinationale

Le territoire de GE, c'est alors presque exclusivement l'Amérique. Et GE, « Generous Electric ».

### « PRESSER LE CITRON »

A partir de 1980, la générosité devient réservée aux actionnaires et aux patrons. C'est l'ère de Jack Welch, héros, presque gourou du *business* américain. En vingt ans, il réduit d'un quart le nombre des salariés de GE, vend tout ce qui n'est pas assez rentable, fait s'envoler la valeur de l'action – et au passage s'adjuge 900 millions de dollars. Comme, dans le même temps, la firme ne cesse de se diversifier, se mêlant de prêts hypothécaires, d'assurances, d'éoliennes, de cartes de crédit, d'équipement médical, de centrales nucléaires, les méthodes de management de Welch irradient (ou contaminent) l'ensemble de la société américaine : on doit *« presser le citron »*, faire suer le dividende, élaguer les activités déficitaires et, chaque année, licencier les 10 % de salariés les moins performants.

Entre 1981 et 2001, l'entreprise perd 100 000 emplois, mais sa capitalisation boursière s'envole, passant de 14 milliards à 410 milliards de dollars. Avec la crise financière, elle s'écroule. GE disputait rituellement à ExxonMobil la première place au classement des entreprises mondiales. Elle n'est plus que neuvième en 2010 – la première étant… PetroChina.

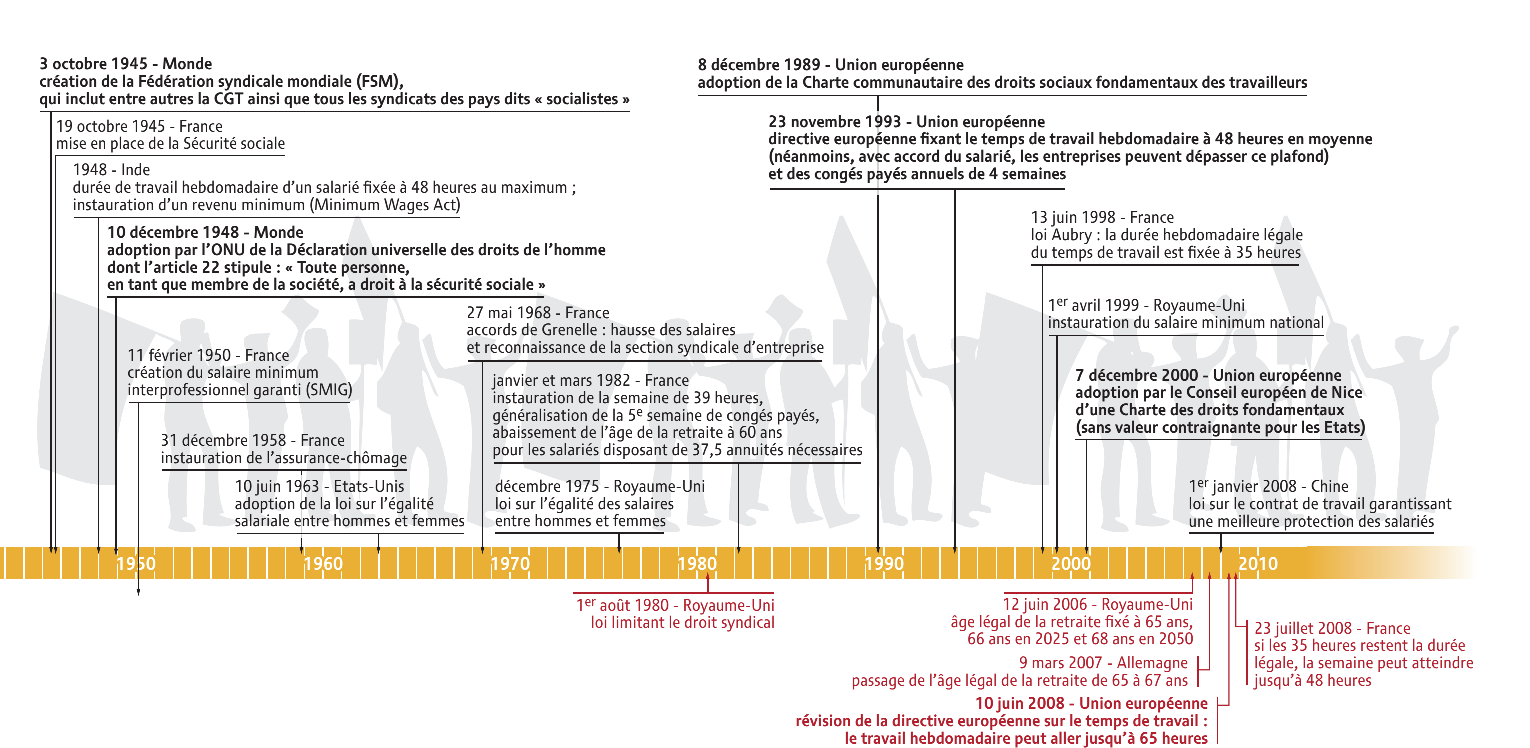
*« La Chine m'inquiète vraiment »*, a confié M. Immelt, actuel PDG de GE, au début de l'été 2010. La multinationale, qui y réalise 5,3 milliards de dollars de revenus, y ferait face *« aux pires conditions de travail en vingt-cinq ans ».* Rares sont pourtant les firmes qui ont à ce point profité de la mondialisation (leurs actionnaires davantage que leurs salariés). *« Dans l'idéal,* rêvait Welch, *chaque usine devrait être placée sur une barge. »* Soucieuse de mieux vendre à l'étranger (implantée dans plus de 40 pays, GE y réalise l'essentiel de ses ventes), mais aussi d'y produire davantage (GE y emploie la moitié de ses effectifs), l'entreprise a lutté contre les mesures protectionnistes débattues au Congrès.

Tout en parlant à Washington de la défense de l'emploi aux Etats-Unis, la firme a profité des accords de libre-échange pour transférer ses unités de production au Mexique, puis ailleurs. Et si demain l'empire du Milieu ne faisait plus l'affaire, M. Immelt a déjà annoncé qu'il se tournerait vers le Proche-Orient, l'Afrique ou l'Indonésie. Même ses turbines éoliennes, l'entreprise les produit dans les pays où la main-d'œuvre est le meilleur marché.

*« Green is green »* (le vert est aussi la couleur du billet vert). GE, qui a abandonné depuis longtemps le petit électroménager, ne jure plus que par la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pas vraiment par écologisme : le groupe est très investi dans le nucléaire. En définitive, l'entreprise a sculpté un profil prométhéen à ses patrons successifs, mais ceux-ci ont sans doute davantage épousé qu'inspiré les métamorphoses et les engouements du capitalisme américain.

## Bibliographie


- **Olivier Vilain,** « Comment General Electric a réinventé le capitalisme américain », *Le Monde diplomatique,* novembre 2006
- **John K. Galbraith,** *Le Nouvel Etat industriel,* Gallimard, Paris, 1989 (1968)
- **Thomas Frank,** *One Market Under God : Extreme Capitalism, Market Populism and the End of Economic Democracy,* Anchor Books, New York, 2001
- **Robert Slater,** *Jack Welch and the GE Way,* McGraw-Hill, New York, 1999

# Vie et mort du tiers-monde

**Renaissance de la Chine, essor du Brésil, ascension de l'Inde, activisme de la Turquie : le XXI^e^ siècle apparaît comme celui d'un basculement du monde vers le polycentrisme. Cette évolution aurait été impossible sans la longue lutte du tiers-monde pour son indépendance, d'abord politique, ensuite économique et culturelle.**

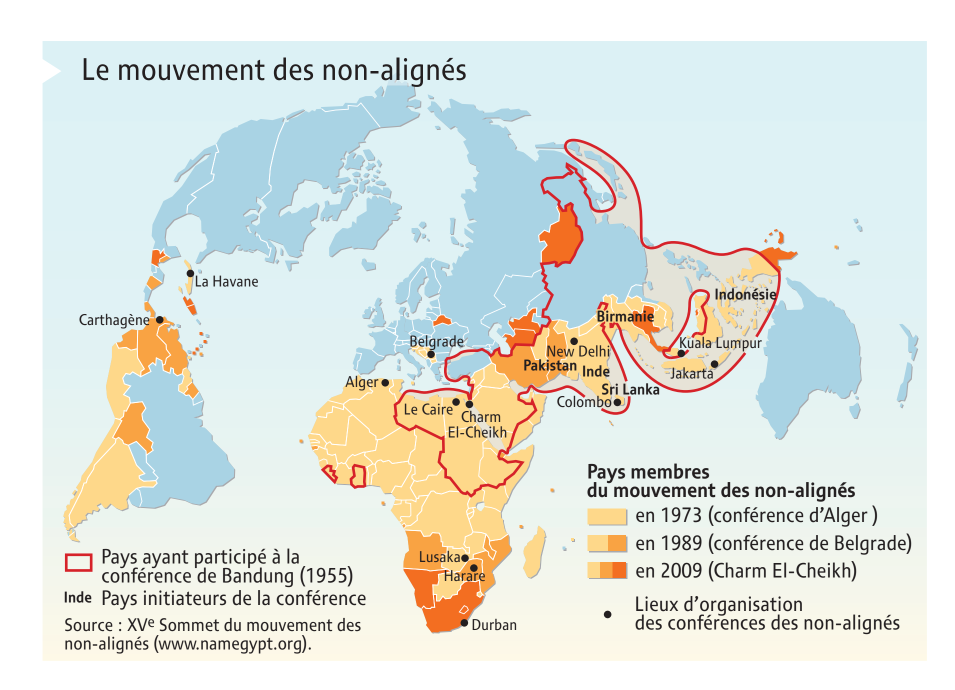
Du 18 au 24 avril 1955 se réunissaient à Bandung les représentants de 25 pays du Sud nouvellement souverains, dont le Chinois Zhou Enlai, l'Egyptien Gamal Abdel Nasser et l'Indien Jawaharlal Nehru. Hôte de cette conférence, le président indonésien Sukarno évoquait le congrès constitutif de la Ligue contre l'impérialisme, organisé en 1927 à Bruxelles et qui avait, pour la première fois, rassemblé des représentants des « peuples de couleur » : *« La réunion se tenait à des milliers de kilomètres de chez eux, parmi un peuple étranger, dans un pays étranger, sur un continent étranger. Aujourd'hui, le contraste est grand. Nos nations et nos pays ne sont plus des colonies. Nous sommes désormais libres, souverains et indépendants. Nous sommes de nouveau maîtres chez nous. »*

Inventeur, en 1952, avec Alfred Sauvy, de l'expression « tiers-monde », George Balandier en expliquait le sens : *« Il ne s'agissait pas de définir un troisième ensemble de nations, à côté des deux blocs* [capitaliste et soviétique] *en guerre froide. Non, c'était une référence au tiers état de l'Ancien Régime, cette partie de la société qui refusait de* "n'être rien", *selon le pamphlet de l'abbé Sieyès. Cette notion désignait donc la revendication des tierces nations qui voulaient s'inscrire dans l'histoire. »*

S'inscrire dans l'histoire, dont ils avaient été expulsés, mettre à bas les empires qui s'étaient partagé la planète, tel fut le sens des combats des peuples colonisés, combats qui allaient s'intensifier au XX^e^ siècle. En quelques décennies, et à travers des luttes parfois violentes, ils acquirent presque partout leur indépendance politique. Mais ce n'était qu'une étape. Le développement, la récupération des richesses nationales – dont la nationalisation des compagnies pétrolières dans les années 1970 marqua le moment fort – et un « nouvel ordre économique international » furent les mots d'ordre du mouvement des non-alignés, avec des résultats mitigés. La capacité du Nord à maintenir son hégémonie sur l'économie mondiale, la faillite des élites du Sud à définir un modèle de développement, le naufrage de l'option socialiste alimentèrent d'autant plus les désillusions que des régimes autoritaires et prédateurs s'installèrent dans de nombreux pays nouvellement indépendants.

### PÔLE POSITIF

Au tournant du millénaire, ces désillusions alimentent un discours critique visant à glorifier le *« rôle positif de la colonisation »*, voire à justifier la nécessité d'un nouvel impérialisme occidental, dont certains historiens, tels le Britannique Niall Ferguson et le Français Jacques Marseille, se firent les chantres. Pourtant, au même moment, on assiste à un essor sans précédent de pays de l'ancien tiers-monde, de la Chine au Brésil, de l'Inde à l'Afrique du Sud. Renonçant à contester le capitalisme et la globalisation, tirant profit de l'ouverture du commerce international et des délocalisations, ces pays conquièrent une place plus importante dans l'économie mondiale. Dirigés par des élites formées après les indépendances, s'appuyant sur un discours nationaliste, ils cherchent à

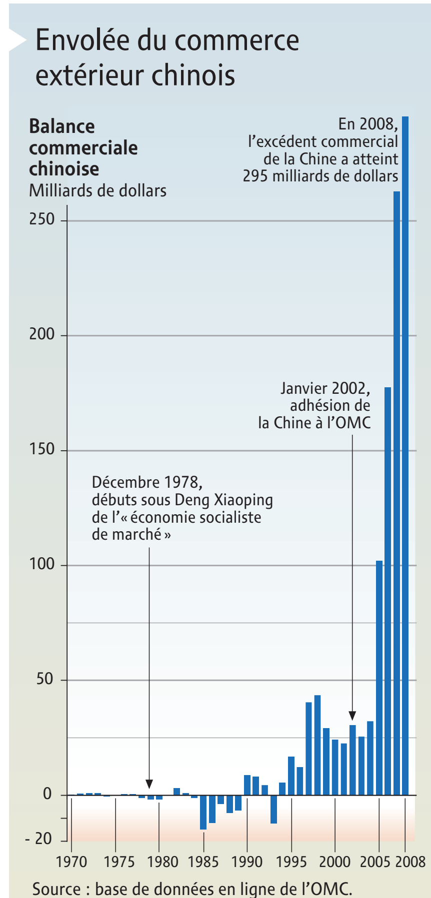


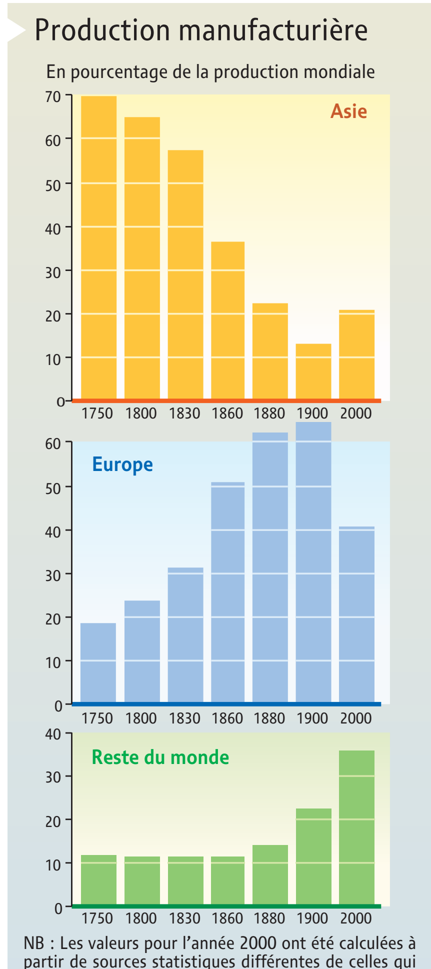
## 1985, le tiers-monde concerne deux tiers des pays

**PNB par habitant en 1985**
En dollars
plus de 9 000
de 4 500 à 9 000
de 1 500 à 4 500
de 400 à 1 500
moins de 400
Pays dont le PNB a eu une croissance négative entre 1965 et 1985
Limites du tiers-monde en 1985
Source : Banque mondiale.

**Indice de développement humain (IDH) en 1985**
de 0,9 à 1
de 0,8 à 0,9
de 0,7 à 0,8
de 0,5 à 0,7
de 0,2 à 0,5
Très développé
Peu développé
Données non disponibles
L'IDH est calculé à partir de trois variables : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu.
Source : Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 2005*.

**Main-d'œuvre agricole en 1985**
En pourcentage de la main-d'œuvre totale
plus de 80
de 50 à 80
de 20 à 50
moins de 20
Source : Département des affaires économiques et sociales, ONU, 1985.




jouer un rôle grandissant sur la scène politique et diplomatique, à reconquérir la place qui fut la leur dans le passé : au début du XVIII[e] siècle, la Chine et l'Inde assuraient 80 % de la production manufacturière mondiale.

Un certain nombre de pays ne connaissent pas cet essor, pour des raisons multiples : guerres civiles, notamment en Afrique, alimentées par des interventions étrangères ; élites autoritaires et corrompues, en particulier dans le monde arabe ; ordre international inégalitaire et défavorable aux plus faibles… Le tiers-monde comme entité cohérente et son expression politique, le mouvement des non-alignés, ont cessé d'exister.

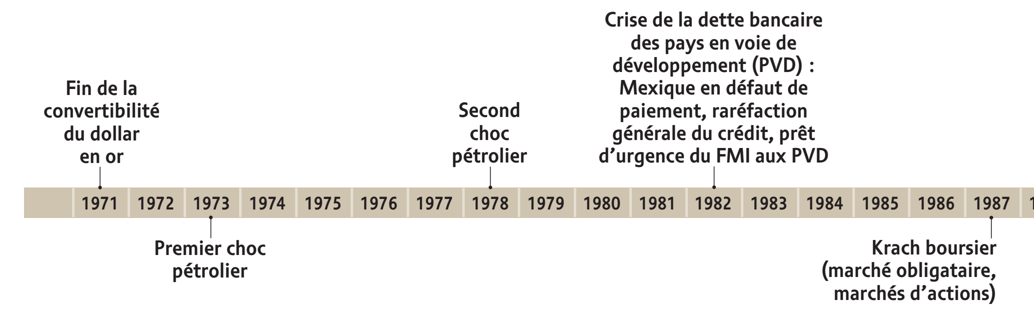
Le XX[e] siècle se clôt avec l'effondrement de l'Union soviétique et du communisme, mais, si l'on accepte de se décentrer et de considérer le monde non depuis Paris ou Washington, mais à travers le regard de New Delhi ou de Pékin, de Pretoria ou de Brasilia, on retiendra plutôt que ces dernières décennies ont été marquées par la fin de la domination, que l'on croyait éternelle, des empires coloniaux et par l'émergence de nouveaux centres de pouvoir.

## Bibliographie


- **Frantz Fanon,** *Les Damnés de la terre*, La Découverte, Paris, 2004 (1961).
- « Vie et mort du tiers-monde », *Manière de voir*, n° 87, juin-juillet 2006.
- **Vijay Prashad,** *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers-monde*, Ecosociété, Montréal, 2009.
- **Kenneth Pomeranz,** *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Albin Michel, Paris, 2010

# 1998, crise asiatique 2008, crise planétaire

**La crise dite « de 1998 » commence en fait dès 1997 par la « crise asiatique » et s'achève avec la dévaluation de la monnaie brésilienne en janvier 1999. Elle provoque un changement profond dans les équilibres économiques, mais aussi une montée des critiques face à l'hégémonie de ce qui a été appelé le « consensus de Washington ».**




Sources : Fonds monétaire international (FMI) ; Banque mondiale ; United States Treasury Department Office of Public Affairs, « Preliminary report on foreign holdings of US securities », juin 2007 ; Emmanuelle Bournay, *Atlas 2006 du Monde diplomatique*.

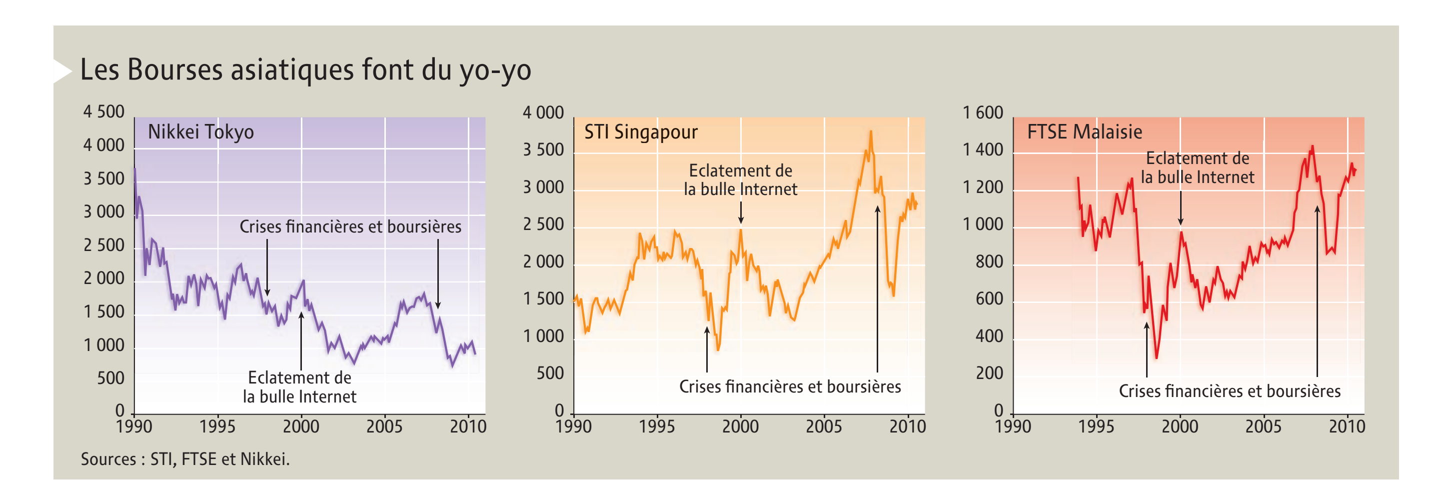
En Asie, la crise débute avec la dévaluation surprise opérée par Taïwan, qui provoque un « effet domino » dans les autres « petits dragons » (Corée du Sud, Hongkong, Singapour). C'est d'abord le reflux des capitaux investis à court terme sur les marchés des titres de divers pays qui engendre une crise de liquidités. Les banques locales, à leur tour, se mettent à vendre leurs actifs, ce qui entraîne de fortes baisses sur les Bourses d'Asie puis de Russie.

Face à cette situation, la réaction des Etats-Unis est dans un premier temps ambiguë. Ils décident le sauvetage de la Corée du Sud et laissent ensuite au Fonds monétaire international (FMI) la charge de s'occuper des autres pays. L'intervention du FMI se solde par un désastre en Indonésie : elle la plonge dans un cycle de violences qui dure un an. La Malaisie, elle, tourne le dos aux prescriptions du FMI pour appliquer un contrôle des changes qui la sauvera du pire. Cet épisode déchaîne contre elle les critiques de la presse occidentale, qui refuse d'y voir une solution de bon sens.

A son tour, la Russie est touchée, en raison des ventes réalisées par les banques asiatiques à la Bourse de Moscou, mais surtout de la chute brutale du cours du pétrole, qui tombe à 11 dollars le baril au début de 1998. Il est cependant clair que ce ne sont pas là les seules causes de la crise russe. Le pays subit alors une politique ultralibérale et, dès le mois de décembre 1997, le paiement des intérêts de la dette représente près de 55 % des recettes de l'Etat fédéral. Le laxisme dont faisait preuve le gouvernement dans la collecte des impôts explique que le taux d'imposition réel (calculé sur les sommes collectées) soit tombé à 22 % du produit intérieur brut (PIB). L'aide du FMI se révèle dérisoire, et même contre-productive.

En Russie, la crise d'août 1998, marquée à la fois par le défaut sur la dette interne, par une dévaluation brutale et par la fermeture des banques pendant

## Les Bourses asiatiques font du yo-yo




Sources : STI, FTSE et Nikkei.

## Quarante ans de crises financières

Les plans de « sauvetage » visent à éviter l'effondrement du système financier par le biais d'aides sous forme de prêts (pas toujours conditionnés) ou d'annulations de dettes. Les montants sont nets pour la période 1995-2002 (c'est-à-dire qu'ils tiennent compte des remboursements) et bruts pour 2008 (au 15 octobre).

Invasion du Koweït par l'Irak et guerre américaine contre l'Irak
Mexique
Asie
Russie
Brésil
Eclatement de la bulle Internet
Turquie
Argentine
Attentats du 11-Septembre
Turquie
Brésil Uruguay
Crise financière mondiale (une partie significative de cette somme a été remboursée depuis )
Crise islandaise
Crise grecque

1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013

NB : La surface des carrés est proportionnelle au montant des crédits accordés par l'Etat.

trois mois, a des conséquences importantes. Elle sonne l'agonie de l'hégémonie libérale et amorce une politique nouvelle. La dévaluation se révèle d'ailleurs une excellente affaire pour l'économie, qui commence à croître dès novembre 1998. A l'extérieur, le traumatisme entraîne la chute du fonds spéculatif Long Term Capital Management. Cette faillite manque de provoquer celle de Wall Street, sauvé in extremis par l'action décisive de la Réserve fédérale et d'un consortium de banques.

Si la situation se stabilise alors en Amérique du Nord, elle se dégrade en Amérique du Sud. En dépit d'une aide de 44 milliards de dollars, le Brésil dévalue en janvier 1999. Le Chili, qui avait adopté une politique de contrôle des changes, s'en sort à peu près indemne.

Dans les domaines de la politique économique et de la réflexion théorique, les conséquences de la crise ne sont pas négligeables. Les pays d'Extrême-Orient mesurent l'incapacité des Etats-Unis à contrôler la situation – du fait de la libéralisation des capitaux qu'ils ont eux-mêmes impulsée. De son côté, l'Amérique s'oppose violemment à la mise en place d'une institution régionale (le « Fonds monétaire asiatique ») réclamée par le Japon et, en sous-main, par la Chine. Aussi ces pays en arrivent-ils à la conclusion que seule une accumulation impressionnante de réserves de change est susceptible de les préserver. Il est donc permis de voir ici la source des politiques de prédation du commerce international (exportation à outrance) qui ont été instaurées à partir de 2000-2001.

Du point de vue de la théorie économique, la prépondérance du « consensus de Washington » est durablement ébranlée. Les exemples abondent d'une contestation de l'idéologie néolibérale – depuis les affrontements entre Joseph Stiglitz (à l'époque économiste en chef à la Banque mondiale) et Kenneth Rogoff (qui occupe les mêmes fonctions au FMI) jusqu'à l'aveu de Michel Camdessus, alors directeur général du FMI, selon lequel son organisation n'a pas été sans jouer un rôle dans le processus de destruction des institutions en Russie. A quoi s'ajoute l'émergence du mouvement « post-autiste » en économie.

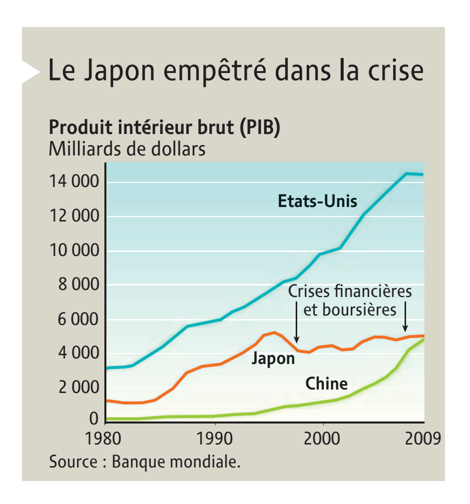
Ce qui est surtout mis en cause, c'est l'aptitude des Etats-Unis à gérer le monde qu'ils ont contribué à façonner. Du reste, le tournant pris par leur politique étrangère du *soft power* vers le retour au *hard power* ne se fait pas attendre. Au printemps 1999, l'OTAN intervient au Kosovo. Un événement qui encouragera les dirigeants américains à renouer avec les aventures militaires.

## Bibliographie


**Jacques Sapir,** *Le Nouveau XXIe Siècle. Du siècle « américain » au retour des nations,* Seuil, Paris, 2008

**Dani Rodrik,** « Who needs capital-account convertibility ? », *Essays in International Finance* n° 207, Princeton University, New Jersey, 1998

**Joseph E. Stiglitz,** « More instruments and broader goals : Moving toward the post-Washington consensus », *Wider Annual Lectures 2,* UNU/WIDER, Helsinki, 1998

Le Japon empêtré dans la crise

Source : Banque mondiale.

# Contester, mais comment ?

**Pétitionner, manifester, faire la grève – du travail, de la faim ou des loyers – mais aussi poser des bombes et prendre les armes : les formes de la contestation n'ont cessé de se diversifier, à mesure que l'ordre dominant s'étendait sur le monde.**

Exploitation économique, violence politique et pression idéologique ont soulevé une résistance majoritairement structurée en partis politiques et organisations syndicales. Mais les moyens employés pour contester la domination sont multiples. Légaux ou illégaux, violents ou pacifiques, collectifs ou individuels, ils varient selon les périodes et les lieux, les régimes politiques et les objectifs visés. Derrière l'hétérogénéité, une volonté commune : les peuples colonisés qui luttent pour leur libération, les ouvriers qui protestent contre les fermetures d'usines et les mal-logés qui dénoncent leurs pouvoir. Le camp de la répression ne gagne pas toujours : les gouvernements anglais et mexicain imposent un contrôle des loyers, les Etats-Unis votent la loi sur les droits civiques, et, au Portugal, la « révolution des œillets » triomphe du premier ministre Marcelo Caetano.

La violence est l'arme de ceux qui ont peu à perdre. Dans sa forme atténuée, elle s'attaque d'abord aux biens et apparaît alors comme une réaction spontanée à une situation d'injustice criante : l'injustice raciale par exemple, lors des soulèvements du quartier de Watts à Los Angeles en 1965 et 1992 ; ou encore l'inflation vertigineuse, avec les émeutes de la faim dans l'Amérique latine et l'Afrique des années 1980.

La violence contestataire peut aussi être violence contre soi. Popularisée par Gandhi, pratiquée par les militants du Front de libération nationale (FLN) que détient l'armée française en Algérie ou par les prisonniers palestiniens en Israël, la grève de la faim met dans la balance du conflit la menace d'un décès. Elle se concrétise parfois. En 1965, Norman Morrison s'immole par le feu et meurt devant le ministère de la défense américain en signe de protestation contre la guerre du Vietnam ; Jan Palach l'imite en 1969 pour s'opposer à l'occupation de

## Les trajets les moins surveillés à Manhattan aux environs de 2001

Cette carte a été conçue dans le cadre du projet « iSee » de l'Institut d'autonomie appliquée. La liste de la localisation des caméras vidéo a été établie par :
- l'Union pour les libertés civiles à New York
- les Surveillance Camera Players
- l'Institut d'autonomie appliquée

Carte créée et réalisée par SITE-R



Les cartographes traditionnels de la période contemporaine ne cessent de répéter que la cartographie est une science qui s'appuie sur des données fiables et vérifiées, et qui doit donner une image « neutre » et le plus fidèle possible de la réalité… Une telle approche fait l'impasse sur l'utilisation politique et sociale de la carte, et sur son rôle tant dans la dimension de la propagande que dans celle de la contestation. Depuis quelques années, et dans un désordre sympathique, émerge un peu partout dans le monde une pratique cartographique dite « radicale », très riche combinaison revendiquée d'art, de sciences, de géographie, de politique et d'activisme social. Cette cartographie engagée a trouvé, avec cette initiative, la voie d'une forme de contestation au service de la dénonciation des pratiques politiques douteuses et de la justice sociale. C'est un exercice « libre » de déconstruction pour lequel les cartographes radicaux se permettent de pervertir les conventions les plus classiques de la cartographie.

**Cette carte est extraite de l'ouvrage**
***An Atlas of Radical Cartography*,**
**Journal of Aesthetics and Protest Press, 2007**
**http://www.an-atlas.com**
**http://joaap.org/**
**http://www.appliedautonomy.com/isee.html**

priétaires combattent un système dont ils sont les victimes.

Il existe bien évidemment une gradation des contestations. Certaines sont passives et les autorités peuvent difficilement les combattre. Comment réprimer ceux qui décident, à partir de 1976, de boycotter les oranges Outspan, produites en Afrique du Sud, pour protester contre l'apartheid ?

### LÉGITIMITÉ CONTRE LÉGALITÉ

Par son refus de coopérer au bon déroulement de l'économie, la grève partage la même logique que le boycott. Perlée, tournante, sauvage, du zèle ou sur le tas, elle est tantôt circonscrite à une entreprise, tantôt étendue à tout un pays ; elle peut viser un patron comme un gouvernement. Faire pression sur le porte-monnaie pour obtenir des avancées sociales est, dans les sociétés démocratiques, une méthode éprouvée. En France, les droits des travailleurs ont souvent progressé à la faveur des mouvements ouvriers. Les grèves de 1936 entraînent les accords de Matignon ; celles de 1968, les accords de Grenelle.

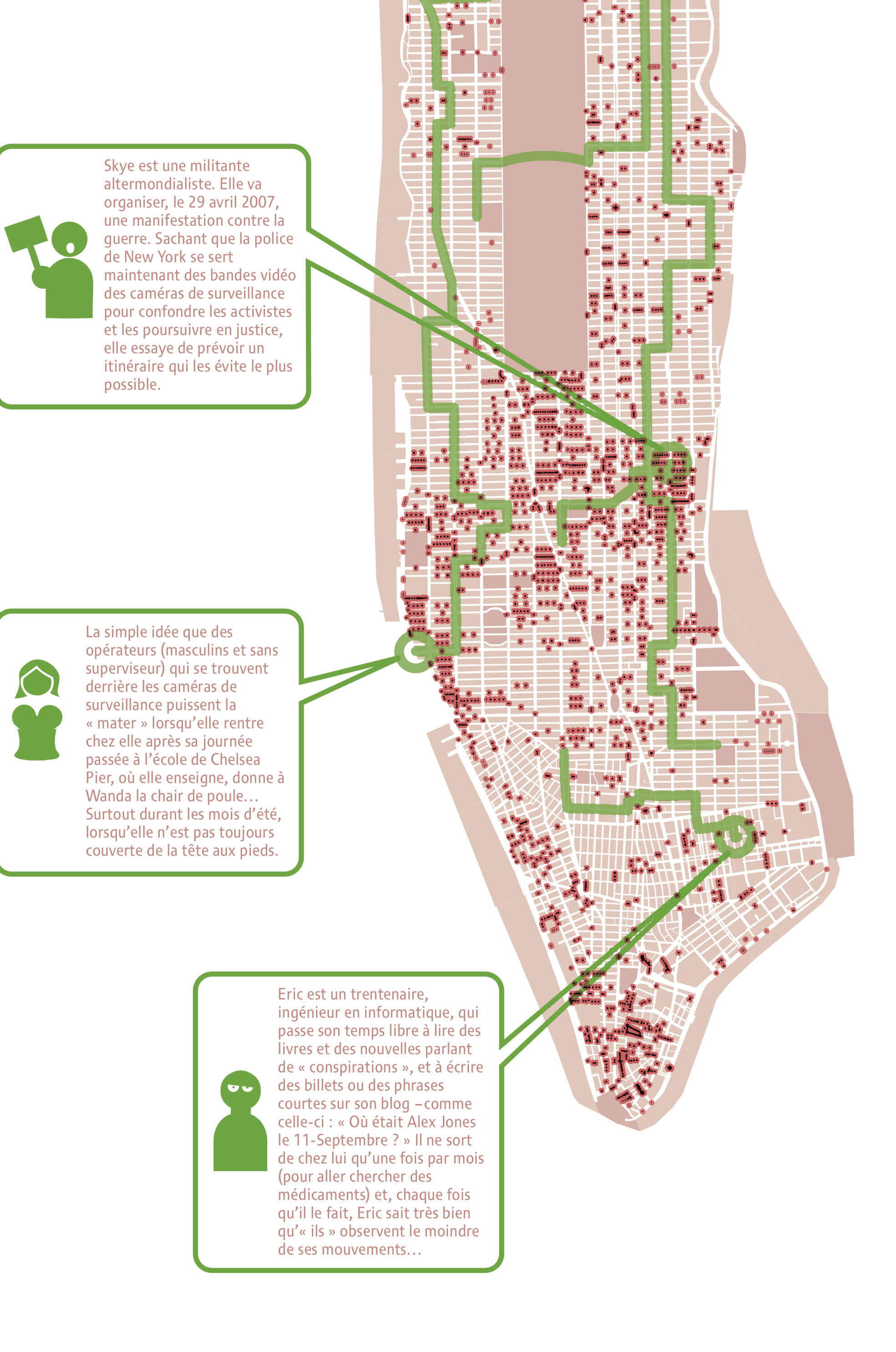
Aux contestations tolérées s'ajoutent les résistances illégales, qui exposent leurs auteurs aux foudres de la répression. Les 20 000 locataires de Glasgow et les 40 000 *inquilinos* de Veracruz qui, en 1915 et 1922, refusent de payer les loyers excessifs réclamés par leurs propriétaires risquent l'expulsion et des amendes. Les quatre étudiants noirs qui prennent place en 1960 dans un café de Caroline du Nord tombent sous le coup des lois ségrégationnistes. Les milliers de Portugais qui, en avril 1974, descendent dans la rue pour faire chuter le régime autoritaire de l'Estado Novo contreviennent aux injonctions du la Tchécoslovaquie par l'Union soviétique ; en Irlande du Nord, le militant républicain Bobby Sands décède en avril 1981 après soixante-six jours de grève de la faim.

Forme extrême et fréquemment désespérée de la contestation, la violence contre autrui apparaît dans le cadre de luttes fortement asymétriques, où l'adversaire semble inébranlable, et elle doit être mesurée à l'aune de la force qu'elle combat. Ainsi, l'usage du « terrorisme » par les partisans yougoslaves ou les résistants français au cours de la seconde guerre mondiale, les nationalistes algériens et tunisiens, ou encore le recours à la guérilla par les maquis érythréens dans les années 1950 et 1960 ne peuvent se comprendre qu'au regard des arsenaux répressifs sophistiqués des forces armées auxquelles ils faisaient face. L'Algérie, la Tunisie et l'Erythrée obtiendront leur indépendance.

Si le XXe siècle voit l'ordre libéral s'imposer finalement à travers le monde, il est aussi le théâtre de nombreuses luttes dont les aspirations populaires sortent victorieuses, malgré un rapport de forces initialement déséquilibré.


## Bibliographie

- **Russel J. Dalton et Manfred Kuechler** (sous la dir. de), *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press, New York, 1990
- **Simeon Larson et Bruce Nissen** (sous la dir. de), *Theories of the Labor Movement*, Wayne State University Press, Detroit, 1987
- **Charles Tilly et Sidney Tarrow,** *Politique(s) du conflit, de la grève à la révolution*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008

# Les auteurs de *L'Atlas Histoire du Monde diplomatique*

**Gilbert Achcar (p. 68).** Professeur à l'Ecole des études orientales et africaines (SOAS) de l'université de Londres, auteur de l'ouvrage *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Actes Sud, Arles, 2009.

**Akram Belkaïd (p. 84).** Journaliste indépendant et écrivain, auteur d'*Un regard calme sur l'Algérie*, Seuil, Paris, 2005.

**Benoît Bréville (p. 96).** Historien, Centre d'histoire sociale du XX[e] siècle, université Paris-I.

**Jean-Marie Chauvier (p. 82).** Journaliste, auteur de *URSS : une société en mouvement*, Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1988.

**Vicken Cheterian (p. 14).** Chercheur en relations internationales (Cimera), auteur de *War and Peace in the Caucasus : Russia's Troubled Frontier*, Hurst & Company, Londres, 2009.

**Augusta Conchiglia (p. 66).** Journaliste.

**Michel Cool (p. 26).** Journaliste indépendant, formateur à l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, auteur de *Pour un capitalisme au service de l'homme. Paroles de patrons chrétiens*, Albin Michel, Paris, 2009.

**Georges Corm (p. 18).** Economiste et historien, auteur de *L'Europe et le Mythe de l'Occident. La construction d'une histoire*, La Découverte, Paris, 2009.

**Thomas Deltombe (p. 60).** Journaliste, coauteur avec Manuel Domergue et Jacob Tatsikza de *Kamerun ! La guerre cachée de la France en Afrique noire (1955-1971)*, La Découverte, 2010.

**François Denord (p. 76).** Sociologue (CESSP, université Paris I-CNRS), coauteur avec Antoine Schwartz de *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Raisons d'agir, Paris, 2009.

**Marc Ferro (p. 20).** Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), codirecteur des *Annales*, auteur de l'ouvrage *Le Ressentiment dans l'histoire. Comprendre notre temps*, Odile Jacob, Paris, 2007.

**Roger Fraenkel (p. 16).** Chercheur en histoire contemporaine, auteur de *Joffre, l'âne qui commandait des lions*, Editions italiques, Triel-sur-Seine, 2004.

**Philip Golub (p. 10 et 28).** Professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII et à l'American University of Paris, auteur de *Power, Profit and Prestige : A History of American Imperial Expansion*, Pluto Press, Londres, 2010.

**Alain Gresh (p. 92).** Directeur adjoint du *Monde diplomatique*, auteur de *De quoi la Palestine est-elle le nom ?,* Les liens qui libèrent, Paris, 2010.

**Pierre Grosser (p. 52).** Agrégé et docteur en histoire, enseignant à Sciences Po, auteur de *1989, l'année où le monde a basculé* (prix des Ambassadeurs 2010), Perrin, Paris, 2009.

**Serge Halimi (p. 90).** Directeur du *Monde diplomatique*, auteur de l'ouvrage *Le Grand Bond en arrière*, Fayard, 2006 (2004).

**Selig S. Harrison (p. 70).** Directeur du programme Asie du Center for International Policy (Washington), chercheur principal au Woodrow Wilson International Center for Scholars (Washington), coauteur avec Diego Cordovez de *Out of Afghanistan : The Inside Story of the Soviet Withdrawal*, Oxford University Press, New York, 1995.

**Hirofumi Hayashi (p. 46).** Historien, professeur de la Kanto-Gakuin University, auteur d'*Okinawasen to Minshu* (The Battle of Okinawa and People), Otsuki Shoten, Tokyo, 2001.

**Jean-Paul Hébert (p. 12).** Décédé en 2010. Etait chercheur au Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques (Cirpes) EHESS, coordinateur avec Pierre Pascallon de *La Politique industrielle d'armement et de défense de la V[e] République*, L'Harmattan, Paris, 2010.

**Maurice Lemoine (p. 62).** Journaliste, auteur de *Cinq Cubains à Miami*, Don Quichotte, Paris, 2010.

**Dario Ingiusto.** Cartographe.

**John R. MacArthur (p. 86).** Directeur du *Harper's Magazine*, auteur d'*Une caste américaine. Les élections aux Etats-Unis expliquées aux Français*, Les Arènes, Paris, 2008, et chroniqueur aux journaux *Le Devoir* et *Providence*.

**Cécile Marin.** Géographe et cartographe, coauteure avec Gérard Salem et Zoé Vaillant de l'*Atlas mondial de la santé,* Autrement, Paris, 2008.

**Margaret Maruani (p. 54).** Sociologue, directrice de recherche au CNRS, auteur de *Travail et emploi des femmes*, La Découverte, 2006.

**Armand Mattelart (p. 34).** Professeur émérite, université Paris-VIII, auteur de l'ouvrage *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, La Découverte, 2009.

**Seumas Milne (p. 88).** Editorialiste associé au *Guardian* (Londres) et écrivain, auteur de *The Enemy Within : The Secret War Against the Miners*, Verso, Londres, 2004.

**Evelyne Pieiller (p. 36).** Journaliste au *Monde diplomatique* et écrivain, auteure de *Dick, le zappeur de mondes*, La Quinzaine littéraire, Paris, 2004.

**Dominique Pinsolle (p. 38 et 56).** Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'université Bordeaux-III.

**Philippe Rekacewicz (p. 48).** Géographe-cartographe, journaliste au *Monde diplomatique*, auteur de l'exposition *Frontières, migrants et réfugiés* (*Le Monde diplomatique,* 2007).

**Lionel Richard (p. 32 et 42).** Professeur honoraire des universités, auteur de *Goebbels. Portrait d'un manipulateur*, André Versaille, Paris, 2008.

**Adélaïde Robert-Géraudel (p. 78).** Journaliste scientifique indépendante.

**Alain Roux (p. 58).** Historien, professeur des universités émérite, auteur de *Le Singe et le Tigre. Mao, un destin chinois,* Larousse, Paris, 2009.

**Alain Ruscio (p. 64).** Historien, auteur de *Diên Biên Phu, mythes et réalités. Les échos d'une bataille, 1954-2004* (en collaboration avec Serge Tignères), Les Indes savantes, Paris, 2005.

**Jacques Sapir (p. 94).** Economiste, directeur d'études à l'EHESS, *Le Nouveau XXI[e] Siècle. Du siècle « américain » au retour des nations*, Seuil, 2008.

**Antoine Schwartz (p. 76).** Chercheur en science politique, université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, coauteur avec François Denord de *L'Europe sociale n'aura pas lieu,* Raisons d'agir, 2009.

**Agnès Sinaï (p. 72).** Journaliste, auteure de *Veilleurs de l'eau. Aux sources de Paris*, La Découverte, 2007.

**Agnès Stienne.** Graphiste-cartographe, graphiques-illustrations du rapport « Perspectives mondiales de la diversité biologique 3 », Convention sur la diversité biologique, 2010.

**Enzo Traverso (p. 22).** Professeur de science politique, université de Picardie Jules-Verne, Amiens, auteur de *La Guerre civile européenne 1914-1945,* Hachette, Paris, 2009.

**Bernard Umbrecht (p. 80).** Journaliste, ancien correspondant de *L'Humanité* à Berlin.

**Dominique Vidal (p. 40 et 44).** Journaliste au *Monde diplomatique*, a dirigé avec Bertrand Badie *L'Etat du monde 2011. La fin du monde unique*, La Découverte, 2010.

**Serge Wolikow (p. 24).** Historien, auteur de *Pierre Semard*, Le Cherche Midi, Paris, 2007.